



Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE



- Un nouveau droit du travail
- Emploi : 12 pages d'annonces classées

55^e ANNÉE - N° 16808 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

MARDI 9 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



Jordanie : la tâche difficile du roi Abdallah

PLUSIEURS dizaines de chefs d'État ont assisté, lundi 8 février à Amman, aux funérailles du roi Hussein, décédé la veille d'un cancer. Son successeur, Abdallah, a appelé les Jordanien à l'unité, assurant qu'il poursuivra la politique de son père. Il aura la tâche difficile. Parce que sa population est majoritairement d'origine palestinienne, la stabilité de la Jordanie dépend des négociations israélo-palestiniennes, tandis que l'économie est durement touchée par l'embargo à l'encontre de l'Irak.

Lire pages 2 et 3 et notre éditorial page 15

Défaite de Gerhard Schröder

La coalition rouge-verte ayant perdu les élections dans le Land de Hesse, le chancelier allemand n'a plus de majorité au Bundestag, ce qui risque de paralyser son action.

L'Espagnol inconnu de Toulouse, symbole des républicains de la « retirada »

TOULOUSE

de notre correspondant régional

Qui était Diego Rodriguez Rollado ? Son nom, parmi celui de six autres « martyrs » français, est gravé sur un mur de la prison Saint-Michel de Toulouse où il fut enfermé par les Allemands, puis fusillé. C'est l'Espagnol inconnu de Toulouse, un réfugié républicain « mort pour la France » dont personne ne sait rien, le symbole de l'histoire tragique de la communauté espagnole de Toulouse, capitale de l'antifrançais pendant plus de trente ans. Toulouse, qui célèbre, cette année, le soixantième anniversaire de la « retirada » (le repli).

Après la défaite de l'Èbre, l'Espagne républicaine est sur le point de mettre genoux à terre. Les troupes franquistes vont s'emparer de Barcelone, la rouge et noire. Les premiers jours de février 1939, quelque 500 000 personnes se jettent sur les routes du Nord, à travers les Pyrénées. Débandade misérable, à dos de mulet et la faim au ventre. Retraite hagarde dans la neige et le froid. Le boulder des Pyrénées derrière eux, les réfugiés espagnols arrivent, en France, le bout de leurs souffrances.

Mais, en guise d'accueil, le gouvernement Daladier ouvre des camps où il entasse des milliers de personnes.

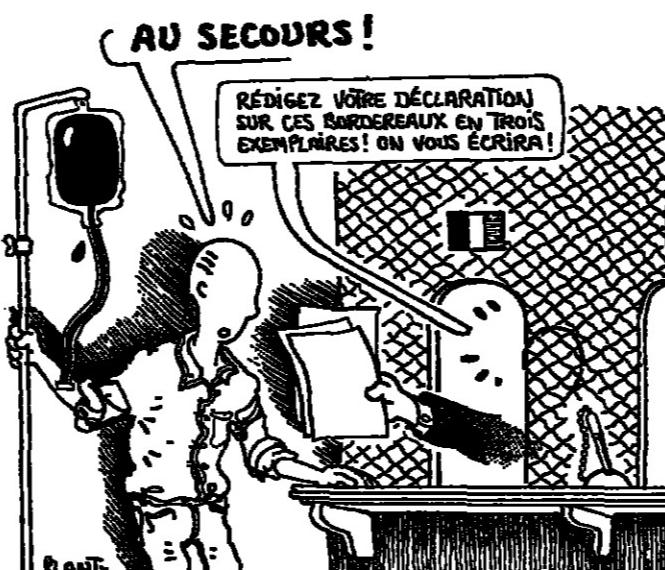
Finalement, 20 000 réfugiés républicains s'installent à Toulouse où, dans les années 40, ils représentent un tiers de la population. La plupart des hommes valides entrent immédiatement dans la résistance. Ce sont ces « guerilleros espagnols » qui fondent les premiers maquis du sud-ouest de la France. Acte majeur d'intégration qui ne suffit pas cependant à clore l'épisode de l'exil. Les réfugiés espagnols, après la guerre, logent en baraquement et travaillent dur. « On n'avait droit qu'à la pelle et la pioche », témoigne José Tamborero, un ancien maçon âgé de quatre-vingt-quatre ans. C'est nous qui avons construit les égouts de la ville mais les Français fermentaient leurs portes. » « Le drame a fini quand on s'est mêlé et que j'ai pu aller travailler chez les gens », raconte l'ancien plombier Honorato Vitutia.

Aujourd'hui, le mélange est réussi, grâce au travail que les « trente glorieuses » ont offert et que les réfugiés ont accompli. Soixante ans après, Toulouse est une ville métissée, euro-

pénne avant l'heure, où « l'Espagne pousse sa corne », chante Claude Nougaro. Les rues regorgent de pan y vin, de bars à tapas et de bodeguitas. Les festivals de musique, de danse ou de cinéma ibériques, les expositions de la jeune peinture espagnole rythment une vie culturelle et nocturne qui s'apparente à la movida madrilène. Si, sur les bancs des squares et des rambles près de la place Wilson, les vieux, au soleil, parlent encore castillan ou catalan, leurs enfants se sont fait des noms sur la ville, dans toutes les professions, et leurs petits-enfants, à l'école, ressemblent à s'y méprendre à de jeunes Gascons ou Rouergats.

La nostalgie reste cependant plantée au cœur des survivants de la « retirada ». Chacun a constitué son livre de souvenirs dans lequel il a inscrit les épisodes dramatiques de sa vie et gardé quelques photos jaunies et douloureuses. Et l'ex-militant anarchiste de la CNT ne se mêle toujours pas à celui du PC, lequel n'a que mépris pour l'ancien du PS. Pour eux, « l'histoire ne pardonne pas à celui qui oublie ». Jean-Paul Besset

Lire pages 24 à 26



p. 6
p. 8
p. 13
p. 14

Pour une justice équitable

AVEC le procès du sang contaminé, la France s'apprête à vivre un moment grave de son Histoire. Parce qu'au-delà du sort de trois ministres, dont un chef de gouvernement, appellé à comparaître devant la Cour de justice de la République, il met en jeu

souhaiter qu'il soit conduit de manière juste et équitable ; plus que pour tout autre procès, la poursuite de cet objectif devra faire l'objet d'une vigilance particulière, tant sont grandes les inquiétudes qu'ont fait naître les conditions dans lesquelles MM. Dufoix et MM. Fabius et Hervé vont devoir répondre de leurs actes de gouvernement.

Cette affaire est – faut-il le rappeler ? – au cœur de deux carences françaises, deux maux propres à notre système : le premier relève du conscient collectif, qui toujours préfère punir plutôt que réparer ; le second a trait aux priviléges du prince, des princes en l'occurrence, qui n'ont plus lieu d'être.

J.-M. C.

Lire la suite page 15

Les rescapés du déluge

LES RUGBYMEN de l'équipe de France se sont imposés de justesse (10-9) face à l'Irlande, samedi 6 février, à l'occasion de la première journée du Tournoi des cinq nations. Les Français doivent ce succès à leur courage sous le déluge de chandelles, ces coups de pied haut en l'air qui perturbent le jeu des meilleurs, organisé par les hommes au tréfle, et à un essai d'Emile Ntamack. Dans l'autre match, l'Ecosse a créé la surprise en venant à bout du pays de Galles (33-20), prochain adversaire de l'Irlande. Aux Etats-Unis, sur les pistes de Vail (Colorado), les slideurs autrichiens ont affirmé leur domination sur les championnats du monde en s'imposant dans les deux descentes, samedi 6 et dimanche 7 février.

Lire pages 24 à 26

Un Français en Belgique



FRANCIS MER

dans les années 20 et des sociétés de biotechnologie dans les années 80 ? Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale américaine, et Bill Gates, président de Microsoft, font partie de ceux qui estiment que la flamme sera de courte durée. Tout comme l'hébdomadaire britannique *The Economist* qui titrait, dans son édition du 30 janvier : « Pourquoi les actions Internet vont chuter ».

Stephan Paternot, cofondateur avec Todd Krizelman du site « portail » TheGlobe.com, pensait tout le contraire. Son postulat est simple. La croissance des sociétés Internet ne repose plus sur la technologie mais sur leur capacité à attirer de la publicité ou à générer du commerce électronique. Exemple : parmi d'autres de ces sociétés qui défient les règles classiques de la finance : TheGlobe.com vaut 650 millions de dollars (575 millions d'euros) en Bourse alors que son chiffre d'affaires est celui d'une PME et que son activité est déficitaire.

Si les sociétés Internet sont des gouffres financiers, elles représentent un relais de croissance inespérée pour les industries matures, dont les sociétés de télécommunications et celles de communication (médias et publicité).

Lire page 19

International	2	Aujourd'hui	24
France-société	6	Météorologie, jeux	27
Régions	12	Immobilier/annonces	28
Horizons	13	Culture	30
Carref	17	Guide culturel	33
Entreprises	18	Kiosque	34
Communication	20	Abonnements	34
Tableau de bord	21	Radio-Télévision	35

Internet, bulle spéculative ou poule aux œufs d'or ?

CONTRAIRES aux souhaits des utopistes du XX^e siècle et des hippies des années 70, aujourd'hui, les « communautés » sont devenues virtuelles, elles sont cotées en Bourse et valent des fortunes. Les rachats récents de la société Netscape par American Online (premier

pionnier d'accès à Internet), des firmes Excite par @Home et GeoCities par Yahoo, ont déclenché une explosion des cours de Bourse des sites Internet qualifiés de « portails » (séances pour le monde Internet), de ce que l'on appelle des « communautés virtuelles ».

Consequence de cette folle envolée des sociétés Internet à Wall Street, la polémique entre aux Etats-Unis. Les valeurs Internet sont-elles en train d'écrire la grande histoire du XX^e siècle ou la petite histoire d'une bulle spéculative de plus, après celle des compagnies de radio

ELIE WIESEL PRIX NOBEL

ELIE WIESEL
Les Juges

Une nuit dans le Connecticut. Un juge énigmatique séquestre cinq personnages et les entraîne sous la menace dans un étrange procès.

Editions du Seuil

Affaire de l'ARC
Jacques Crozémarie, fondateur de l'Association pour la recherche sur le cancer, sera jugé devant le tribunal correctionnel.

p. 36

La droite en ordre dispersé
François Bayrou a confirmé dimanche qu'il conduirait une liste autonome UDF aux européennes. Pour Philippe Séguin, la seule liste de l'opposition sera celle du RPR et de DL.

p. 10 et 11

La Giselle de Sylvie Guillem

La danseuse étai signe sa première création pour le Ballet national de Finlande, tout en interprétant le rôle-titre. Avec la volonté de montrer toute la modernité de Giselle.

p. 30

Affaire de l'ARC

Jacques Crozémarie, fondateur de l'Association pour la recherche sur le cancer, sera jugé devant le tribunal correctionnel.

p. 36

DIMANCHE 18H30

RTL

FRANCIS MER

INTERNATIONAL

COULEURS

JOAQUIN

FRANCIS MER

INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999

PROCHE-ORIENT Une quarantaine de chefs d'Etat, de gouvernement et de monarques ont assisté, lundi 8 février en fin de matinée, aux funérailles du roi Hussein de

Jordanie, décédé la veille. ● LE ROI ABDALLAH, qui a prêté serment dimanche, a reçu le président américain, Bill Clinton, qui lui a renouvelé la confiance des Etats-Unis en espe-

rant que la continuité de la politique jordanienne conduira à une stabilité plus grande dans la région. Hamza, fils de Hussein et de la reine Noor, a été désigné, dimanche, prince héritier

tier, conformément au vœu de son père. ● LA SYRIE, dont les relations avec la Jordanie étaient tendues, a décidé, à la surprise générale, de proclamer un deuil national de trois

jours et de reporter à mercredi le référendum qui devait se tenir, ce 8 février, sur la réélection pour sept ans du président Hafez El Assad. (Lire notre éditorial page 16.)

Le roi Abdallah de Jordanie veut incarner la continuité

Une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement étrangers ont assisté, lundi 8 février à Amman, aux obsèques du roi Hussein. La veille, le nouveau souverain hachémite avait prêté serment et appelé son peuple à l'unité, en assurant qu'il poursuivrait la politique de son père

AMMAN de notre envoyé spécial

Conformément à la tradition musulmane qui impose de promptes funérailles, le roi Hussein devait être enterré, lundi 8 février à Amman, à l'issue d'une cérémonie de trois heures, et en présence d'une quarantaine de chefs d'Etat, qui avaient commencé à arriver en Jordanie dans la soirée de dimanche.

Après Tony Blair et le numéro un algérien Lamine Zeroual, le président Jacques Chirac et son épouse ont atterri à 23 heures à l'aéroport Reine Alia d'Amman, accueillis par le premier ministre jordanien. Au même moment, Bill Clinton s'en volait vers la Jordanie, avec à ses côtés les anciens présidents Gerald Ford, Jimmy Carter et George Bush. Conduite par le président Ezer Weizman, une importante délégation israélienne où figuraient Benjamin Netanyahu et deux anciens premiers ministres - Shimon Péres et Itzhak Shamir - sera également présente aux obsèques.

Le prince Abdallah n'aura été régent que vingt-quatre heures. Dimanche 7 février, peu avant midi, la mort attendue de son père, le roi Hussein, l'a propulsé roi de Jordanie, petit pays de quatre millions et demi d'habitants incrusté au centre d'une région où la paix se dérobe. L'issu fatal ne faisait guère de doute. Rapatrié par avion

sanitaire des Etats-Unis, vendredi matin, le roi Hussein avait été immédiatement transporté, agonisant, à la cité médicale Al-Hussein pour - pudique précaution de langage - y poursuivre un traitement qui avait déjà échoué dans un hôpital américain. Son entourage le disait « cinquement mort », ajoutant qu'il ne devait de survivre qu'à une machine. Et pourtant, un impossible espoir s'était emparé de beaucoup, suscité par les déclarations de la famille expliquant, curieusement, que le cœur et le cerveau du malade étaient encore vaillants.

UNE SEULE FAMILLE

Dimanche, à la mi-journée, la télévision a brutalement mis fin à d'éventuelles illusions. Par un bref communiqué suivi de la lecture du Coran, les Jordaniens ont appris que leur roi venait de mourir. « Nous annonçons le décès du plus précieux, du plus grand des hommes, feu le moyen de Al al-Bet (les descendants du Prophète), qui a rendu son dernier soupir dimanche à 11 h 43 (heure locale) et que Dieu a choisi de rappeler à lui », a indiqué le gouvernement dans le texte lu devant les caméras de télévision.

L'accession au pouvoir du roi Abdallah s'est faite rapidement et avec la volonté visible que tout se passe calmement, conformément aux textes. Cravate noire et coiffé

d'un keffieh à damiers rouge et blanc, le prince Abdallah, devenu automatiquement roi dès le décès de son père, s'est aussitôt adressé aux Jordaniens pour les appeler à l'unité et leur assurer qu'il poursuivrait la politique de son prédécesseur. « Nous préserverons son héritage dans l'édition d'une Jordanie forte », a-t-il assuré. Je vous demande à tous de rester unis en toute loyauté, comme une seule famille. »

Deux heures plus tard, il arrivait au Parlement pour jurer, une main sur le Coran, « de protéger la Constitution et de demeurer fidèle à la nation ». La prestation de serment faite devant quatre-vingts députés, quarante sénateurs et en présence de ses quatre frères et de ses deux oncles, dont le prince Hassan - limogé il y a moins de deux semaines - n'a dû que quelques secondes au terme desquelles le roi a rapidement quitté la salle pour s'entretenir avec les parlementaires puis inspecter le détachement militaire venu lui rendre hommage.

En début de soirée, respectant en cela un volonté paternelle explicite, il signait son premier décret royal en nommant prince héritier son demi-frère Hamza, premier fils de la reine Noor. Pour avoir donné l'impression qu'il ne ferait pas de même si l'il était un jour roi, le prince Hassan, frère cadet du roi Hussein et alors prince héritier dé-

Des voitures qui affichent le portrait du défunt...

AMMAN de notre envoyé spécial

Le roi Hussein de Jordanie est mort, dimanche 7 février peu avant midi. Aussitôt, la radio et la télévision ont déversé sur la ville la lancinante psalmie du Coran et les cloches des églises d'Amman se sont mises à sonner. Rompant avec une longue période de sécheresse, une pluie froide et insistant tombe sur le pays depuis plusieurs jours, saluée comme l'ultime cadeau de Dieu à un royaume dont le souverain agonise. Bientôt, un brouillard gris et dense s'est installé sur la capitale, suivi d'une pluie redoutable, comme si le ciel accompagnait le deuil des Jordaniens. Dans le centre de la ville rapidement déserté, les boutiques ont baissé leurs rideaux de fer et arbore un drapeau noir. Bordées de crêpe, les photos du roi défunt ont été suspendues aux murs des bâtiments publics tandis que le personnel des grands hôtels épingle au revers de sa veste un ruban noir surmonté d'une petite couronne dorée. Puis le pays s'est installé dans quarante jours de deuil.

Après quelques tergiversations, les autorités ont autorisé la foule à se rassembler devant l'hôpital où le roi se mourait. Débordant le service d'ordre, quelques milliers de Jordaniens s'y sont donné rendez-vous pour y crier leur douleur et invoquer Dieu. Mais le reste de la ville est demeuré calme et tranquille. L'armée s'est déployée dès le début de l'après-midi

des forces spéciales et de la garde royale que commandait le nouveau roi sont visibles aux principaux carrefours, sur les grands axes et devant le Parlement entouré de véhicules blindés. Dans la salle octogonale moquette de vert du Parlement, le souverain s'est figé au garde à vous devant le portrait de son père en grand uniforme avant de prêter serment.

LA LONGUE LITANIE DU CORAN

Dans son dos ont alors éclaté des applaudissements, mais également quelques sanglots venus des tribunes du public. Sur le perron, après la cérémonie, seuls quelques vieux sénateurs se laissent aller à de rares commentaires, assurant leurs interlocuteurs de leur confiance dans les capacités politiques du jeune roi Abdallah.

En deux jours d'agonie, les Jordaniens ont eu le temps de se préparer à la disparition de leur roi. Dès dimanche après-midi, de nombreuses voitures affichaient le portrait du défunt; certaines roulaient avec un drapeau noir accroché à la portière. Dans le quartier chic d'Abdoun, dimanche soir, une maison patricienne, toutes portes ouvertes, déversait sur la rue la longue litanie du Coran chantée à travers de puissants haut-parleurs.

G. M.

Une armée disciplinée, pilier de la monarchie

HÉRITIERE de la célèbre Légion arabe - fondée en 1921 à l'instigation de la Grande-Bretagne pour assurer la défense de l'émirat de Transjordanie et commandée, à partir de 1939, par Gubb Pacha, un ex-général britannique, qui fut relevé de ses fonctions en 1956 par le roi Hussein -, l'armée jordanienne est le pilier de la monarchie. Le nouveau roi Abdallah y a été officier, notamment dans les forces spéciales, après avoir été formé à Sandhurst, le Saint-Cyr britannique.

L'armée jordanienne intervint en Irak en 1941, contre Rachid Ali Al Galani qui s'était montré favorable aux forces de l'Axe, puis elle prit part à la première guerre israélo-arabe de 1948, lors de l'indépendance de l'Etat hébreu. Elle a résisté aux forces israéliennes lors de la prise de Jérusalem par Tsahal en 1967. Considérée par les experts militaires étrangers comme une armée de maintien de l'ordre, elle a écrasé

les fedayin palestiniens lors de la bataille d'Arman qui dura dix jours en septembre 1970 et qu'on a appelé ensuite « Septembre noir ».

TRENTE MIRAGE F-1

En dépit de son professionnalisme, cette armée - forte de quelque 104 500 hommes et dotée d'une réserve entraînée de 30 000 hommes tous services confondus, sans compter les 10 000 hommes qui servent dans les forces de sécurité du ministère de l'Intérieur - ne peut se mesurer avec ses voisines suréquipées et très supérieures en nombre, telles les armées israélienne et syrienne. Selon l'Institut international des études stratégiques (IISS) de Londres, les forces royales jordanienes se sont fournies surtout auprès des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni. La Jordanie possède aussi des armes antiaériennes d'origine soviétique.

L'armée de terre aligne 90 000 hommes, qui composent essentiellement deux divisions blindées, deux divisions d'infanterie mécanisée, une brigade indépendante de la Garde royale, une brigade des forces spéciales et une brigade d'artillerie de campagne. Soit 1 220 chars de combat, quelque 1 100 véhicules blindés et transports de troupes, 115 canons tractés, 370 canons montés sur camion, 4 800 lance-roquettes (dont des Apillas français), 360 canons antiaériens près de 800 batteries de missiles sol-air russes et américains. La marine basée à Aqaba, sur la mer Rouge, compte 480 hommes, à bord de patrouilleurs côtiers. L'armée de l'air compte 13 500 hommes. Elle est dotée de 95 avions de combat, soit trois escadrons d'une cinquantaine de F-5 américains anciens, deux escadrons avec 30 Mirage F-1 (armés de missiles air-air du groupe français Matra), un escadron de 16 F-16 américains, des hélicoptères américains antichars et des hélicoptères français de transport. (AFP)

Hamza est le nouveau prince héritier

Abdallah de Jordanie a désigné, dimanche, son demi-frère, Hamza, prince héritier, dans un décret royal prononcé quelques heures après le décès du roi Hussein, a-t-on annoncé de source officielle. « Les membres de la famille royale se sont réunis sous la présidence du roi Abdallah et ont décidé de (...) désigner le prince Hamza héritier du trône », indique un communiqué du palais royal rendu public dimanche soir.

Né en mars 1980, le prince Hamza est l'aîné des quatre enfants du souverain défunt et de la reine Noor, sa quatrième épouse. Connue pour être très proche de son père, il poursuit des études à la prestigieuse académie militaire britannique de Sandhurst, près de Londres. Le roi Hussein, qui avait désigné Abdallah prince héritier, le 25 janvier, avait exprimé le vœu que son fils aîné, une fois devenu roi, choisisse son demi-frère Hamza comme prince héritier.

Bill Clinton : « Aujourd'hui, mon ami est au paradis »

● AUX ÉTATS-UNIS, le président Bill Clinton a déclaré qu'il n'a pas de mots pour dire ce qu'il représente pour moi en tant qu'ami et inspirateur », après l'annonce de la mort du souverain hachémite. « Aujourd'hui, mon ami est au paradis », a ajouté le chef de la Maison Blanche dans un hommage rendu à la contribution du roi Hussein en faveur de la paix au Proche-Orient. « Résolu dans son soutien à la paix au Proche-Orient, il était admiré par les Américains et aimé par son peuple. »

A l'Organisation des Nations unies, à New York, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a salué « l'esprit des partenaires les plus précieux des Nations unies pour la paix ». Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Michel Camdessus, a indiqué qu'une mission du Fonds, actuellement à Amman, se tenait à la disposition des autorités jordanienes. La Banque mondiale continuera d'assurer un « soutien entier » à la Jordanie et à son nouveau souverain, a précisé pour sa part le président de l'institution, James Wolfensohn.

● EN EUROPE, le premier mi-

nistre britannique, Tony Blair, a rendu hommage au monarque, qui a œuvré sans relâche en faveur de la paix au Proche-Orient. « Il était en permanence la voix de la raison, c'est quelque chose de très rare », a ajouté le chef du gouvernement travailliste britannique.

« Par son intelligence, son discernement et son engagement infatigable, il a cessé de donner de nouvelles impulsions au processus de paix au Proche-Orient, n'a agi pour un équilibre pacifique et juste », a pour sa part estimé le chancelier allemand, Gerhard Schröder. Même du président du conseil italien, Massimo D'Alema, qui a qualifié le souverain hachémite de « grand protagoniste de la paix ». Dans un télégramme adressé, dimanche, au nouveau roi Abdallah de Jordanie, le souverain marocain écrit que le peuple jordanien « a perdu un grand roi » et « l'un des symboles de son unité et de sa souveraineté ». Pour le roi du Maroc, Hussein était « un ami sincère et fidèle qui a toujours fait preuve (...) d'une loyauté inégalée, d'une immense modestie, de nobles vertus (...), de pondération et de modération dans la parole et l'acte ».

Le président tunisien, Zine El-

Abidine Ben Ali, avait exprimé sa « tristesse » et son « émotion » dans un message de condoléances adressé au nouveau roi Abdallah peu après l'annonce de la mort du roi Hussein, l'un des « plus grands dirigeants politiques de ce siècle ».

● AU MAGHREB, le roi Hassan II du Maroc a estimé qu'il était un souverain « sage » et « une personne forte qui a marqué la scène internationale par son action en faveur des causes de son pays et du monde arabo-musulman ». Dans un message de condoléances adressé au nouveau roi Abdallah de Jordanie, le souverain marocain écrit que le peuple jordanien « a perdu un grand roi » et « l'un des symboles de son unité et de sa souveraineté ».

Pour le roi du Maroc, Hussein était « un ami sincère et fidèle qui a toujours fait preuve (...) d'une loyauté inégalée, d'une immense modestie, de nobles vertus (...), de pondération et de modération dans la parole et l'acte ».

Le président tunisien, Zine El-

Abidine Ben Ali, avait exprimé sa « tristesse » et son « émotion » dans un message de condoléances adressé au nouveau roi Abdallah peu après l'annonce de la mort du roi Hussein, l'un des « plus grands dirigeants politiques de ce siècle ».

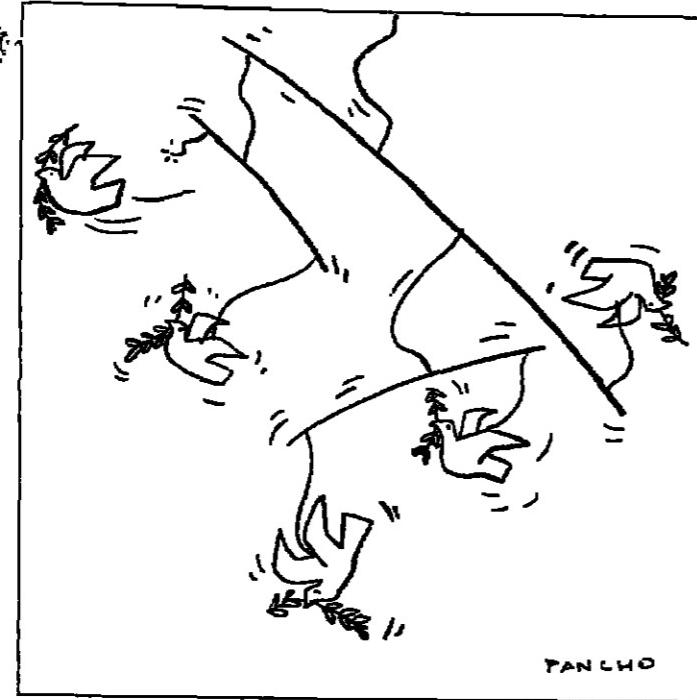
● AU PROCHE-ORIENT, le président égyptien Hosni Mubarak a fait partie de la « douleur » et de sa « tristesse après la mort », dimanche, du roi Hussein, un frère généreux et un ami cher, qui a lutte jusqu'à son dernier souffle pour assurer la stabilité de sa patrie ». Le président iranien, Mohammad Khatami, a adressé un message de condoléances au roi Abdallah de Jordanie dans lequel il a souhaité « le renforcement des relations bilatérales pour réaliser les objectifs de la nation islamique et servir les intérêts des deux pays ».

Toutefois, la presse iranienne de lundi se déchaînait contre le nouveau roi de Jordanie, Abdallah ibn Hussein, à la suite de ses déclarations affirmant que l'Iran constituait une « menace » pour certains pays de la région. Les journaux de Téhéran n'étaient pas tendres non plus avec son père, le roi Hussein, décédé dimanche, rappelant surtout

les liens avec Israël et les Etats-Unis, mais aussi ses relations avec l'ancien chef d'Iran. Le journal Abrar, proche des conservateurs, rappelle les origines maternelles d'Abdallah, qu'il qualifie de « roi britannique de Jordanie », et l'accuse de vouloir « appliquer une politique coloniale de division entre l'Iran et les Arabes ».

L'Arabie saoudite a perdu un frère et un ami cher » a déclaré, lundi, le prince héritier saoudien, Abdallah ben Abdel Aziz, qui se trouve à Amman pour les obsèques. Dans une déclaration rapportée depuis Amman par l'agence officielle saoudienne SPA, le prince s'est déclaré « certain que le roi Abdallah de Jordanie, ses frères et le peuple jordanien pourront préserver ce qui a été réalisé » sous le règne du roi Hussein.

Dans le Golfe, la presse a rendu un vibrant hommage à la mémoire du roi Hussein de Jordanie, et le journal saoudien al-Yam a souligné que le souverain avait « quitté le monde en paix avec tous les pays arabes et islamiques, ainsi qu'avec les pays amis de la Jordanie ». (AFP, Reuters.)



Les médias israéliens ont largement couvert les derniers jours du souverain

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le gouvernement israélien a observé une minute de silence à la mémoire du roi Hussein lors d'un conseil des ministres spécial, réuni dimanche peu après l'annonce officielle de son décès. Le drapeau national sera mis en berne sur les bâtiments administratifs et les matériels pendant les funérailles.

Une importante délégation devait représenter Israël à Amman lundi matin. Dirigée par le président Ezer Weizman, elle comprend le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, le chef de l'opposition travailliste, Ehoud Barak, l'ex-ministre de la défense, Itzhak Mordehai, candidat depuis peu au poste de premier ministre, Leah Rabin, la veuve du chef de gouvernement assassiné en novembre 1995, les anciens premiers ministres Shimon Peres et Itzhak Shamir, et Ephraim Halevy, aujourd'hui directeur du Mossad, dont les contacts intensifs avec le roi Hussein avaient ouvert la voie à l'accord de paix signé entre Israël et la Jordanie en octobre 1994.

Contrairement au traité passé avec l'Egypte, qui n'a débouché que sur une « paix froide », cet ac-

réellement ; puis son feu vert à la tentative d'assassinat de Khaled Meshal, un dirigeant du Hamas établi à Amman, un an plus tard.

Depuis, M. Nétanyahou n'avait pas été invité dans la capitale jordanienne. Le roi Hussein était par la suite interviewé lors des moments de crise dans les négociations israélo-palestiniennes : lors de la finalisation de l'accord sur Hébron, puis pour sortir de l'ornière les pourparlers de Wye Plantation.

Son appétit de couverture médiatique a joué à un tour à Benjamin Nétanyahou à l'occasion du décès du roi de Jordanie. Vendredi, après que les agences de presse eurent annoncé sa « mort clinique », de source officielle, M. Nétanyahou, qui s'attendait manifestement à une confirmation officielle du décès, avait convoqué en début d'après-midi une conférence de presse pour rendre hommage au roi défunt. Afin de ne pas déplaire à ses alliés religieux, il entendait la donner avant le début du shabbat. Cette confirmation s'étant fait attendre, il avait annulé la conférence de presse, renvoyant chez eux les journalistes après les avoir fait attendre plus d'une heure.

Ce faux pas n'a pas échappé à la famille royale à Amman. Le quotidien Haaretz a cité, dimanche, un proche de la famille déclarant : « Nous préférions que Benyamin Nétanyahou ne vienne pas aux funérailles du roi Hussein ». Ce proche ajoutait cependant que, « il se décide malgré tout de venir, « il sera recu avec tout l'honneur qui lui revient ».

VISION PARTAGÉE
Les médias israéliens ont abondamment couvert les derniers jours du roi Hussein, y compris par de longues émissions en direct. Une des images qui a manifestement le plus contribué à faire admirer Hussein par les Israéliens, outre son émouvant discours lors de l'enterrement de Yitzhak Rabin, a été celle de sa visite de condoléances aux parents de jeunes filles israéliennes tuées par un soldat jordanien, il y a deux ans, lors d'une excursion à la frontière israélo-jordanienne. A Bet Shehem, près de Jérusalem, d'où étaient originaires les sept victimes, le roi s'est assis auprès des parents en deuil et avait partagé leur douleur en toute simplicité.

« Nous avons tous perdu un ami (...), un grand dirigeant, et aussi un grand stratège de la paix » entre la Jordanie et Israël, a déclaré Benyamin Nétanyahou. Cettes, a-t-il reconnu, « il pouvait y avoir entre nous des divergences », mais c'est toujours « la vision partagée de la paix qui nous a guidés ». Les relations entre Israël et la Jordanie sont pour le roi Hussein « une pierre angulaire stratégique », a-t-il ajouté, rendant compte d'une conversation « très chaleureuse » avec le nouveau souverain hachémite.

Les relations jordano-israéliennes ont jusqu'à présent résisté aux coups de boutoir portés par Benyamin Nétanyahou au processus de paix. Au-delà du blocage des négociations, les relations personnelles entre M. Nétanyahou et le roi ont sévèrement pâti de deux initiatives du premier : sa décision d'ouvrir un tunnel passant sous le Mont du Temple en vieille ville de Jérusalem en septembre 1996, qui avait entraîné des affrontements sanglants entre Palestiniens et Is-

La Syrie repousse de trois jours le référendum présidentiel sur la réélection de Hafez El Assad

Un geste inattendu de la part de Damas

DAMAS

de notre envoyé spécial
Un drapeau en berne dans une rue en tête. A Damas, pavooisé comme jamais à la veille du référendum proposant un nouveau mandat de sept ans pour le président Hafez El Assad, la longue agonie du roi Hussein avait été jusqu'alors reléguée au second plan. Le quotidien *Tichineh* ne lui avait consacré, dimanche matin 7 février, qu'une quinzaine de lignes tout au bas de sa « une ». En début d'après-midi, le deuil de l'ambassade du royaume hachémite était donc passé totalement inaperçu dans une avenue Abou Roumané surchargée de banderoles et régulièrement parcourue de véhicules klaxonnant à tout va.

La coïncidence entre les funérailles jordanienes, partagées par des dizaines de chefs d'Etat, et la reconduction du président syrien, dans une allégresse tout officielle, aurait cependant poussé à son extrême le lendemain, lundi 8 février, le contraste entre les deux pays. Dans un geste inattendu et remarqué, les autorités syriennes déclaraient donc en fin d'après-midi de repousser de deux jours leur scrutin et de décréter trois jours de deuil prenant effet immédiatement. Alors que la plupart des capitales

arabes avaient elles aussi annoncé des périodes de deuil pour s'associer à la Jordanie, cette décision de dernière minute permettait à la Syrie d'éviter de se singulariser parmi ses pairs.

Samedi, alors que les élages funèbres se multipliaient, Farouk Al Chareh, avait simplement regretté « la détérioration de la santé du roi » et ajouté que la succession en Jordanie était « une affaire intérieure ». Le ministre réagissait en fait aux déclarations alarmistes de plusieurs responsables israéliens qui redoutaient que la Syrie ne profite de la situation pour tenter de déstabiliser le royaume hachémite. « Dire que la Syrie menace la Jordanie sont des propos erronés et insensés. Lorsque Israël porte à une éventualité d'une ingérence, c'est en fait une ingérence de sa part dans les affaires jordanienes », avait-il ajouté.

En dépit des circonstances dramatiques, le ministre n'avait pourtant pas épargné le royaume de ses critiques en expliquant que les Jordaniens n'étaient pas « tout à fait indépendants ». Car la succession à la tête du royaume hachémite intervient alors que les relations sont au plus mal entre Damas et Amman. Leur dernière dégradation en

date remonte à la signature du traité de paix entre Israël et la Jordanie, en 1994. Hostile à une logique d'accords de paix séparés, la Syrie a souvent dénoncé les efforts déployés par le roi Hussein envers Israël et qui ne se sont jamais accompagnés, selon elle, du moindre geste vis-à-vis de Damas.

EFFECT GÉNÉRATION

Les autorités syriennes ont critiqué ensuite l'attitude de la Jordanie sur un dossier qui les obnubile : la coopération militaire israélo-turque. Très inquiète face à cette « tenaille » stratégique, elles n'ont pas eu de mots assez durs lors de la participation des Jordaniens, tant qu'observateurs, à des manœuvres conjointes en Méditerranée, début 1998. Le ton est encore monté d'un cran en octobre, lors de la crise entre Damas et Ankara qui accusait la Syrie d'héberger clandestinement le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) Abdullah Ocalan. De son côté, Amman a accusé les Syriens de retenir prisonniers des dizaines de Jordaniens et de considérer la Jordanie comme trop proche des Frères musulmans, dont la branche syrienne avait trouvé refuge en Jordanie après la répression brutale d'une tentative d'insurrection, au début des années 80.

L'arrivée au pouvoir d'Abdallah, trente-sept ans, coïncide également avec la lente ascension du fils du président Assad, Bachar, trente-quatre ans, dans les rouages du pouvoir en Syrie. Si l'« effet génération » ne garantit bien sûr jamais à lui seul une politique, surtout dans ce cas précis, il peut néanmoins favoriser à l'avenir une éventuelle reprise de contacts.

Gilles Paris

la continuité

Forte progression des résultats de Rhône-Poulenc en 1998

« L'année 1998 marque l'aboutissement de notre stratégie de renouveau sur les sciences de la vie, avec la création et la mise sur le marché de Rhodia ainsi que l'annonce de notre projet de fusion avec Hoechst.

Les sciences de la vie de Rhône-Poulenc, notamment la pharmacie, sont aujourd'hui engagées dans une véritable dynamique de croissance. Les résultats de 1998 confirment que nos nouveaux produits, en particulier l'anticancéreux Taxotere®, l'antithrombotique Lovenox®, l'insecticide Regent® et l'herbicide Balance®, sont les leviers de cette croissance. Par ailleurs, les réorganisations mises en œuvre commencent à produire leurs effets positifs, en particulier en termes de rentabilité.

Nous disposons aujourd'hui de tous les atouts pour assurer le succès d'Aveniris. »

Jean-René Fourtou
Président-Directeur Général

Comptes consolidés 1998

Chiffre d'affaires :
86 797 MF / 13 232 M€ (+2,5 %)
Résultat net : 4 224 MF / 644 M€
Avant éléments exceptionnels⁽¹⁾ :
• Résultat net :
4 210 MF / 642 M€ (+2,3 %)
• Bénéfice net par action :
11,45 FF / 1,74 € (+12,5 %)
• Bénéfice net par action avant amortissement des goodwill :
15,25 FF / 2,33 € (+11,8 %)

Sciences de la vie

Chiffre d'affaires consolidé :
51 466 MF (+6,2 %)
Résultats liés à l'exploitation :
8 701 MF (+25,2 %)

Pharma

Rhône-Poulenc Rorer, Cenon
Chiffre d'affaires consolidé :
34 484 MF (+7,2 %)
Résultats liés à l'exploitation :
5 716 MF (+23,6 %)

Les ventes de nouveaux produits représentent aujourd'hui 25 % du chiffre d'affaires de la pharmacie contre 19 % en 1997. La grande majorité des pays contribue à ces progrès, et en particulier les Etats-Unis.

Rhône-Poulenc, un

des acteurs majeurs

des sciences de la vie,

fondé sa croissance

sur l'innovation

en santé humaine,

végétale et animale

et environnementale

et industrielle

à travers

sa filiale Rhodia

• Cancérologie (+42,4 %)⁽¹⁾ : Taxotere® commercialisé dans 68 pays.

+ 50,8 %⁽¹⁾ à 2 244 MF : Campotol®

+ 208 %⁽¹⁾ et Granocyte® + 12,8 %⁽¹⁾.

• Thrombose/Cardiologie (+10,5 %)⁽¹⁾ : Lovenox®/Clexane® +33,1 %⁽¹⁾ à 3 618 MF.

• Système Nerveux Central : Rilutek®, seul traitement contre la sclérose latérale amyotrophique autorisé. + 24,1 %⁽¹⁾.

• Respiratoire/Allergie : Nasacort® AQ + 94,4 %⁽¹⁾ à 498 MF. La stabilisation des ventes d'Azmacort® est en cours, en ligne avec les objectifs.

• Vaccins (+10,5 %)⁽¹⁾: vaccin contre la grippe + 22,8 %⁽¹⁾ à 1 053 MF et vaccin polio injectable, Ipol® + 59,4 %⁽¹⁾ à 406 MF.

■ Santé Végétale et Animale ■

Rhône-Poulenc Agro,

Rhône-Poulenc Animal Nutrition,

Rhône-Poulenc Jardin, Merial

Chiffre d'affaires consolidé :

17 225 MF (+4,9 %)⁽¹⁾

Résultats liés à l'exploitation :

3 586 MF (+16,8 %)

Croissance des volumes de ventes de produits nouveaux, notamment le Fipronil avec l'insecticide Regent® (+67,2 %)⁽¹⁾ à 799 MF et l'herbicide Balance® à 412 MF pour sa 1^{re} année de lancement sur les grands marchés.

Les ventes de l'antiparasitaire externe Frontline® augmentent rapidement (+62 %⁽¹⁾) à 1 773 MF en Europe et aux Etats-Unis. Le lancement de l'antiparasitaire Eprinex® sur le marché des bovins a permis à Merial⁽¹⁾ de stabiliser sa position sur ce marché.

Rhodia

Chiffre d'affaires consolidé :

36 323 MF (-2,4 %)⁽¹⁾

Résultats liés à l'exploitation :

2 717 MF (+30,2 %)

La rentabilité de Rhodia continue de s'améliorer, en ligne avec les objectifs.

Un huis clos s'engage à Rambouillet sur l'avenir du Kosovo

Les représentants de toutes les parties prenantes au conflit, enfermés dans le château, ont entamé des négociations indirectes, par l'intermédiaire des médiateurs internationaux, à partir des documents élaborés par les pays membres du Groupe de contact sur l'ex-Yougoslavie

Les discussions sur l'avenir du Kosovo se sont ouvertes, samedi 6 février à Rambouillet, avec quelques heures de retard, en présence de toutes les parties prenantes au conflit. Les autorités serbes

avaient finalement laissé partir de Pristina les représentants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK), en précisant toutefois qu'il n'était pas question pour elles de s'asseoir à la même table que les « terro-

ristes ». Après ce prélude tendu, la conférence a été ouverte par le président de la République, Jacques Chirac, qui a affirmé la détermination de la communauté internationale à mettre un terme au conflit,

puis par des interventions des deux coprésidents de la conférence, le ministre français des affaires étrangères, Hubert Vedrine, et son homologue britannique, Robin Cook. Les négociations se sont enga-

gées dimanche à huis clos, pas directement mais au moyen de navettes effectuées par les négociateurs internationaux, entre les deux délégations cloîtrées dans le château de Rambouillet.

PLUS DE SON, plus d'images. Après l'ouverture solennelle de la conférence de Rambouillet sur le Kosovo par Jacques Chirac, samedi 6 février, les grilles du château se sont refermées, fermement protégées par des escouades de CRS. Un huis clos s'est engagé à l'intérieur dont pratiquement rien ne filtre, au grand dam des quelques centaines de journalistes, dont beaucoup sont venus de l'étranger, qui battent désespérément la semelle dans les rues de Rambouillet.

Lors d'une conférence de presse au terme de la première journée de négociations, dimanche, la plupart des questions de la presse ont

L'attentat de Pristina condamné par les deux délégations

Les délégations serbe et kosovare à la conférence de Rambouillet ont publié un communiqué commun après l'attentat de Pristina, qui a fait trois morts samedi 6 février : « Les trois négociateurs (médiateurs) de la réunion de Rambouillet annoncent que les deux délégations participantes ont reçu avec regret et indignation la nouvelle de l'attentat à la bombe de Pristina, la nuit dernière, qui a causé la mort de civils innocents. Les deux délégations participantes condamnent cet acte dans les termes les plus forts et demandent que les auteurs soient arrêtés et traduits en justice aussi vite que possible. Cet acte lâche, comme d'autres actes similaires, vise à faire obstacle aux efforts engagés aujourd'hui à Rambouillet où les deux délégations participantes travaillent intensivement à une solution politique pacifique au problème du Kosovo ». - (AFP)

éte rejetées par les porte-parole de la réunion, qui ont visiblement pour consigne d'en dire aussi peu que possible : les discussions, affirment-ils, s'étaient engagées de façon « constructive et sérieuse » ; les deux délégations, serbe et albanaise, avaient condamné l'attentat commis la veille à Pristina (*lire ci-dessous*), ce qui était présenté comme un signe positif par le porte-parole américain ; mais toutes les questions de fond ou presque furent écartées comme « hypothétiques » ou présumées.

Les délégués serbes et albanais du Kosovo sont logés à deux étages différents du château, dans des chambres équipées d'ordinateurs qui leur permettent de travailler. Elles n'ont pas à ce stade de rencontre directe, les trois négociateurs (Christopher Hill pour les Etats-Unis, Wolfgang Petritsch pour l'Union européenne et Boris Maioriski pour la Russie) effectuant des navettes entre les étages.

Les délégués, jusque-là, se sont pliés à la règle du huis clos qui a pour but d'éviter que, de part et d'autre, les propagandes et politiques extérieures s'emparent de chaque sujet de la négociation, la rendant encore plus difficile.

PRINCIPES DIRECTEURS

Serbes et Albanais ont entre les mains plusieurs documents élaborés par le Groupe de contact pour l'ex-Yougoslavie, qui rassemble les représentants des puissances médiateuses (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Russie). L'un de ces documents énonce un certain nombre de principes directeurs qui ne sont pas négociables, a précisé dimanche le porte-parole américain, Philip Reeker, puisque les deux parties étaient supposées y soumettre en venant à Rambouillet. Ce texte n'a

pas été publié. Il a seulement été confirmé qu'il prévoit un accord intérimaire pour trois ans définissant une « autonomie substantielle » pour le Kosovo. Autrement dit, ni statu quo ni non plus modification des frontières de la Fédération yougoslave par un accès du Kosovo à l'indépendance.

Trois autres textes, présentés comme des « annexes », portent sur l'organisation d'élections, sur la « Constitution » du Kosovo, et sur les pouvoirs d'un futur « médiateur » qui sera désigné par la communauté internationale. Bien qu'aucune précision n'ait à nouveau été donnée, on pense au représentant civil qui avait été nommé pour superviser la mise en œuvre des aspects non militaires de l'accord de Dayton, incarnant

en quelque sorte la tutelle internationale sur la Bosnie.

A ce stade, c'est le président français Jacques Chirac qui en a dit le plus sur l'exercice de Rambouillet lors de son discours introductif de samedi (*lire ci-dessous*).

Après une nuit d'intenses pressions diplomatiques sur Belgrade de vendredi à samedi, exercées en particulier par le Quai d'Orsay, les autorités serbes avaient finalement laissé la délégation albanaise au complet (y compris donc les représentants du mouvement indépendantiste armé, l'UCK) décoller de Pristina pour Paris et la conférence avait pu s'ouvrir à Rambouillet avec quelques heures de retard. Devant Serbes et Albanais, assis de part et d'autre d'une des salles lambrissées du château,

puis par des interventions des deux coprésidents de la conférence, le ministre français des affaires étrangères, Hubert Vedrine, et son homologue britannique, Robin Cook. Les négociations se sont enga-

gées dimanche à huis clos, pas directement mais au moyen de navettes effectuées par les négociateurs internationaux, entre les deux délégations cloîtrées dans le château de Rambouillet.

Le président de la conférence a également déclaré à l'ouverture de l'exercice. Rapelant en premier lieu qu'avant le problème institutionnel et géopolitique de l'avenir du Kosovo, c'est d'abord « sort des femmes, des hommes et des enfants qui vivent sur cette terre » qu'il s'agit, il a réaffirmé le cadre imposé et non discutable : l'autonomie mais maintien des frontières. L'objectif est de faire la paix, mais « il ne s'agit pas de l'oubli », a-t-il ajouté en affirmant que les crimes commis devraient être jugés. Il a rappelé avec fermeté que la communauté internationale n'accepterait pas sans réagir que la négociation tourne court ; sans évoquer explicitement l'idée d'un recours à la force, il l'a sous-entendue, associant Européens, Américains et Russes dans

une commune détermination à mettre un terme au cycle des violences qui « bafoue les principes essentiels de la dignité humaine » et « menace, de proche en proche, tout le sud-est de l'Europe ». « Un déploiement international accepté par tous nous paraît nécessaire pour garantir le silence des armes », a encore dit le président de la République, laissant ainsi entendre que l'envoi d'une force multinationale devait à ses yeux faire partie de l'accord que l'on recherche à Rambouillet, mais laissant entendre du même coup que cela n'est pas encore entré dans le tronc commun des principes déjà admis par tous et non négociables.

Claire Tréan

« Nous voulons la paix sur notre continent » déclare Jacques Chirac

VOICI les principaux extraits du discours prononcé par Jacques Chirac à l'ouverture de la « réunion de Rambouillet », samedi 6 février :

« Il est des moments, rares, où l'Histoire est dans la main de quelques hommes. Tel est le cas, aujourd'hui, pour vous qui prenez place à la table des négociations. C'est le sort du Kosovo, mais c'est surtout le sort des femmes, des hommes et des enfants qui vivent sur cette terre dont vous allez déterminer le destin. Le cadre de cette négociation a été clairement défini par le Groupe de contact. Les principes d'une autonomie substantielle vont vous être présentés. Il vous appartient de les préciser et de leur donner corps pour qu'à l'intérieur des frontières existantes, tous les habitants de la province, quelle que soit leur origine, puissent vivre dans le paix et dans le respect de leur personne et de leur droit (...) »

« Il ne s'agit pas de l'oubli. Nul ne peut oublier le fils perdu ou le village détruit. Il faudra, là

aussi, que la justice passe et que les coupables soient jugés. La France, vous le savez, a connu les horreurs de la guerre. Elle a connu le visage de la barbarie. Mais elle a su panser des blessures que l'on crayonnait éternelles (...) Vous représentez des peuples qui appartiennent pleinement à l'Europe. Et c'est aussi pourquoi l'idée d'une guerre au Kosovo nous est insupportable (...) En vous appelaient à faire cette paix, je vous invite à faire vos valeurs de liberté, de démocratie et de tolérance qui constituent le fondement de l'Union européenne. C'est ainsi que vous reprirez votre place dans la famille européenne (...) »

« La communauté internationale unanime s'est mobilisée. Son action n'est dirigée contre personne. Elle s'exerce au bénéfice de tous. Mais, sachez-le, la France pas plus que ses partenaires européens, américain ou russe ne tolèrera que persiste un conflit qui bafoue les principes essentiels de la dignité humaine. Nous n'accepterons pas que ce cycle de violences menace, de proche en proche, la stabilité de tout le sud-est de l'Europe. Nous voulons la paix sur notre continent (...) Soutenu par le Conseil de sécurité, et donc

par toute la communauté internationale, épaulé par tous les moyens mis à sa disposition, le Groupe de contact dispose de l'autorité nécessaire pour faire triompher le droit, la justice et la paix. Au-delà, il conviendra de prévoir le dispositif d'accompagnement indispensable à la mise en œuvre de cet accord (...) Un déploiement international accepté par tous nous paraît nécessaire pour garantir le silence des armes (...) »

« Aux représentants des deux parties, Serbes et Albanais du Kosovo, je dis : la paix est entre nos mains. Je fais appel à votre sens des responsabilités. Je fais appel à votre courage. Non pas le courage qui conduit à la guerre, à la vengeance et à un cycle sans fin de violences absurdes. Mais au vrai courage, plus grand et plus noble. Le courage d'accepter la négociation et de faire la paix (...) Soyez-en assurés : lorsque vous repartirez de Rambouillet, c'est une page de l'histoire de l'Europe qui aura été tournée. Je vous exhorte à faire triompher les forces de la vie sur les forces de la mort. Le monde vous regarde. Le monde vous attend. »

Une force de paix de 30 000 hommes sous contrôle britannique

POUR BATTRE son projet de force de paix au Kosovo en cas d'accord à Rambouillet, l'OTAN s'est inspirée d'un précédent : la mise sur pied, en 1995-1996, de l'IFOR (Implementation Force) en Bosnie, qui devait donner naissance à l'actuelle SFOR (Stabilization Force). A ce pris que, tell qu'elle est en cours de planification à Bruxelles, la force au Kosovo aura des effectifs moitié moins que ceux de l'IFOR : 30 000 hommes au lieu de 60 000. Mais le schéma de la nouvelle force - y compris l'acceptation par les Etats-Unis que des GI au sol

puissent directement dépendre d'un commandement non américain - est semblable à celui de l'IFOR, dont la tâche a été de contrôler et de désarmer les bellégrants.

La force de paix au Kosovo devrait être sous le contrôle du seul commandement de l'OTAN opérationnel en permanence, à savoir l'état-major du corps de réaction rapide (ARRC), qui dépend du commandant supérieur des forces alliées en Europe (Saceur) à Mons (Belgique), le général américain Wesley Clark. L'ARRC est un état-major, basé à

Rheindahlen (Allemagne), à forte composition britannique. Déjà, pour l'IFOR, cela avait été le cas. Aujourd'hui, l'ARRC est commandé par le général britannique Sir Michael Jackson, qui n'est pas un novice : il a commandé la division britannique de l'IFOR incluant d'autres unités (Néerlandais, Malais et Tchèques).

Selon le déroulement de la conférence de Rambouillet, le général Clark doit soumettre son plan, cette semaine, au comité militaire de l'OTAN. Cette force de paix sera organisée en cinq brigades de quelque 5 000 hommes chacune, dont l'une sera vraisemblablement maintenue en réserve en Macédoine. Soit de l'ordre d'une quinzaine de bataillons opérationnels, chargés de tenir différents secteurs à défaut au Kosovo. Trois de ces brigades d'infanterie sont pour constituer l'élément de base de la brigade d'intervention maintenue en réserve en Macédoine, soit pour remplir au sol des missions de renseignement, de communications et de logistique. En effet, l'opération au Kosovo nécessite de réunir des

moiens d'observation relativement sophistiqués, comme des avions espions américains U2, des appareils de surveillance américains Orion et français Atlantique, des avions de guerre électronique britanniques Canberra et français Gabriel, et des drones (avions sans pilote) allemands CL-289.

Pour ce qui est de la participation française, la planification prévoit de déployer une quarantaine d'avions (avions et hélicoptères), depuis l'Italie et à bord du porte-avions Foch en Adriatique, et de transformer en une brigade de quelque 5 000 hommes l'actuelle force d'extraction à pied d'œuvre, aujourd'hui, en Macédoine et chargée pour l'heure de la protection des vérificateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) au Kosovo. De même, la France a d'ores et déjà désigné des moyens de surveiller le trafic maritime en Adriatique.

MISSION DE LIENAISSANCE

Outre des moyens aériens en Italie et aérien en Adriatique, autour du porte-avions Enterprise, la contribution américaine - dans un scénario qui exclut un blocage de la situation par les Serbes ou par les Kosovars - pourrait s'élever jusqu'à 4 000 hommes, soit pour constituer l'élément de base de la brigade d'intervention maintenue en réserve en Macédoine, soit pour remplir au sol des missions de renseignement, de communications et de logistique. En effet, l'opération au Kosovo nécessite de réunir des

moyens d'observation relativement sophistiqués, comme des avions espions américains U2, des appareils de surveillance américains Orion et français Atlantique, des avions de guerre électronique britanniques Canberra et français Gabriel, et des drones (avions sans pilote) allemands CL-289.

Pour ce qui est de la participation française, la planification prévoit de déployer une quarantaine d'avions (avions et hélicoptères), depuis l'Italie et à bord du porte-avions Foch en Adriatique, et de transformer en une brigade de quelque 5 000 hommes l'actuelle force d'extraction à pied d'œuvre, aujourd'hui, en Macédoine et chargée pour l'heure de la protection des vérificateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) au Kosovo. De même, la France a d'ores et déjà désigné des moyens de surveiller le trafic maritime en Adriatique.

Jacques Isnard

international de l'ARRC sous contrôle britannique. Au ministère de la défense, à Paris, on affirme que la préparation de la force de paix au Kosovo se fait en totale concertation avec le Royaume-Uni. Mais l'affaire n'est pas aussi simple en réalité. L'ARRC est un commandement allié qui appartient à la chaîne hiérarchique intégrée de l'OTAN, d'où les Français sont absents. Pour remédier à cette situation, il semble qu'on s'oriente vers la solution adoptée pour l'IFOR en Bosnie, à savoir l'instauration d'une mission française de liaison auprès de l'ARRC. Ce qui est, observe un proche du ministre français de la défense, « une résolution pragmatique et en douceur » de la France dans les instances intégrées de l'OTAN à trois mois du cinquantième anniversaire de l'Organisation militaire à Washington, où les alliés discuteront d'un nouveau concept stratégique définissant les rapports Europe-Etats-Unis.

Jacques Isnard

La Conférence internationale sur la sécurité envisage l'intervention militaire

MUNICH

de notre envoyé spécial

La 35^e Conférence internationale sur la sécurité a été l'occasion pour le nouveau gouvernement allemand de réaffirmer la continuité de sa politique de défense. Le chancelier Gerhard Schröder, les ministres des affaires étrangères, Joschka Fischer (Verts), et de la défense, Rudolf Schäfer, ont, tour à tour, insisté sur la nécessité de maintenir les liens transatlantiques et de renforcer la capacité d'action de l'Europe au sein de l'OTAN. Ce double impératif a été particulièrement manifeste à propos du Kosovo. La Conférence internationale sur la sécurité, qui se tient à Munich le premier week-end de février, coïncide avec la réunion de Rambouillet. Aussi l'attitude de la communauté internationale dans les Balkans a-t-elle été largement évoquée par les ministres

de la défense et des affaires étrangères ainsi que par les responsables de l'OTAN.

Deux questions ont dominé les débats : une éventuelle intervention militaire de l'OTAN au Kosovo et la légitimation par l'ONU d'une action de force. Sur le premier point, tous les responsables occidentaux sont d'accord pour dire que l'envoi de troupes internationales sera nécessaire pour garantir un accord sur le statut du Kosovo. Les principaux pays européens se sont montrés prêts à envoyer un contingent mais les Allemands insistent maintenant sur le caractère indispensable de la présence américaine.

Il reste à convaincre Slobodan Milošević d'accepter les troupes étrangères au Kosovo. Rambouillet ne sera un succès que si l'accord est garanti par la présence de forces internationales sur le terrain, a rappelé à Munich Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN. La menace de frappes aériennes réactivées par l'OTAN est un des moyens envisagés pour amener les Serbes à accepter un accord. En revanche, le secrétaire américain à la défense, William Cohen, a été parfaitement clair : il n'est pas question d'envoyer des forces au Kosovo pour imposer la paix en l'absence d'accord entre les Serbes et les Albanais. « Aucun membre de l'OTAN n'est prêt », a-t-il dit. Pour les Américains, les frappes aériennes seraient actuellement la seule action envisageable en cas d'échec à Rambouillet.

On retrouve ici la question de la légitimité internationale d'une intervention, c'est-à-dire d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU ou les Chinois

ont un droit de veto. La possibilité de frappes aériennes a été décidée

par Conseil atlantique et cette décision demeure. Pour l'envoi de troupes au Kosovo il faudrait, en principe, une résolution du Conseil de sécurité. En cas d'accord à Rambouillet, il serait sans doute possible d'obtenir l'acquiescement

- voire la participation - des Russes. En revanche, si les Russes menaçaient d'utiliser leur droit de veto, un consensus paraît se dégager entre les alliés sur le fait que l'OTAN peut agir sans mandat de l'ONU dans des circonstances exceptionnelles « pour éviter des catastrophes humanitaires », a souligné Joschka Fischer. Cette prise de position constitue une évolution significative de la coalition au pouvoir à Bonn, alors que les Verts sont traditionnellement réservés face à toute intervention militaire avec, et *afioriori* sans, mandat de l'ONU.

Daniel Vernet

Certificats en Management International

Corporate Finance International Marketing

■ 120 heures à Paris ou New York

MBA

Master of Business Administration in International Management

■ Programme intensif, avec stage intégré, de 12 mois dont 8 mois en FLORIDE : MBA accrédité.

International School of Management

148,

L'Ethiopie accuse l'Erythrée de bombarder des civils

ASMARA. L'armée éthiopienne a lancé, lundi 8 février, de nouvelles attaques soutenues par des hélicoptères d'assaut et des avions de chasse à la frontière entre l'Ethiopie et l'Erythrée, a affirmé le ministère érythréen des affaires étrangères. De leur côté, les autorités éthiopiennes ont accusé, dimanche, leur adversaire d'avoir bombardé des populations civiles. Deux jours après la reprise des hostilités entre les deux Etats de la Corne de l'Afrique, le secrétaire général du Conseil de sécurité de l'ONU, Kofi Annan, les a appelés à cesser immédiatement les hostilités et à œuvrer en faveur d'un règlement politique de leur conflit frontalier.

Les deux pays - l'Erythrée est devenue indépendante de l'Ethiopie après un référendum pacifique en 1993 - se sont retrouvés l'un contre l'autre en mai 1998. Motif invoqué : les frontières contestées, tracées par l'ancienne puissance coloniale, l'Italie. Le triangle de Badmè, enjeu des combats de samedi, est un territoire rocheux d'une superficie de 390 km² situé à l'extrémité Ouest de la frontière. L'Erythrée l'avait occupé durant le bref conflit armé de mai et juin 1998. Les combats avaient cessé à la mi-juin, les deux parties s'engageant à respecter une trêve négociée sous l'égide des Etats-Unis. - (Reuters)

Pas de nouveaux pays invités à adhérer à l'OTAN en avril

MUNICH. Le chancelier allemand Gerhard Schröder a exclu, samedi 6 février, lors d'un forum sur la défense à Munich, que l'OTAN lance en avril, lors de son prochain sommet, de nouvelles invitations à adhérer à des pays d'Europe de l'Est. C'est la première fois qu'un dirigeant d'un pays membre de l'alliance atlantique indique explicitement que l'OTAN n'engagera de négociations avec aucun autre pays de l'Est après l'adhésion, prévue dans les prochaines semaines, de la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. Neufs autres pays postulent à l'intégration : Slovénie, Roumanie, Bulgarie, Slovaquie, Lituanie, Lettonie, Estonie, Macédoine et Albanie. En juillet 1997, lors du dernier sommet de l'OTAN, il avait été annoncé que les candidatures de cinq pays - Roumanie, Slovénie et les trois Etats baltes - feraien l'objet d'un examen en avril 1999. La Russie et la Chine ont réitéré, dimanche, par le biais de leurs représentants au forum de Munich, leur opposition à l'élargissement du bloc militaire. Le ministre roumain de la défense, Victor Babuic, a pour sa part estimé que la politique de « la porte ouverte » de l'OTAN risquait de perdre toute crédibilité si l'Alliance ne choisit pas de nouveaux membres. - (AFP, Reuters)

EUROPE

■ **SUISSE :** les électeurs ont approuvé, dimanche 7 février, par près de 75 % des votes, une révision constitutionnelle assouplissant les conditions d'éligibilité au gouvernement helvétique. Alors que depuis cent cinquante ans les sept membres du conseil fédéral étaient obligatoirement choisis dans sept cantons différents, le Parlement pourra dorénavant être plus d'un représentant par canton, mais il devra veiller à assurer « une représentation équitable des diverses régions et communautés linguistiques au gouvernement ». L'entrée en vigueur de cette nouvelle disposition pourrait intervenir dès l'élection, le 11 mars, des successeurs de deux ministres démissionnaires. - (Corresp.)

■ **MACÉDOINE :** les maîtres albanais des villes de Tetovo et Gostivar, Ajiladin Demiri et Rifi Osmanli, condamnés en 1997 à plusieurs années de prison pour avoir hissé des drapeaux albanais sur leurs maires, ont été libérés, samedi 6 février, en vertu d'une loi votée jeudi par le Parlement issu des élections de novembre 1998. Cette amnistie permettra à quelque 900 prisonniers d'être libérés avant terme ou de bénéficier de réduction de peine. - (AFP)

AFRIQUE

■ **NIGERIA :** le groupe pétrolier anglo-néerlandais a proposé d'investir 8,5 milliards de dollars (7,5 milliards d'euros) sur cinq ans pour revitaliser son secteur pétrolier, selon le *Financial Times* du lundi 8 février. Shell, qui produit environ la moitié du brut du pays (près de 2 millions de barils par jour), est en discussion avec le gouvernement nigérian et d'autres compagnies pétrolières sur ce projet. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **ARABIE SAOUDITE :** contre toute attente, les Saoudiens ont exclu, samedi 6 février, une participation étrangère à la production pétrolière nationale. Ils ont limité les investissements étrangers à l'exploitation industrielle des réserves de gaz. Les compagnies américaines avaient cru que l'invitation du secrétaire d'Etat à l'énergie, Bill Richardson, à Riyad marquait un tournant dans la politique saoudienne. - (AFP)

ASIE

■ **INDONÉSIE :** Djakarta a accepté, dimanche 7 février, le principe d'une consultation organisée par les Nations unies pour évaluer le soutien aux propositions sur l'autonomie du Timor-Oriental, tout en continuant à s'opposer à la qualification de référendum. Le ministre des affaires étrangères indonésien, Ali Alatas, a déclaré aux journalistes qu'il était d'accord avec son homologue portugais, Jaime Gama, sur le principe de consulter les Timorais. Ali Alatas espère que l'accord final sera trouvé pour la fin avril, sur la base des propositions d'autonomie énoncées par les Nations unies. Il a insisté sur le fait que la « seconde option » indonésienne prévoyant l'indépendance du Timor serait proposée après que les Timorais se soient prononcés sur le plan d'autonomie. - (AFP)

■ **CORÉE-DU-SUD :** Le révérend Moon, chef de l'Eglise de l'Unification, a célébré 40 000 mariages, dimanche 7 février, au stade olympique de Séoul, lors d'une cérémonie à laquelle assistaient quelque 120 000 fidèles. Parmi les couples, 28 000 étaient déjà mariés et les 12 000 autres, originaires de 193 pays, faisaient l'objet de mariages arrangés par la secte et ne se connaissaient que depuis quelques heures ou quelques jours. Cette cérémonie est la cinquième de ce type à se tenir dans le monde. - (AFP)

■ **CHINE :** le dissident Sun Weibang, condamné à dix ans de « rééducation par le travail » pour avoir participé aux manifestations de Tiananmen en 1989, a été libéré après dix ans de détention, a annoncé, dimanche 7 février, le Centre d'information sur le mouvement démocratique et les droits de l'homme en Chine. Sun Weibang a pu regagner son domicile, vendredi 5 février, à Qingdao, dans le nord de la Chine, précise l'organisation, basée à Hong Kong. - (Reuters)

■ **TCHÉTCHÉNIE :** l'ancien chef de guerre Chamil Bassaïev a disous, dimanche soir 7 février, son mouvement politique afin de respecter la *charia* (la loi islamique) et a appelé les autres parts de la République russe indépendante à suivre son exemple, a rapporté, lundi, l'agence Itar-Tass. Selon M. Bassaïev, dans un Etat islamique, il ne doit pas y avoir d'organisations qui divisent les musulmans en groupes distincts. L'ancien chef de guerre a donc appelé, dimanche, à la télévision les autres mouvements politiques tchétchènes à suivre son exemple. - (AFP)

■ **AFGHANISTAN :** le commandement des talibans s'apprête à discuter de la demande des Etats-Unis d'expulser ou de leur remettre Oussama Ben Laden, suspecté d'avoir organisé deux attentats anti-américains meurtriers, a déclaré, samedi 6 février, un porte-parole des « étudiants en religion ». - (AFP)

La droite allemande gagne les élections en Hesse en s'opposant à la double nationalité

Le scrutin de dimanche constitue un revers considérable pour la coalition SPD-Verts

Les principaux responsables de la défaite de la gauche allemande sont les Verts, qui perdent plus du tiers de leur électorat. Le chancelier Gerhard Schröder perd la majorité au Bundestat, ce qui va limiter son action. Les chrétiens-démocrates, qui recueillent 43,4 % des voix, ont axé leur campagne sur le refus de l'assouplissement du code de la nationalité. Leur positionnement à

droite a payé.

La CDU a touché une corde sensible de la population : plus des deux tiers des Allemands rejettent le double passeport, y compris plus d'un tiers de l'électorat SPD. Pendant la campagne, de nombreux observateurs craignaient que la CDU ne se coupe du centre en menant cette campagne qualifiée de xénophobe par la gauche. C'est finalement le contraire qui s'est passé : la CDU a attiré des électeurs du SPD qui ne se maintiennent que parce qu'il a pris des électeurs aux Verts. La CDU fait une percée remarquée auprès des jeunes, qui recueillent 43 % des voix

de ceux qui votaient pour la première fois.

La victoire de la CDU, que l'on disait très affaiblie pour des années, sauve Wolfgang Schäuble, successeur de Helmut Kohl à la tête du parti, dont la stratégie droitière aurait été violemment remise en cause par une défaite. Mais le véritable gagnant du scrutin est sans doute le ministre-président de Bavière et président de l'Union chrétienne-sociale (CSU), Edmund Stoiber, dont les idées musclées semblent s'imposer à toute la droite.

Les grands perdants du scrutin sont les Verts, qui perdent de plus du tiers de leur électorat dans la région d'origine du ministre des affaires étrangères Joschka Fischer. Les Verts de Hesse ont été impliqués dans des mini-scandales de corruption et ont eu trois ministres de l'environnement pendant la législature. Ce parti, qui avait été le premier à participer à un gouvernement régional en 1985, a du mal à vieillir : il n'a recueilli que 9 % des voix auprès des électeurs de moins de vingt-cinq ans, contre 20 % lors du scrutin précédent. Les militants ont sans doute été déçus de voir que leur arrivée au pouvoir à Bonn n'entraînait pas de sorte rapide du nucléaire et que l'Allemagne pourrait participer à une intervention au Kosovo. Paradoxalement, les militants Verts estiment ne pas imposer suffisamment leurs vues à Bonn, mais ce sont les projets qui leurs sont chers, comme la réforme du code de la nationalité et la sortie du nucléaire, qui ont offert la victoire à la droite.

A. Le.

La perte de la majorité au Bundestat risque de paralyser les réformes du chancelier Schröder

BONN
de notre correspondant
L'avertissement est sévère pour le gouvernement du chancelier Gerhard Schröder. Cent jours après son élection, il a voté pour la réforme du code de la nationalité et des passeports. Le résultat surprise tous les observateurs. La CDU et le SPD ont obtenu 43,4 % des suffrages. La droite aura 7,4 % des suffrages. La droite aura 56 sièges au Parlement régional, la gauche 54.

Emmené par un jeune loup de quarante ans, Roland Koch, un avocat qui se situe à l'allemande droite, la CDU a transformé le scrutin en un référendum contre la réforme du code de la nationalité projetée par le gouvernement Schröder. Celle-ci prévoit notamment d'accorder la nationalité allemande aux étrangers vivant en Allemagne au bout de huit ans, sans leur demander de renoncer à leur nationalité d'origine. La CDU a lancé une vaste pétition contre cette mesure, qui ouvrirait la voie à la naturalisation rapide de plus de 4 millions d'étrangers, sur un total de 7,3 millions vivant en Allemagne. Elle a recueilli dans toute l'Allemagne un million de signatures, dont plus de la moitié en Hesse.

En votant Schröder, les électeurs avaient demandé un retour en arrière. Le chancelier a tenu promise, ses principales décisions ayant été d'annuler les réformes de Helmut Kohl sur les retraites, les licenciements dans les PME, le remboursement des médicaments et des congés maladie, etc. Mais les réformes de fond de l'Etat social et des retraites n'ont pas commencé, alors que le chômage frappe 4,1 millions de personnes.

La réforme du code de la nationalité était le grand projet de société, résolument moderne, de la gauche, visant à intégrer la communauté turque. On ne peut pas encore parler d'un phénomène comparable à

celui de la défense de l'école privée en France en 1984, mais le gouvernement Schröder va devoir trouver le moyen de régler le dossier dans le consensus. Le ministre-président de Basse-Saxe, Gerhard Glogowski (SPD), a appelé à ouvrir des discussions avec la CDU, proposant d'accorder aux enfants d'étrangers nés en Allemagne la double nationalité jusqu'à 23 ans. La réforme du code de la nationalité n'est pas morte, assure le SPD, mais le résultat de l'hiver vient de rappeler : la population allemande reste fidèle devant le changement, l'Allemagne très difficile à moderniser.

Arnaud Leparmentier

chez
Banque Directe
vous avez de
tout pour être
heureux

Vous vous simplifiez la vie
Vous effectuez 24h/24 toutes vos opérations
bancaires, sans jamais vous déplacer ni attendre.

Vous gagnez de l'argent
Vous bénéficiez des tarifs parmi les moins chers du
marché et votre compte vous rapporte.

Mettez-vous à l'euro avec Banque Directe !

Que vous choisissiez d'ouvrir un compte en francs
ou en euros, vous pouvez réaliser tous vos
paiements dans le monde
de votre choix. Et vous
disposez de tous vos
moyens de paiement
gratuitement.

Profitez-en pour
vous mettre dès
maintenant à l'euro
et payer sans frais
Banque Directe

FRANCE - SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999

COUR DE JUSTICE Mardi 9 février, à 10 heures, débutera le procès de Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, poursuivis pour avoir commis des « imprudences », des « fautes d'inattention et de négligence » et des « manquements aux obligations de prudence et de sécurité » dans la façon dont ils ont géré, en 1985, la lutte contre la pro-

pagation du virus du sida. ● PRÉSIDENTE par Christian Le Guehenec, la Cour de justice de la République (CJR) comprend douze juges parlementaires et deux magistrats pro-

fessionnels. ● TROIS DOSSIERS seront au cœur des débats : l'absence de sélection chez les donneurs de sang ; les retards dans la mise en œuvre du dépistage systématique ; les retards dans la mise en œuvre des processus d'enregistrement du virus du sida par le chauffage des produits anti-hémophiliques. (Lire aussi pages 7 et 8, 13 à 15.)

Le procès des ministres dans l'affaire du sang contaminé

Sous la présidence de Christian Le Guehenec, douze juges parlementaires et deux magistrats professionnels vont juger, à partir du 9 février, Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé, poursuivis pour « homicides involontaires » dans le dossier du sang contaminé

POUR la première fois depuis l'avènement de la Cinquième République en 1958, trois anciens ministres, dont un ancien premier ministre, vont devoir répondre devant la justice, en vertu de la Constitution, d'actes qui sont susceptibles de constituer des délits et ayant été commis dans l'exercice de leurs fonctions. Pour la première fois, ces membres de gouvernement ne sont pas poursuivis pour des actes intentionnels, tels que pouvaient l'être autrefois les cas de haute trahison et d'entente avec l'ennemi, mais pour des « imprudences », des « fautes d'inattention et de négligence », des « manquements aux obligations de prudence et de sécurité », qui ont involontairement entraîné la mort de certains de leurs administrés ou de lourdes incapacités physiques.

Pour la première fois enfin, ces responsables ne seront pas jugés sous le coup d'une accusation soutenue par le représentant institutionnel de la société qu'est le parquet, mais à la suite de l'action engagée par des victimes ou familles de victimes et par la seule volonté des trois magistrats de la Cour de cassation qui ont instruit le dossier pendant quatre ans.

Ainsi s'explique, près de quinze ans après les faits, le procès d'exceptions, hors du droit commun, qui s'ouvre, mardi 9 février, devant la Cour de justice de la République, institution hybride, mi-judiciaire, mi-politique, créée en 1993 et qui verra comparaitre sur le banc des prévenus : Laurent Fabius, ancien premier ministre et actuel président de l'Assemblée nationale, Georgina Dufoix, ancienne ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et Edmond Hervé, ancien secrétaire d'Etat à la santé.

Trois semaines de débat et plus



DESIN NOËLLIE HEIRENSCHMIDT

Un procès prévu pour durer trois semaines

Le procès de la Cour de justice de la République s'ouvrira le 9 février et devrait durer trois semaines, à raison de quatre journées d'audience du mardi au vendredi. Il se tiendra dans les locaux du Centre de conférences internationales, avenue Kleber, dans le XV^e arrondissement de Paris. La CJR, qui ne dispose pas encore de sa propre salle d'audience, a dépensé près de deux millions de francs (304 900 euros) pour la location et les travaux de la salle d'audience.

A une vaste salle à lambri dorés a été préférée une salle plus petite de 140 places, qui sera complétée par une autre, dans laquelle une partie du public pourra suivre les débats retransmis en direct. Les audiences ne seront pas enregistrées et les photographies ne seront pas admis au sein du prétoire. Plus de 120 journalistes de toutes nationalités couvriront le procès.

sieurs jours de délibéré devront permettre de répondre à ces seules questions : Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé ont-ils, par imprudence, involontairement causé la mort de Paul Pérard, septuagénaire contaminé en mai 1985 par le virus du sida à la suite d'une opération à cœur ouvert et de Charles-Edouard Pernot-Cochin, un bébé contaminé à la même date par une exsanguino-transfusion pratiquée à sa naissance ? Ont-ils involontairement, en août 1985, atteint à l'intégrité physique d'Yves Aupic, quarante ans, contaminé à la suite d'une intervention chirurgicale, et de Sylvie Rouy (lire page 8), trente-six ans, contaminée lors d'un accouchement ? Edmond Hervé, seul cette fois, a-t-il involontairement causé la mort de Pierre Rous-

tan, sexagénaire héophile, contaminé par des échantillons sanguins non chauffés entre avril et septembre 1985, et de Hananah Malik, alors âgée de vingt-huit ans, contaminée en avril 1985, lors d'une opération du cœur ? Enfin, les trois ministres ont-ils involontairement causé la mort de Sarah, l'enfant de cette jeune femme, contaminée trois ans plus tard au stade materno-fœtal et décédée à l'âge de deux ans ?

Au-delà de la stricte saisine de la Cour de justice, limitée à ces sept plaintes (après étude parmi vingt-deux), c'est toute l'affaire du sang contaminé, et son ombre chiffrée – les 4 400 cas de transfusés et hémiophiles concernés, dont plus de la moitié à jour ont développé la maladie et 40 % sont décédés –, qui sera soumise à l'examen de la juridiction. Au travers de ces sept dosiers individuels, seront pointées les trois « fautes », relevées par la commission d'instruction dans son arrêt de juillet 1998, diversément imputables aux trois ministres.

1. L'absence de sélection chez les donneurs de sang. Ce volet de l'affaire a signé, s'agissant des contaminations posttransfusionnelles, la « sinistre exception française » : expression des magistrats de la commission d'instruction. Car si le taux de contamination des hémiophiles est du même ordre de grandeur en France que dans les principaux pays occidentaux, celui des transfusés est infiniment plus important (quatre fois l'Italie, cinq fois l'Espagne, six fois l'Allemagne et treize fois le Royaume-Uni).

Cette « sinistre exception » a résulté notamment de la mauvaise application, voire de l'inapplication, par les centres de transfusion sanguine (CTS), d'une circulaire de la direction générale de la santé (DGS) datée du 20 juin 1985 qui préconisait d'écartier « les donneurs à risque ». Or celle-ci n'a pas empêché, entre autres, les collectes de rue ou dans les prisons, responsables, en 1985, de près de 40 % des contaminations des lots sanguins servant à la transfusion.

La question posée à la Cour de justice est donc de savoir si, comme l'a estimé la commission d'instruction, qui n'a relevé sur ce chapitre que la seule responsabilité d'Edmond Hervé, l'ancien secrétaire d'Etat à la santé a « failli à sa mission » en faisant preuve de « négligence », « en ne tirant pas (pendant plus d'un an) les conséquences de

● Sa juge suppléante est Françoise Simon.

l'inapplication de ses directives en matière de prévention du sida », et en « sous-estimant le risque sanitaire ».

2. Les retards dans la mise en œuvre du dépistage systématique

annoncé le 19 juin 1985 à l'Assemblée nationale par Laurent Fabius, le dépistage systématique du virus du sida chez les donneurs de sang a été rendu obligatoire au 1^{er} octobre suivant, par un arrêté ministériel daté du 23 juillet. Les Etats-Unis (en mars), les Pays-Bas,

tests par la Sécurité sociale ayant provoqué la relaxe des prévenus. Ainsi, les avocats de Laurent Fabius devraient plaider que le gouvernement d'alors avait agi « dans des délais conformes, sinon meilleurs, que ce qui a été fait dans d'autres pays ». Ils pourraient soutenir également que la firme américaine Abbott pratiquait du « bluff commercial ». Et l'absence d'enquêtes transnationnelles qui auraient permis de rappeler les personnes transfusées entre le 1^{er} janvier 1980 et le 31 décembre 1985, afin de leur proposer un test et d'éviter la propagation de l'épidémie. La mesure ne sera décidée qu'en mars 1993.

3. Les retards dans l'inactivation du virus du sida par le chauffage des produits antihémophiliques.

Par un arrêté daté du 23 juillet 1985, les pouvoirs publics ont instauré de fait une période transitoire pendant laquelle, jusqu'au 1^{er} octobre, les centres de transfusion sanguine pouvaient commercialiser, aux côtés de produits antihémophiliques chauffés, des dérivés non chauffés. Or des études transmises à la direction générale de la santé, dès le premier trimestre de 1985, démontrent qu'ils étaient tous contaminés. Sur ce point, la Cour de justice devra ré-

« Des retards fautifs, découlant du primat de l'économique sur le sanitaire »

pondre à la commission d'instruction en ce qu'elle a estimé que, « après la publication [de l'arrêté de juillet] qui portait en lui-même des effets néfastes pour la santé publique », « l'inaction » tant d'Edmond Hervé et de Georgina Dufoix était « susceptible de caractériser des fautes d'imprudence et de négligence » en relation avec les contaminations.

Sur tous ces points, la défense demandera la relaxe des prévenus. Ainsi, les avocats de Laurent Fabius devraient plaider que le gouvernement d'alors avait agi « dans des délais conformes, sinon meilleurs, que ce qui a été fait dans d'autres pays ». Ils pourraient soutenir également que la firme américaine Abbott pratiquait du « bluff commercial ». Et les conseils de Georgina Dufoix et d'Edmond Hervé devraient faire valoir que la question du chauffage des produits antihémophiliques demeurait du domaine des experts.

Jean-Michel Dumay

Deux magistrats professionnels, douze députés et sénateurs en robe de juge



BERNARD CHALLE
Magistrat



HENRI-CLAUDE LE GALL
Magistrat



JEAN-PAUL BACQUET
Député PS
Puy-de-Dôme



BERNARD CAZENEUVE
Député PS
Manche

Entré dans la magistrature en 1966, Bernard Challe, cinquante-neuf ans, a fait toute sa carrière au parquet. D'abord substitut à Tours, puis premier substitut à Versailles et Nanterre, il accède à la cour d'appel de Versailles en 1987 en tant que substitut général, puis avocat général. Nommé procureur général de la cour d'appel de Rouen en 1992, il devient le premier chef du Service central de prévention de la corruption (SCPC) au moment de sa création en 1993.

Bernard Challe s'était alors trouvé au coeur d'une polémique après que le SCPC eut été saisi par des élus socialistes, en juillet 1995, du cas de l'attribution au fils d'Alain Juppé d'un appartement de la Ville de Paris. Le SCPC avait répondu que les circonstances du délit d'ingérence « pourraient être réunies ». Quelques jours auparavant, l'ancien garde des sceaux, Jacques Toubon, avait annoncé la démission de M. Challe, immédiatement démentie par l'intéressé.

En janvier 1996, il a été nommé conseiller à la Cour de cassation avant d'être élu, par ses pairs, juge titulaire à la Cour de justice de la République en 1997.

● Son juge suppléant est Bernard Chemin.

Entré dans la magistrature en 1966, Henri-Claude Le Gall, cinquante-huit ans, a fait toute sa carrière en tant que juge du siège. D'abord juge d'instruction au tribunal de grande instance de Lille pendant dix ans, puis vice-président du tribunal, il devient conseiller à la cour d'appel de Douai en 1981. En 1985, il prend son premier poste en région parisienne, en devenant vice-président du tribunal de Bobigny. En 1992, il passe à la cour d'appel de Paris, où il exercera les fonctions de président de chambre d'accusation. En 1995, il est nommé conseiller à la Cour de cassation, avant d'être élu par ses pairs juge titulaire de la Cour de justice de la République, en 1997.

● Suppléant : Alain Barraud (député PS, Hérault)

Militant socialiste depuis le congrès d'Epinay, fabiusien, Alain Barraud, cinquante-deux ans, député de l'Hérault, ancien maire de Béziers, s'est spécialisé sur les questions européennes. Il avait suivi avec attention, cependant, le procès Garret.

Il a toujours affiché le souci que ce nouveau procès « ne sombre pas dans l'irrationnel ». De son rôle de juge parlementaire, il dit seulement : « Ce sera un test sur la nature humaine de l'homme politique.

■ Médecin généraliste, Jean-Paul Bacquet, cinquante ans, député du Puy-de-Dôme, ne cache pas qu'il a suivi avec passion, « comme tous les médecins », dit-il, l'affaire du sang contaminé. La remise en cause du savoir scientifique, la difficulté à répondre à la douleur des victimes, la concertation complexe entre médecins et politiques a souvent été au centre des réflexions qu'il a exprimées devant ses amis socialistes.

Volontiers modéré, apprécié par la droite autant que par la gauche, ce partisan de Laurent Fabius, au sein du PS, fait figure d'élément conciliateur dans les débats qu'ont pu avoir entre eux les juges parlementaires.

● Suppléante : Laurence Dumont (députée PS, Calvados)

Mathématicienne de formation, âgée de quarante ans, Laurence Dumont, députée du Calvados, est l'une des deux femmes élues parmi les juges parlementaires. Elle fait partie, elle aussi, des députés entrés à l'Assemblée nationale pour la première fois en 1997. Mitterrandiste, proche de Louis Mermaz, elle est membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

La Cour de justice de la pour la première fois so

La Cour de justice de la République siégera pour la première fois sous la V^e République

Un risque de « contre-procès » du fait d'un déséquilibre inhabituel en droit pénal

Pour la première fois, la Cour de justice de la République va avoir à juger trois anciens ministres. Plusieurs particularités vont accroître le caractère hors normes de ce procès : l'absence de parties civiles ; le fait que le procureur général a déjà requis un non-lieu en faveur de M^{me} Dufot et

de MM. Fabius et Hervé. Le fait aussi que dix-sept témoins sont mis en examen dans le volet non ministériel du dossier.

POUR la première fois depuis le début de la V^e République, trois anciens ministres s'appretent à répondre d'une infraction pénale pour des faits qu'ils ont commis dans l'exercice de leurs fonctions. Ils seront jugés par la Cour de justice de la République (CJR), une juridiction ad hoc, à caractère politique et judiciaire, qui siégera pour la première fois. Crée en 1993, la CJR est composée de douze parlementaires (six sénateurs et six députés) et de trois magistrats professionnels : elle est le fruit d'un compromis entre la nécessité de définir la responsabilité pénale des ministres et la volonté des politiques de garder une certaine neutralité de ce processus.

● **Création :** la CJR a été créée par la loi constitutionnelle du 27 juillet 1993, qui dispose que « les membres du gouvernement sont pénalement responsables des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et qualifiés de crimes ou délits au moment où ils ont été commis ». Il s'agissait, en pleine affaire du sang contaminé, de clore la polémique née de la tentative infructueuse des parlementaires de mettre en accusation les trois anciens ministres socialistes devant la Haute Cour.

Convaincus de la nécessité de réformer le système de mise en

responsabilité des ministres, les parlementaires adoptent, dans l'urgence, une révision de la Constitution qui, en créant la CJR, met un terme à « l'infinie » que constituait la Haute Cour.

● **Organisation :** la CJR peut être saisie par « toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit commis par un membre du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions ». Il suffit de déposer une plainte qui sera examinée par une commission de requêtes chargée de faire le filtre des dossiers qui lui sont soumis.

Composée de trois conseillers à la Cour de cassation, deux conseillers d'Etat et deux conseillers à la Cour des comptes, la commission de requêtes ordonne le classement de la plainte ou sa transmission au procureur général de la CJR aux fins de saisine de la commission d'instruction. Ses décisions ne sont pas susceptibles de recours.

Jugée recevable, la plainte est instruite par la commission d'instruction de la CJR, composée de trois conseillers de la Cour de cassation. Quand l'instruction est terminée, elle renvoie le dossier au procureur général près la CJR, qui prend ses réquisitions. La commission d'instruction décide alors s'il y a lieu ou non de renvoyer les

ministres devant la formation de jugement de la CJR. Dans l'affaire du sang contaminé, la commission d'instruction, qui instruisait jusqu'alors pour « empoisonnement », a décidé, le 17 juillet 1998, de renvoyer Laurent Fabius, Georgina Dufot et Edmond Hervé. Les ministres ne peuvent être jugés que devant la Haute-Cour.

● **Fonctionnement :** la CJR, qui siégera pour la première fois depuis sa création, doit tout inventer. Ses contours et ses attributions ont été définis par une loi organique du 23 novembre 1993, mais le texte est resté silencieux sur nombre de détails, qui se révèlent cruciaux dans l'organisation du procès.

La procédure suivie lors des débats est celle des procès correctionnels, ce qui confère moins de pouvoir au président de la CJR, Christian Le Gunec, que dans une procédure criminelle. La question de la motivation ou non du jugement a longtemps fait débat : les juges de la CJR ont décidé, à l'issue d'une ultime réunion, de motiver le jugement qu'ils rendront (*Le Monde* du 4 février).

Les quinze juges de la Cour ont aussi décidé de leur tenue vestimentaire (ils porteront tous la robe noire des magistrats pour les

Le volet non ministériel de l'affaire

OUTRE le procès des trois anciens ministres devant la Cour de justice de la République (CJR), l'affaire du sang contaminé comporte un second volet, non ministériel, dans lequel d'anciens responsables administratifs et sanitaires sont mis en cause. Ouverte fin 1993, l'instruction de la juge parisienne Marie-Odile Bertella-Geffroy, qui a mis en examen trente-deux personnes pour « empoisonnement » ou « complicité d'empoisonnement », est désormais close. Dix-sept d'entre elles sont appelées à témoigner devant la CJR.

Les personnes mises en examen sont d'anciens membres des cabinets des trois ministres, d'anciens responsables de centres de transfusion sanguine, d'anciens fonctionnaires de la direction générale de la santé ainsi que des médecins spécialistes de l'hémophilie. Il leur est reproché d'avoir contribué à freiner la mise à disposition pour les hémophiles de produits chauffés non contaminés par le virus du sida, d'avoir retardé la mise en place du dépistage systématique du virus du sida dans les dons de sang afin de favoriser la firme française Diagnostics Pasteur et d'avoir collecté du sang

dans des milieux à hauts risques, notamment en milieu carcéral.

Mme Bertella-Geffroy a clos son instruction, qui comprend 126 tomes, le 21 octobre 1998. Elle attend aujourd'hui les réquisitions du parquet de Paris afin de décider s'il y a lieu ou non de renvoyer les trente-deux personnes mises en examen pour « empoisonnement » ou « complicité d'empoisonnement » devant une cour d'assises ou un tribunal correctionnel. Elle va devoir tenir compte de l'arrêt rendu le 2 juillet 1998 par la Cour de cassation, qui a restreint le champ de la qualification d'empoisonnement.

La juge pourrait donc requalifier les faits, en choisissant soit une qualification déficiente qui relèverait du tribunal correctionnel, soit la qualification de « violences volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner », qui relève, comme l'empoisonnement, de la cour d'assises. Sa décision pourrait peser sur le cours du procès des trois anciens ministres devant la CJR.

C. P. Cécile Prieur

Aux côtés du président Le Gunec



FRANÇOIS
COLCOMBET
Député PS
Allier



CHRISTIAN
CALAB
Député RPR
Loire



PHILIPPE
HOUILLO
Député DL
Val-d'Oise



PATRICK
OLIER
Député RPR
Hautes-Alpes

■ Magistrat, fils de magistrat, François Colcombet, député de l'Allier, âgé de soixante et un ans, connaît parfaitement la machine judiciaire. Membre fondateur et président du Syndicat de la magistrature, dans les années 70, il a fait fonction de « M. Drogue » de la ministre des affaires sociales, Nicole Questiaux, en 1982 et 1983, lorsque l'épidémie de sida est apparue parmi les toxicomanes. De 1986 à 1988, il a aussi présidé la 2^e chambre civile de la cour d'appel de Paris, qui a eu à connaître des dossiers d'indemnisation de victimes contaminées. Au sein de la CJR, il s'est battu en vain pour que les parlementaires ne revêtent pas la robe noire des juges : « Nous devrons porter le costume de notre qualité », Fabius, il est membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*, qui a dénoncé la pénalisation de la responsabilité politique des ministres.

● Suppléant : Alain Vidalies (député PS, Landes). Député en 1988, battu en 1993, réélu en 1997, Alain Vidalies, quarante-sept ans, avocat, a fait toute sa carrière politique dans les Landes où, fidèle de feu Jean Popelin, il s'est toujours opposé à Henri Emmanuel lorsque ce dernier préside le conseil général.

■ Il ne devait être que le suppléant de Xavier Deniau (RPR), mais la défection de ce dernier, pour raisons de santé, donne à Christian Cabal, cinquante-cinq ans, député de la Loire, une nouvelle et lourde responsabilité. N'ayant pas lui-même de suppléant, sa défection entraînerait l'arrêt du procès. Ses collègues multiplient donc les recommandations à son endroit. Professeur agrégé de médecine à Saint-Etienne, député depuis 1986, il est, depuis les débuts de l'affaire du sang contaminé, largement sollicité par ses collègues, autant que par ses électeurs, soucieux de comprendre les mécanismes scientifiques autant que politiques qui ont abouti à ce drame.

● Suppléant : Charles de Courson (député UDF, Mame). Charles de Courson, quarante-six ans, député de la Mame, est devenu l'un des juges les plus controversés de l'Assemblée. Surnommé le « Fouquier-Tinville » du Palais-Bourbon, ce magistrat de la Cour des comptes ne cache pas sa défiance à l'égard de la « justice politique ». À ses yeux, les responsables politiques doivent relever des jurisdictions de droit commun, comme tout citoyen.

Il n'a pas dissimillé, non plus, son hostilité à l'égard de Laurent Fabius. En 1993, en pleine campagne pour les législatives, il l'avait violemment attaqué dans un tract faisant référence à l'affaire du sang contaminé (*Le Monde* du 14 janvier). Cependant, il se défend de toute partialité et assure que « chacun doit, dans ce procès, laisser ses opinions au vestiaire ».

■ Ancien conseiller auprès du premier ministre Pierre Messmer, puis auprès du garde des sceaux Alain Peyrefitte, dans les années 70, Patrick Ollier, cinquante-quatre ans, député des Hautes-Alpes, est l'un des seuls juges à avoir pu expérimenter, comme il le dit lui-même, « le fonctionnement pratique d'un centre de décision, à très haut niveau, lorsque le ministre vous donne délégation de représenter lors de réunions ». Administrateur de l'hôpital de Briançon et du centre de transfusion sanguine qui en dépend, il s'est penché sur les défaillances de fonctionnement du CNTS, a relevé les comptes rendus du procès Garreta et consulté des médecins et des juristes. Conscient de sa lourde responsabilité, il a voulu mal dormir la nuit depuis que le procès approche et demande : « A quoi servirait un jugement politique si c'est pour se retrouver, le lendemain du verdict, sauf avec sa conscience ? »

● Suppléant : Thierry Lazzaro (député RPR, Nord). Député du Nord, âgé de trente-huit ans, Thierry Lazzaro est, avant tout, un cadre du RPR. Il fait partie des rares jeunes députés arrivés dans la « vague bleue » de 1993 qui ont survécu à la débâcle de la droite en 1997. Ancien inspecteur des impôts, il a abandonné ses activités professionnelles pour se consacrer entièrement à la politique, et Nicolas Sarkozy l'a promu à la tête de la fédération RPR du Nord.

Six ans de procédure

● 1994

- 20 janvier : une première plainte pour « empoisonnement » est déposée devant la CJR contre M. Fabius, M^{me} Dufot et M. Hervé. - 16 juillet : la commission des requêtes de la CJR ayant déclaré recevables les onze plaintes déposées contre les anciens ministres, une information judiciaire est ouverte par le procureur général pour « administration de substances nuisibles à la santé ». Elle est confiée à la commission d'instruction de la CJR.

- 20 septembre : la commission d'instruction requalifie les faits en « complicité d'empoisonnement ». - 27-30 septembre : Georgina Dufot, Edmond Hervé et Laurent Fabius sont mis en examen pour « complicité d'empoisonnement » par la commission d'instruction de la CJR.

- 19 et 20 décembre : après que Laurent Fabius a accepté de faire déposer une nouvelle proposition de résolution le visant lui-même, l'Assemblée nationale et le Sénat adoptent dans les mêmes termes, et à la quasi-unanimité, une résolution mettant en accusation M. Fabius, M^{me} Dufot et M. Hervé pour « non-assistance à personne en danger ». Le dossier est renvoyé devant les cinq magistrats de la commission d'instruction de la Haute Cour, composée de conseillers à la Cour de cassation.

● 1995

- 11 mars : le procureur général près la Cour de justice, Jean-François Burgevin, rend un réquisitoire de non-lieu pour les trois anciens ministres. Il estime que la « responsabilité politique » ne relève pas du droit pénal. - 13 mars : la commission d'instruction de la CJR décide de poursuivre son instruction après que la juge Bertella-Geffroy lui a communiqué de nouveaux documents.

● 1996

- 5 février : la commission d'instruction de la Haute Cour constate que les délits retenus contre les trois anciens ministres sont prescrits. Elle renvoie l'affaire devant le Parlement afin qu'il vote une nouvelle mise en accusation sur le fondement de l'homicide involontaire, la prescription étant plus tardive puisqu'elle commence le jour du décès de la victime.

- 27 juillet : adoption de la loi constitutionnelle créant la Cour de justice de la République, nouvelle juridiction chargée de juger les ministres pour les crimes et délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

● 1997

- 11 juin : le procureur général près la Cour de justice requiert un nouveau non-lieu contre les trois anciens ministres. Il estime que le gouvernement, en 1985, a agi dans des « délits conformes ».

- 2 juillet : saisie d'une autre affaire, la Cour de cassation redéfinit le crime d'empoisonnement en estimant que « la seule connaissance du pouvoir mortel de la substance administrée ne suffit pas à caractériser l'intention homicide ».

- 17 juillet : la commission d'instruction renvoie les trois anciens ministres devant la CJR.

Elle requalifie les faits en « homicides involontaires et atteintes involontaires à l'intégrité des personnes ».

● 1998

- 11 juin : le procureur général près la Cour de justice requiert un nouveau non-lieu contre les trois anciens ministres. Il estime que le gouvernement, en 1985, a agi dans des « délits conformes ».

- 2 juillet : saisie d'une autre affaire, la Cour de cassation redéfinit le crime d'empoisonnement en estimant que « la seule connaissance du pouvoir mortel de la substance administrée ne suffit pas à caractériser l'intention homicide ».

- 17 juillet : la commission d'instruction renvoie les trois anciens ministres devant la CJR.

Elle requalifie les faits en « homicides involontaires et atteintes involontaires à l'intégrité des personnes ».

René Pomeau de l'Institut

René Pomeau

de l'Institut

MÉMOIRES d'un siècle

entre XIX^e et XX^e

Fayard

550 pages
150 F

L'histoire d'une vie, d'une vocation enseignante,
d'une passion flamboyante.

Pierre Lepape, *Le Monde*

FAYARD

Le combat de Sylvie Rouy, contaminée le 2 août 1985 par le virus du sida

Elle est une des sept victimes dont la plainte a été retenue par la Cour de justice de la République

Le 2 août 1985, alors qu'elle venait d'accoucher de son premier fils, Sylvie Rouy fut contaminée par le virus du sida à la suite d'une transfusion

Sylvie Rouy en veut beaucoup aux politiques. Et un peu au destin, qui lui a valu d'être la « dernière morte d'une guerre, après l'armistice ». C'est le 2 août 1985 que le virus du sida lui a été inoculé. Elle venait d'accoucher de son premier fils, à l'hôpital d'Evry (Essonne).

Une transfusion sanguine lui fut prescrite pour compenser une prélevée auparavant. « *Et moi, di-t-elle le plus calmement du monde, j'ai reçu des stocks, du sang datant des premiers mois de 1985.* » La maladie, en apparence, n'a pas fait son chemin.

On en cherchera vainement la trace sur le visage rond et lumineux de cette jeune femme de trente-six ans. L'apparence trompe, pourtant : « *Mon corps accepte mal la trithérapie. Quando le réveil sonne, le matin, il me faut plusieurs minutes avant de pouvoir me désemparer et marcher. Je me sens terriblement fatigué.* »

Le 26 août 1987, Sylvie Rouy donnait naissance à son deuxième fils, dans le même établissement hospitalier. Le mois suivant, coup de téléphone du médecin accoucheur à son domicile. La date de la transfusion subie lors du premier accouchement étant « critique », ce dernier l'informe qu'il a pratiqué sur elle un test de dépistage du sida. Que ce test s'avère positif. Qu'il faudrait donc qu'elle se fasse suivre et soumette son mari et ses enfants à des tests. « *Et il a raccroché...* »

Sylvie peine à se remémorer ce qu'elle a ressenti à ce moment précis. La mémoire a fait ceuvre sélective. « *Il me semble, en fait, que je n'ai pas réagi. Parce que, à l'époque, le sida, on ne savait pas trop ce que c'était. On n'avait pas encore vu les mourants à la télé.* » Son médecin traitant, pendant un an, se contente de lui prescrire des tests mensuels pour vérifier sa séropositivité.

« *Il était totalement démunis, le pauvre... C'est un jeune médecin, carés d'où se commande l'ouverture* »

sanguine à l'hôpital d'Evry (Essonne). La veille, le 1^{er} août 1985, était entré en vigueur l'arrêté imposant de tester tous les donneurs de sang. Elle

consultait un jour par hasard, qui l'oblige à se frotter pour de bon à la maladie. Il l'interroge sur son taux de T4 (lymphocytes). Un vocabulaire abscons pour Sylvie, qui s'intéresse vite, néanmoins, à son premier bain sanguin la conduisant tout droit à l'hôpital.

En 1996, alors que la maladie s'est déclarée depuis six ans, les médecins du CHU de Nancy la jugent « *au seuil de la mort* ». Après trois mois passés en chambre stérile, elle ne pèse plus que trente kilos, ne marche plus, ne parle plus, s'injette elle-même à longueur de journée de la mor-

ture de portes permettant d'accéder aux cellules.

« *Je me voyais mal rester huit heures par jour dans une bulle en verre sans contact avec mes collègues. Mentallement, ça ne me convenait pas. Ça faisait sidérément.* » En cas de reflux, lui fait-on savoir, c'est le départ ou le « *comité de réforme* » et la longue maladie. « *Là, j'ai compris que le directeur savait...* »

A son syndicat, l'USP (Union syndicale pénitentiaire), auquel elle demande d'intervenir, le directeur laissera entendre qu'elle a sans doute la cuisse bien légère

« Un pour Fabius, un pour Dufoix, un pour Hervé. (...) Si je survis jusqu'au 9 février, ces cercueils auront peut-être servi à quelque chose. Je représenterai tous ceux qui ne sont plus là pour témoigner »

phine grâce à une pompe. « *Il y avait autour de moi une odeur de terre mouillée. Une odeur de mort.* » Elle décide d'aller « *mourir tranquillement* » chez elle, projet heureusement contretemps par le professeur Jacques Leibowitch, consulté à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine). Sous trithérapie, Sylvie repend vite du poil de la bête.

« *Dans mon malheur, estime-t-elle, j'ai eu une grande chance.* » Le bon médecin. Un mari et des enfants qui n'ont pas été contaminés, malgré la longue période d'ignorance de leur état sérologique. L'absence de maladies opportunitaires, mis à part deux zones. Pour un peu, elle passerait sous silence tout le reste, ce qui est « *dur à vivre* ». Comme le fait que sa maladie l'aîn contrainte d'abandonner un métier de surveillante pénitentiaire qu'elle aimait.

Un beau jour de retour de vacances, le directeur de la maison d'arrêt où elle travaillait lui propose un poste fixe : la « *porte de défense* », pièce vitrée de deux mètres carrés d'où se commande l'ouverture

pour avoir été contaminée de la sorte. Le regard perdu dans le vide, Sylvie ajoute : « *Je n'oublierai jamais.* »

Cet épisode la convainc de se lancer dans la bataille. Elle informe ses deux garçons de cinq et sept ans de sa maladie, évoque son exclusion professionnelle dans les médias régionaux, ne cache plus sa maladie dans sa bourgade de 10 000 habitants. « *Il faut voir, poursuit-elle, comment mes collègues parlent des détenus infectés du sida, avant de savoir que je l'avais ! C'est pour ça que j'étais triste de quitter la prison. Les voix qui avaient le sida, je leur glissais des petits mots pour leur faire comprendre qu'on était dans la même galère.* » Depuis deux ans, elle fait fonction de greffière auprès d'un juge d'application des peines.

Bien plus que sa carrière, c'est son fils aîné qui l'enquête. Comme il alternait les notes excellentes et médiocres, elle l'emmène chez un pédopsychiatre, qui lui a fait remarquer la concomitance entre mauvais résultats scolaires et

Pascale Krémer

pour avoir été contaminé de la sorte. Le regard perdu dans le vide, Sylvie ajoute : « *Je n'oublierai jamais.* »

Cet épisode la convainc de se lancer dans la bataille. Elle informe ses deux garçons de cinq et sept ans de sa maladie, évoque son exclusion professionnelle dans les médias régionaux, ne cache plus sa maladie dans sa bourgade de 10 000 habitants. « *Il faut voir, poursuit-elle, comment mes collègues parlent des détenus infectés du sida, avant de savoir que je l'avais ! C'est pour ça que j'étais triste de quitter la prison. Les voix qui avaient le sida, je leur glissais des petits mots pour leur faire comprendre qu'on était dans la même galère.* » Depuis deux ans, elle fait fonction de greffière auprès d'un juge d'application des peines.

Bien plus que sa carrière, c'est son fils aîné qui l'enquête. Comme il alternait les notes excellentes et médiocres, elle l'emmène chez un pédopsychiatre, qui lui a fait remarquer la concomitance entre mauvais résultats scolaires et

Elle craind pourtant une « *parodie de procès* ». Les anciens ministres, nous dit-elle, « *ne seront-ils pas jugés par des potes ?* »

Corrézien d'origine, Paul Masson, soixante-dix-huit ans, sénateur du Loiret, est « *donc* » chirurgien du cœur. Après avoir débuté sa carrière dans les anciennes colonies françaises, il est devenu préfet. Il a dirigé le cabinet du ministre de la Défense, en 1978. Membre de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, il s'est spécialisé dans les affaires de sécurité, de coopération judiciaire et de gendarmerie.

Suppléant : René-Georges Laurin (sénateur RPR, Var)

Croix de guerre, médaille des Évades, René-Georges Laurin est un héros de Nice, membre de la commission des lois du Sénat, José Balarézo, soixante-douze ans, sénateur des Alpes-Maritimes, longtemps président de l'Office HLM de Nice, fut proche de Jacques Médecin.

Suppléant : José Balarézo (sénateur DL, Alpes-Maritimes)

Avocat honoraire au barreau de Nice, membre de la commission des lois du Sénat, José Balarézo, soixante-douze ans, sénateur des Alpes-Maritimes, longtemps président de l'Office HLM de Nice, fut proche de Jacques Médecin.

Suppléant : Jean-Marie Poirier (sénateur UDF, Val-de-Marne)

Ancien conseiller d'État, normand, agrégé d'anglais, Jean-Marie Poirier, soixante-neuf ans, a choisi la carrière politique après un court passage, en 1959, au cabinet de Roger Frey, alors ministre de l'Information. Giscard, il a été porte-parole de l'ancien président lors de sa dernière année à l'Elysée et jusqu'à sa défaite, en 1981.

La crainte des élus face à la « judiciarisation »

La plupart d'entre eux prônent la modération envers Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé

IL Y A ENCORE quelques années, plusieurs d'entre eux, notamment à droite, avaient très régulièrement fustigé les trois anciens ministres, dans l'affaire du sang contaminé. Aujourd'hui, très rares sont les responsables politiques qui ne réclament pas que l'on fasse preuve de mesure à l'égard de Laurent Fabius, de Georgina Dufoix et d'Edmond Hervé et qui ne mettent pas en garde contre la tentation de pénaliser ou de « judiciariser » l'action politique.

François Holland (PS) et Robert Hue (PCF) ont franchement émis des réserves, dimanche 7 février, sur la légitimité même du procès des trois anciens ministres socialistes. « *Je pense que la justice doit faire son travail, mais ne doit pas se substituer au débat démocratique et à ce que peut sanctonner le peuple, c'est-à-dire, le jour de l'élection, le suffrage universel* », a ainsi déclaré M. Hue sur TF1. Invité de l'émission « Public », le secrétaire national du PCF a exprimé le souhait d'une « *clarification du rapport entre la responsabilité pénale et la responsabilité politique* », en évoquant des « *dérives* » et « *une sorte de chasse à l'homme politique* ». « *Il faut effectivement que, pour les Français, il soit bien clair qu'il n'y a pas de traitement à faire de favour qu'on est politique, mais, en même temps, attention à cette évolution, à cette dénormalisation de la vie politique* », a-t-il dit.

M. Hollande souhaite, pour sa part, que le procès « *fasse apparaître la vérité* ». « *On aurait dû éviter de traduire deux hommes et une femme qui avaient une responsabilité politique mais pas forcément une responsabilité pénale* », a dit le premier secrétaire du PS au Club de la presse d'Europe 1. L'opposition affiche le plus souvent des considérations semblables. Christine Boutin (UDF) a invité chacun à reconnaître « *les drames* » des familles, « *mais également les limites humaines* ». Hervé de Charette (UDF) est allé plus loin, jugeant « *tout à fait inéquitable* que M. Fabius soit « *traînlé devant* » un tribunal. S'exprimant sur le sens du procès, François Léotard a défendu les prévenus,

qui avaient pris « *les décisions justes et courageuses* ». Laurent Fabius, notamment, a reçu des marques de solidarité de plusieurs personnalités de droite. « *J'ai dit personnellement un certain nombre de bêtises, j'ai pu être blessant à son égard* », a déclaré Eric Raoult (RPR), le 5 février, sur France-Info, avant d'estimer qu'il faut aujourd'hui « *aborder ce dossier avec beaucoup de mesure* ». Même Patrick Ollier (RPR), pourtant juge timide à la CIR, a affirmé à son tour que l'attitude de M. Fabius « *force le respect* ». Jacques Toussaint (RPR) a cependant tenu à souligner qu' « *il faut que les hommes politiques acceptent d'être jugés* ».

TONALITÉ DIFFÉRENTE

La question de la responsabilité est posée par tous. Ainsi, le président du Sénat, Christian Poncelet (RPR), considère qu' « *il y a des actes qui pourraient être traduits devant un tribunal administratif, mais pas devant un tribunal pénal* ». Selon lui, il est « *urgent de se pencher sur la sécurité juridique des élus* ». Michel Charasse, sénateur (PS) du Puy-de-Dôme, invité du « Forum de Radio-J », a dénoncé la « *judiciarisation permanente* », estimant que cela « *conduit la République à de graves déboires* ». « *A force de tout responsabiliser, cela a déjà provoqué, en ce qui concerne les maires, le retrait de 40 % d'entre eux aux dernières élections municipales*. Et cela provoque surtout le fait que plus aucun élus ne fait rien », a ajouté l'ancien ministre.

Seuls Charles Pasqua (RPR) et Laurent Dominati (DL) ont donné une tonalité un peu différente, qui a parfois choqué dans leur propre camp. « *La justice innocentera s'il y a innocence* », a ainsi ironiquement commenté M. Pasqua, interrogé, le 3 février, sur France-Info.

Le même jour, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, M. Dominati, secrétaire général de DL, s'est « *étonné des campagnes de solidarité* » des socialistes à l'égard des anciens ministres. « *car ce n'est pas un procès politique, c'est un procès de justice* ».

Rle. B

Douze députés et sénateurs en robe de juge aux cotés du président Le Guehenec



FRANÇOIS AUTAIN
Sénateur PS
Loire-Atlantique



MICHEL DREYFUS-SCHMIDT
Sénateur PS
Territoire de Belfort



LUC DEJOIE
Sénateur RPR
Loire-Atlantique



PAUL MASSON
Sénateur RPR
Loiret



HUBERT FALCO
Sénateur DL
Var



JEAN-JACQUES HYEST
Sénateur UDF
Seine-et-Marne

Militant socialiste de longue date, François Autain, médecin généraliste, sénateur de la Loire-Atlantique, âgé de soixante-trois ans, a surtout fait carrière en politique. Trois fois secrétaire d'Etat dans les gouvernements de Pierre Mauroy, notamment auprès du ministre des affaires sociales, il connaît de l'intérieur l'énorme administration de la santé et des affaires sociales. Fabulien, il continue aujourd'hui à s'occuper d'affaires sociales au sein du conseil de surveillance de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés.

Suppléant : Claude Saunier (sénateur PS, Côte-d'Armor). Professeur d'histoire et de géographie, entre dès les années 60 en politique, autrefois proche de Jean Popelin, Claude Saunier, sénateur des Côtes-d'Armor, est maire de Saint-Brieuc. A ce titre, il est donc une des figures politiques du département voisin de celui de l'ancien ministre Edmond Hervé, maire de Rennes et député d'Ille-et-Vilaine. Les deux hommes se connaissent bien, comme tous les Bretons du PS ».

Avocat, Michel Dreyfus-Schmidt, soixante-six ans, sénateur du Territoire de Belfort, était déjà juge titulaire de la Haute Cour de justice en 1993. Il a été élu à la même place au sein de la Cour de justice de la République dès la création de cette dernière. Membre du comité directeur du CRIF et ancien président de la section française du Congrès juif mondial, il a toujours dénoncé les attaques antisémites dont M. Fabius, dont il est proche, a pu faire l'objet. Par ailleurs, dès les premières réunions des juges parlementaires, il s'est élevé en vain contre le port de la robe noire des juges de tribunaux correctionnels, tenue qu'il considère comme illégale pour les élus.

Suppléante : Josette Durieu (sénatrice PS, Hautes-Pyrénées). Professeur d'histoire-géographie, Josette Durieu, fabulienne, est la deuxième femme parmi les juges. Entrée dans la carrière politique en 1985, âgée de soixante et un ans, sénatrice des Hautes-Pyrénées, elle s'est spécialisée, jusqu'ici, dans les questions européennes.

Corrézien d'origine, Paul Masson, soixante-dix-huit ans, sénateur du Loiret, est « *donc* » chirurgien du cœur. Après avoir débuté sa carrière dans les anciennes colonies françaises, il est devenu préfet. Il a dirigé le cabinet du ministre de la Défense, en 1978. Membre de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, il s'est spécialisé dans les affaires de sécurité, de coopération judiciaire et de gendarmerie.

Suppléant : René-Georges Laurin (sénateur RPR, Var)

Croix de guerre, médaille des Évades, René-Georges Laurin est un héros de Nice, membre de la commission des lois du Sénat, José Balarézo, soixante-douze ans, sénateur des Alpes-Maritimes, longtemps président de l'Office HLM de Nice, fut proche de Jacques Médecin.

Suppléant : José Balarézo (sénateur DL, Alpes-Maritimes)

Avocat honoraire au barreau de Nice, membre de la commission des lois du Sénat, José Balarézo, soixante-douze ans, sénateur des Alpes-Maritimes, longtemps président de l'Office HLM de Nice, fut proche de Jacques Médecin.

Suppléant : Jean-Marie Poirier (sénateur UDF, Val-de-Marne)

Ancien conseiller d'État, normand, agrégé d'anglais, Jean-Marie Poirier, soixante-neuf ans, a choisi la carrière politique après un court passage, en 1959, au cabinet de Roger Frey, alors ministre de l'Information. Giscard, il a été porte-parole de l'ancien président lors de sa dernière année à l'Elysée et jusqu'à sa défaite, en 1981.

Suppléant : Jean-Pierre Poirier (sénateur UDF, Val-de-Marne)

Ancien conseiller d'Etat, normand, agrégé d'anglais, Jean-Pierre Poirier, soixante-neuf ans, a choisi la carrière politique après un court passage, en 1959, au cabinet de Roger Frey, alors ministre de l'Information. Giscard, il a été porte-parole de l'ancien président lors de sa dernière année à l'Elysée et jusqu'à sa défaite, en 1981.

(Publicité)

Passeurs de millénaire

Noms :	Stephane Priol, Jean-Pierre Laruelle.
Mission :	Aider les entreprises à passer l'an 2000 sur les plans informatique, industriel et business. Les conseiller sur la meilleure solution à mettre en place, quel que soit l'avancement de leur projet.
Une de leurs références :	Sont les partenaires-conseils de Valeo dans la mobilisation de ses 155 sites internationaux autour d'un projet An 2000 impliquant également l'ensemble de ses fournisseurs. D'où : plus de 80% des sites préparés au passage à l'an 2000 depuis fin 1998, et donc libres d'entreprendre tout nouveau projet d'envergure.
Credo :	Etre prêt pour l'an 2000, c'est aujourd'hui un véritable avantage concurrentiel pour les entreprises."
Web :	www.ibm.com/services/fr
Téléphone :	0 801 835 426

IBM Global Services
Des gens qui pensent. Des gens qui agissent.

for business people

**M. Méret
ambitionne
de devancer
M. Le Pen
aux européennes**

LE FRONT NATIONAL-Mouvement national, qui s'est réuni pour la première fois en conseil national, dimanche 7 février, a plébiscité la candidature de Bruno Méret à la tête de la liste qu'il présentera aux élections européennes du 13 juin. Le président du FN-MN soumettra à l'approbation du comité national, début mai, les candidatures retenues par la commission d'investiture.

Lors d'une conférence de presse organisée à l'issu de ce conseil national, qui a eu lieu à Sathonay-Camp, le siège de la fédération du Rhône, tenue par Denis de Boucault, le trésorier du parti, M. Méret a rappelé ses ambitions. Il espère « gagner la primaire des listes de droite, Pasqua, Le Pen, de Villiers » et « arriver en troisième position derrière les listes du PS et du RPR ». Faisant fi des sondages qui n'accordent pas plus de 5 % à sa future liste, il estime que l'objectif est « réaliste », même s'il le qualifie d'« ambitieux ».

Il souhaite séduire les souverainistes, électeurs du Front national, mais aussi au-delà, en se montrant « optimiste » face à un Jean-Marie Le Pen enfermé dans une vision apocalyptique : « La grande différence, c'est que pour Jean-Marie Le Pen et ses amis tout est foutu depuis la signature du traité d'Amsterdam, alors que nous considérons au contraire qu'il existe des possibilités d'inverser le cours des choses », a-t-il déclaré, en ajoutant que, selon lui, « la liste Le Pen, c'est constat de la fin de la France » tandis que « la liste Mouvement national, c'est la reconquête de la souveraineté nationale ».

Accusé – notamment par Yvan Blot (Le Monde du 5 février) – de vouloir « abandonner progressivement ce qui fait le cœur du programme du Front national », le président de ce parti d'extrême droite a réaffirmé qu'il resterait « fidèle aux 300 mesures » qu'il a en grande partie rédigées. D'ailleurs, le coup d'envoi de sa campagne électorale sera donné par un meeting sur l'« insécurité », le 18 février, salle Wagram, à Paris.

Parallèlement à cette campagne, le président du FN-MN va faire « une tournée des départements » afin de mobiliser les militants frontaliers, très sollicités en ce moment par M. Le Pen. Soucieux de démontrer que, contrairement à ce qu'a affirmé récemment M. Blot il n'existe aucun différend avec le conseiller régional de Rhône-Alpes et président de l'association culturelle païenne Terre et Peuple, Pierre Vial, il a indiqué que le FN-MN a créé un « forum d'action culturelle » dont la présidence a été confiée à ce dernier. En outre, M. Méret a annoncé la réorganisation du service d'ordre, rebaptisé « Département Protection Assistance ».

De son côté, lors d'un « conseil national extraordinaire » du Front national de la jeunesse, au cours duquel Samuel Maréchal a cédé la place de président à un ancien militant de l'Action française, Guillaume Lutz, Jean-Marie Le Pen s'est gaussé d'un ex-numéro deux, baptisé à l'occasion « Bruno Ier le dérisoire ». « Vous vous êtes trompés de guerre, vous vous êtes trompés de bataille. M. Napoléon », s'est-il exclamé en affirmant que « le Jusant [marée descendante] va remporter cet espèce de magma d'ambitions, de frustrations, d'erreurs d'appréciation, de haine recuite ».

Christiane Chombeau

**REUSSIR
MEDECINE-PHARMA.**
• Stage de pré-rentrée
• Encadrement
scientifique annuel
Des taux de succès de 2 à 3 fois
supérieurs à la moyenne des
autres candidats.
IPESUP
18 rue du Cloître Notre-Dame
75004 Paris. 01 43 25 63 39
3615 IPESUP

Le RPR et l'UDF confrontent leurs visions de l'Europe

Philippe Séguin refuse à la fois l'*« eurobéatitude »* des centristes et l'*« euroallergie »* de Charles Pasqua. François Bayrou dénonce ceux qui vont « vers l'Europe avec des mines de chien battu ». La droite s'assume « plurielle »

Le conseil national de l'UDF a adopté, dimanche 7 février à Bordeaux, le principe d'une liste autonome aux élections européennes du 13 juin. M. Bayrou, qui conduira cette liste, a admis qu'il y avait là un

dont l'opinion était faite. Même Jacques Barrot, initialement l'un des plus fervents partisans d'une liste d'union de l'opposition, absent dimanche pour cause d'indisposition, a concédé, dans un message aux participants, que « les conditions » de l'union « ne semblent pas être aujourd'hui réalisées ».

« A LA REMORQUE DE PERSONNE »
Concis, le billet de Raymond Barre résumait, en peu de mots, les préoccupations des centristes : « L'UDF veut ainsi prouver qu'elle existe, a écrit l'ancien premier ministre. Je m'en réjouis. Je souhaite que ses élus, ses militants se mobilisent et entraînent de nombreux électeurs à voter pour cette liste. Mais la présence compte plus, du point de vue politique, que le résultat obtenu. Celui-ci montrera, en tout état de cause, que l'UDF peut peser dans les élections francaises à venir. Personne ne peut soutenir de bonne foi que l'UDF est prête à des manœuvres politiciennes : elle est dans l'opposition et entend y rester. Mais elle n'est à la remorque de personne et entend se déterminer selon ses principes et ses convictions. »

De fait, chacun ayant en mémoire le score de la liste conduite par Simone Veil en 1989 (8,42 %), personne ne s'est aventuré à for-

M. Bayrou a revendiqué l'existence d'une « opposition plurielle » qui correspond à la « majorité présidentielle ». La veille, devant un millier de jeunes RPR, Philippe Séguin avait anticipé sur la campagne qu'il s'apprête

à conduire en dénonçant à la fois l'*« eurobéatitude »* et l'*« euroallergie »*. Face aux listes de l'UDF et de Charles Pasqua, le président du RPR souhaite incarner la liste « officielle » de l'opposition aux socialistes.

BORDEAUX
de notre envoyée spéciale
Sagement, les conseillers nationaux de l'UDF ont levé la main pour approuver leur projet européen et le principe d'une liste autonome aux élections européennes. Avec mesure, ils ont applaudis les orateurs qui alternuaient à la tribune. Sans excès, ils ont confirmé au président de leur parti, François Bayrou, qu'ils attendaient de lui qu'il menât la campagne. « Puisque vous le voulez, et si votre bureau politique en décide ainsi dans quelques jours, je conduirai » la liste UDF, a déclaré M. Bayrou, en concluant la réunion du conseil national de l'UDF, convoqué à Bordeaux dimanche 7 février.

Le soin en était joué depuis une

quinzaine de jours, mais la décision est désormais officielle : l'UDF partira sous ses propres couleurs au scrutin du 13 juin. Si les centristes sont encore loin d'avoir trouvé l'alliance et le dynamisme indispensables à une campagne électorale réussie, ils ont, au moins, fait la démonstration qu'ils sont tous d'accord pour y participer. De Bernard Bosson à Hervé de Charette, en passant par Alain Lamassoure et Pierre Méhaignerie, pas un responsable n'est venu soutenir le contraire à une assemblée



« Un processus fédératif que nous voulons poursuivre »

RÉUNI dimanche 7 février, à Bordeaux, le conseil national de l'UDF a adopté une série de propositions sur l'Europe, rassemblées dans un document intitulé « Vers une nouvelle Europe », qui servira de base à la campagne de la liste conduite par François Bayrou aux élections du 13 juin. Dans une intradiction à ce document d'une dizaine de pages, M. Bayrou écrit : « Pour nous, l'Europe, c'est une fédération d'Etats et de nations en train de se constituer, un processus fédératif, que nous voulons poursuivre. »

« Au chapitre des institutions, le texte propose l'élaboration d'une Constitution européenne qui définira les droits et devoirs fondamentaux des citoyens européens ; le statut et le fonctionnement des institutions de l'Union ; une nouvelle répartition des compétences entre l'Union européenne et les Etats, qui concentre vers l'Union les missions d'intérêt véritable-

ment commun ». « L'Europe a besoin d'un visage. Les citoyens doivent pouvoir identifier la voix qui s'exprimera tant au sein de l'Europe, pour faire valoir les enjeux de nature économique et sociale, qu'au sein des grands ensembles mondiaux pour défendre les intérêts de l'Union dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité. Le président de l'UDF assurerait la présidence de la Commission et la fonction de haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune. (...) Afin de renforcer sa légitimité, nous proposons son élection, dans un premier temps, au suffrage universel indirect par un collège composé du Parlement européen et de parlementaires nationaux (...). A terme, nous proposons qu'il soit élu au suffrage universel direct de l'ensemble des citoyens de l'Union. La durée de son mandat sera de cinq ans. Le président nommera les commissaires, qu'il pourra révoquer de sa propre initiative ou après un vote de défiance du Parlement. »

Le document plaide aussi pour que « les dépu-

tés européens soient élus à la représentation proportionnelle dans le cadre de circonscriptions régionales ».

En matière de sécurité l'UDF prône l'« élaboration d'un droit pénal européen », la « transformation d'Euronpol en police fédérale européenne de type FBI », la « création d'un corps de douaniers européens », la « création d'un parquet européen », la « création d'une force de projection destinée aux opérations de maintien de la paix ».

Dans le domaine économique, l'UDF est partisans de « fixer à l'Europe un objectif de croissance chiffré, en coordonnant les politiques budgétaires au sein d'un contrat de croissance » et le « lancement d'un programme d'harmonisation fiscale progressive ». L'UDF souhaite aussi « accélérer la mise à disposition des pièces et des billets en euros » et « harmoniser les taux, l'assiette et les modalités de recouvrement de l'impôt sur les sociétés et son transfert partiel ou total à l'Union ». Le « droit du travail » sera, lui aussi, harmonisé.

Cécile Chamraud

Philippe Séguin veut incarner, seul, l'union de l'opposition

« Cette liste conduite par Philippe Séguin sera, j'en suis convaincu, en tête de toutes les listes. » François Fillon, en compagnon fidèle : « Il a la force d'Obélix, l'astuce d'Astérix, la sagesse de Panoramix. » Même si, reconnaît le porte-parole du RPR, « depuis quelque temps, on a perdu la recette de la potion magique ». Nicolas Sarkozy, enfin : « Le RPR est la première force d'opposition aux socialistes. »

CIMETIÈRE DES AMBITIONS

La chose est entendue. D'ici au 13 juin, date du scrutin, il y aura la liste d'union de l'opposition, conduite par le président du RPR, et des petites listes. Aussi sera-t-il « inutile de croiser le fer avec ceux qui, pour un motif ou un autre, seront hors sujet ». « Le problème n'est pas de savoir si l'on est pour ou contre l'Europe (...). Le problème est de savoir quelle Europe nous voulons », précise M. Séguin.

Impérial, le député des Vosges est sans illusions : « S'agissant des

ambitions personnelles, les européens ressemblent plutôt au cimetière des éléphants. » Mais, loin des bêtises des semaines passées, « nous allons y aller », pour expliquer « dans un immense effort pédagogique » ce qu'est l'Europe. « C'est notre devoir. C'est mon devoir », estime le président du RPR. D'un côté, il y a l'Europe des socialistes, « un super-Etat, avec de super-impôts et de super-contraintes ». De l'autre, il y a l'Europe de Jacques Chirac, l'« Europe unité des Etats » qui n'est « pas un alibi au renoncement national, mais le levier qui doit favoriser la modernisation du pays ». « Aux dires de certains, les élections européennes [n'ont] aucune portée intérieure (...). Comment peut-on dire des choses pareilles ? » Voilà pour Charles Pasqua.

Pour ceux – l'UDF en l'occurrence – qui se préoccupent de « boutique » et qui allaitent se réunir, le lendemain, à Bordeaux, le trait est plus développé et plus mordant : « La proportionnelle au tourne toutes les fantaisies. Alors, on profite souvent pour s'ébrouer, se divertir et même se dissiper. » Ceux-là souhaitent « à toute force passer à la fois du suffrage » pour « affirmer leur identité ou, plus simplement encore, rappeler leur existence ». Du reste, à quoi ont bien pu servir, si on mesure dans la durée, les scores réalisés dans le passé par les listes conduites par Bernard Tapie ou Philippe de Villiers, s'interroge sans pitié M. Séguin ?

SACRIFICE PERSONNEL

Le RPR est sans illusions. Il n'obtiendra sans doute pas la caution qu'il aurait pu espérer du président de la République s'il était parvenu à entraîner dans son sillage à la fois l'UDF et Démocratie libérale. « Les conséquences politiques des élections européennes [sont] généralement assez imprévisibles. Quelque chose peut toujours arriver. » Mais, au final, il y a une chose qui n'a pas de sens : « La progression de la précarité en France et ses effets sur la santé

d'un côté, une véritable euroallergie de l'autre ». Le RPR compte sur son appareil pour faire la différence avec l'UDF et avec M. Pasqua. Rien ne sera négligé, pas même les figures imposées. Au lendemain de son investiture officielle, M. Séguin sera, dimanche 14 février, en Gironde, aux côtés d'Alain Juppé. Un rendez-vous prévu de longue date.

Jean-Louis Saux

La progression de la précarité en France et ses effets sur la santé
Rapport, avis et recommandations du Haut Comité de la santé publique Disponible en librairie ou auprès des éditions ENSP

ENS
Ecole nationale de la santé publique
10, rue de l'Université 75674 Paris Cedex 14
Tél. 01 44 94 20 00 Fax 01 44 94 20 01



Le PS renvoie après 2001 la réforme de la taxe d'habitation

Même prudence sur l'intercommunalité

QUINZE MINISTRES entouraient Lionel Jospin, samedi 6 février à Paris, lors d'un séminaire d'une demi-journée organisé avec la direction du Parti socialiste - soit quarante-trois présents sur les cinquante-cinq membres du bureau national - sur le thème « Démocratie et territoires ». Deux ministres non socialistes, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, et Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, ont été entendus et expliqués un peu leurs collègues. « Ils ne se sont pas lancé de fléchettes ».

Dans ce séminaire, le second de genre, un premier ayant eu lieu le 25 avril 1998 à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) sur l'Europe, le PS a présenté plusieurs rapports : Bernard Poignant sur les finances locales, Gilles Savary sur la décentralisation, Michel Sapin sur les contrats de plan, André Lajoinie sur les fonds structurels ; François Hollande, premier secrétaire du PS, a enjoint ses amis d'être « les pionniers de la décentralisation ». Mais la plupart des projets de réforme concernant la démocratie locale, adoptés lors d'une convention sur la démocratie en juin 1996, ont été renvoyés à l'horizon 2001 ou même 2007.

M. Hollande, après avoir centré la réflexion autour de trois thèmes - « l'efficacité de l'organisation territoriale », « la lutte contre les inégalités territoriales » et « la démocratie locale » -, a annoncé la tenue d'une convention nationale sur les territoires au premier trimestre 2000. D'ici là, a-t-il indiqué devant la presse, « il y a des choses que nous pouvons engager avant les élections municipales de 2001 », mais les réformes importantes seront renvoyées après cette date.

Le 4 février, lors du débat à l'Assemblée nationale sur le projet de loi sur l'intercommunalité, des députés socialistes, comme Bernard Roman, député de Nord, avaient proposé d'avancer sur l'élection au suffrage universel des structures intercommunales, en y recourant, dans une première étape, pour les conseils de communauté urbaine. Le ministre de l'intérieur avait plaidé pour une « réflexion approfondie » sur la question de l'élection di-

Michel Noblecourt

M. Hue songe à Mme Buffet pour sa succession à la tête du PCF

LE SECRÉTAIRE NATIONAL du PCF a confirmé, dimanche 7 février, lors de l'émission « Public », sur TF1, qu'il songeait à Marie-George Buffet pour prendre sa succession (Le Monde du 26 janvier). Elle « a toutes les qualités pour être à la fois longtemps ministre, et aussi, un jour peut-être, [exercer] des responsabilités au plus haut niveau du parti », a assuré M. Hue devant la ministre de la Jeunesse et des sports. En présence de la philosophe Geneviève Fraisse, seconde sur la liste communiste aux élections européennes, M. Hue a aussi expliqué que cette « ouverture » signifiait que « les communistes, à eux seuls, n'ont pas réponse à tout dans la société ». Enfin, M. Hue a jugé « impuisante » la démarche d'Arlette Laguiller : « Elle a du mal à s'ouvrir, à sortir de ses replis. Je ne peux pas tomber dans ces anathèmes », a-t-il expliqué.

Les communistes conservent la mairie de Saint-Martin-d'Hères

LA DÉMISSION, pour raisons de santé, de Joseph Blanchon (PCF) de ses mandats de maire et de conseiller général de Saint-Martin-d'Hères n'a pas fragilisé la majorité de gauche dans l'un de ses fiefs isérois. Au contraire, le Parti communiste consolide ses positions. La liste de la gauche « plurielle », emmenée par le communiste René Proby, a remporté, dimanche 7 février, les élections municipales avec 44,89 % des voix, gagnant près de dix points par rapport à 1995, et assurant deux sièges supplémentaires à la majorité municipale. Dans la cantonale partielle, José Arias (PCF), nettement en tête au premier tour, a bénéficié, dimanche, du report des voix de gauche, recueillant 58,89 % des voix. Le candidat de la droite, Daniel Chazal (RPR), a fait un score inférieur à celui de 1994.

DÉPÈCHES
■ EUROPÉENNES : Jack Lang a affirmé, samedi 6 février, que « ce qui compte, ce n'est pas la binette d'un tel ou d'un tel » mais la capacité des socialistes à « mener une campagne qui aura de la gueule, du panache, qui sera réver les Français ». L'ancien ministre, qui avait été présent pour conduire la liste PS aux élections européennes, a réaffirmé qu'il n'avait « rien demandé à personne ».
■ CORSE : Paul Natali, sénateur RPR de Haute-Corse, a quitté, samedi 6 février, ses fonctions de président de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Bastia et de Haute-Corse. Fin janvier, le Conseil constitutionnel avait jugé ses fonctions de sénateur et de président de la CCI « incompatibles ».

Européennes : M. Chevènement ne conduira pas une éventuelle liste de la « gauche républicaine »

A défaut d'un accord avec le PS, il propose la tête de liste à Sami Nair

Le congrès du Mouvement des citoyens, réuni vendredi 5 au dimanche 7 février à Crétel, n'a pas arrêté sa stratégie pour les élections européennes du 13 juin. Face à des délégués quasi unanimes en faveur d'une liste autonome, Jean-Pierre Chevènement a proposé que cette

européennes du 13 juin. Face à des délégués quasi unanimes en faveur d'une liste autonome, Jean-Pierre Chevènement a proposé que cette liste éventuelle soit conduite par l'universitaire Sami Nair. Mais il attend, d'abord, le résultat de ses négociations avec le PS.

JEAN-PIERRE CHEVÈMENT a sorti son joker. Sami Nair, universitaire, actuel délégué interministériel au codéveloppement et aux migrations internationales, proche conseiller du ministre de l'Intérieur, et un des huit vice-présidents nouvellement élus du Mouvement des citoyens pourra conduire une liste de la « gauche républicaine » aux élections européennes du 13 juin. Il s'agit d'une des deux hypothèses retenues, dimanche 7 février, par M. Chevènement, réélu président du MDC, par 98,14 % des suffrages, à l'issue de trois jours de congrès. Souligné par les 570 délégués présents dans la salle, un tonnerre d'applaudissements a accueilli ce qui ne reste pour l'instant qu'une « hypothèse ».

Même si elle prend la base des chevènementistes à rebrousse-poil, la seconde hypothèse reste pourtant, au bout du compte, la plus vraisemblable. « La recherche d'une alliance dynamique avec le PS ne doit pas être écartée à la légère », a indiqué M. Chevènement, avant d'inviter les congressistes à ne pas avoir un « réflexe de vierge effarouchée ». Une telle attitude reviendrait à donner de « l'âme » du MDC et de « sa fermeté ». « C'est avec Lionel Jospin que nous pouvons jouer un rôle décisif », a-t-il rappelé. Comme pour mieux souligner son appartenance au gouvernement et à la majorité « plurielle », le ministre de l'Intérieur a, de toute façon, écarté l'hypothèse de conduire lui-même une liste autonome.

La ! A plus de 80 %, la salle révait d'une liste autonome. « Le MDC n'est pas composé uniquement d'anciens du PS. Que signifierait pour eux, un retour au berço, puisqu'ils n'y ont jamais été ? Quant aux autres, ils ont déjà donné », expliquait, samedi, Alain Perriès de Seine-Saint-Denis, fortement applaudi, avant de conclure que le MDC représente « le fer de lance de la gauche républicaine, face à la gauche libérale, soumise au marché ». « Faire une liste avec le PS, je dis non merci », renchérit un délégué des Alpes-Maritimes, prêt à « tendre la main aux républicains, au-delà de nos sensibilités

précisées M. Chevènement. Le maintien du suspense permet au ministre de l'Intérieur de faire monter les enchères, en cas de participation à une liste socialiste. L'ambition est d'obtenir autant de candidats en position éligible que le PRG, soit au moins deux.

Accueillis sous les sifflets d'une partie des militants, François Hollande et Christophe Cambadélis, qui menaient, dimanche, la délégation du PS, ont pu mesurer le climat de la salle, avant d'être applaudis à la demande expresse de Georges Sarre, président délégué du MDC, qui a qualifié ce premier accueil de « discourtous » mais d'« apolitique ».

« Nous ne cherchons pas de renfort. S'ils veulent venir avec nous, ils seront bien accueillis », a expliqué le premier secrétaire du PS devant les caméras, après le discours de M. Chevènement. Juste avant, embrassant chaleureusement Sami Nair, il lui avait lancé : « Quoi que tu fasses, tu seras le bienvenu ! »

Alain Beauve-Méry

Actualité, économie, loisirs,

sport, tout ce que vous

aimez dans ce journal est dans

la nouvelle BMW 316i.



La nouvelle BMW 316i sort cette semaine.

Son prix aussi sort de l'ordinaire. 148 500 F.



*Prix maximum conseillé au 4/01/99. AM 99 hors peinture métallisée.

RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999

Lyon veut retrouver la magie de son confluent

Abandonné au désordre urbanistique, l'espace prestigieux où se rejoignent Rhône et Saône est l'objet d'un gigantesque projet d'aménagement. La reconquête de la porte sud s'étalera sur un quart de siècle et nécessitera 25 milliards de francs d'investissement

LYON
de notre envoyé spécial

Entre Saône et Rhône bat le cœur historique de Lyon. Mais à deux stations de métro de la place Bellecour, ce riche tissu urbain s'interrompt soudain, bloqué par une double barrière : au pied de la place Carnot, l'autoroute A 6 sort du tunnel de Fourvière et, avant d'aborder vers le sud, traverse un centre d'échange – à la fois gare routière et espace commercial – qui déploie ses bastions fortifiés ; puis la gare SNCF de Perrache, juchée sur un viaduc haut de trois étages, construite par une batterie d'escalators. Il constitue un dernier verrou.

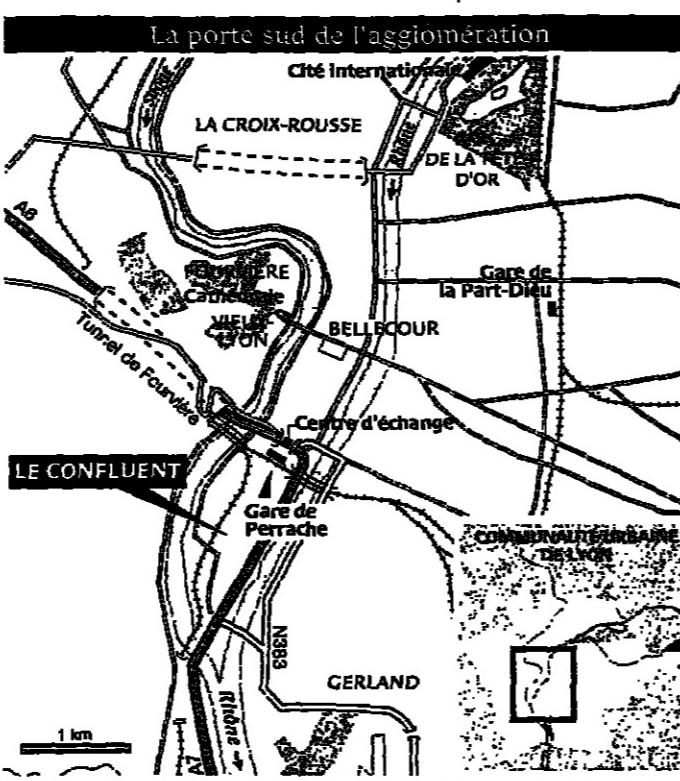
Pour franchir ces obstacles il faut se faufiler sous l'une des deux voûtes encore en fonction, lugubres boyaux qui passent sous les voies ferrées. Pourtant, de l'autre côté de cette muraille, la presqu'île se prolonge. Au-delà des prisons Saint-Joseph et Saint-Paul et de la gendarmerie adjacente, on trouve les médiocres HLM de Sainte-Blândine, regroupés autour d'une église. Le quartier compte aujourd'hui sept mille habitants. Ils étaient le double il y a une génération.

Sur le reste de ces 150 hectares, encadrés par l'autoroute qui longe le Rhône à grand bruit et les voies ferrées qui filent vers le sud, on remarque un autre exemple de l'architecture carcérale – une résidence pour les gendarmes et leurs familles, cercées de grilles –, un port

de plaisance où végétent quelques péniches, des entrepôts, des emprises de l'EDF et le Marché d'import-export national (MIN), appelé aussi marché du Rhône, immense bâtiment de béton inauguré en 1961. C'est là que s'est ouverte, en octobre 1998, l'exposition Lyon Confluence. Devant le succès remporté par une telle manifestation dans un endroit aussi peu festif (quinze mille visiteurs depuis le 15 octobre), elle a été prolongée jusqu'en avril.

CONCOURS RESTREINT
Avec Lyon Confluence, le maire de Lyon, Raymond Barre, entend réaménager l'ensemble de ce territoire. « Cette pointe qui descend vers la mer, indique-t-il, un rien lyrique, c'est une invite à se tourner vers l'avenir. J'ai donc fait faire une étude pour cadrer ce rêve. » Il en est sorti un concours restreint qui opposait plusieurs équipes d'architectes : celle du japonais Kenzo Tange, celle de l'espagnol Ricardo Bofill et celle d'un autre espagnol, Orló Bohigas, associé au français Thierry Melot et à la paysagiste Catherine Mosbach. Ce sont ces derniers qui ont gagné.

Orló Bohigas a été l'un des artisans du renouveau urbain de Barcelone dans les années 80 et 90. Thierry Melot est à la tête d'une grosse agence parisienne rompue aux chantiers lourds. Au marché de gros, leurs propositions sont développées à travers des plans, des maquettes, des photos et des dessins.



Le public, très divers, examine et discute longuement des aménagements présentés. Ceux-ci sont nés d'une étude attentive de ce territoire.

Premier constat : le confluent est

toutes les fonctions sont aujourd'hui obsolètes. Pour en tirer parti, une stratégie globale s'impose.

Deuxième constat : l'autoroute urbaine, infrastructure dépassée, lacère la ville au lieu de la servir. La condition sine qua non de tout aménagement est donc la disparition de cette voie rapide. Ce qui permettrait la reconquête des berges du Rhône et la résurrection du cours de Verdun enseveli sous le béton du centre d'échange de Perrache.

RECONQUÊTE

Il faut donc trouver une solution de rechange à cette traversée express. On peut attendre le grand contournement de Lyon par une rocade ouest. Dans ce cas, les édiles lyonnais devront patienter une bonne dizaine d'années avant de songer à aménager cette pointe. Il faut donc trouver une solution plus rapide mais supportable financièrement pour la communauté urbaine de Lyon (Courty). Les architectes préconisent de faire passer sous la colline de Sainte-Foy un tunnel autoroutier de 5,5 kilomètres qui relierait l'échangeur de Valvert à l'A 7, au-delà de la Mulatière. Le coût de cette construction est estimé à 4 milliards de francs (609 millions d'euros) et les délais seraient de cinq à huit ans.

L'actuel tunnel de Fourvière déboucherait donc sur le cours de Sainte-Foy.

Verdun redevenu boulevard urbain. Le centre d'échange serait détruit et l'important centre commercial qui lui est attaché dispersé sur les parvis de la gare SNCF, restaurée et dégagée de sa gangue. Sept voies franchiraient, au niveau du sol, le viaduc de Perrache, reliant ainsi l'au-delà à l'en-deçà des voûtes, barrière physique autant que frontière sociale. La reconquête de cet au-delà commencera dès le début de l'avenue Charlemagne élargie, avec une grande place où, symboliquement, les Archives municipales, mémoires de la ville de Lyon, seront, dès l'an 2000, implantées à la place d'un centre de tri postal.

Le métro, dont le terminus est à Perrache, en surface, replongera sous terre et poursuivra sa course jusqu'au bout du confluent. Le viaduc de la SNCF, qui suit un chemin parallèle, sera isolé dans un caisson, au milieu de la trame urbaine. Celle-ci sera redessinée et étendue à l'ensemble du territoire. Quatre quartiers doivent être créés. Celui du Confluent, le plus méridional et le plus résidentiel, ponctué par une tour dédiée à l'Europe ; celui de la Saône, tourné vers le port de plaisance entièrement réaménagé ; celui de Sainte-Blandine, rénové et étendu jusqu'à Rhône ; et celui de la gare, voué aux affaires, bureaux et commerces. L'entrée de la presqu'île accueillera un parc où les voies SNCF seront enfouies sous les déblais du tunnel autoroutier de Sainte-Foy.

Le marché de gros dont le démantèlement vers Corbas est acquis vers 2002 cédera la place à un équipement public lourd, « culturel, scientifique et technique », souhaite Raymond Barre. Il devrait se dresser au centre d'un parc humide, qui s'appuiera sur les anciennes structures de la gare d'eau du XVIII^e siècle. Le projet d'un coût global de 20 à 25 milliards de francs (3 milliards à 3,8 milliards d'euros), devrait être achevé au bout d'une période de vingt-cinq à trente. Il a donc le temps de subir bien des modifications. Mais il serait dommage qu'il passe purement et simplement à la trappe.

E. de R. Emmanuel de Roux

Perrache, Lacroix-Laval : les précurseurs de Raymond Barre

LYON
de notre envoyé spécial

A la fin du XVII^e siècle, la pointe de la presqu'île, entre Saône et Rhône, a été aux environs de l'actuelle place Carnot. Au-delà, on trouve une poignée d'îles dont les contours mouvants changent au gré des crues. Pourtant, dès cette époque, on songe à rattacher les plus importantes d'entre elles (île Magenta) à la terre ferme. Pour cela, il faut dompter le cours du Rhône, ici particulièrement erratique. C'est ce qu'envisage de faire Antoine-Michel Perrache, qui, en 1769, obtient de la municipalité lyonnaise de lancer une chaussée sur ces îles. Sur une levée, doublée d'un canal, il doit installer une série

de moulins et, un peu plus bas, une gare d'eau. Le tout est accompagné d'un projet immobilier. En dépit du renfort de l'architecte Soufflot, dépêché par le roi, les travaux avancent si lentement que ni la gare de bateau ni les moulins n'auront le temps de fonctionner. En revanche, ils favorisent l'ensemble : la presqu'île s'allonge.

Sous l'Empire, on songe à l'aménagement d'un palais impérial au confluent des deux fleuves. En 1826, le projet Perrache est définitivement abandonné. On lui substitue le plan de Lacroix-Laval, qui propose à la municipalité de Lyon avec ses entreprises, ses arsenaux, ses greniers, ses usines à gaz et sa batellerie. Le nouveau quartier Sainte-Blandine permet de loger les prolétaires affectés à ces industries.

Naisseant va modifier une fois de plus ces deux îles : le chemin de fer de Saint-Etienne (1833) ayant son terminus à la Mulatière, la ligne PLM qui arrive de Paris va établir son débarcadère plus haut pour bloquer le passage : la nouvelle gare, construite sur un remblai et appelée Perrache (1856), provoque la rupture de la continuité urbaine. Au-delà des voûtes, la presqu'île, définitivement stabilisée, devient la plate-forme logistique de Lyon avec ses entreprises, ses arsenaux, ses greniers, ses usines à gaz et sa batellerie. Le nouveau quartier Sainte-Blandine permet de loger les prolétaires affectés à ces industries.

Au milieu des années 60, quand le plan au-

tourtoir français se met en place, le maire de Lyon, Louis Pradel, obligeant que l'A6 traverse sa ville, histoire d'inciter les automobilistes à y faire une halte. On construit donc l'autoroute sur le cours de Verdun, qui disparaît, et le long du Rhône, où les platanes de la promenade sont tous abattus. Ce verront sera complété par la création du centre d'échange. L'au-delà des voûtes est définitivement coupé du cœur historique de la ville. Et le quartier Sainte-Blandine, déjà déshérité, ne tarde pas à déprimer. C'est l'ensemble de ces 150 hectares qu'il s'agit de réviver.

E. de R. Emmanuel de Roux

Les préalables financiers du projet

LYON
de notre envoyé spécial

Raymond Barre (app. UDF) a annoncé *ubri et orbi* qu'il ne se représenterait pas aux élections municipales de 2001. Il entend quand même embrasser Lyon Confluence avant la fin de son mandat, deux ans à peine. « C'est un projet consensuel, estime-t-il. Peut à peu, j'ai vu le scepticisme se transformer en intérêt. » Est-ce suffisant ? L'addition est lourde, même étalée sur un quart de siècle. Sans doute le programme a-t-il l'ambition d'accueillir, sur ces 150 hectares, 30 000 habitants supplémentaires et de créer 10 000 à 15 000 emplois. Encore faut-il trouver 20 à 25 milliards de francs (3 à 3,8 milliards d'euros), moitié fonds publics pour les infrastructures lourdes, moitié fonds privés, notamment pour les 1,2 million de mètres carrés de logements et de bureaux. Avant mal, une société d'économie mixte (SEM) devrait être montée avec, aux côtés des collectivités, majoritaires dans le capital (ville et communauté ur-

baine), des entreprises ou des établissements publics nationaux, importants propriétaires fonciers sur site.

Pour Henry Chabert (RPR), adjoint au maire chargé de l'urbanisme, il était inévitables que, tôt ou tard, « un événement majeur se déroule ici, au sud de Lyon ». Selon lui, l'irréversibilité du projet tiendrait à trois facteurs :

– la libération du foncier (dès aujourd'hui 85 hectares sont disponibles) et sa commercialisation ;

– Mais les problèmes de dépollution des terrains risquent de résérer des surprises ;

– le bouclage du périphérique ouest ou toute autre solution qui permette de supprimer rapidement l'autoroute le long du Rhône : « Cette condition commande toute l'opération ;

– le prolongement de la ligne de métro vers le bout du confluent : « Un élément capital pour les promoteurs. »

ACTES FONDATEURS

M. Chabert estime que les qualités essentielles du projet Bohigas et Melot tiennent dans sa souplesse et dans la manière dont les liaisons nord-sud, de part et d'autre de Perrache, sont abordées. « On peut estimer, indique-t-il, que le transfert des archives ou l'implantation d'un grand équipement public au centre de ce territoire sont d'ordre symbolique. Mais il me semble que les véritables actes fondateurs de Lyon Confluence sont de l'ordre de l'investissement. Et le préalable foncier pourrait être arrêté dès l'an 2000. »

Gérard Collomb, maire socialiste du 9^e arrondissement et leader de l'opposition de gauche lyonnaise, ne tient pas un autre langage, tout en étant nettement moins optimiste. Pour lui, ce projet « se réalisera quand seront résolus certains problèmes ».

NANTES
notre correspondant

La station de traitement des eaux usées de Dougas, dont Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, devait inaugurer lundi 8 février, a radicalement changé la qualité de l'eau rejetée dans la Loire par l'agglomération nantaise : « Le taux de dépollution était de 30 %. Il est désormais de 90 % par temps sec et de 80 % par temps de pluie. Nous sommes en situation de développement durable car notre activité ne nuit plus à la Loire, au contraire », assure le maire de Nantes et président du Syndicat d'assainissement de l'agglomération nantaise (SAAN) qui réunit 23 communes représentant 550 000 habitants.

Construite par Bouygues et exploitée par Loire 21, une filiale de Vivendi, cette station a une capacité de traitement de la pollution générée par 600 000 habitants. Elle couvre la rive nord et complète le travail fait en rive sud par une station de moulins à eau pour dépollution. « Nous nous mettons à niveau pour au moins trente ans », affirme M. Rimbert, qui reconnaît pourtant que beaucoup reste toutefois à réaliser. Environ 90 % de la pollution de l'eau qui coule sous les pommes de Nantes sont en effet due à des activités situées en amont de la capitale des Pays de la Loire.

DES LIENS DANS LA VILLE
La réalisation de cette station constitue le point d'orgue du plan Neptune 1 lancé en 1992 par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne et le SAAN, qui a engagé 1 milliard de francs d'investissements jusqu'en 1998 (152,5 millions d'euros). Le contrat Neptune 2, signé lundi entre les mêmes partenaires,

ajoute une enveloppe de près de 500 millions de francs sur les années 1999 à 2003, qui permettra de poursuivre l'extension et la rénovation du réseau de collecte des eaux usées : « Comme toutes les villes, le développement urbain et industriel s'était fait pendant des décennies sans vision globale du reflet des eaux. Toutes les eaux de la périphérie atterrissaient dans des collecteurs nantais qui n'avaient pas été prévus pour cela », poursuit M. Rimbert.

Neptune 2 prévoit aussi d'engager un travail qualitatif de fond sur les 250 kilomètres de cours d'eau de l'agglomération et les zones humides qui représentent un quart de son territoire. La « reconquête des

Dominique Luneau

milieux naturels » sera menée basse versant par bassin versant, rivière par rivière, ruisseau par ruisseau : « Nous travaillons sur les rejets bien sûr, sur les débits hydrauliques, mais aussi sur les aménagements piétonniers » ajoute le président du Syndicat d'assainissement, ravi de faire découvrir ou redécouvrir l'île, l'Acheneau, le Grève ou la Chézine, petites rivières qui furent longtemps calées parce que considérées comme des obstacles à l'urbanisation. Leurs rives restaurées mettent en valeur leur rôle de biens dans la ville.

Retard pour la ligne 2 du métro lillois

PRÉVUE pour le 21 juin, l'ouverture au public de la ligne 2 de métro entre Lille, Roubaix et Tourcoing ne pourra avoir lieu avant la seconde quinzaine d'août. Ce retard a été confirmé, vendredi 5 février, par le président de la communauté urbaine de Lille, Pierre Mauroy, qui a expliqué ce contretemps par « les manœuvres et les changements de stratégie des constructeurs ». En 1996, Matra Transport s'était associé à parts égales avec Siemens pour créer Matra Transport International (MTI). La commande des soixante rames avait été confiée pour moitié au groupement Fives-Cail-Babcock (FCB)-Vevey et, pour l'autre, à GEC-Alsthom. Mais ce dernier groupe, fabriquant des métros clés en main, concurrence Matra Transport. L'ensemble de la commande revient alors à FCB-Vevey, qui est racheté par le groupe Bombardier, concurrent de Siemens. Or Siemens est devenu majoritaire à 95 % de MTI. Au final, les caisses de rame seront fabriquées dans les ateliers lillois de FCB, l'assemblage assuré par Siemens à Vienne (Autriche), pendant que Vevey continuera de suivre la conception du véhicule. (Corresp.)

ILE-DE-FRANCE : le parc naturel régional du Vexin et la ville de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise) ont signé une convention « ville-porte ». Le syndicat d'agglomération nouvelle apportera une aide financière au syndicat mixte d'aménagement et de gestion du PNR pour des actions de valorisation touristique et de promotion du patrimoine culturel ainsi qu'en matière de développement économique.

Monsieur le président
« Le Gu »

Christophe Guinchard
Président de la Cour des Comptes
de la République
Jean-Pierre Fabre
Ministre de l'Intérieur
Georges Frêche et Edmond Herbreteau
Ministre de l'Intérieur
Hervé de Saint-Pierre et Jean-Pierre
Perez
Ministre de l'Intérieur
Emmanuel de Roux

HORIZONS

PORTRAIT

Monsieur le président « Le Gu »

Christian Le Guehenec présidera la Cour de justice de la République qui aura à juger, à partir du 9 février, trois anciens ministres - Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé - dans l'affaire du sang contaminé. Portrait d'une personnalité énigmatique et controversée

DANS les coulisses du Palais, on l'appelle « Le Gu ». Ce n'est pourtant pas ce genre de diminutif qu'inspire de prime abord le président de la Cour de justice de la République (CJR) - créée par réforme constitutionnelle en remplacement de la Haute Cour pour juger pénallement les membres du gouvernement. Au siège parisien de cette toute nouvelle juridiction, surplombant la place des Invalides, Christian Le Guehenec semble savourer son ultime fonction, autant dire un bâton de maréchal. Âgé de soixante-huit ans, président de la chambre criminelle de la Cour de cassation depuis 1988, il s'apprête à prendre sa retraite quand il a été élu par ses confrères de la « Cour de cass » en février 1997 pour inaugurer la présidence de la CJR et y honorer un mandat de trois ans. Il ne s'en cache pas : cet ultime honneur est une « petite revanche » pour le magistrat qui aurait aspiré à terminer sa carrière au sommet de la plus haute juridiction de France et qui s'en est vu rafraîcher la place - celle de premier président de la Cour de cassation - par Pierre Truche.

Sur ce, il arrache méticuleusement le filtre de sa cigarette, s'assurant de garder bien à portée de main son paquet de Philip Morris. Christian Le Guehenec, qui ponctue sa grande courtoisie et son élégance bon enfant par de brefs mouvements boursiers, à deux pas d'une colère spontanée, ignore pas l'ambiguïté de sa réputation. Ni les controverses dont il est la cible dans le procès des trois anciens ministres qu'il s'apprête à juger. Redouté par les avocats de la défense, ceux-ci ont même laissé entendre qu'ils pourraient demander sa récusation, au motif de sa partialité.

L'histoire personnelle de ce magistrat d'une droite plutôt anarchiste, se désignant lui-même « sans sensibilité politique fixe », a construit une personnalité énigmatique. Breton, né le 2 août 1930 à Auray (Morbihan), Christian Le Guehenec vient d'une famille d'esprit voltaïen - activité peu reposante dans la Bretagne de l'époque. Son grand-père paternel, laïque, devenu instituteur en 1881 sous Jules Ferry, fut directeur de l'école de Carnac et fondateur du foyer laïque de la même ville ; son grand-père maternel, séminariste avant d'être maire de Carnac, proche du Parti radical, fut l'un des rares maires bretons à avoir présidé les inventaires. Dans le grenier de la maison de famille, on montre avec fierté la coiffe de la grand-mère trouée par une balle lors d'un attentat, et la tombe de sa fa-

mille a longtemps été la seule du cimetière à rester sans croix. Le grand-père paternel ayant été aussi juge de paix, il emmenait son petit-fils en frac, vêtu de sa ceinture tricolore, sur les bancs du tribunal. L'ambiance était plutôt décontractée. « Ma vocation date de là », raconte le président. Quand j'ai eu pour sujet de rédaction, à six ans, "Que ferez-vous plus tard et pourquoi ? ", j'ai répondu : "Je veux être juge de paix pour avoir le temps de faire de la peinture".

Devenu orphelin en deuxième année de droit, en charge de ses frères et sœurs, le jeune Christian Le Guehenec n'a pas les ressources pour devenir avocat. Il l'est provisoirement par obligation, alors que n'existe pas encore l'Ecole de la magistrature. « C'est l'une des affaires que j'ai eues à plaider qui m'a poussé à devenir magistrat », se souvient-il avec une jovialité soudaine. Il venait de rédiger l'acte d'accusation contre cinq garçons poursuivis pour « viol ». Quand le bâtonnier le commet d'office pour les défendre devant la cour d'assises, « j'ai bien plaidé leur cause qu'ils ont eu cinq ans d'emprisonnement avec surisi au lieu des travaux forcés. On m'a félicité de mon succès. Moi, j'étais écœuré, j'ai décidé qu'à l'avvenir je serai juge ». Peu après, il est nommé juge suppléant à Fort-de-France, puis procureur de la République à Cayenne, avant d'être appelé à la chancellerie à Paris, passant vingt-deux ans à la direction des affaires criminelles, puis près de dix ans à la présidence de la chambre criminelle de la Cour de cassation : « Dans les deux cas, une sorte de record », se plait-il à préciser.

« Le Gu » sera-t-il illégitime pour présider la Cour de justice dans l'affaire du sang contaminé ? Plusieurs arguments joueraient en sa défaveur. Il faut remonter quelques années en arrière, jusqu'à la « première » affaire du sang contaminé : c'est le procès de Michel Garretta, ex-président du Centre national de transfusion sanguine (CNTS), et des docteurs Alain Nettier et Roux, condamnés pour « tromperie ». En juin 1994, l'avocat général requiert la cassation au motif que les faits relèvent plutôt de l'« empoisonnement ». Sous la présidence de Christian Le Guehenec, la Cour rejette le pourvoi du docteur Allain. Selon la règle française de l'arrêt à phrase unique, tous les motifs de la décision doivent se trouver dans l'arrêt prononcé, sans avoir à l'expliquer. Or le président ne s'en tient pas là. Au sortir du délibéré, il donne publiquement devant les victimes, la presse et les témoignages, les raisons de l'arrêt. A ceux qui s'inquiètent de l'éventualité que ne soient pas engagées d'autres poursuites pour « empoisonnement », il précise que l'arrêt

de la Cour de cassation ne l'exclut pas. Christian Le Guehenec a-t-il commis une faute déontologique en explicitant l'arrêt ? A-t-il fourni plus qu'une explication, un commentaire, en ouvrant la voie à d'éventuelles poursuites ultérieures ? A-t-il défié l'autorité de la chose jugée ? Il s'en défend aujourd'hui, visiblement peu perturbé d'avoir fait entorse à la tradition de l'« arrêt à phrase unique ». C'est un autre procès, concit-il habilement. Et qu'on n'attende pas de lui qu'il s'étende sur le sujet.

Sa légitimité à la présidence de la CJR dépend pourtant de cette subtilité juridique : savoir si les faits que le président aura à juger sont radicalement distincts ou connexes de ceux pour lesquels fut condamné le docteur Garretta, et si M. Le Guehenec a déjà eu à connaître ou non de l'affaire. Or la

« Ils ont demandé à me voir, je les ai reçus aimablement, comme j'ai reçu des témoins de la défense. Je ne vois pas pour autant en quoi j'ai été "rassurant". Ils racontent ce qu'ils veulent », se contente-t-il de répondre en émettant un bref souffle nasal, signe chez lui de mécontentement. Sur ce, il conclut : « Si on veut demander ma récusation, eh bien qu'on le fasse ! »

Invulnérable de dire que les avocats de la défense y avaient songé. Ils y ont renoncé pour l'instant, comme ils ont écarté la possibilité de réclamer un juge parlementaire (UDF) ostensiblement partisan de la condamnation des ministres, Charles-Amédée de Courson. En partie à la demande de Laurent Fabius, la stratégie immédiate est de ne pas prêter le flanc à la moindre accusation d'esquive et de se plier aux règles de la procédure.

On aura tout lu ces jours der-

« C'est un esprit imaginatif qui sait débrouiller des situations juridiques inextricables et rend des avis toujours surprenants. Quand nous sommes tous comme des mouches dans un bocal, c'est lui qui trouve la solution »

Cour européenne des droits de l'homme exige une impartialité des magistrats non seulement subjective mais objective, c'est-à-dire ayant toutes les apparences d'un tiers absolument impartial. Le droit français est moins exigeant sur ce point. Le président pourra à tout prix assumer le procès devant la Cour de justice à un procès d'assises, pour faire des prévenus des assassins à coup sûr. Certains avocats assurent qu'à l'évocation des témoins cités par la défense, il aurait ironisé par un « est-ce bien nécessaire ? ». Et qu'il tiendrait à ce point à donner une allure spectaculaire au procès qu'il aurait envisagé de faire siéger l'audience soit à Fleury-Mérogis, là où se tient le procès du réseau Chalabi, soit dans la fastueuse salle du Congrès, à Versailles. « C'est tout à fait ridicule », coupe-t-il, luttant apparemment contre l'éruption de sa propre colère. « Vous me voyez demander à Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, l'autorisation d'utiliser la salle du Congrès pour le juger ? »

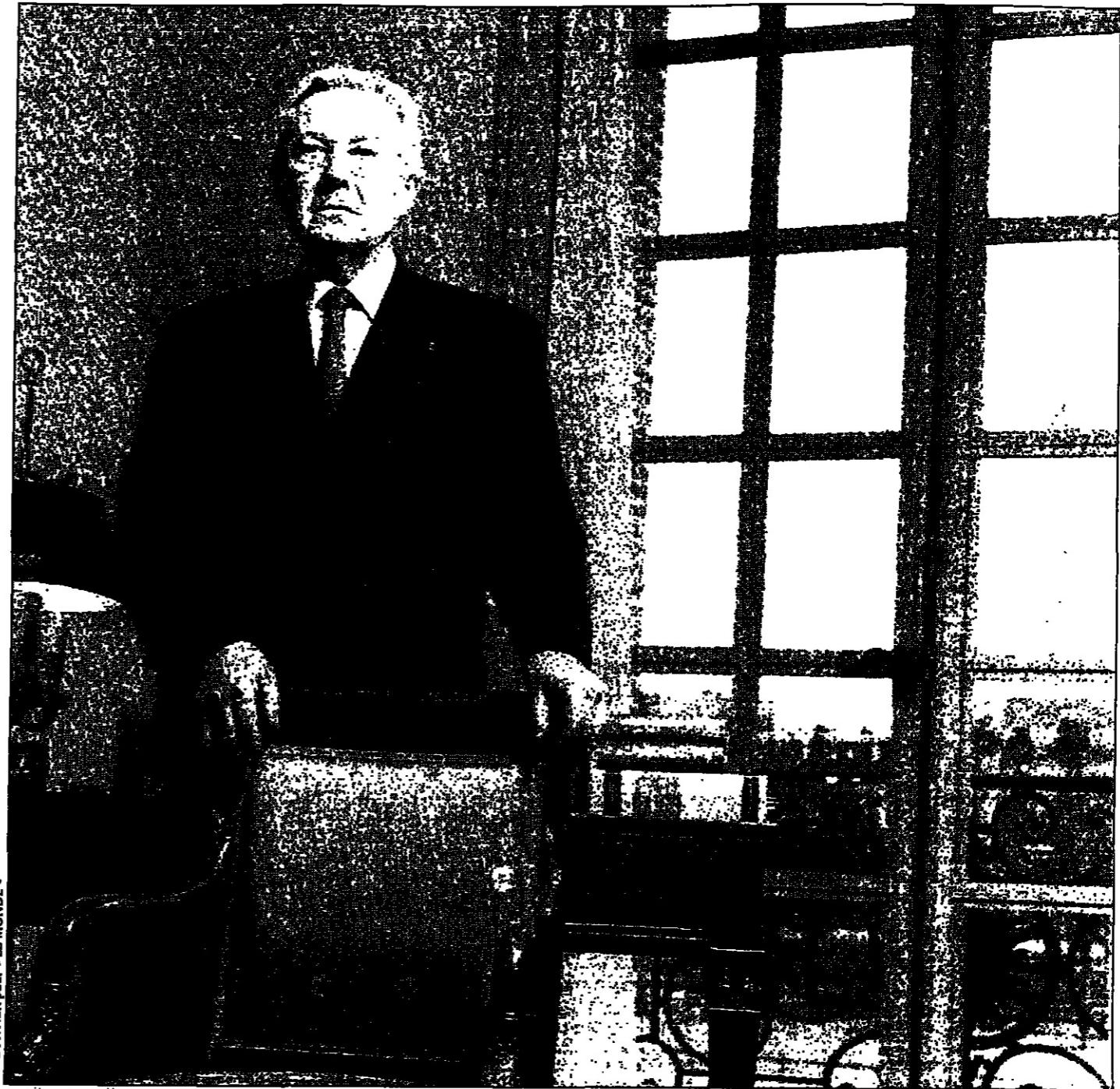
La polémique a commencé avec

le choix éminemment symbolique de la couleur des robes. Costume d'audience ou costume civil ? Dans une note aux juges parlementaires, le président s'est prononcé pour le port de la robe pour tous. Par souci d'égalité des juges, allègue-t-il. A cause de son goût du faste et du protocole, ont prétendu ses détracteurs, certains ayant prétendu qu'il aurait même souhaité porter la robe rouge, traditionnellement réservée aux assises, dans un but partisan. « Je ne me voyais pas en rouge, couleur peu adaptée à l'affaire du sang », raconte tranquillement M. Le Guehenec, d'autant que ce manteau de fourrure est horriblement fourré. « J'étais pour l'unité - tout le monde en civil ou en robe rouge, le procureur Jean-François Burgevin, pourtant lui aussi marqué à droite, a prononcé au bénéfice des anciens ministres socialistes deux réquisitoires de non-lieu. Par ailleurs, les différents arrêts rendus par la chambre criminelle de la Cour de cassation sous la présidence de « Le Gu » permettent difficilement d'établir une ligne politique unique.

INSAISISSABLE, complexe, la personnalité du magistrat ne se range pas, comme certains l'auraient voulu, dans une case. « C'est un esprit imaginatif qui sait débrouiller des situations juridiques inextricables et rend des avis toujours surprenants. Quand nous sommes tous comme des mouches dans un bocal, c'est lui qui trouve la solution », commente un avocat général près la Cour de cassation. Quant à sa servitude supposée au pouvoir politique, cela fait bondir le président de la CJR : « A trois reprises, j'ai fallu être remercié de mes fonctions de directeur des affaires criminelles pour excès d'indépendance », affirme-t-il. Lors d'un mouvement de révolte dans le contingent militaire en 1975, notamment, il aurait été convoqué à Matignon et à l'Elysée pour avoir refusé de poursuivre devant la Cour de sûreté de l'Etat. « De 1958 à 1981, ajoute-t-il, je ne vois pas comment j'aurais été directeur des affaires criminelles dans un gouvernement de gauche. Et, du moins à l'époque, cette fonction avait pour mission de représenter les parquetiers auprès du ministre, pas le contraire. »

Quelques semaines avant le début du procès des ministres, submergé par les préparatifs pratiques et les derniers règlements protocolaires de cette cour d'exception qui doit tout inventer, Christian Le Guehenec prétendait avec un brin de coquetterie n'avoir pas commencé à étudier le dossier, « préférant avoir à juger avec une certaine virginité ». De quoi laisser sceptique. « Le Gu » est un travailleur de force. Homme de textes, habitué aux fonctions de parquetier et de juge du siège pour les subtiles formelles de la Cour de cassation, il s'apprête, pour la première fois, à présider une audience sur le fond. L'apotheose de sa carrière se joue là. En attendant, il arrache un filtre de sa Philip Morris, l'air de rien.

Marion Van Renterghem



051 P1709

Sang contaminé : trop de silences assourdissants

par Philippe Mangeot

LA photo date de 1992. Des militants d'Act Up brandissent des pancartes où l'on discerne les visages maculés de peinture de Georgina Dufoix, de Laurent Fabius, d'Edmond Hervé. Cette photo, ou l'une de ses variantes, on l'a revue récemment dans des journaux. Avez-vous que le procès des ministres n'aït lieu, le décor est planifié. Les manifestations qu'Act Up a organisées devant le palais de justice où se tenait le procès des docteurs Garretta, Allain, Netter et Roux le constituent en partie. En contrepoint, d'autres images : le visage soucieux des trois ministres en rang d'oignon, ou le portrait solitaire de Laurent Fabius - au choix, le banc des accusés ou la bête traquée.

Cette scénographie vaut tout un discours. On y reconnaît d'emblée un récit archaïque et terrifiant : aux portes du palais, le peuple crée vengeance et réclame des têtes que la justice ne lui donnerait pas. D'un côté, les «lyncheurs», de l'autre, le «bouc émissaire», termes que les éditorialistes reprennent à l'envers.

Depuis quelques jours, des journalistes appellent Act Up avec la même question : «Qu'allez-vous faire?» Jusqu'à nouvel ordre, nous ne ferons rien. Dans le ton des journalistes, on perçoit une déception à peine dissimulée. C'est Act Up pris en flagrant délit d'inconscience : nous ne tiendrons pas notre rôle, nous ne jouerons pas le jeu.

Les images que nous aurions pu fournir figuraient pourtant à merveille le dispositif d'un procès où les plaignants, faute de pouvoir se constituer partie civile, ne seront pas représentés. Dans les murs, les ministres ; dans la rue, les victimes. Où l'on retrouve la vieille scénographie, et tous les scénarios associés : du côté des malades, l'image et les slogans assassins ; du côté des accusés, le discours et la parole mesurée. Ou encore : le privilège des puissants, pour lesquels la Cour de justice aurait été taillée sur mesure, contre le dénouement des petits, privés d'audience et interdits d'avocats. On a récemment ces deux scénarios : celui du «rituel sacrificiel», celui de la «justice de caste».

Nous ne jouerons pas ce jeu, en effet. Nous n'irons pas dans la rue réclamer la tête des ministres au moment où ils sont jugés, pas plus

que nous n'avons exigé celle des médecins à l'époque de leur procès. Cela n'a rien à voir avec nos convictions quant à leurs responsabilités respectives dans la contamination d'hémophiles et de transfusés. Mais nous ne prétendrons jamais faire justice quand la justice s'en charge, quelles que puissent être nos inquiétudes sur le fonctionnement de la justice.

En début des années 90, nous avons manifesté pour la tenue d'un procès qui étudie la question de la responsabilité des politiques. Faute de ce procès, les quatre médecins jugés et condamnés étaient des victimes expiatrices offertes à l'opinion publique pour qu'elle passe sa colère. La violence des images que nous avons données à voir et que l'on exhume aujourd'hui n'a de sens que dans un contexte où l'inculpation des ministres était inimaginable. On a peut-être oublié l'énergie formidable déployée par quelques associations pour faire admettre l'existence d'un scandale qui nul ne voulait reconnaître à l'époque. On ne se souvient manifestement pas davantage de la bataille que nous avons menée pendant des années, en amont et au-delà de l'affaire du sang contaminé, pour faire comprendre la nature politique d'une épidémie trop volontiers considérée comme une fatalité.

Maintenant, ce procès va commencer. Nous l'avions demandé. Nous aimerais pouvoir dire simplement que c'est à la justice de faire son travail. Nous nous en tiendrons là, n'étant la série de textes publiés ces derniers temps dans la presse : un front commun d'historiens, de sociologues, de philosophes, d'économistes et de directeurs de revue, qui vise à déqualifier le procès avant même qu'il n'ait lieu. Jean-Claude Casanova, Olivier Mongin et Pierre Rolland, Michel Crozier et Michel Bauer, Jean-Noël Jeanneney, Blandine Kriegel, Alain Minc, Michel Winozak : tous récitent avec une application de bon élève des arguments

identiques, des paragraphes entiers recopier sans effort dans le dossier concocté par les avocats de Laurent Fabius (le président de l'Assemblée nous l'a fait parvenir il y a quelques semaines).

De la lecture de ces articles, de la consultation de ce dossier, on retiendra d'abord une série d'omissions. A la longue, certains silences deviennent assourdissants.

Silence, d'abord, sur les motifs du procès tels que les a définis la commission d'instruction. A la Cour de justice, il reviendra de démontrer un certain nombre de points. Il y a des faits contestés : c'est le cabinet du premier ministre qui dessaisit, le 9 mai 1985, le secrétaire d'Etat à la santé du dossier du dépistage ; c'est ce même cabinet qui retardé l'homologation du test de dépistage américain pour favoriser le développement du test français concurrent ; c'est encore lui qui, le 20 mai, fait retirer d'un discours d'Edmond Hervé l'annonce du dépistage systématique des dons de sang, dont Laurent Fabius se chargera finalement un mois plus tard.

Entre ces faits, les liens sont incertains, les responsabilités obscures : Edmond Hervé s'en remet à Matignon ; François Gros, conseiller scientifique du premier ministre, déclare avoir agi avec laval de Laurent Fabius ; Laurent Fabius dit n'en avoir rien su. Ces incertitudes justifient à elles seules la tenue d'un procès où l'on devra

procès n'aurait d'autre motif que de désigner un coupable «qui soit à la hauteur du drame». Prestige de la rhétorique, qui fait du désir de vérité formulé par les plaignants une compulsion de lynching...

Silence, ensuite, sur deux des trois ministres inculpés. Dans ces textes, il n'est question qu'en passant de Georges Duron et d'Edmond Hervé. Ces derniers semblent faire les frais d'une opération qui vise à ne discuter que le plus prestigieux des trois ministres : pour sauver Laurent Fa-

bius une «exigence légitime de vérité», un «souci légitime de faire reconnaître leur souffrance». Pour être reprise à l'identique d'article en article, la concession n'en paraît que plus sèche et plus hau-taine. Dans l'opération, des corps ont disparu. En face du plurier indifférencié des «victimes», un homme seul. Celui-là à du corps. Il soutire. Les références extravagantes à Dreyfus, Caillaux et Blum servent d'abord à cela : Laurent Fabius est une incarnation.

A ces silences, il faut ajouter une dose de malhonnêteté intellectuelle.

Pouvait-on prendre cependant le risque de condamner des milliers de personnes à vivre une vie estropiée, de les exposer à la haine et à l'exclusion ? Laurent Fabius le sait bien, qui dit s'être fait traiter de pédé quand il a imposé le dépistage automatique des dons.

De silences en omissions, de légers déplacements en franchises distorsions, on tente de soustraire l'affaire à l'histoire, aux victimes et à la décision des juges. Mais la position «en surplomb» qu'adoptent les commentateurs s'autorise parfois d'une ambition plus haute : en critiquant la tenue même de ce procès, on veut pointer le risque d'une confusion entre responsabilité pénale et responsabilité politique qui mettrait en danger le fonctionnement de la démocratie. C'est ce que disent de concert les directeurs des trois plus importantes revues françaises.

On leur prêterait peut-être une oreille plus attentive si, après avoir émis des doutes sur la compatibilité du droit pénal avec les faits qui sont reprochés aux ministres, ils proposaient une solution juridique alternative crédible. Au contraire, ils décrivent à priori, et sans autre forme de procès, l'innocence de Laurent Fabius. Ce faisant, ils évacuent un revers de main la question de la responsabilité en matière de santé publique que ce procès devrait avoir pour mission d'éclairer. Tant que cette question n'aura pas été sérieusement posée, on pourra en toute légèreté continuer de sacrifier les exigences de santé publique à des considérations économiques ou idéologiques. C'est ce qu'on a fait en 1985. C'est ce qu'on a fait en 1986, quand un projet de décret instaurant la vente libre des seringues a été oublié dans un tiroir parce qu'il semblait inopportun dans une période électorale. C'est ce qu'on a fait jusqu'en 1987, tant que la promotion publique du préservatif est restée interdite par la loi. Et c'est ce qu'on fait encore aujourd'hui, quand on accumule les retards en matière de prévention et d'information sur le virus de l'hépatite C ou quand on refuse de modifier les lois relatives à la toxicomanie, dont tout le monde s'accorde pour reconnaître les conséquences sanitaires désastreuses.

Philippe Mangeot est président d'Act Up-Paris.

AU COURRIER DU «MONDE»

PRO-EUROPÉEN

Régulièrement, on peut lire dans vos pages des points de vue de Max Gallo où il fait appelle à l'orgueil national contre une véritable et moderne cinquième colonne, le Prussien de l'intérieur : le pro-européen. Pro-européen qui impose une nouvelle paix (allemande !) blessante à la conscience existentielle du Français.

Quelle belle image d'Epinal, bien nationaliste et revancharde, que la vision du Prussien botté et casqué à Versailles par un monsieur qui fait, dans ses ouvrages, l'apologie exaltée des bottes et uniformes quand ils sont français (napoléoniens de préférence), mais qui oublie parallèlement que, si le Prussien trouva prétexte à aller jusqu'à Versailles, c'est que les «bottés» et «casqués» de Napoléon III se seraient bien payé une balade à Berlin. Mais là est l'art du nationaliste va-t-en-guerre : dans un cas, c'est l'apport de la civilisation, dans l'autre, le retour à la barbarie. Que l'humanité cesse enfin d'entendre ces rancœurs identitaires et vendettas idiotes qui poussent à la haine et à ses conséquences parce qu'elles font croire que les êtres humains ne peuvent se côtoyer et vivre en paix !

Permettez-moi, Monsieur Gallo, de vous laisser à vos livres d'histoire de France, si peu objectifs et travailleux à la sauce identitaire exacerbée, et de souhaiter que vous disparaissiez noyé dans l'Euroland, pour mon honneur et celui de ceux qui veulent vivre en paix en Europe. De disparition de la façon la plus pacifique qui soit, pas celle que vous représentez avec vos hussards et autres marchands de mort et de gloire : de disparaître dans l'oubli.

Gilles Collin
Dampierre (Jura)

Une cour forcément partielle

par Dany Cohen

CETTE Cour de justice de la République devant laquelle s'ouvre le procès des trois anciens ministres n'offre pas les garanties d'impartialité nécessaires. Trop de choses laissent à l'observateur le sentiment que la balance penche d'avance du côté de la condamnation.

La composition de la Cour : que dirait-on d'un juge qui, bien ayant le procès, distribuerait des tracts stigmatisant le comportement des accusés et ne verrait aucun intérêt à faire ensuite partie de la juridiction chargée de décider s'ils sont ou non coupables ? C'est pourtant ce qui fit un des membres de la Cour, Charles de Courson. Le fait qu'il s'agisse d'un juge suppléant ne retire rien à la gravité de la chose.

On est en droit d'attendre d'un juge qu'il soit impartial. En pratique, rien ne permet d'avoir la certitude qu'un juge aborde un dossier sans le moindre préjugé : comment savoir ce qui se passe en son for intérieur ? Face à cette incertitude majeure, les parties au procès sont absolument impuissantes. Au moins doivent-elles pouvoir compter - c'est, dans notre système juridique, le corollaire de cette incertitude - sur la plus minimale des garanties : que l'impartialité «externe» du juge soit manifeste, ostensible, indiscutabile et qu'en particulier seuls puissent siéger ceux qui ne se sont jamais prononcés sur l'affaire, car quiconque a déjà eu à juger du dossier ou de certains de ses aspects s'est inévitablement forgé, et a exprimé, une opinion.

Or même cette garantie minimale fait ici défaut : la Cour est présidée par l'ancien président de la chambre criminelle de la Cour

de cassation qui, sur les pourvois formés tant par les victimes que par MM. Allain et Gareta, s'est prononcé le 22 juin 1994. Le fait que les anciens ministres n'étaient pas alors poursuivis n'y change rien : il s'agissait bien de la même affaire. Il est dès lors superflu, en dirigeant, d'ajouter qu'on y trouvait déjà les questions qui devaient ensuite être longuement débattues pour les ministres. Par quelque bout qu'on prenne les choses, se prononcer, c'est émettre une opinion et prendre publiquement position. C'est le contraire de la neutralité. C'est incompatible avec l'impartialité qui reste l'impérieux devoir du juge.

Quant à l'argument selon lequel l'appréciation à porter pourrait l'être complètement indépendamment de celle déjà émise sous la houlette du même président sur la même affaire, il vient de connaître le sort qu'il mérite : l'assemblée plénière de la Cour de cassation a jugé (4 novembre 1998) que le fait d'avoir été à statuer, même comme juge des référés, sur un dossier interdit au magistrat concerné de faire partie du tribunal appelé à trancher le fond du dossier, bien que l'appréciation à porter ne se situe pas sur le même registre, a plus forte raison d'être en être ainsi au pénal : avoir déjà statué dans l'affaire du sang contaminé doit interdire de siéger à la Cour de justice.

Divers éléments auraient dû, au regard du droit comme de la déontologie, conduire M. Le Gunehec à renoncer

Une lecture attentive de l'arrêt du 22 juin 1994 met plus mal à l'aise encore. L'arrêt constate que les moyens invoqués par les parties civiles sont irrecevables et rejette les moyens (c'est-à-dire refuse tous les arguments) que les docteurs Gareta et Allain invoquaient pour obtenir la cassation de l'arrêt de la cour d'appel qui les condamnait. A ce stade de la lecture, on comprend que les pourvois en cas-

sation formés contre l'arrêt d'appel sont rejetés et qu'en conséquence le procès est terminé et les condamnations définitives. La chambre criminelle n'avait pas besoin d'ajouter quoi que ce soit.

C'est pourtant là que surgit un dernier passage où figure la phrase insolite, sibylline, qui dit qu'une accusation d'empoisonnement «serait susceptible de poursuites séparées», en somme pourrait justifier de nouvelles poursuites bien pour un même fait qu'il a contraint le premier président de la Cour de cassation à recruter publiquement, fait sans précédent dans l'histoire de cette Cour. Il ne s'agit d'ailleurs nullement de remettre en cause la liberté de parole des magistrats, mais seulement d'observer qu'entre s'exprimer publiquement sur une affaire et être le président impartial d'une juridiction qui la jugera ensuite, il fallait choisir, et le choix fut fait de parler.

C'est pourtant là que surgit un deuxième passage où figure la phrase insolite, sibylline, qui dit qu'une accusation d'empoisonnement «serait susceptible de poursuites séparées», en somme pourrait justifier de nouvelles poursuites bien pour un même fait qu'il a contraint le premier président de la Cour de cassation à recruter publiquement, fait sans précédent dans l'histoire de cette Cour. Il ne s'agit d'ailleurs nullement de remettre en cause la liberté de parole des magistrats, mais seulement d'observer qu'entre s'exprimer publiquement sur une affaire et être le président impartial d'une juridiction qui la jugera ensuite, il fallait choisir, et le choix fut fait de parler.

Rien de tel ici. C'est même l'inverse : la chambre criminelle se saisit d'office d'un moyen... qu'elle juge elle-même infondé. Mais alors, pourquoi le fait-elle ? Il est difficile si simple et conforme à la tradition judiciaire française d'extrême concision d'approuver la cour

Dany Cohen est professeur de droit privé à l'université Paris-XIII.

sourdissants

Internet, bulle spéculative ou poule aux œufs d'or ?

Suite de la première page

Les sociétés de télécommunications voient le volume de transferts de données et de communications téléphoniques exploser grâce à Internet. France Télécom se réjouit ainsi du succès d'Internet : il lui a permis de multiplier par presque trois le trafic de données en un an. Les sociétés de communication voient l'émergence d'un nouveau média qui a l'avantage de s'adresser directement aux cent millions d'internautes.

L'ENJEU PUBLICITAIRE

La bataille que se livrent ces grands groupes pour contrôler Internet fait monter le prix. Le géant des télécos AT&T a mis la main sur Excite avec l'intermédiaire de l'une de ses filiales, @Home. Pour sa part, Disney a acheté de son côté 43 % d'Infoseek. Tous le cabinet Forrester Research, le commerce électronique a représenté 7,8 milliards de dollars (6,9 milliards d'euros) aux Etats-Unis. Il devrait atteindre 108 milliards d'ici à 2003. Un marché multiplié par quatorze en cinq ans ! De telles occasions sont rares. L'émergence du commerce électronique devrait attirer tous les géants de la distribution spécialisés ou généralistes pour obtenir plus de puissance. Une filiale de capital-risque d'Intel finance d'ailleurs les sociétés Internet.

Internet évolue ainsi par vagues successives, attirant, à chaque fois, de nouveaux prédateurs. Il y a trois ans, l'enjeu était technologique. Microsoft était monté en ligne pour contrer l'émergence de Netscape. Aujourd'hui, c'est la publicité sur Internet qui porte la vague. Entre 70 % et 90 % des meilleures revenus des sites « portails » viennent actuellement. Ce marché a représenté 1,5 milliard de dollars en 1998, grâce aux commandes sur Internet. Une quatrième vague pourrait concerner les « premium services » ou services à valeur ajoutée, comme les services financiers. Pour avoir adopté Internet, le broker électronique Charles Schwab a ébranlé la puissance de la banque d'investissement Merrill Lynch. Celle-ci a décidé de se convertir à Internet.

Mais les perspectives se déplacent déjà sur le terrains du commerce électronique. Selon le programme Next Generation of Internet (NGI), largement financé par le gouvernement américain, vise à construire un réseau capable d'augmenter la puissance de transmission. Mais il faut trouver les sociétés qui fourniront les nouvelles applications pour ce réseau.

Le commerce sur Internet insuffle une nouvelle croissance à des marchés matures. Si

Amazon.com, la librairie électronique, prend des parts de marché à la librairie traditionnelle Barnes & Nobles, elle touche aussi des personnes qui n'étaient jamais entrées dans une boutique de livres. Le vendeur de micro-ordinateurs Dell Computer l'a également compris. Sur un marché dont la croissance se ralentit, il a réussi à distancer ses concurrents en 1998, grâce aux commandes sur Internet. Une quatrième vague pourrait concerner les « premium services » ou services à valeur ajoutée, comme les services financiers. Pour avoir adopté Internet, le broker électronique Charles Schwab a ébranlé la puissance de la banque d'investissement Merrill Lynch. Celle-ci a décidé de se convertir à Internet.

LA MARGE ET LE VOLME

Pour Jacques Vallée, spécialiste du capital-risque dans la Silicon Valley, l'Internet de demain n'aura rien à voir avec le Web d'aujourd'hui. Le programme Next Generation of Internet (NGI), largement financé par le gouvernement américain, vise à construire un réseau capable d'augmenter la puissance de transmission. Mais il faut trouver les sociétés qui fourniront les nouvelles applications pour ce réseau.

La liste des nouveaux prédateurs s'allonge et le nombre de cibles

de qualité étant assez rare, les enchères devraient donc encore monter. Sur quelles bases ces sites « portails » seront-ils rachetés ? Auparavant, la valorisation d'une société Internet dépendait de la belle histoire qui voulait bien raconter ses fondateurs. Aujourd'hui, les analystes exigent de connaître l'audience de ces sites (le nombre de pages visitées chaque jour) afin de pouvoir mesurer le potentiel publicitaire. Bientôt, ils demanderont que les sites dégagent des bénéfices.

Pour un site Web, les marges réalisées sur les revenus publicitaires sont de 60 % à 70 %. En revanche, le commerce électronique ne générera que des marges de 20 %, mais le volume d'activité sera plus important. Stephan Paternot prédit que, dès que les sites feront des bénéfices, le marché reviendra des multiples de valorisation plus raisonnables : de l'ordre de quarante à soixante fois le bénéfice par action, contre des multiples de six cents à mille aujourd'hui. Le profit d'un site Web sera de faire croître la masse des bénéfices de sorte qu'elle compense la chute des multiples. Les cours de Bourse des sociétés qui y parviendront ne devraient pas chuter. Les autres seront, effectivement, épargnés.

Enguérard Renault

Pour une justice équitable

Suite de la première page

Aurions-nous été un peuple plus authentiquement démocratique, nous aurions fait une place de plus en plus grande à la réparation, plutôt que de toujours privilégier la punition : car au début de cette tragédie française qui devait faire près de quatre mille victimes, il y eut la colère de ceux qui les représentaient. Colère motivée par le refus de l'Etat d'entrer, comme ce fut le cas partout ailleurs, dans un processus de réparation. Refus qui renvoie à l'inadéquation de nombre de nos institutions, peu en phase avec l'affirmation de la société civile, au rang desquelles la justice administrative : le Conseil d'Etat n'admet que depuis peu la notion de responsabilité sans faute, qui ouvre droit à réparation. Donc, devant le refus de réparer, qui fut pris pour de l'indifférence, les associations furent conduites à réclamer, et obtinrent, la pénalisation de l'action publique.

Celle-ci est pas, dans son principe, condamnable. Au contraire : elle comble un vide juridique qui permettait de poursuivre et de condamner un directeur d'administration centrale, et interdisait pour les mêmes faits de poursuivre le ministre. Au nom d'un vieux principe de droit romain - *principes a legibus solitus est*, traduit en français d'Ancien Régime par « le roi ne peut mal faire », et perpétué depuis. L'objet de la Cour de justice de la République est de mettre fin à ce privilège.

Au demeurant, il devrait en aller simplement : les délits, *a fortiori* les crimes, doivent être jugés de la même façon, quels qu'en soient les auteurs. Quant aux actes de gouvernement, il ne peuvent plus relever seulement de la sanction politique, autrement dit électorale.

D'abord, parce que le jugement des citoyens peut avoir besoin, pour se former, d'investigations rigoureuses, approfondies et publiques. Ensuite, parce que les actes de gouvernement peuvent conduire à commettre des infractions pénales : le procès Papon est venu en faire, tardivement mais salutairement, la démonstration. Même s'il est vrai qu'en matière de gouvernement l'infraction pénale mérite une définition particulièrement rigoureuse et précise.

Un défaut de réparation, et la colère légitime - des représentants des victimes, un processus de normalisation de la vie publique à travers le recours à une juridiction : il eût été normal, dans ces conditions, de se préparer à un épisode judiciaire qui permette d'apaiser les passions, de démontrer, dans toute leur complexité, les chaînes de commandement qui vont de l'expert au décideur, et d'en tirer la leçon pour l'avenir.

Aux citoyens, et parmi eux aux victimes et à leurs familles, ce procès doit non pas une vengeance, mais une mise à plat rigoureuse, menée contradictoirement et jusqu'au bout, des décisions prises, des conditions dans lesquelles elles

l'ont été, des informations dont disposait le gouvernement. Afin que ceux qui le méritent soient disqualifiés pour toute responsabilité future qu'ils viendreraient à solliciter des électeurs. Afin que ceux qui ne le méritent pas soient promptement réintégrés, requalifiés en quelque sorte pour toute responsabilité dont ils s'estimaient dignes. Voilà ce que l'on est en droit d'attendre de ce procès.

Hélas ! les conditions qui ont présidé à la mise en place de la Cour I - se laissent entraîner, par leurs préjugés ou leurs intérêts politiques partisans - il y a à la Cour une majorité de droite -, à se conduire en justiciers, la démocratie vivra, en France, de nouveau, de ces épisodes lugubres qu'il serait alors juste de comparer à d'autres entreprises d'exécutions politiques camouflées en actes judiciaires.

La forme, les formes qui ont accompagné la naissance de ce procès sont donc source de malaise. Il en est d'autres, qui touchent au fond du dossier.

Et d'abord ceci : il ne s'agit pas simplement de la pénalisation des décisions politiques, il s'agit de la pénalisation de ces décisions dans le domaine de la santé publique. Dans les pays où existe la conviction de l'efficacité du système de santé, la justice ne s'en fait pas le censeur : tout porte à croire que la France n'en fait pas, ou pas encore, dans cette catégorie. Quoi qu'en soit, il serait bon d'admettre au préalable qu'en matière médicale, le risque zéro n'existe pas ; et que l'aléa fait partie intégrante de tout acte thérapeutique. Le nier serait compromettre la relation médical-patient.

En outre, deux éléments semblent quelque peu minimisés.

Au cœur de l'affaire dite du sang contaminé, il y a ce que Blandine Kriegel appelle la « sinistre exception française » : le fait que la France compte, en proportion, trois à quatre fois plus de personnes contaminées par transfusion, alors que la justice, attachée aux actes de trois ministres, a essentiellement enquêté sur la mise en œuvre des techniques de chauffage (destinées à inacter les protéines transfusées) et sur d'éventuels retards dans la mise en œuvre des tests de dépistage. Mais à l'origine du nombre des transfusions contaminées il y a le fait que la France se situait, ou se croyait, à l'avant-garde de la transfusion sanguine ; et que notre système reposait largement sur une idée rédemptrice du don du sang - d'où sa pratique en milieu carcéral, c'est-à-dire, compte tenu de l'état de nos prisons, à hauts risques - et sur le laxisme dans la sélection des donneurs : la circulaire le réclamant n'a pas été appliquée, sous la pression de ceux qui y voyaient un signe de discrimination. S'y est ajouté le refus, tant des médecins spécialistes de l'hémophilie, que des associations de malades elles-mêmes, de revenir à des traitements plus lourds - pré-

cision. Car le président Le Guehenec eut une place éminente dans la qualification des faits reprochés aux ministres. Il était donc déjà intervenu au fil de cette affaire, contredisant lui-même le principe de « l'autorité de la chose jugée » : deuxième surprise, au-delà du malaise.

Chemin faisant, nous approchons d'une justice politique qui ne dit pas son nom. Le défaut majeur - et inquiétant - de la Cour de justice de la République telle qu'elle a été instituée est de mêler deux pouvoirs qui devraient rester séparés. Si les parlementaires - membres volontaires de la Cour I - se laissent entraîner, par leurs préjugés ou leurs intérêts politiques partisans - il y a à la Cour une majorité de droite -, à se conduire en justiciers, la démocratie vivra, en France, de nouveau, de ces épisodes lugubres qu'il serait alors juste de comparer à d'autres entreprises d'exécutions politiques camouflées en actes judiciaires.

La forme, les formes qui ont accompagné la naissance de ce procès sont donc source de malaise. Il en est d'autres, qui touchent au fond du dossier.

Et d'abord ceci : il ne s'agit pas simplement de la pénalisation des décisions politiques, il s'agit de la pénalisation de ces décisions dans le domaine de la santé publique. Dans les pays où existe la conviction de l'efficacité du système de santé, la justice ne s'en fait pas le censeur : tout porte à croire que la France n'en fait pas, ou pas encore, dans cette catégorie. Quoi qu'en soit, il serait bon d'admettre au préalable qu'en matière médicale, le risque zéro n'existe pas ; et que l'aléa fait partie intégrante de tout acte thérapeutique. Le nier serait compromettre la relation médical-patient.

En outre, deux éléments sembleront quelque peu minimisés.

Le vieux principe romain du privilège du prince, assurément dénué, ne doit pas céder la place à un précepte qui voudrait que le prince soit dissous dans la loi. Toute démocratie repose sur l'équité et la séparation des pouvoirs : ce procès marqua, de ce point de vue, le franchissement ou non, par la justice, de la limite au-delà de laquelle il faudrait lui opposer un contre-pouvoir. C'est dire la responsabilité des juges de la Cour de justice de la République. Si, dans cette affaire, nous sommes passés du drame au scandale, c'est parce que nous sommes passés de la démocratie représentative à la démocratie d'opinion. Et les équilibres de celle-ci restent à définir.

C'est dire aussi notre responsabilité à tous, politiques, journalistes, militants d'associations, bref, citoyens : devenu nécessaire, dans un irrésistible échafaudement de circonstances dramatiques, ce procès doit maintenant avoir lieu dans la sévérité, sans passion ni mise en scène. C'est la condition pour qu'il soit juste et équitable. Et que le verdict final rendu soit incontestable et incontesté.

H

HORIZONS-ANALYSES

• LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999 / 15

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-21-21. Téléc. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Les « amis » du roi Hussein

DANS le groupe, aujourd'hui vieillissant, des dirigeants arabes, le roi Hussein de Jordanie fut, la plupart du temps, un modèle de pondération. Il s'est battu contre les Palestiniens puis a fait la paix avec Yasser Arafat ; il s'est battu contre les Israéliens puis a été le deuxième chef d'Etat arabe, après l'Egyptien Sadate, à reconnaître son voisin de l'Ouest : grâce aux relations informelles et clandestines liées de longue date avec ce dernier. Il a su tenir en respect la Syrie, au nord, qui ne lui voulait pas de bien ; avec l'Irak, au sud, qui ne lui a pas toujours voulu du bien non plus, il a su tirer d'importants liens économiques. Enfin, seul de ses pairs arabes ou à peu près, il a amorcé un début de démocratisation, qui a permis à un fort courant islamiste d'être représenté au Parlement d'Amman.

La performance n'est pas mince. Et tous les grands de ce monde, réunis lundi 9 février à Amman pour lui rendre le dernier hommage, le diront à satiété. Mais leur présence massive manifeste aussi leur inquiétude. De Boris Eltsine à Bill Clinton en passant par l'israélien Benjamin Nétanyahou, chacun sait que la Jordanie est le maillon faible de la région. Personne n'ose le dire publiquement, mais on ne ignore pas que 60 % palestinienne, la population du royaume était animée de sentiments pour le moins ambiguës à l'égard du roi ; elle ne voyait pas les bénéfices économiques de la normalisation avec Israël ; elle n'a pas compris les mouvements désordonnés de la diplomatie du

Le Monde est édité par la SA LE MONDE.
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombe.
Directrice : Jean-Marie Colombe ; Dominique Aldry, directeur général ;
Nelli-Jean Bergeron, directeur général adjoint.
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel.
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Fenner, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomme.
Directeur artistique : Dominique Royenne.
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourquet.
Rédacteur en chef : Alain Fracheboud.
Lauréat Grimaud (Supplément et colonne spéciale) ; Michel Kamani (Décalé) ;
Eric Le Boucher (International) ; Franck Jarras (France) ; Franck Nouchi (Société) ; Claire Blaude (Économie) ;
Jacques Baud (Aujourd'hui) ; Isopine Senghor (Culture) ; Christian Massol (Secrétaire de rédaction).
Rédacteur en chef technique : Eric Azam.
Médiateur : Robert Solé.

Directeur exécutif : Eric Paillet ; directeur délégué : Anne Chaussebourg.
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ;
partenaire audiovisuel : Bertrand Le Gendre.

Conseil de surveillance : Alain Marc, président ; Michel Noblecourt, vice-président.

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Mary (1944-1969), Jacques Faure (1969-1982),
André Lamotte (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescure (1991-1994).

Le Monde est édité par la SA Le Monde.
Capital social : 945 000 F. Actionnaires : Société civile Les Réducteurs du Monde ;
Fonds commun de placement et personnes du Monde ;
Association Hubert-Beuve-Mary. Société anonyme des lettres du Monde.

Le Monde Presse, Le Monde Prise, Le Monde Immobilier, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La condamnation du cardinal Mindszenty

IL Y A près de huit cents ans, en Angleterre, l'archevêque de Canterbury, Thomas Becket, était assassiné pour avoir obstinément défendu les droits de l'Eglise contre l'absolutisme royal d'Henri II Plantagenet. Le cardinal Mindszenty est aujourd'hui rayé de la vie publique hongroise pour avoir défendu les mêmes droits contre le totalitarisme des dirigeants communistes hongrois.

Le vieux principe romain du privilège du prince, assurément dénué, ne doit pas céder la place à un précepte qui voudrait que le prince soit dissous dans la loi. Toute démocratie repose sur l'équité et la séparation des pouvoirs : ce procès marqua, de ce point de vue, le franchissement ou non, par la justice, de la limite au-delà de laquelle il faudrait lui opposer un contre-pouvoir. C'est dire la responsabilité des juges de la Cour de justice de la République. Si, dans cette affaire, nous sommes passés du drame au scandale, c'est parce que nous sommes passés de la démocratie représentative à la démocratie d'opinion. Et les équilibres de celle-ci restent à définir.

C'est dire aussi notre responsabilité à tous, politiques, journalistes, militants d'associations, bref, citoyens : devenu nécessaire, dans un irrésistible échafaudement de circonstances dramatiques, ce procès doit maintenant avoir lieu dans la sévérité, sans passion ni mise en scène. C'est la condition pour qu'il soit juste et équitable. Et que le verdict final rendu soit incontestable et incontesté.

Jean Schwabel
(9 février 1949)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

J.-M. C.

George Bush, ancien président américain

« Je ne veux pas voir la France et les Etats-Unis s'éloigner de plus en plus »

Dans ses mémoires qui viennent d'être publiés en France, celui qui, en 1989, succéda à Ronald Reagan à la Maison Blanche s'explique sur la chute de l'URSS, la guerre avec l'Irak, les rapports entre Washington et ses alliés. Avec son conseiller Brent Scowcroft, il exprime ses inquiétudes sur l'avenir

G. B. : Vous qui, d'une crise à l'autre, de la réunification allemande à la dissolution de l'empire soviétique, n'avez cessé de consulter vos alliés européens, comment voyez-vous leur continent aujourd'hui, l'intégration européenne, l'avènement de l'euro ?

G. B. : Pour être tout à fait honnête, je vous dirais que cela m'inquiète un peu. Comment vont se faire les interactions entre nous et cette Europe ? Est-ce que nous allons avoir à traiter avec un vaste bloc commercial qui interdira certains de ses marchés aux produits américains ? Cela m'inquiète parce que nous avons déjà des difficultés avec l'Europe, sur l'agriculture par exemple. Je ne suis pas très rassuré, parce que je suis sûr que les Etats-Unis pourront s'arranger avec l'Europe, avec ce qu'elle décidera. Je ne m'inquiète pas vraiment mais, par exemple, et contrairement à beaucoup dans mon équipe, je n'ai jamais pensé que l'euro était la réponse pour stabiliser l'Europe. Je vais être honnête avec vous : il y a même certains aspects de l'euro que je ne comprends pas pleinement. Je ne comprends pas comment cela va se passer quand un pays de l'Union ira mal et qu'il faudra que les autres aillent à son secours...

B. S. : Je crois que la plupart des Américains sont ambivalents à l'égard de l'intégration européenne. Moi, je pense que c'est une bonne chose, le crise qu'il faut que nous, Américains, sautions en profitant pour avoir une perspective plus large, pour avoir une conception plus globale de la communauté atlantique [que forment les Etats-Unis et l'UE]. C'est vers plus d'intégration au sein de l'ensemble de cette communauté atlantique qu'il faut aller. Après tout, ce sont bien l'Union européenne et les Etats-Unis qui devront agir ensemble si l'on veut que l'état du monde soit meilleur pour nos enfants.

G. B. : Mais vous redoutez des conflits d'intérêt croissants entre les Etats-Unis et cette Europe en formation ?

G. B. : Ce n'est pas la relation entre les deux ensembles qui m'inquiète, mais les difficultés qui peuvent être créées par tel ou tel aspect de l'intégration européenne, mais les différends que nous pouvons avoir avec tel ou tel des membres de l'Union. Le fait que nous ne soyons pas aujourd'hui aussi proches de la France que nous l'étions à l'époque de ma présidence m'inquiète. A l'évidence, Paris et Washington ont des points de vue différents sur l'Irak. Je ne veux pas voir nos deux pays s'éloigner ainsi de plus en plus l'un de l'autre. Si une telle évolution devait se confirmer, elle renforcerait le camp des isolationnistes, et des protectionnistes aux Etats-Unis, ceux qui sont indifférents à nos relations avec nos alliés. Au Congrès, nous avons ainsi une coalition - d'isolationnistes et de protectionnistes - qui unit des élus de gauche, ceux qui sont proches des

syndicats, des types un peu cinglés, comme Ross Perot, et une partie de la droite républicaine.

G. B. : Quand je suis arrivé à la Maison Blanche, on m'avait dit : "Mitterrand est quelqu'un de difficile." Mais lorsqu'il y a eu des difficultés avec la France, avec Mitterrand, on a travaillé dur pour les résoudre. Aujourd'hui, je ne voudrais pas que nos deux pays soient de plus en plus distants, qu'il s'agisse de problèmes politiques ou économiques.

G. B. : Vous représentez une manière de faire de la politique étrangère qui n'existe plus. Vous étiez un peu la dernière incarnation de cet establishment - très "Côte est", grandes universités, "Ivy League", comme on dit - soucieux de l'Europe. Aujourd'hui, on a l'impression que la politique étrangère des Etats-Unis est largement aux mains du Congrès, aux mains d'élus qui pratiquent volontiers l'unilatéralisme, qui se comportent comme si l'Amérique était seule, ou à peu près, sur la scène internationale.

G. B. : Il y a une bonne part de mythe dans cette affaire de l'establishment de la Côte est ; après tout, j'ai passé une bonne partie de ma vie d'adulte au Texas... Je ne crois pas à cette thèse d'une génération ou d'une élite qui aurait dominé la politique étrangère des Etats-Unis. En revanche, je crois que le Congrès est, en effet, coupable de ce que vous dites, essayant de faire tailler la politique étrangère du pays, passant des résolutions qui n'ont aucun sens, cependant que l'administration n'en fait pas assez pour empêcher cette dérive.

G. B. : Je crois que nous vivons un moment difficile. Le Congrès observe la Russie et ne veut pas dépasser d'argent. Le Congrès regarde la Chine et cultive une attitude critique à l'égard de Pékin, attitude que je trouve franchement préoccupante. Il y a des tentatives protectionnistes, un manque de compréhension pour l'Europe. Tout cela est, certainement, inquietant.

Mais cela ne durera pas, cela ne va pas nous enfermer dans un comportement isolationniste. Le Congrès change, les administrations changent. Sur le long terme, les Etats-Unis resteront engagés dans l'exercice de leur leadership dans le monde.

G. B. : Moi je suis beaucoup moins confiant. Dans l'Amérique d'aujourd'hui, il y a vraiment une tendance au repli isolationniste. Et elle pourrait s'installer durablement.

G. B. : Oui, je l'impression que vous avez été surpris par la vitesse à laquelle se sont effondrées l'URSS et l'empire soviétique.

G. B. : Si vous nous aviez dit, en 1989, que nous allions voir, en l'espace de quatre ans, l'Allemagne unifiée, le mur de Berlin tomber, l'URSS en morceaux, je vous aurais répondu : pas possible, cela va trop vite. Oui, nous avons été surpris par la rapidité des événements. Une fois le mur de Berlin tombé, l'Allemagne unie - et, parce que Gorbac-

hevitch l'a accepté, une Allemagne une dans l'OTAN -, alors on est alors très vite vers la fin de l'URSS.

G. B. : Gorbachev était vraiment un dirigeant soviétique à part. Aujourd'hui, on a affaire avec un homme du type Brejnev, on aurait juste-être toujours l'URSS.

G. B. : Justement, quand vous voyez l'état de la Russie d'aujourd'hui, ne pensez-vous pas que Gorbachev a été trop vite ?

G. B. : Les choses ne se passent pas comme cela. Quand les gens prennent le goût de la liberté, quand cette chose-là est dans l'air du temps, vous ne pouvez pas vous y opposer, sauf à utiliser massivement la force. C'est ce qui est arrivé à Gorbachev. Qu'est-ce qu'on pouvait faire nous ? Si, au moment

de la chute du mur, j'avais cédé aux pressions de tous ceux qui, au Congrès ou ailleurs, dans la presse, me disaient d'aller danser avec les manifestants à Berlin, alors là je pense que les Soviétiques auraient réagi, ne l'auraient pas permis. Et cela aurait reculé l'implosion de l'URSS.

G. B. : Tout de même, est-ce que les Occidentaux ne portent pas une part de responsabilité dans la situation de la Russie ? C'est nous qui les avons poussés à passer du jour au lendemain à une économie de marché, à importer le modèle américain ? Alors que les Russes n'y étaient aucunement préparés...

G. B. : Je ne pense pas qu'on ait jamais fait cela, qu'on ait lié notre aide au passage à une économie de marché, je ne me souviens pas de cela, mais peut-être est-ce parce que je vieillis.

G. B. : Est-ce qu'une Russie qui s'affondre, sur tous les plans, qui n'a toujours pas ratifié l'accord START II sur le démantèlement des armes nucléaires les plus dangereuses, ne vous paraît pas plus dangereuse que l'ex-URSS ?

G. B. : C. B. : Il y a quelque chose d'important ici. Il faut que la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis continuent à traiter la Russie avec respect. J'ai peur que nous ne fassions pas ce travail-là, cette diplomatie-là. Il ne s'agit pas de leur signer des gros chèques, aux Russes. Ce qui compte, c'est de savoir rester en permanence en

contact avec eux, à tous les échelons, de leur faire comprendre que nous sommes partenaires, que nous savons ce par quoi ils passent, que nous n'essayons aucunement d'en tirer parti.

G. B. : Parlons de l'Irak, de Saddam Hussein. On peut comprendre votre décision d'arrêter la guerre une fois les Irakiens chassés du Koweït en 1991. Mais on a l'impression que les Etats-Unis n'ont jamais vraiment assumé cette décision, qui supposait que vous laissiez Saddam Hussein au pouvoir à Bagdad en connaissance de cause et que vous acceptiez qu'il y reste...

G. B. : Notre mission, celle que l'ONU nous avait confiée, celle que j'avais donnée à mes généraux, celle que les Britanniques, les Français, la coalition arabe avaient acceptée, était de chasser les Irakiens du Koweït. Je suis toujours très offensé quand on dit : "Bush n'a pas fini le travail !" Vous imaginez ce qui se serait passé si l'on avait occupé Bagdad, ne serait-ce que quarante-huit heures ! Il n'y aurait plus eu de coalition arabe, on aurait placé nos gars dans une situation de guérilla urbaine, on n'aurait jamais pu réunir la conférence de Madrid [qui démarra les négociations israélo-palestiniennes], etc.

G. B. : Là où je me suis trompé, c'est, à l'époque, à la fin de la guerre, quand j'ai pensé que Saddam Hussein ne résisterait jamais à une paix défaite, à une telle humiliation. Je croyais qu'il allait être chassé du pouvoir, qu'il serait dans l'incapacité de s'y maintenir. Et c'était l'opinion de tout le monde alors. Là, j'ai commis une erreur d'analyse.

G. B. : On vous accuse d'avoir, vers la fin de la guerre, incité les Kurdes et les chiites à se révolter, puis de les avoir laissé tomber...

G. B. : Là encore, je trouve cette accusation très offensante. Je croyais vraiment que les Irakiens allaient renverser Saddam. Mais nous n'avions jamais eu pour politique de dire aux Kurdes et aux chiites : "Révoltez-vous et on vous aidera à le renverser !" On nous a critiqués, peut-être pas tout à fait à tort, pour n'avoir pas empêché les hélicoptères de la garde nationale d'aller écraser les gens qui se révoltaient. Mais la guerre était finie et vous pouvez imaginer quelles auraient été les réactions dans l'opinion publique américaine, européenne ou arabe si nous avions continué à bombarder une armée irakienne en déroute, déjà hors du Koweït...

G. B. : Vraiment, ce que nous disions à l'époque était simple : Saddam est le problème du peuple irakien. Si vous appelez cela un appel, une incitation à la révolte, très bien. Mais nous n'avons jamais laissé entendre que nous allions aider cette révolte. On était d'ailleurs très sérieusement inquiets de la possibilité d'un démembrage de l'Irak, ce dont personne ne voulait.

Propos recueillis par Jean-Marie Colombani et Alain Frachon

Une vie d'Américain



GEORGE BUSH

Il s'est retiré au Texas. Il y avait fait fortune dans le pétrole, au lendemain de la guerre, après avoir été sur le front du Pacifique l'un des plus jeunes pilotes de l'US Navy. C'est au Texas encore qu'il entra en politique, pour y faire une aussi belle carrière, côté républicain, que dans les affaires : élu de l'Etat à la Chambre des représentants, grand manitou dans le parti, puis directeur de la CIA, ambassadeur à Pékin, vice-président tout au long des deux mandats de Ronald Reagan à la Maison Blanche, avant d'occuper à son tour les responsabilités suprêmes (1988-1992). Une belle vie d'Américain.

G. B. : Si vous nous aviez dit, en 1989, que nous allions voir, en l'espace de quatre ans, l'Allemagne unifiée, le mur de Berlin tomber, l'URSS en morceaux, je vous aurais répondu : pas possible, cela va trop vite.

G. B. : 75 ans, l'homme n'a pas beaucoup changé. Il a une façon de porter le costume sombre à fines rayures blanches, d'arburer une chemise taillée sur mesure et frappée à ses initiales, qui trahit l'héritage : la famille aisée de la côte Est, le père banquier et sénateur, l'éducation dans les meilleurs collèges et universités, la pratique assidue des sports de plein air. Et puis, très cultivé, il a la manière de tomber la veste, ce petit rictus aus-

si au coin des lèvres, bref la touche texane pour bien montrer, précisément, que George Herbert Walker Bush n'est pas que le représentant de la vieille élite de Nouvelle-Angleterre. Installé dans un salon du Ritz, en compagnie de Brent Scowcroft, ancien conseiller pour la sécurité nationale et coauteur de ses Mémoires, *A la Maison Blanche, quatre ans pour changer le monde* (éditions Odile Jacob, 600 p., 190 F, ou 29 €), il parle avec toujours autant de passion de ce qui l'occupa le plus à la Maison Blanche : la politique étrangère.

A-t-il payé, en n'étant pas élu pour un second mandat, à l'issue de la campagne de 1992, le fait d'avoir donné l'impression qu'il délaissait le front intérieur ? Fair play, Bush, le grand sportif, dit qu'il n'en croit rien, sauflement que Bill Clinton a mené une bonne campagne et que lui n'a pas su convaincre les Américains que la reprise était là, au coin de la route. Une reprise qui fait toujours la bonne fortune du même Clinton.

AL F.

Que s'est-il passé chez PSA ? Pourquoi le projet d'accord a-t-il été rejeté par les syndicats ?

« Le fait de se replacer dans le contexte de Peugeot, entreprise où la négociation sociale n'avait pas de grandes traditions. Dans un contexte où la concurrence est forte, avec, en arrière-plan, des problèmes lourds à résoudre - la pyramide des âges -, l'équilibre est dur à trouver. Dans un secteur où la pénibilité du travail est forte, quand on annonce encore plus de flexibilité pour plus de productivité, pour plus d'utilisation des équipements - par exemple l'ouverture le samedi -, cela fait un choc sur la tête des salariés. Eh bien, c'est l'occasion, pour les négociateurs, d'aller discuter, à la fois, avec les salariés et avec le patronat ! »

Propos recueillis par Patrick Jarreau, Olivier Mazerolle et Pierre-Luc Séguillon

Nicole Notat, secrétaire général de la CFDT, au « Grand Jury RTL-« Le Monde »-LCI »

« Les relations sociales ne sont pas toujours aussi développées dans le public que dans le privé »

« Le congrès de la CGT a montré que, lorsqu'on parle des 35 heures, les salariés du privé sont plutôt pour, mais que ceux du public sont plutôt réservés... »

« C'est une réalité que l'on ne rencontre pas seulement quand on parle du temps de travail, mais aussi quand il est question des retraites. Paradoxalement, les relations sociales, la pratique de la négociation, du contrat, l'acceptation du compromis pour traiter des choses qui sont communes aux chefs d'entreprise et aux salariés ne sont pas toujours aussi développées dans le public que dans le privé. Dans le privé, on prend mieux en considération les choses comme elles sont : on fonctionne moins sur la représentation - on prend la réalité comme elle est, on l'analyse et on fait des propositions, soumises à négociation. Dans le public, il y a encore des progrès à faire. »

« Même dans le privé, cependant, on ne peut pas dire que

cords, dont nous avons signé vingt-six, ce qui veut dire qu'il y a encore de la marge. Si ces branches terminent leur négociation fin mars, il va y avoir une multiplication d'accords d'entreprise, qui sont nécessaires parce qu'un accord de branche ne crée pas, par lui-même, la réduction de la durée du travail. »

« La réduction de la durée du travail va devenir une réalité dans le secteur privé, et, contrairement à tous les pronostics catastrophiques qu'on a pu entendre sur l'erreur de cette réduction, je crois que nous serons en capacité de faire un bilan qui ira bien au-delà de ce que, les uns et les autres, nous espérions en matière de développement du dialogue social et de modernisation des entreprises. Pensez-vous que, il y a encore un an ou un an et demi, nous aurions parié de la flexibilité et de l'annualisation comme on en parle aujourd'hui, c'est-à-dire comme de réalisations qui sont sur la table des

négociations - pas à n'importe quel prix, bien sûr ? Qu'on aurait parlé des conditions dans lesquelles les cadres vont, eux aussi, bénéficier de la réduction du temps de travail ? Qu'on allait traiter du recul de la précarité et d'un temps partiel qui ne soit pas un sous-contrat de travail ? »

« Tout cela permet à la négociation de jouer à plein et produit des compromis et des équilibres qui vont dans le bon sens pour les entreprises. Après tout, si une entreprise se modernise, si elle est plus performante sur son terrain et si les salariés y trouvent un bénéfice en termes de nouveaux équilibres entre leur temps de travail et le reste de leur vie, tant mieux ! »

« Les discussions préalables à la seconde loi ne sont-elles pas, tout de même, plus tendues ? »

« Nous avons une demande préalable, c'est que la seconde loi s'attache à préserver le mode d'emploi actuel, qui fait que la réduction de la durée du travail est

effective et qu'elle ne se transforme pas en nombre d'heures supplémentaires à due concurrence de la réduction légale. C'est un préalable sur lequel nous ne pourrons pas transiger. Il serait quand même assez paradoxal qu'au moment où l'on affiche la réduction du temps de travail, avec de l'annualisation et, donc, des conditions plus flexibles d'utilisation des salariés dans la semaine, dans le mois ou dans l'année, on ait besoin d'heures supplémentaires en plus ! »

« Quant au SMIC, ce serait, là aussi, un contretemps d'imager, demain, deux SMIC dans ce pays. Peut-on imaginer qu'à travail égal il n'y ait pas salaire égal pour les smicards, alors qu'il y aura salaire égal pour d'autres classifications ? Ce n'est pas envisageable. Il ne s'agit pas d'un durcissement ; il s'agit de créer les bonnes règles du jeu, qui permettent aux négociations de se développer dans de bonnes conditions. »

Propos recueillis par Patrick Jarreau, Olivier Mazerolle et Pierre-Luc Séguillon

DISPARITIONS

Wassily Leontief

Prix Nobel d'économie et maître en méthodologie

L'ÉCONOMISTE Wassily Leontief est mort à New York vendredi 5 février à l'âge de quatre-vingt-treize ans. Considéré comme un maître en méthodologie, reconnu pour sa récondite dans une approche de l'économie sachant combiner études de faits, modélisation et théorisation contrôlée, Wassily Leontief, qui a professé au total pendant quarante-quatre ans à Harvard, avait tenu à poursuivre ses recherches à l'université de New York jusqu'à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Il est décédé dans le centre médical de cette institution.

C'est en 1973 que Wassily Leontief, d'origine russe mais installé aux Etats-Unis depuis le début des années 30, avait reçu le prix Nobel de sciences économiques pour l'ensemble de ses travaux sur l'analyse interindustrielle. Mais c'est en 1971, dans un discours prononcé devant l'American Economic Association, dont il avait pris la présidence un an plus tôt, que ce théoricien de l'économie avait présenté la forme la plus achevée de son étude sur les *input-output* (entrées-sorties), qui devait lui valoir cette récompense suprême.

Le grand œuvre de Leontief réside dans ce fameux tableau reliant les flux d'entrée (*input*), à savoir les facteurs de production, aux flux de sortie (*output*) correspondant à ce qui est produit. Son idée de base consistait à mettre au point une représentation globale de l'économie permettant d'étudier les interdépendances entre les différents secteurs de cette même économie. Un concept dont il élargira progressivement l'application à des domaines aussi divers que le

commerce extérieur, l'analyse des effets du désarmement, les problèmes d'environnement, voire le changement technologique, soulignent Michel Beaud et Gilles Dostaler (*La Pensée économique depuis Keynes*, Seuil-Economie, 1996).

Né en 1906 à Saint-Pétersbourg, jeune diplômé (à dix-neuf ans) de l'université de cette ville devenue Leningrad, Wassily Leontief quitte rapidement la Russie pour étudier en Allemagne. Il effectue en 1931 une mission d'un peu plus d'un an en Chine, avant d'installer aux Etats-Unis, d'abord au National Bureau of Economic Research de Washington, puis à l'université de Harvard où il est nommé professeur en 1946. C'est à partir de cette date et jusqu'en 1972 qu'il dirigera le Harvard Economic Research Project avant de rejoindre en 1976, trois ans après avoir reçu son prix Nobel, l'université de New York, dont il dirigera l'institut d'analyse économique jusqu'à la fin de sa longue carrière.

L'ANALYSE INTER-INDUSTRIELLE

Ses premiers articles publiés dans des revues économiques allemandes et américaines, aussi bien sur l'économie de la Russie que sur l'analyse statistique de l'offre ou de la demande, avaient permis à Wassily Leontief de se distinguer très tôt dans l'art de combiner réflexion théorique, travail statistique et maîtrise de l'outil mathématique. C'est ce savant dosage qui devait lui permettre de déboucher sur le concept dont il élargira progressivement l'application à des domaines aussi divers que le

statistique très lourd pour l'époque, compte tenu de la faible puissance des ordinateurs, il étudia concrètement les relations entre les différentes branches de l'industrie. A travers l'analyse des coefficients techniques s'appliquant à ces différents domaines, il construisit une matrice des relations établies entre quarante-quatre secteurs industriels, en évaluant les flux d'entrées et de sortie de chacun d'eux par rapport aux autres secteurs et en calculant les différents coefficients existant entre eux.

C'est à partir de cette matrice de base interindustrielle, améliorée au fur et à mesure que se renforçaient les capacités de calcul des ordinateurs, que Wassily Leontief a pu augmenter le nombre des secteurs étudiés, élargir son étude aux achats et ventes effectuées à destination des ménages, des administrations, étudier dans le temps les variations des coefficients techniques, calculer de nouveaux multiplicateurs de production. C'est en s'appuyant sur ce concept qu'il développa, en 1953, les fameux « *parades de Leontief* » selon lesquels les exportations des Etats-Unis seraient plus « *intensives en travail* » et moins « *intensives en capital* » que leurs exportations. Une théorie qui prenait le contre-pied des thèses développées jusque-là.

Serge Marti

■ LE ROI HUSSEIN de Jordanie est mort d'un cancer, dimanche 7 février, à Amman. Il était âgé de soixante-trois ans (lire pages 2 et 3 et notre édito page 15).

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

- M. Jérôme CHOUCHAN et Mme, née MASAKO KOMAMURA, ont la joie d'annoncer la naissance de

Noé,

frère de Saphia, le 2 février 1999, à Tokyo.

Anniversaires de naissance

- Entre Naisey et Paris : 60 ans.

9 février 1999.

Joyeux anniversaire,

Hélène.

Michel, Alexandra, Blandine.

- Vieillir, c'est organiser sa jeunesse au cours des ans. ▶

Thierry.

Certains, académiquement, d'autres rugissent, les tiens,

allegrement.

Man Pa,

Mus de Litre. Lot.

Décès

- Jean-François Combe, président du Cesf, vice-présidente, Jacques Bahry, directeur général, Le personnel du Cesf, Aquitaine-Poitou-Charentes, et le comité de direction, et l'ensemble du personnel du Cesf.

ont la douleur de faire part du décès de

Mouloud ATT ALLI, directeur du Cesf, Aquitaine-Poitou-Charentes dans sa 58^e année, le vendredi 5 février 1999.

Nos remerciements pour l'œuvre accomplie.

Mouloud Att Ali était directeur du Cesf Aquitaine-Poitou-Charentes depuis 1978 après avoir été formateur au Cesf.

Il a créé la formation d'ingénieur à Bordeaux et à Angoulême.

Précédemment, il avait été chargé de mission au service de la participation de la direction régionale de Bordeaux du ministère du travail.

Il était diplômé de l'Institut des sciences politiques de Bordeaux (1965) et licencié en droit.

Il était chevalier de l'ordre national du Mérite.

SOUTENANCES DE THÈSE
83F TTC • 12,65 € la ligne
Tarif Etudiants 99

- Alain et Sonia, Serge et Jeanne Scibor, et leurs enfants, Mme Colette Chevallier, Claude Chevallier, Chantal Peauducq et Bruno, Ses amis, ont la douleur d'annoncer le décès de

Brigitte CHEVALLIER, à l'âge de quarante-cinq ans.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, mercredi 10 février, au cimetière intercommunal de Bondy (Seine-Saint-Denis). Ce avis tient lieu de faire-part.

[Brigitte Chevallier travaille au Monde depuis 1982, au sein de la rédaction de la culture. Au journal comme ailleurs, chacun a pu apprécier sa gentillesse et sa disponibilité concernant envers les autres. Ses collègues, consternés, expriment à sa famille leur admiration pour son caractère sympathique. La direction du journal l'a élevée à ses condoléances multiples.]

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Mme Sabine Chouchan, son épouse, Catherine Chouchan, M. et Mme Jean-Eric Chouchan, M. et Mme Laurent Chouchan, ses enfants, Benjamin, Jules, Margaux, Ferdinand, Léonard, ses petits-enfants, M. et Mme Jean-Claude Chouchan, M. et Mme Gérard Chouchan, M. et Mme Claude Barki, leurs enfants, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Patrick CHOUCHAN, survenu le 6 février 1999 à l'âge de son soixante-quatorzième anniversaire.

Les obsèques auront lieu mardi 9 février.

On se réunira à l'entrée principale du cimetière parisien de Bagneux à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- Solange et Charles Najman, Esther Weiger-Barboza et leurs amis vous invitent à rendre hommage à

Maurice NAJMAN,

décédé le jeudi 4 février à l'hôpital Broussais.

Rendez-vous porte principale.

Nous resterons ensemble de 20 h 30 à l'aube, à l'Elysée-Montmartre.

En ma douleur si on cherche bien et finement, on trouvera que le plaisir s'y préfère ; donc elle durera, puisqu'elle a de quoi se supplier.

Car sans plaisir, la douleur, je crois, se retire de nous. ▶

(Le Monde du 6 février.)

- Marie-Maxence et Laurent Girerd, Alexandre Kovatchoff, M. et Mme Michel Galloni d'Istria et leurs enfants, M. et Mme Marc Galloni d'Istria et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

survenu le 26 janvier 1999, à l'âge de soixante et un ans, de

Françoise GIRARD, née GALLONI d'ISTRIA.

Tous ceux qui l'ont connue et aimée sont priés d'assister ou de venir d'interim à la messe qui sera célébrée le jeudi 11 février, à 14 h 30, en la chapelle du cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Remerciements

- Nadine, Marcel et Stéphanie remercient l'amour que vous su portez autour de

Frédéric,

parti vers le soleil.

M. et Mme Benguigui Marcel, 7, allée du Bois, 78360 Monesson.

Anniversaires de décès

- Le 8 février 1998,

Bernard BERRIER

nos quitte.

Tous ses amis qui l'ont tant aimé se souviennent.

Car ne meurent que ceux que l'on oublie.

J'ai serré très fort les yeux pour le retenir

pour le garder en moi,

puis je les ai ouverts tout grands

pour me présenter de nouveau devant le monde. ▶

- Il y a vingt ans, le 7 février 1979, le professeur

François POTTON,

médecin des Hôpitaux.

quitte sa famille.

Elle demande à tous ses amis de penser à lui.

Souvenir

- Il y a six mois, le 9 août 1998, disparaissait à Ajaccio

Charles ROUSSEL.

Confort de la mesure

DU BEAU VÊTEMENT A LA SIMPLE RETOUCHE

LEGRAND Tailleur sur mesure

Hommes et Dames

Très grand choix de tissus et de prix.

Depuis 1894

27, rue du 4-Septembre, Paris 2^e

Tél : 01.47.42.70.61

CARNET

LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999 / 17

NOMINATIONS

COUR DES COMPTES

Jean-Pierre Teyssier, ancien président de l'Institut national de l'audiovisuel (INA), a été nommé conseiller maître en service extraordinaire à la Cour des comptes, lors du conseil des ministres de mercredi 3 février.

(Né le 26 juillet 1940 à Niort (Deux-Sèvres), Jean-Pierre Teyssier est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1965-1967). Il a été notamment secrétaire général de TF 1 (1981-1983), directeur de la production et de la distribution de la Compagnie luxembourgeoise de télévision (1983-1986), chargé de mission auprès d'Edouard Balladur, ministre de l'économie (1986-1988), PDG du Crédit national (1987-1989), délégué général à la communication auprès de Jacques Chirac, maire de Paris (1989-1991), conseiller auprès du PDG d'Eurocom, devenu Euro-RSCG (1991-1994). Depuis juillet 1994 et jusqu'au 20 janvier, Jean-Pierre Teyssier était président de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).)

© Jérôme Fourquet

Hubert Forquinot de La Fortelle a été nommé ambassadeur auprès de la Conférence du désarmement à Genève, en remplacement de Jean Bourgois, nommée ambassadrice auprès de l'OCDE, par décret publié au *Journal officiel* du 3 février.

(Né le 28 février 1942 à Niort (Deux-Sèvres), Jean-Pierre Teyssier est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1965-1967). Il a été notamment secrétaire général de TF 1 (1981-1983), directeur de la production et de la distribution de la Compagnie luxembourgeoise de télévision (1983-1986), chargé de mission auprès de la Conférence du désarmement à Genève, en poste à Bruxelles (1987-1989), à Vienne (1989-1991), à Paris (1991-1994). Il a été ensuite directeur général adjoint de la Caisse centrale de coopération économique, devenue en 1992 la Caisse française de développement (1989-1993), PDG du Comptoir des entrepreneurs (1993-1995). Directeur général du Consortium de réalisation (CDR) de septembre 1995 à fé-

vrier 1998, François Lemasson était, depuis février 1998, président du directoire de cette structure qui a repris les actifs sortis du bilan du Crédit lyonnais.)

© Jérôme Fourquet

Hubert Forquinot de La Fortelle a été nommé ambassadeur auprès de la Conférence du désarmement à Genève, en remplacement de Jean Bourgois, nommée ambassadrice auprès de l'OCDE, par décret publié au *Journal officiel* du 3 février.

(Né le 28 février 1942 à Niort (Deux-Sèvres), Jean-Pierre Teyssier est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1965-1967). Il a été notamment secrétaire général de TF 1 (1981-1983), directeur de la production et de la distribution de la Compagnie luxembourgeoise de télévision (1983-1986), chargé de mission auprès de la Conférence du désarmement à Genève, en poste à Bruxelles (1987-1989), à Vienne (1989-1991), à Paris (1991-1994). Il a été ensuite directeur général adjoint de la Caisse centrale de coopération économique, devenue en 1992 la Caisse française de développement (1989-1993), PDG du Comptoir des entrepreneurs (1993-1995). Directeur général du Consortium de réalisation (CDR) de septembre 1995 à fé-

JOURNAL OFFICIEL

Au *Journal officiel* du vendredi 5 février sont publiés :

● Catastrophe naturelle : un arrêté portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans plusieurs départements.

● Audiovisuel : un décret soumettant les sociétés France Télévision Numérique, France Télé Régions, Histoire SA et Mezzo au contrôle économique et financier de l'Etat.

● Conseil constitutionnel : une décision invalidant l'élection

ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999

EURO L'arrivée de la monnaie unique a relancé le débat sur les frais prélevés par les banques. Les dirigeants politiques et monétaires européens ainsi que les associations

de consommateurs dénoncent des tarifs trop élevés et expriment leurs craintes de voir les institutions financières profiter du passage à l'euro pour augmenter leurs marges.

● **MALGRÉ LA DISPARITION** du risque de change entre devises européennes, les commissions perçues par les banques lors des opérations de conversion n'ont guère baissé.

● **LES VIREMENTS TRANSFRONTALIERS** font eux aussi apparaître de grandes disparités entre établissements financiers de l'Euroland. ● En France, banquiers, consommateurs

et pouvoirs publics doivent s'atteler à régler dans les mois qui viennent le problème spécifique du « ni-ni » : ni tarification des chèques ni rémunération des dépôts.

Les dirigeants européens dénoncent des frais bancaires trop élevés

Un mois après le lancement de la monnaie unique, son emploi par les particuliers reste marginal.

La Commission de Bruxelles a annoncé des mesures pour inciter les banques à faciliter l'utilisation de l'euro et à réduire les tarifs excessifs

L'ARRIVÉE de l'euro a eu comme conséquence immédiate de relancer le débat sur les frais pratiqués par les banques. Les autorités européennes, la Banque centrale européenne (BCE), les gouvernements des pays de l'Euroland... et les associations de consommateurs ont dénoncé des tarifs trop élevés et exprimé leurs craintes de voir les banques profiter du passage à l'euro pour augmenter leurs marges.

Pourtant, rien n'a encore vraiment changé pour le citoyen, ni pour le paiement par chèque, ni pour les opérations internes. Les transactions en euros restent marginales. Les commerçants sont plutôt réticents : « Pas de paiements en euros », mentionnent par exemple des autocollants réalisés par des banques néerlandaises apposés sur des vitrines de commerçants ! Au-delà de l'anecdote, les demandes de particuliers pour obtenir des chèques en euros restent faibles. Les paiements en euros effectués hors du pays d'origine sont facturés très cher – parfois plus cher que le montant du règlement lui-même.

« On ne peut pas, en un jour, transformer des systèmes de paiement à 99 % nationaux en système européen, d'autant plus que les habitudes culturelles des clients sont très différentes », indiquait Pierre Simon, président de l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (Afec), dans un entretien aux Echos du 4 février. « On a présenté début janvier l'euro comme la monnaie des entreprises, celle de la gestion des patrimoines, et cela ne change strictement rien pour le consommateur, sauf la suppression voire la baisse des commissions de changes, ce qui n'est pas le cas », s'insurge Pierre Marleix, président de FO Consommateurs et rapporteur du collège des consommateurs au sein du Centre national de la consommation. « Nous devons donc signaler tous les pro-

	Comparaison des tarifs des banques en Europe				
RÉMUNÉRATION	FRANCE	ROYAUME-UNI	ALLEMAGNE	BELGIQUE	PAYS-BAS
COMMISSION DE COMPTE	gratuite	gratuite (si solde > 0)	0,05% (15 F/mois)	0,5% (-5 000 F)	0,5%
RELEVÉS DE COMPTE	gratuits	gratuits	gratuit	gratuit	gratuit
BANQUE À DISTANCE	abonnement ou communication surtaxée	gratuite	gratuite	gratuite	gratuite
DÉCOUVERT (autorisé)	15-17 %	50-90 F/mois + 16-19 %	10-12 %	15 %	13 %
CARTES : • de dépôt • de crédit	140-240 F et peu développées	gratuite	35 F et peu développées	40-130 F et peu développées	100-170 F et peu développées
TRANSACTIONS	• paiements • cartes de crédit	gratuits et gratuits	1,2-2 F/transaction et 10-15 F/retrait distributeur	0,8 F/transaction manuelle et 8 F/retrait distributeur	gratuits et gratuits
INCIDENTS DE PAIEMENT	150-300 F	240 F	50 F	peu de rejets, pas de tarification spécifique	
JOUR DE VALEUR	j-1/j+1/3	j-1/j+1/3 (chèques)	j-1/j+1	j-1/j+1	

● Selon les banques. ○ Hors Gérance Première. ○ Si le virement est fait en contrepartie (10-40 F). □ Hors réseau de la banque. ■ 20-30 F pour les 48 premières transactions. 0,5% par paiement carte. © 1999 Le Monde - Tous droits réservés. Reproduction interdite. Accès à la presse électronique

blèmes liés à l'euro », ajoute M. Marleix.

Si les banques ne sont pas suffisamment obéissantes, les autorités de Bruxelles n'hésiteront pas à réglementer, a prévenu Yves-Thibault de Silguy, le commissaire européen aux affaires économiques, monétaires et financières.

● **Les commissions de change.** L'arrivée de l'euro supprime de fait tout risque de change entre les onze pays qui ont adhéré à l'euro, ce qui devrait en théorie faire baisser les frais. Mais les risques de change ne représentent en moyenne que 20 % des commissions réclamées par les banques lors des opérations de change. Wim Duisenberg, président de la Banque centrale européenne (BCE), a lancé mi-janvier les banques en « dépliant de devoir payer des commissions de change excessivement élevées ». La sous-commission monétaire du Parlement européen a demandé, jeudi 4 février, l'ouverture d'une enquête pour établir si des ententes illégales n'ont pas été conclues entre les banques qui continuent à entretenir des commissions de change dans la zone euro, qui étaient déjà très élevées avant l'euro.

Selon une étude rendue publique jeudi par Christa Randzio-Platz, eurodéputée allemande (SPD) et présidente de la sous-commission monétaire du Parlement européen, portant sur six pays (Allemagne, Belgique, Italie, Espagne, Luxembourg, France), les commissions de change s'échelonnent de 1 % pour le Banco Santander espagnol à 3,75 % pour la Commerzbank allemande. Mme Randzio-Platz considère que les banques n'ont pas fait profiter les consommateurs de l'économie qui représente la suppression du risque de change entre les pays de la zone euro, qui devrait se situer entre 20 et 50 % de frais en moins. Les responsables bancaires devront s'expliquer lors d'une audition publique devant la sous-commission monétaire, le 16 février à Bruxelles.

● **Les virements transfrontaliers.** « Il est très difficile de savoir quelles sont les frais a priori. Ces frais

perçoivent des commissions de change dans la zone euro, qui étaient déjà très élevées avant l'euro.

« Il faut être clair : la mise en place de l'euro unifie la monnaie,

mais, hélas, pas encore des études

de paiement de petits montants qui

continuent à fonctionner selon des

architectures nationales sans lien

entre elles », a expliqué M. de Silguy devant le Parlement européen.

En effet, contrairement aux

banques, qui possèdent entre elles

un système de paiement pour les gros montants, appelé « Target », il n'existe pas de système de paie-

ment unifié, compatible, peu oné-

reux, rapide, pour les usagers bancaires entre les différents pays de l'Euroland. L'objectif doit être d'arriver à un « Target du citoyen », selon les vœux de M. de Silguy. C'est dans cet esprit que sont menées les réflexions sur le portefeuille électronique, destiné au paiement des petits achats.

● **Les frais bancaires.** Si l'arrivée de l'euro ne change rien dans l'immédiat à la tarification bancaire générale, la monnaie unique aura à terme pour effet de renforcer la concurrence entre établissements européens. « La facturation de la tenue de compte des particuliers est très hétérogène en Europe », révélait l'Afecci à partir de l'étude réalisée par le Boston Consulting Group (BCG).

Pour les banques françaises, proches de la moyenne européenne en matière de tarifs, mais avec une qualité de service très supérieure à celle d'autres établissements européens, « le principal handicap tient au niveau des coûts réels de tenue de compte plus importants que pour leurs concurrentes européennes », indique l'étude du BCG.

En France, avant 2002, banquiers, consommateurs et pouvoirs publics doivent s'atteler à régler un problème très particulier, qui n'existe dans aucun autre pays : l'évolution du principe du « ni-ni » – ni tarification des chèques ni rémunération des dépôts –, toujours en vigueur. Un groupe de travail présidé par Benoît Jolivet, président du comité consultatif du Conseil national du crédit, s'y active pour trouver des solutions dans les prochains mois et mettre la France au niveau des autres pays de l'Euroland, qui rémunèrent les comptes courants au taux d'environ 0,5 % par an, mais font payer des frais de tenue de compte et notamment l'usage du chèque, qui reste le moyen de paiement préféré du consommateur français.

Pascale Santi

Bruxelles cherche à faire pression

La Commission européenne a annoncé, vendredi 5 février, des mesures pour inciter les banques à réduire les frais bancaires et à les présenter plus clairement pour faciliter l'utilisation de l'euro. Bruxelles demande aux banques de publier avant le 31 mars 1999 « un état exhaustif de l'évolution, depuis l'introduction de l'euro, des frais bancaires facturés pour les échanges de billets et les paiements transfrontaliers par chèque, par virement et par carte dans la zone euro ».

Elle invite les consommateurs à lui signaler – par courrier électronique (europ15.ecb.be) ou par télephonie (00-32-2-295-7050) – les cas où une banque ne respecterait pas la recommandation qu'elle a émise le 23 avril 1998. Selon ce texte, la conversion des paiements entrants ou sortants libellés en euros ou en unité monétaire nationale sur un compte bancaire doit être gratuite, ainsi que la conversion des comptes. Les banques ne peuvent pas facturer des frais différents pour un même service selon qu'il est rendu en euro ou en monnaie nationale. Elles doivent assurer la transparence de toutes les opérations de conversion et d'échange.

La Cour de cassation met en cause le fonctionnement des autorités de régulation

LA COUR DE CASSATION a affirmé, vendredi 5 février, que le déroulement des procédures de sanction devant la Commission des opérations de Bourse (COB) a contradiet la Convention européenne des droits de l'homme (Le Monde daté 7-8 février).

Les lourdes sanctions prononcées par la COB contre le financier Jean-Marc Oury sont donc annulées.

Faut-il considérer que, par analogie, l'arrêt remet en cause le fonctionnement des autres autorités administratives indépendantes,

par exemple le Conseil de la concurrence ou le Conseil supérieur de l'audiovisuel ? Chacun exerce un pouvoir de sanction et bénéficie d'un rapporteur doté de pouvoirs d'instruction.

DEUX POINTS DE CONTROVERSE

Mais deux points prêtent à controverse. En premier lieu, l'arrêt Oury vise l'hypothèse d'un rapporteur désigné parmi les membres de la COB. Lorsque l'autorité bénéfice d'un rapporteur qui lui est extérieur, comme le rapporteur devant le CSA, nommé par la COB contre M. Oury, car les juges avaient relevé que « l'un des membres de la Commission, nommé rapporteur, a été chargé de procéder à une instruction sur les faits avec le concours des services administratifs et à toutes investigations utiles », ce qui lui interdisait de « participer au délibéré ». Pour l'avoir fait, tout la procédure, frappée de partialité, est annulée. A l'avenir, les sanctions prononcées par la COB dans d'autres affaires en cours le seront également.

Faut-il considérer que, par analogie, l'arrêt remet en cause le fonctionnement des autres autorités administratives indépendantes,

par exemple le Conseil de la concurrence ou le Conseil supérieur de l'audiovisuel ? Chacun exerce un pouvoir de sanction et bénéficie d'un rapporteur doté de pouvoirs d'instruction.

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En premier lieu, comme le rapporteur devant le CSA, nommé par la COB contre M. Oury, car les juges avaient relevé que « l'un des membres de la Commission, nommé rapporteur, a été chargé de procéder à une instruction sur les faits avec le concours des services administratifs et à toutes investigations utiles », ce qui lui interdisait de « participer au délibéré ». Pour l'avoir fait, tout la procédure, frappée de partialité, est annulée. A l'avenir, les sanctions prononcées par la COB dans d'autres affaires en cours le seront également.

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapporteur au délibéré, dénoncée par l'arrêt. Que signifie « participer » à un délibéré ?

En deuxième lieu, beaucoup plus délicate est l'interprétation de la « participation » du rapport

Avec la reprise du groupe belge Cockerill, Usinor atteint sa taille européenne

Le sidérurgiste français met en place sa nouvelle organisation

Usinor devait signer officiellement, mardi 9 février, avec les autorités wallonnes, le rachat de Cockerill. Francis Mer, PDG d'Usinor,

POUR USINOR, le défi Cockerill-Sambre commence. Francis Mer, son PDG, devait signer, mardi 9 février, avec les autorités wallonnes l'acte de vente. « Maintenant, la fusion doit se faire très vite. Les personnes doivent connaître rapidement leur responsabilité, leur domaine d'intervention. Compte tenu des investissements lourds que nous avons à réaliser, notamment à Charleroi, près de Charleroi, tout sera en place dans trois ans », affirme M. Mer.

Longuement préparée, l'intégration de Cockerill et de sa filiale Eko Stahl ne devrait pas, selon M. Mer, poser d'importants problèmes. « A l'image de Sollac, Cockerill a une identité très marquée. Il est hors de question de la modifier. » Soucieux de s'inscrire dans la réalité belge, le groupe français multiplie les précautions. Tout en rappelant que le gouvernement wallon conservera 25 % du capital de Cockerill pendant cinq ans, il fera entrer au conseil du groupe belge des administrateurs indépendants. Dans sa nouvelle organisation, Usinor a déjà nommé des responsables de Cockerill à des postes clés. De même, Usinor a promis de respecter scrupuleusement le plan social de Cockerill qui prévoit le départ de 2 000 personnes d'ici à l'an 2000. « Rien ne sera fait au-delà », assure le PDG d'Usinor.

Dans la gestion courante, les contours de la fusion sont déjà tracés. « Les changements sont limités. Nous n'avons aucune envie de centraliser les approches commerciales. Le plus important est de coordonner les interventions, notamment dans

trois domaines où les clients sont mondiaux : l'automobile, l'électroménager et le fer blanc », souligne M. Mer.

La reprise de Cockerill intervient au moment où le marché de l'acier se dégrade très vite. « On ne choisit pas. Quand les occasions passent, il faut les saisir. Cockerill est un sujet majeur pour le groupe », affirme le président d'Usinor. Avec ce rachat, le groupe achève le développement de son dispositif européen. Grâce à ses acquisitions espagnoles et italiennes, il est en mesure de fournir tout le pourtour

Un contrat pour Air Liquide

Le contrat de 1 milliard de francs (152,4 millions d'euros) signé entre Usinor et Air Liquide, pour fournir de l'électricité à Dunkerque, à partir d'une centrale alimentée par des gaz sidérurgiques, est-il le premier signe de la dérégulation du secteur ? EDF qui postulait pour le renouvellement de ce contrat, est étonné. Usinor figure parmi les tout premiers consommateurs d'électricité. Le groupe sidérurgique nuance la situation : « Il s'agit juste d'un contrat technique. Nous aurions pu le signer il y a trois ans. » Administrateur d'EDF depuis sept ans, Francis Mer se défend de passer à la concurrence : « Il a dit à EDF qu'il leur fallait évoluer. Nous devons trouver des solutions pour que tout le monde soit gagnant. »

En Wallonie, le groupe français est attendu comme le messie

BRUXELLES
de notre correspondant

Le PDG d'Usinor, Francis Mer, doit solemnellement remettre, mardi 9 février à Namur, un chèque de 26 milliards de francs belges (4,4 milliards de francs, 670 millions d'euros) à Robert Collignon, le ministre-président socialiste de la région wallonne. Cette somme représente le montant de la prise de contrôle de la majorité des actions du groupe sidérurgique wallon Cockerill-Sambre, première entreprise de la province. La Société wallonne pour la sidérurgie (SWS), établissement public, conservera encore pour un temps limité 25 % du capital de l'entreprise, mais sans minorité de blocage. Lors de l'annonce de l'opération, en septembre 1998, le gouvernement wallon avait été accusé de « brader » ce joyau de l'industrie belge.

COMPLÉMENTARITÉ Désormais, les polémiques se sont apaisées. Au contraire, on attend l'arrivée d'Usinor à Liège et à Charleroi, principaux sites de production de Cockerill, avec une espérance que le français va devoir éviter de décevoir. Les récents mécomptes d'un autre producteur wallon d'acier, les Usines Gustave Boël de Louviers, rachetées l'an dernier par le néerlandais Hogovens et qui se trouvent actuellement au bord de la fermeture, rendent la position de Cockerill encore plus centrale dans un secteur et une région sinistrés économiquement.

Les dirigeants du groupe français ont fait valoir que les synergies créées par la fusion étaient bénéfiques aux deux parties. Fin janvier, la commission économique du Parlement wallon était conviée à l'usine de Fos-sur-Mer par la direction d'Usinor, pour se rendre compte in situ

du dynamisme de l'entreprise, notamment en matière de recherche, ainsi que de la qualité des relations sociales. Bernard Settin, le directeur général de Sollac, maintenant disparue par une réorganisation d'Usinor en centres de profits géographiques (Le Monde du 27 janvier), soulignait la complémentarité entre Fos-sur-Mer, tourné vers les marchés méditerranéens, et le nouvel ensemble Lorraine-Wallonie, proche des consommateurs d'Europe du Nord.

Un autre argument en faveur d'Usinor était l'installation en Belgique d'une antenne de la Sodie, cette filiale du sidérurgiste français spécialisée dans l'aide à la reconversion et à la création d'emplois. Le bureau wallon de la Sodie vient d'ouvrir ses portes à Namur et dispose d'un droit de tirage de 1,2 milliard de francs belges (30,4 millions d'euros, 200 millions de francs) pour accompagner des projets créateurs d'emplois. En Wallonie, la Sodie se donne comme objectif de contribuer, en quatre ans, à la création de 4 000 nouveaux emplois.

On aura pu penser que le départ de Philippe Delanois, le numéro deux de Cockerill, Wallon bon teint, aurait fait froncer les sourcils à des Belges soucieux de voir leurs nationaux conserver des postes de commandes. Il n'en a rien été. Si le quotidien catholique *La Libre Belgique* estime que ce départ marque « la fin d'une époque » et se désole une fois de plus de la fin de la « belle époque » industrielle et économique, ni les syndicats ni le monde politique n'interprète cette démission comme une reprise en main par les Français des leviers de commande d'une entreprise symbolique de l'industrie belge jadis triomphante.

Luc Rosenzweig

La braderie réussie des licenciés de Weil

BESANÇON
de notre correspondant

La cohue, durant cinq jours, fut joyeuse et grave. Joyeuse, parce que de bonnes affaires, car ne se refuse pas. Surtout quand il s'agit de costumes de marqué à 300 francs ou de pulls et chemises à 50 francs. L'ambiance fut grave, aussi : chaque client venu sous le chapiteau de 3 000 m², dressé sur le parking de la société textile Weil à Besançon, savait que les bénéfices de cette braderie de 10 000 pièces de vêtements iraient aux 215 salariés licenciés. Entre compassion et effet d'aubaine, la foule se pressa donc, du 29 janvier au 3 février.

4 000 FRANCS CHACUN Faute d'obtenir une prime supplémentaire pour les licenciés, après la mise en règlement judiciaire de Weil survenue à l'automne (Le Monde du 12 novembre 1998), le personnel avait adopté, après accord entre direction et syndicats, le principe de cette compensation en nature. A charge, pour les salariés congédiés, de commercialiser les 10 000 articles, avec la perspective de toucher 4 000 francs chacun. Le succès fut tel qu'il fallut, à mi-chemin, débloquer un stock d'appoint de 35 000 vêtements, sur lesquels les « ex-Weil » ne toucheront, cette fois, que 30 % du prix.

Licencié en mars - « mais j'ai plus de chance que

d'autres puisque, moi, je partirai dans le cadre d'un FNE », Michel Girardet, responsable de l'opération, ne cachait pas sa satisfaction. Lui qui avait obtenu le soutien de la mairie (pour le fléchage et les barrières métalliques), de la préfecture du Doubs (pour les formalités administratives), de grandes surfaces et d'un groupe de restauration (pour les repas des vendeurs), du CE de Weil (pour la location du chapiteau) et d'une société privée (pour le prêt de caisses enregistreuses) voyait son « appel à la solidarité » récompensé. D'autant que les cadres victimes du plan social avaient accepté, comme l'avait souhaité la CFE-CGC, de laisser leur part de la récente aux employés et ouvriers.

Le PDG du groupe, Denis Weil, dressait, lui, un bilan nettement plus mitigé. « L'opération se retourne contre l'entreprise », confiait-il, après avoir reçu des appels d'acheteurs réguliers, mécontents de cette « concurrence » jugée par eux déloyale. « Il s'agit d'un malentendu. Ces 10 000 articles, démodés et dépareillés, tous très anciens, proviennent de stocks d'invendus que nous aurions de toute façon brûlés, dès réseaux de soldeurs. Ce qui explique les tarifs, particulièrement bas. Cette vente, évidemment ponctuelle, n'a causé aucun préjudice à nos clients et au circuit traditionnel de distribution. »

Jean-Pierre Tenoux

Motorola tente de reprendre la première place dans la téléphonie mobile

Le groupe conclut des accords avec Cisco et Alcatel

Usinor a entamé un plan de réorganisation de ses activités : 2 000 à 2 500 emplois sont menacés.

méditerranéen et un peu au-delà. Au Nord, il atteint avec Cockerill les marchés scandinaves dont il était absent. Enfin, Eko Stahl, la filiale est-allemande de Cockerill, lui ouvre les marchés allemands et de l'Europe de l'Est, qui vont réver Francis Mer.

La période d'importantes acquisitions en Europe est achevée. « Pour l'instant, notre priorité est d'améliorer nos comptes. Fin juin, notre structure de bilan doit être revenue à un niveau acceptable avec un ratio d'endettement de 50 % », insiste M. Mer. Pour l'avenir, il est moins affirmatif : « Vu notre taille, nous aurions pour l'instant du mal à obtenir de Bruxelles de nous agrandir. Mais dans les prochaines années, les choses peuvent changer. Le mouvement de concentration va s'amplifier. Les critères pour juger la concurrence ne seront plus forcément les mêmes. La vraie compétition, ce ne sont plus les tonnes mais les prix. La réalité devient virtuelle : il suffit de savoir qu'il existe quelque part dans le monde des tonnes d'acier disponibles à un bas prix pour que tout le marché s'en ressente. »

Le groupe a commencé à percevoir, en 1996, cette modification profonde de la réalité économique, entraînant des ruptures de cycle plus rapides qu'auparavant. Pendant deux ans, Usinor a engagé de profondes réflexions sur la stratégie « qui ont abouti à la décision de se séparer des aciers spéciaux », dit M. Mer. « Avec ou sans Cockerill, nous aurions engagé cette cession. Compte tenu des changements de l'économie, nous n'avons pas les moyens de développer trois métiers en parallèle, sauf à en sacrifier un, ce que nous ne voulons pas », soutient le président d'Usinor, qui reconnaît, cependant, que la vente des produits plats lui permettra d'améliorer ses comptes rapidement.

INVENTER D'AUTRES SOLUTIONS Le changement d'organisation du groupe relève du même esprit, assure le PDG : il sera intervenu même si le groupe n'avait pas repris Cockerill. « La nécessité d'avoir des unités plus petites, plus proches des clients, s'impose. Il faut créer les conditions pour que les gens se sentent responsables, suivent leurs clients, mesurent leur création de valeur. Les technologies de l'information et les mises en réseau nous permettent de fusionner logistique et transports, achats... et de mieux maîtriser nos coûts indirects », souligne Francis Mer. La réorganisation ne se fera pas sans coût social : « 2 000 à 2 500 emplois devraient être supprimés, selon nos calculs. Mais nous sommes incapables de les identifier pour l'instant. »

Le groupe a commencé à percevoir, en 1996, cette modification profonde de la réalité économique, entraînant des ruptures de cycle plus rapides qu'auparavant. Pendant deux ans, Usinor a engagé de profondes réflexions sur la stratégie « qui ont abouti à la décision de se séparer des aciers spéciaux », dit M. Mer. « Avec ou sans Cockerill, nous aurions engagé cette cession. Compte tenu des changements de l'économie, nous n'avons pas les

nati Nortel, le suédois Ericsson et le français Alcatel, ne cachent pas non plus leurs ambitions sur ce marché, devenu le principal moteur de croissance des télécommunications. Selon l'Observatoire mondial des systèmes de télécommunications (Omsy), en 1998, le marché des mobiles a gagné 25 % du volume d'affaires mondial, services et produits confondus, estimé à 881,9 milliards d'euros.

Voyant ses positions remises en cause, Motorola a ressenti la nécessité de contre-attaquer. Outre son accord avec Cisco pour le développement de la prochaine génération, il a annoncé vendredi 5 février un accord de coopération

« Cette alliance (...) arrive au bon moment dans la course à la convergence entre le téléphone mobile et Internet », a déclaré Bo Hedfors, vice-président de Motorola, à l'agence Bloomberg. L'an dernier, Qualcomm, le concurrent direct de Motorola, et le géant du logiciel Microsoft avaient conclu une alliance dans la même perspective. « Ceci étend la sphère d'influence d'Internet au monde des téléphones sans fil et représente le principal déploiement de services intégrant la voix, les données et la vidéo à partir d'un mobile », relève Don Listwin, vice-président de Cisco.

DÉTRÔNÉ EN 1998 PAR NOKIA Pionnier et longtemps numéro un incontesté de la téléphonie mobile, Motorola a été détrôné, en 1998, par Nokia, révèle la société d'études de marché Dataquest dans son dernier classement, publié le 8 février. L'an dernier, c'est Qualcomm qui a vendu le plus de mobiles dans le monde (22,9 % de parts de marché), devant Motorola (19,8 %). Un peloton d'industriels nagueurs tournés vers la téléphonie classique, comme l'américain Lucent, le canadien Nortel, le suédois Ericsson et le français Alcatel, ne cachent pas non plus leurs ambitions sur ce marché, devenu le principal moteur de croissance des télécommunications. Selon l'Observatoire mondial des systèmes de télécommunications (Omsy), en 1998, le marché des mobiles a gagné 25 % du volume d'affaires mondial, services et produits confondus, estimé à 881,9 milliards d'euros.

Attendue de longue date par les analystes financiers, cette alliance devrait générer un chiffre d'affaires de 1 milliard de dollars (880 millions d'euros) sur quatre ans pour Alcatel, permettant au groupe français de rétablir l'équilibre d'exploitation de sa division mobile en 1999. Les commutateurs concernés sont ceux de DSC, la société américaine rachetée par le groupe français pour 4,4 milliards de dollars en 1998.

Emmanuel Paquette

Activité et résultats provisoires 1998

Chiffre d'affaires : progression de 9 %

Résultat net : progression de 16 %

Le Conseil d'Administration de Colas, réuni le 4 février 1999 sous la présidence d'Alain Dupont, a examiné les chiffres provisoires d'activité et de résultats du Groupe pour l'exercice 1998.

Chiffres clés consolidés

	en millions de francs (chiffres provisoires)	1998	1997	en millions de francs (chiffres provisoires)	1998	1997
Chiffre d'affaires économique		29 539	26 995	Chiffre d'affaires économique	4 503	4 115
Résultat net		514	451	Résultat net	78,4	68,8
Résultat net (part du Groupe)		501	433	Résultat net (part du Groupe)	76,4	66,0
Capacité d'autofinancement		1 466	1 347	Capacité d'autofinancement	223,5	205,4

Le chiffre d'affaires augmente de 9 % par rapport à celui de 1997 et atteint 29,5 milliards de francs (4,5 milliards d'euros).

Le chiffre d'affaires économique s'élève à 29,5 milliards de francs (4,5 milliards d'euros) contre 27 milliards de francs (4,1 milliards d'euros) pour l'exercice 1997. Il se répartit en 17,2 milliards de francs (2,6 milliards d'euros) en France métropolitaine et 12,3 milliards de francs (1,9 million d'euros) à l'international et l'outremer. Le chiffre d'affaires réalisé en Europe et en Amérique du Nord représente 95 % du chiffre d'affaires total.

L'augmentation du chiffre d'affaires a été obtenue grâce à :

- la prise en compte de l'activité des nouvelles sociétés américaines depuis leur acquisition en avril 1998, soit 1,6 milliard de francs (249 millions d'euros)
- une activité routière métropolitaine en légère progression d'environ 3 %
- une orientation favorable dans bon nombre de pays où Colas est présent.

Le résultat net (part du groupe) progresse de 16 % et atteint 501 millions de francs (76 millions d'euros). Le résultat net part du Groupe est de 501 millions de francs (76,4 millions d'euros) à comparer aux 433 millions de francs (66 millions d'euros) réalisés en 1997.

Les comptes de l'exercice 1998 seront arrêtés définitivement par le Conseil d'Administration de Colas qui doit se réunir le 25 mars 1999.

Perspectives 1999

En France l'activité routière pourrait être du même ordre que celle de 1998.

A l'international en particulier en Amérique du Nord les marchés routiers devraient rester bien orientés.

Le développement du groupe se poursuivra par croissance externe avec pour priorités :

- développement des implantations internationales
- renforcement des activités industrielles (enrobés, émulsions et membranes bitumineuses)
- croissance dans la production d'agrégrats.

Un projet d'acquisition de carrières dans le Nord-Est de la France (production annuelle de 2,5 millions de tonnes) annoncé en décembre 1998 se matérialisera au cours du premier semestre 1999. La Smac et sa filiale Axter, spécialistes de l'étalement en France, qui réalisent un chiffre d'affaires d'environ 2 milliards de francs (300 millions d'euros), vont être acquises au prix de 50 millions de francs (7,6 millions d'euros).

Ainsi est-il prévu pour 1999 un chiffre d'affaires en progression.

COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999

La création publicitaire européenne s'affranchit de la référence au produit

Les Anglais ont encore remporté un grand nombre de récompenses lors du concours des Eurobest 98, qui priment les publicités les plus créatives en Europe. Mais les Portugais et les Néerlandais menacent désormais leur hégémonie

LONDRES

de notre envoyé spécial
Eloge du vide, du blanc, du minimal. A Amsterdam, une affiche blanche suffit à vendre du Tipp-Ex ; à Lisbonne, une farandole de fourmis sur une page blanche, un insecticide à Londres, c'est un tapis de bain antidérapant au fond d'une baignoire qui fait la promotion d'une voiture. Ces campagnes révèlent le niveau de sophistication atteint par le marketing en Europe : la publicité ne montre plus le produit pour le faire acheter, elle se contente de jouer avec notre imagination.

C'est justement cette liberté qu'ont voulu récompenser, vendredi 5 février à Londres, les onze Eurobest. Ces trois annonces publicitaires – respectivement conçues pour Tipp-Ex, l'insecticide Raid et la Polo de Volkswagen – comptent parmi les soixante meilleures produites en Europe en 1998, selon un jury de publicitaires qui a évalué, dans quatorze pays, 3 760 publicités, en novembre et décembre 1998.

Ces campagnes signent la fin d'une domination strictement anglaise. Jusqu'ici, les publicitaires londoniens constituaient la référence créative en Europe, la seule capable de faire contrepoids aux déferlantes venues des Etats-Unis. Par un jeu de mots ou une association graphique inattendue, les hot shops britanniques (de petites agences spécialisées dans la création) parvenaient à faire oublier la fonction première de la publicité – faire acheter – en divertissant le public par des mini-histoires burlesques d'humour, libérées des vieux tics publicitaires comme la démonstration de l'efficacité du produit par exemple.

Certes, la création insulaire a encore été remarquée cette année, mais elle n'est plus le fait que de deux grandes agences londoniennes, BMP DDB et Lowe Howard-Spink, qui se sont octroyé seize prix à elles deux. Les hot shops habituellement présentes – comme Bartle Bogle Hegarty ou Leagas Delaney – ont brillé par leur absence.

BMP DDB et Lowe Howard-Spink ont présenté des publicités à l'impact visuel puissant, parfois

délirant, qui utilisent savamment les effets spéciaux. Le film pour la vodka Smirnoff, par exemple, met en scène un détective privé, victime d'hallucinations, qui se retrouve en train de courir, des palmes aux pieds, derrière une blonde dont il ne sait plus si c'est un sex-symbol ou une mamie dominateuse (Lowe Howard-Spink). Une autre montre un garde immobilisé posté devant Buckingham Palace, des touristes japonais lui parlent, un enfant lui saute au visage. Il ne bouge pas. Seule l'évolution d'une Volkswagen le tire de son immobilisme (BMP DDB).

Il y a quatre ans, les publicitaires du nord de l'Europe continentale – Néerlandais en tête – ont entrepris de copier les « trucs » anglais. Ils ont utilisé le registre de la vie quotidienne pour planter des décors – le métro, la rue, le canapé du salon, etc. – en général plutôt tristes, dans lesquels des comédiens, pas franchement beaux, jouent leur propre rôle sous des lumières crues. Certaines de ces campagnes qui allient une simplicité formelle à beaucoup de dérisio

n Eurobest.

LES FRANÇAIS EN RETRAIT

On retiendra notamment celle conçue par les Suédois de l'agence Forstman & Bodenfors : un enfant âgé d'environ six ans joue au basket sur un terrain coincé entre des immeubles de grande hauteur. Ne parvenant pas à marquer, il va

chercher une échelle. Déséquilibré, il se retrouve accroché au poteau. La caméra le montre se balançant pendant de longues secondes, suspendu par les bras au-dessus du vide. Le slogan ? Le lait rend les enfants plus forts.

Une autre, réalisée cette fois par des Norvégiens pour une compagnie d'assurances, joue sur le même registre : un couple de retraités partage un modeste repas dans une demeure qu'ils n'ont manifestement plus les moyens d'entretenir. Ils se sourient, ont l'air heureux... même lorsque l'épouse passe son dentier à son mari afin qu'à son tour il puisse croquer dans l'unique biscotte. Et nos compères de sourire de toutes leurs gencives. Message : mieux vaut choisir une assurance qui ne vous fera pas faux bond lors de vos vieux jours.

Si des pays comme les Pays-Bas, le Portugal ou la Suède se posent désormais en alternative à l'école britannique, la France, elle, ne fait pas recette. Même si quelques campagnes réalisées par les agences CLM/BBDO (Kookai) et DDB Advertising ont été récompensées.

Seul un film conçu pour les optimistes Visual par Enjoy Scher Largo pouvait prétendre jouer à armes égales avec le meilleur de la création britannique : un petit monsieur pousse la porte d'un magasin de musique. Il tourne, l'air inspiré, au milieu des clients, des musiciens hippies concentrés sur leur instrument. Soudain le silence se fait, l'intrus – qui aurait bien besoin d'une paire de lunettes – vient de se soulager dans un saxophone qu'il a manifestement pris pour un urinoir.

Florence Amalou

Le court métrage intéresse les agences

CLERMONT-FERRAND

de notre envoyé spécial
Le Festival du court métrage de Clermont-Ferrand, dont la vingt et unième édition a eu lieu du 29 janvier au 6 février, a conquis son rang de premier festival international du genre. Il devance d'autres manifestations consacrées au court métrage comme les festivals de Figueira da Foz (Portugal), Flickerfest (Australie) ou Uppsala (Suède). Au point qu'une sélection des meilleurs films passés dans la cité du Puy-de-Dôme est traditionnellement présentée en Nouvelle-Zélande, et qu'il est fréquent de citer Clermont-Ferrand comme le « Cannes du court »... Ce premier rang est dû à sa fréquentation – 120 000 spectateurs cette année, contre 118 000 l'an dernier – et à sa coloration internationale : sur quelque 260 courts métrages en compétition, dont la longueur est comprise entre 4 et 44 minutes, figurent deux tiers de films étrangers, qu'ils soient néo-zélandais, tchèques, burkinabés, mauritaniens, estoniens, australiens, britanniques, russes ou italiens.

Le court métrage italien, hôte invité cette année, a connu des hauts et des bas. Très présent dans les années 30, il est désormais soumis aux aléas des commandes des télévisions. Aujourd'hui, Canale 5, l'une des chaînes du groupe Mediaset de Silvio Berlusconi, diffuse régulièrement des courts métrages italiens, mais à des heures tardives. La télévision publique tente aussi de lui faire de la place dans ses programmes ; la RAI 3 prévoit en effet d'inscrire des courts métrages dans un magazine qui sera diffusé, en mars, en milieu de soirée.

L'aspect international du Festival de Clermont-Ferrand se manifeste aussi dans son « marché du film », avec ses 28 stands (canadien, néo-zélandais, coréen, américain, etc.) au lieu de 18 l'an dernier. Cette profusion offre une vue panoramique et sa coloration internationale attire à la fois les professionnels du cinéma, mais aussi des publicitaires.

REPÉRER UN STYLE, UNE TECHNIQUE
Le spot publicitaire présente en effet une parenté évidente avec le court métrage. Il pratique aussi le format court (quelques dizaines de secondes à deux minutes en moyenne) et use souvent d'effets spéciaux ; enfin, il est grand consommateur de réalisateurs et de comédiens. Le grand prix du Festival du court métrage de Clermont-Ferrand 1998 avait d'ailleurs été attribué à *Ma place sur le trottoir*, de Philippe Pollet-Villard, qui fut auparavant directeur artistique dans la pub.

Rares sont toutefois les agences ou les sociétés de production qui ont compris ce couplage et décidé d'en tirer parti. L'agence Eu-

lien, mais à des heures tardives. La télévision publique tente aussi de lui faire de la place dans ses programmes ; la RAI 3 prévoit en effet d'inscrire des courts métrages dans un magazine qui sera diffusé, en mars, en milieu de soirée.

« C'est la troisième année que nous nous rendons à Clermont-Ferrand », indique Rémy Babinec, directeur de la création d'Euro-RSCG BETC. L'expérimentation, malheureusement, n'a pas beaucoup de place dans la pub, qui préfère les gens confirmés aux talents neufs. Ici, on a une impression d'improvisation, de réalisme. Les jeunes cinéastes du court maîtrisent les techniques de l'image mais ne sont plus fascinés par elles : cela donne un style et des idées qui confèrent un peu plus d'humanité à leurs films. Ce que souhaitent de plus en plus les annonceurs et les consommateurs. »

Pour l'instant, l'agence n'a pas encore mis la main sur un réalisateur ou des comédiens, mais a repéré au fil des projections, ici un style, la une technique filmique. Les publicitaires savent aussi que les jeunes réalisateurs de court métrage susceptibles de les intéresser ne sont pas insensibles au « confort de tournage » qu'offre la publicité.

Yves-Marie Labé

Quand Mickey et Picsou rencontrent Tom-Tom et Nana pour attirer les annonceurs

MICKEY, PICSOU, TOM-TOM ET NANA

Italie. Cette créativité se retrouve chez les autres concurrents, comme Fleurus ou Milan Presse, mais aussi dans la littérature et l'illustration pour la jeunesse, voire dans la création de CD-ROM.

Le couplet appelé « Espace 7-12 ans » prévoit sept insertions par mois pour 231 000 francs (35 220 euros). Pour Pierre-François Colieu, directeur général d'Intéderco, la régie publique d'Hachette Filipacchi Médias, et ancien de Bayard Presse, « à 7-12 ans, c'est l'âge de l'apprentissage des marques. Et la presse est pratiquement absente. Les investissements publicitaires pour les jeunes représentent 1,6 milliard de francs [240 millions d'euros] à la télévision et seulement 55 millions [8,38 millions d'euros] pour la presse. » Ainsi, la plupart des

marques de jouets ne font pas de publicité dans les journaux.

Conformément à d'autres couplages publicitaires, Intéderco veut attirer les regards des annonceurs sur son efficacité auprès d'un public qu'il peut cibler, contrairement à la télévision. « Notre presse n'est pas connue pour ce qu'elle est, nous voulons démontrer aux annonceurs et aux agences la richesse de notre offre magazine », explique Georges Sanerot, responsable de Bayard Presse Jeunesse. La publicité fait partie du paysage, mais on fait attention à ce qu'elle ne soit pas envahissante. C'est aujourd'hui un matériau utilisé dans les écoles. On a des générations de sémiologues chez les enfants. »

Alain Salles

Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE diplomatique



Un atlas des conflits

Les armes de l'Amérique
Poudrière balkanique
Impasse au Proche-Orient
Des crises au tournant
Glossaire, bibliographie, sites Internet...

■ Les autres guerres, par Ignacio Ramonet. ■ L'information, atout maître de l'empire américain, par Herbert I. Schiller. ■ Révolution militaire pour le XXI^e siècle, par Maurice Najman. ■ Pour le « micro-désarmement », par Bernard Adam. ■ Double échec pour la non-prolifération nucléaire, par Paul-Marie de la Gorce. ■ Comment la Yougoslavie s'est désintégrée, par Catherine Samary. ■ La paix américaine en panne en Bosnie, par Thomas Hofnung. ■ Les Kosovars dans le piège balkanique, par Jean-Arnault Dérens et Sébastien Nouvel. ■ Quel statut pour le Kosovo ? par Tommaso di Francesco. ■ L'Albanie fragilisée, par Christophe Chéchet. ■ Guerre sans fin contre l'Irak, par Alain Gresh. ■ Le Golfe, vu de Moscou et de Washington, (A. G.) ■ Clefs pour une guerre avortée, par Eric Rouleau. ■ La colonisation, obstacle principal à la paix, par Geoffrey Aronson. ■ Aux intellectuels arabes fascinés par M. Roger Garaudy, par Edward Said. ■ Patrie irlandaise sur l'avvenir, par Richard Deutscher. ■ La Géorgie face à ses minorités, par Vicki Cheterian. ■ Chypre victime de la crise des fusées, par Niels Kadrizake. ■ L'Afrique des Grands Lacs redessinée, par Mwayila Tshiyembe. ■ Spirale meurtrière au Soudan sud, par Claire Brisset. ■ La guérilla colombienne rêve d'une paix armée, par Maurice Lemoine. ■ Timor-Oriental, vers l'autonomie ? par Jean-Pierre Catry. ■ Glossaire, par Isabelle Avran. ■ L'hégémonie et le chaos, par Dominique Vidal.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €

L'APPRENTISSAGE DES MARQUES

« On nous oppose de façon caricaturale », explique Bruno Lescouët, gérant d'Hachette Disney Presse, rendant hommage à son partenaire et concurrent : « Il y a une tradition de la presse enfantine unique au monde. En France, la culture de la bande dessinée franco-belge s'est croisée avec la créativité de Bayard Presse. Le ludique et l'éducatif ne s'opposent pas. »

Cette exception française a eu de l'influence sur les publications Walt Disney. *Le Journal de Mickey* ne consacre que la moitié de ses pages aux bandes dessinées. Le groupe a créé des publications comme *Bambi* et *Winnie* destinées aux plus jeunes et s'inspirant du modèle français. Depuis, les deux titres ont été lancés par Disney en

Italie. Cette créativité se retrouve chez les autres concurrents, comme Fleurus ou Milan Presse, mais aussi dans la littérature et l'illustration pour la jeunesse, voire dans la création de CD-ROM.

Le couplet appelé « Espace 7-12 ans » prévoit sept insertions par mois pour 231 000 francs (35 220 euros). Pour Pierre-François Colieu, directeur général d'Intéderco, la régie publique d'Hachette Filipacchi Médias, et ancien de Bayard Presse, « à 7-12 ans, c'est l'âge de l'apprentissage des marques. Et la presse est pratiquement absente. Les investissements publicitaires pour les jeunes représentent 1,6 milliard de francs [240 millions d'euros] à la télévision et seulement 55 millions [8,38 millions d'euros] pour la presse. » Ainsi, la plupart des

marques de jouets ne font pas de publicité dans les journaux.

Conformément à d'autres couplages publicitaires, Intéderco veut attirer les regards des annonceurs sur son efficacité auprès d'un public qu'il peut cibler, contrairement à la télévision.

« Notre presse n'est pas connue pour ce qu'elle est, nous voulons démontrer aux annonceurs et aux agences la richesse de notre offre magazine », explique Georges Sanerot, responsable de Bayard Presse Jeunesse. La publicité fait partie du paysage, mais on fait attention à ce qu'elle ne soit pas envahissante.

C'est aujourd'hui un matériau utilisé dans les écoles. On a des générations de sémiologues chez les enfants. »

Alain Salles

■ MUSIQUE : Rupert Murdoch aurait l'intention d'acquérir le groupe de production et d'édition musicale britannique EMI, pour une somme de 4,2 milliards de livres (6,1 milliards d'euros), a affirmé, dimanche 7 février, l'hebdonadair britannique *Financial Mail*, qui cite des sources « industrielles ». EMI, qui produit notamment les Spice Girls, avait démenti en novembre 1998 des rumeurs boursières indiquant que Rupert Murdoch était désireux d'acquérir 20 % de son capital. – (AFP)

■ TELEVISON : la prochaine édition des 7 d'or sera retransmise sur TF 1, le samedi 2 octobre. *Télé 7 jours* a confié à la Une la treizième édition de cette manifestation au cours de laquelle sont remis les trophées décernés par les professionnels de la télévision et par le public. TF 1 n'avait plus retransmis les 7 d'or depuis 1990.

■ Cécile Frot-Coutaz est nommée présidente de Pearson Télévision France. Elle succède à Michel Bassi, qui a quitté ses fonctions en juillet 1998. Née en 1966, Cécile Frot-Coutaz était adjointe du directeur de la direction européenne des opérations de production de Pearson Télévision.

■ ETATS-UNIS : CBS a enregistré une perte de 18,6 millions d'euros (122 millions de francs) en 1998 contre un résultat net de 486 millions d'euros (3,187 milliards de francs) en 1997, a annoncé vendredi 5 février, le groupe de communication américain. – (AFP)

■ NUMÉRIQUE : Gilles Galard et Denis Didolla ont été nommés respectivement aux postes de directeur général adjoint aux programmes et directeur financier de Multithématiques. Filiale de Canal Plus (30,16 %), Havas Images (30,16 %), Tinta (30,16 %) et Part'Com (9,5 %), Multithématiques, dirigée par Michel Thoulouze, diffuse sept chaînes dans huit pays auprès de 9,5 millions de foyers abonnés au câble ou au satellite.

■ INTERNET : l'intégralité des programmes de France-Inter est diffusée en direct, 24 heures sur 24, sur Internet en RealAudio depuis samedi 6 février. L'adresse du site est www.radio-france.fr.

VALEURS FRANÇAISES

● A la clôture des transactions, vendredi 5 février, l'action Dassault Systèmes avait reculé de 2,40 %. Les investisseurs ont préféré prendre des bénéfices avant la publication, lundi 8 février, d'un résultat net pour 1998 de 89,11 millions d'euros (584,5 millions de francs), en ligne avec les prévisions.

● L'action STMicroelectronics a chuté de 7,96 % vendredi 5 février. Le groupe de semi-conducteurs a souffert de la comparaison avec le groupe américain Advanced Micro Devices, qui est victime de la guerre des prix dans le secteur.

● Le titre Air Liquide a gagné 0,87 %, vendredi, soutenu par la rumeur d'une signature d'un contrat avec Usinor pour la construction d'une centrale électrique à Dunkerque. Air Liquide confirme ainsi son savoir-faire dans ce métier.

● Vendredi 5 février, le titre LVMH a gagné 1,38 % en réaction à l'article de Business Week qui révèle que Gucci, le groupe italien de luxe, serait à la recherche d'un nouvel actionnaire pour contre la montée en puissance de LVMH, qui détient 34 % de son capital.

● Le titre CGIP a abandonné 2,71 %, vendredi 5 février, à la suite de l'acquisition de 5 % de son capital par l'investisseur japonais Nomura International. Un mois auparavant, la banque d'affaires britannique Warburg Dillon Read avait franchi le seuil de 10 % du capital, estimant que la dé lokale sur la CGIP était trop élevée.

LE GROUPEMENT DES MARCHÉS

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 19 février

France ►	Prédictif en cours	Cours en francs	Cours en euros	% Var. 1 h 30	% Var. 10 h	↑ ou ↓
BNP (T.P.)	147	945,25	—	-3,57	-0,25	↓
CLRYONNAIS (T.P.)	140,90	1046,60	+ 0,07	+ 0,65	+ 0,05	↑
RENAULT (T.P.)	450	2886,21	+ 0,45	—	—	↑
SAINTE-GOBAIN (T.P.)	175,10	—	—	—	—	—
THOMSON SA (T.P.)	148	1020,00	—	+ 0,58	+ 0,58	↑
ACCOR	186,10	1264,03	+ 1,80	+ 1,44	+ 1,44	↑
AGF	55,40	540,12	- 0,90	+ 7,85	+ 7,85	↑
AIR LIQUIDE	138,50	1036,00	—	+ 11,38	+ 11,38	↑
ALCATEL	92,00	618,24	+ 1,58	+ 9,63	+ 9,63	↑
ALTITUDE	21,20	1500,00	+ 0,47	+ 0,48	+ 0,48	↑
ALTRAN TECHNO. I.	205	1357,00	+ 0,97	+ 1,25	+ 1,25	↑
AKA	122,40	892,00	- 0,32	- 1,21	- 1,21	↓
BAIL INVESTIS.	125	926,00	+ 0,48	+ 1,12	+ 1,12	↑
BAZAR HOT. VILLE	104	897,00	- 0,73	- 1,40	- 1,40	↓
BERTHARD FAURE	52	367,00	+ 1,01	+ 3,88	+ 3,88	↑
BIC	54,10	539,00	+ 1,61	+ 15,63	+ 15,63	↑

France ► Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 19 février

France ► Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

LUNDI 8 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Valeurs ► Cours relevés à 12 h 30

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999

SPORTS Le XV de France s'est imposé (10-9) face à l'Irlande, sur la pelouse colorée du stade de Lansdowne Road, samedi 6 février, lors de la première journée du Tournoi des

cinq nations 1999. ● CETTE VICTOIRE a été acquise en fin de rencontre, grâce à un essai transformé d'Emile Ntamack et une pénalité de Thomas Castaignède tandis que le buteur ir-

landais manquait d'offrir la victoire aux siens à la dernière minute de jeu. ● JEAN TRILLO, ancien entraîneur de l'équipe de France, souligne, dans sa chronique au Monde,

l'opiniâtreté défensive des Français et leur courage sous les chandelles délivrées par leurs adversaires. ● L'AUTRE RENCONTRE, qui oppose l'Ecosse au pays de Galles, s'est

achevée sur la victoire inattendue des joueurs du Chardon (33-20). ● PROCHAINE JOURNÉE, le 20 février, avec Angleterre-Ecosse et pays de Galles-Irlande.

Les chandelles irlandaises ont manqué d'obscurcir l'avenir du XV de France

Un essai et une pénalité permettent aux Français de gagner sur la fin (10-9) un match d'une rare âpreté. Selon l'entraîneur Pierre Villepreux, le recours systématique aux coups de pied en l'air par les Irlandais a donné à la rencontre des airs de « guerre des étoiles »

DUBLIN

de notre envoyé spécial
Il était une fois dans l'ouest de l'Irlande, au bord de la rivière Shannon, un club de rugby installé à Garryowen, un quartier de Limerick. Un petit club comme tant d'autres en Irlande, avec son terrain battu par les vents d'ouest, son club-house fréquenté par les gens de bonne société et quelques titres de champion d'Irlande qu'on narre en dégustant quelque « café » à la mode du coin.

Un club anodin, ou presque. C'est là qu'a prospéré un style qui devait connaître un grand succès dans toutes les îles britanniques : le jeu de rugby aux chandelles. Un rude bonheur goûté par tous les spectateurs britanniques. Un immuable cauchemar pour toutes les équipes de France de rugby. Mille fois averti de la difficulté, le XV de France conduit par Raphaël Ibanez a apporté qu'en Irlande, la légende se mêle souvent à la réalité : sous le délugé de chandelles, la fameuse furia irlandaise était bien au rendez-vous de Lansdowne Road, samedi 6 février. « Une guerre des étoiles », disait Pierre Villepreux après la victoire étriquée (10-9) conquise par ses joueurs dans les tous derniers instants du match. Ancien arrière international, l'entraîneur de l'équipe de France se souvenait à quel point ce type de match n'est « pas une sinécure » pour une défense française.

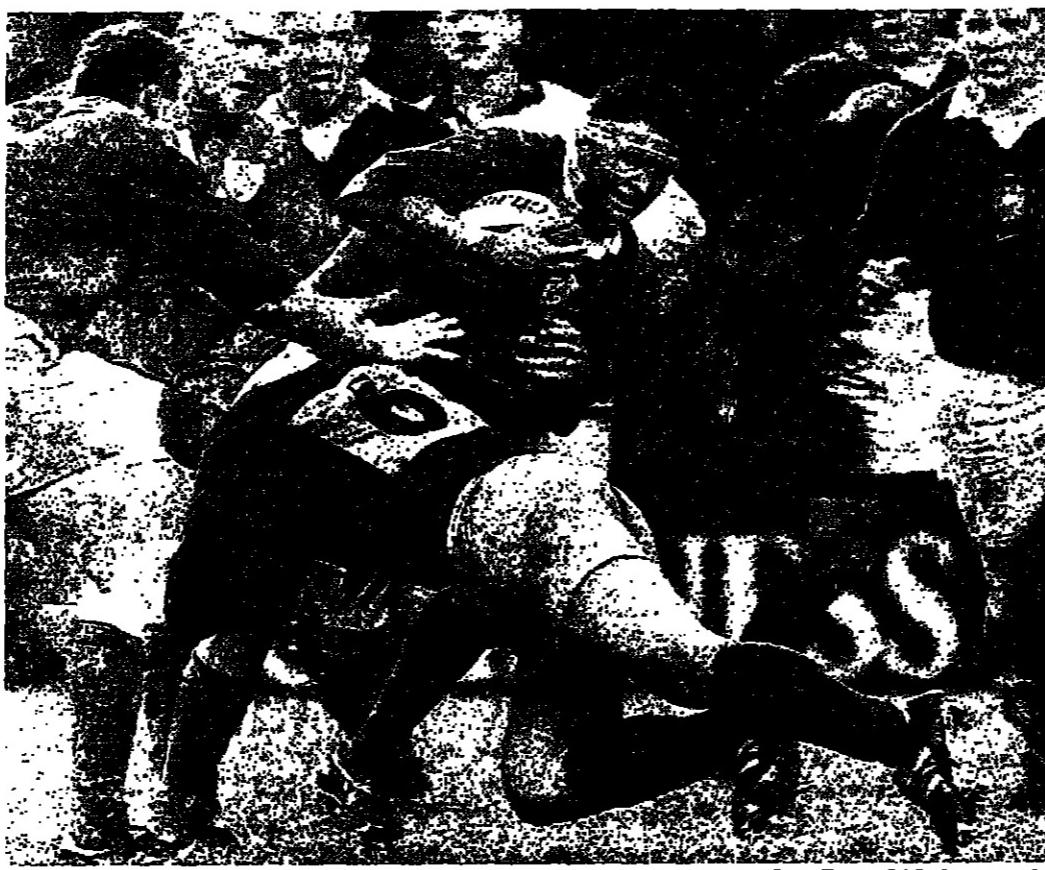
Les rugbymen de Garryowen n'ont pas inventé les coups de pied en cloche, mais le recours systématique à cette technique, alors que le jeu à quinze vivait encore son premier âge, a rendu célèbre leur club dans tout le monde du rugby : on parle de « chandelle » en France, d' « up and under » dans l'hémisphère sud, mais, en Grande-Bretagne, on prononce aujourd'hui garryowen pour désigner ces coups de pied qui font tourbillonner les ballons haut dans les airs et trembler sur terre les amères les plus courageux, tétanisés à l'idée des mauvais coups qui manquent rarement de pleuvoir en même temps que les balles.

Face à la France, David Humphreys a fait honneur à la tradition. L'homme de Belfast, bras de la victoire de la province d'Ulster en Coupe d'Europe, avait justement été préféré au titulaire habituel, Eric Elwood, pour sa capacité à expédier sans répit ces chandelles millimétrées qui déroulent les défenses françaises. Un sélectionneur aussi avisé que

Warren Gatland sait que le XV de trêve, toujours victime de la faiblesse de ses lignes arrières, doit jouer « les jeux dans les yeux » de ses adversaires, et nulle part ailleurs. Dans la tourmente de pluie et de vent qui s'était installée sur Lansdowne Road, il n'était donc pas question, pour ses hommes, de se lancer dans un jeu plus osé que ce rugby « à 10 », combinant la force du pack à l'adresse des deux demis dans le jeu au pied.

Garryowen après garryowen. David Humphreys a parfaitement mené sa mission. Il a su plonger la défense française dans l'embarras, noyer ses certitudes sous un déluge de ballons aériens et la conduire à la faute, faute de jeu ou d'insécurité, peu importe. « Il donne des ballons toujours entre deux zones, toujours à la lutte, observe Emile Ntamack, premier visé par les chandelles d'Humphreys. Avec son jeu au pied exceptionnel, il ne donne jamais un ballon trop loin, il ne laisse jamais de champ pour remonter le terrain. Avec le vent, le ballon part à droite, à gauche, accélère. On n'est pas des ours. On sait qu'on allait tomber quelques ballons. » Cinq ou six, selon Jean-Claude Skrela.

Sous la tempête de Lansdowne Road, le XV de France, héroïque en défense, a souvent semblé proche de l'asphyxie. « Dans les regroupements



Le Français Philippe Benetton (n° 6) plaque l'Irlandais Dion O'Cuirneagain.

ments, on a vu des gestes qu'on ne voit même plus dans notre championnat », assure Philippe Benetton, seul joueur français à perdre, momentanément, ses esprits en assommant d'un coup de poing l'ébouriffant talonneur irlandais, Keith Wood. Pour le reste, les Français n'ont pas été à la hauteur de la réputation que leur a collé la presse anglo-saxonne. Et c'est heureux : leurs manquements à la règle et à la discipline ont été rares dans ce match « d'honneur ».

Malmenés comme ils ne l'avaient jamais été, les avants français ne sont pas tombés dans le traquenard irlandais. Ils n'ont concédé que huit pénalités dans leur propre camp. Le pilier Franck Tournaire lui-même était étonné de sa capacité à garder ses « mains dans les poches ». David Humphreys, moins inspiré pour viser entre les barres que pour envoyer ses garryowen meurtrières, en a tenté sept et réussi seulement trois. Sa dernière tentative, manquée à 25 mètres, dans les arrêts de jeu, aurait sans doute apporté à l'Irlande sa première victoire sur la France depuis 1983. Parfait jusqu'à là, le botteur a raté son dernier geste ; il en a pleuré de rage, avec toute l'Irlande. « Encore une défaite héroïque pour l'Irlande », déplorait, dimanche 7 février, le Sunday Tribune de Dublin.

Le XV de France, muet pendant une heure, a attendu les derniers instants pour convaincre les Irlandais qu'une malédiction française plane toujours sur Lansdowne Road. Un essai du tandem Richard Dourthe-Emile Ntamack poussé par le pack (61'), la transformation et une pénalité de Thomas Castaignède (79') ont suffi pour faire la différence : un point, c'est peu.

Cet Irlande-France n'était certainement pas un beau match. C'était même la négation du beau jeu. Peu de courses, peu de passes, du combat pendant 80 minutes. « Vif, vif, vif », « sauvage », entendait-on dans les vestiaires français. Ce n'était pas du grand rugby, ce n'était pas du jeu formaté pour les télévisions à peine de magistrat Rupert Murdoch. Ce n'était pas un beau match, certes. Mais les visages éprouvés par la pluie, la boue et les couleurs embaumantes des publicités peintes sur le terrain dissisaient aussi que cette rencontre était de celles qui font la légende du Tournoi des cinq nations.

Eric Collier

Restés debout dans la tempête

NOUS EN AVONS EU la preuve samedi : en se donnant les moyens de repartir ses meilleurs éléments exilés dans le championnat anglais, l'Irlande bâtit une équipe pour la Coupe du monde. Difficulté pour autant de balayer en quelques mois la culture de l'échec accumulée au cours de la dernière décennie. Les joueurs au maillot vert frappé du trèfle ont perdu l'habileté de gagner.

Face aux Français, ils ont eu la victoire au bout du pied de David Humphreys, à la dernière minute de jeu. Sa défaillance a sonné la défaite de son équipe. Comme si une fatalité s'acharnait à ne pas récompenser l'engagement physique et mental de l'Irlande.

Les Français, eux, ont prouvé qu'après deux Grands Chelems, ils ont suffisamment de sérenté et de confiance pour ne jamais douter dans la tourmente. Pour avoir su se maîtriser sans jamais lâcher prise, les coéquipiers de Raphaël Ibanez ont pu revenir doucement dans la partie. Oui, cette équipe a une grande qualité : elle croit en son étoile. Sa capacité à s'adapter aux circonstances en est la preuve, quitte à négliger la méthode Villepreux. Résolument tournés vers un rugby offensif, les Français ont surtout montré

des qualités défensives. Certes, il y a eu des erreurs au niveau du premier rideau, des duels aériens perdus mais ils ont utilisé les quelques ballons de récupération grappillés. Le revirement tactique effectué après le repos a été judicieux : choisir le petit côté plutôt que les grands espaces. La solution pour réduire les risques en cas de faute de main, car les malades furent nombreuses en première période. Les Bleus, dans un registre défensif offensif, ont perdu trop de ballons sous la pression des plaquages dévastateurs irlandais. Chaque contact, chaque impact était gagné par un adversaire. Dans les regroupements, les hommes en vert étaient plus nombreux au soutien. Du coup, les libérations de balles françaises, trop lentes, ne permettaient pas de dynamiser le jeu.

Plus inattendues étaient les difficultés en mêlée ordonnées. Comme en 1998, au stade de France, la lutte a été âpre entre les deux premières lignes mais la tolérance de Justin Marshall, l'arbitre de l'hémisphère sud, plus énervé à favoriser le spectacle que le règlement, est suspect. Pourquoi ne pas avoir sanctionné Paul Wallace, le pilier droit irlandais, qui refusait de se fier

à son vis-à-vis ? Malgré le manque de rythme d'éléments-clés comme Emile Ntamack, Thomas Castaignède, Christian Caffano ou Fabien Pelous, les hommes de Raphaël Ibanez ont réussi ce que peu d'équipes de France auraient pu faire dans de telles conditions : tenir, faire bloc, repousser les Irlandais, grignoter même après la fin de la partie. Les solutions pour réduire les risques en cas de faute de main, car les malades furent nombreuses en première période. Les Bleus, dans un registre défensif offensif, ont perdu trop de ballons sous la pression des plaquages dévastateurs irlandais. Chaque contact, chaque impact était gagné par un adversaire. Dans les regroupements, les hommes en vert étaient plus nombreux au soutien. Du coup, les libérations de balles françaises, trop lentes, ne permettaient pas de dynamiser le jeu.

Jean Trillo
★ Jean Trillo, ancien international, a été entraîneur du XV de France.

Avec des « têtes de Schtroumpfs »

Pour profiter de la retransmission télévisée, deux partenaires du Tournoi des cinq nations avaient décidé de peindre leurs logos en grand sur la pelouse du stade de Lansdowne Road, samedi 6 février. Le procédé n'est pas une première, et il s'est assez rapidement banalisé depuis quelques années sur les terrains de rugby dans les îles Britanniques.

Ce qui n'était pas prévu, en revanche, c'est que, sous l'effet de la tempête de pluie qui a noyé Dublin, la peinture de ces publicités géantes se soit rapidement diluée pour s'accrocher aux corps et aux tenues des joueurs irlandais (habillés de vert et blanc) et français (vêtu de bleu et blanc), à chaque fois qu'ils tombaient sur les emplacements occupés par les publicités sur le terrain.

Peinturlurés de taches rouges et bleues difficiles à faire disparaître, ils se sont découverts « des têtes de Schtroumpfs » en rentrant aux vestiaires.

En 1998, à l'occasion du match France-Angleterre, décisif pour l'obtention du grand chelem, France Télévision avait prévu de diffuser des publicités en incrustation, avant d'y renoncer, finalement.

Le pays de Galles fait les frais du réveil écossais

John Leslie, Néo-Zélandais d'Écosse, a sûrement inscrit l'un des essais les plus rapides de l'histoire du Tournoi des cinq nations.

Les supporters terminaient à peine l'hymne *Flowers of Scotland*, samedi 6 février, dans les tribunes de Murrayfield que le trois-quarts centre de Glasgow récupérait le coup d'envoi de son demi-d'ouverture, Duncan Hodge (victime par la suite d'une fracture de péroné et indisponible pour la suite de la compétition), et portait le ballon dans l'en-but gallois.

La chronomètre de l'arbitre anglais de la rencontre décomptait le temps de jeu depuis à peine 10 secondes. Le 78e Ecosse-pays de Galles démarrait à la vitesse d'un Grand Prix de formule 1.

Une heure et 35 minutes plus tard, il s'achevait sur le même rythme.

À terme d'un match débridé et d'une intensité toujours égale, les Ecossais de Gary Armstrong l'ont emporté 33-20, marquant quatre essais par John Leslie (1er), Gregor Townsend (48'), Alain Taï (69') et Scott Murray (77'), et en concedant deux aux Gallois de Robert Howley, inscrits par Daiydd James (34') et Scott Gibbs (64'). « Nous avons beaucoup travaillé cette semaine, pour améliorer les aspects techniques de notre jeu et être capables de passer vite la balle à nos arrières, expliquait Scott Murray, auteur de

l'essai de la victoire. Maintenant, nous allons fêter cela avec quelques bières. »

Une fête méritée car le rugby écossais revient de loin. On le salut miné par une déplorable saison 1998 – une seule victoire dans le Tournoi des cinq nations et deux défaites face à la Nouvelle-Zélande (8-24) et l'Australie (10-35) – de graves problèmes financiers – la fédération écossaise (15 000 licenciés) accuse une dette de 170 millions de francs (près de 29 millions d'euros) à la suite des travaux de rénovation de son stade de Murrayfield –, l'incapacité, à la suite d'une fracture de péroné et indisponible pour la suite de la compétition, et portait le ballon dans l'en-but gallois.

La chronomètre de l'arbitre, les bookmakers qui ont eu l'outrance d'en faire les meilleurs prétendants à la dernière place du Tournoi.

AVEC LA CONFiance...

Quelques heures avant la rencontre, Jim Telfer glissait toutefois : « Dans un grand jour, avec la confiance, qui soit... » La confiance, justement, a habité les Ecossais face à des Gallois souvent fébriles et à court d'imagination. « Aujourd'hui, nous n'avions rien à perdre », commentait Gregor Townsend, le seul Ecossais à n'avoir pas manqué un match du Tournoi depuis 1993.

« Nous étions derrière à la mi-temps mais, toute la semaine, toute l'équipe a vraiment cru qu'elle pouvait gagner ce match », assurait le capitaine, Gary Armstrong.

Si la bête de l'ouvre gallois Neil Jenkins, ni les percussions des centres Scott Gibbs et Allan Bateman – tous deux venus du rugby à XIII –, ni l'arrivée d'un entraîneur néo-zélandais – l'ancien coach des Auckland Blues, Graham Henry –, flût-il le mieux payé du monde, n'ont su finalement résister au réveil écossais. « L'Ecosse nous a battus à l'avant et mérite beaucoup de crédit pour cela. Aujourd'hui, l'organisation écossaise était meilleure que la nôtre. Nous n'erriptions pas de gagner », a commenté Graham Henry.

Faut-il voir dans ce succès un simple survolt du XV du Chardon dont la dernière victoire dans le Tournoi remonte à 1990 ? Les hommes de Gavin Hastings avaient décroché le troisième grand chelem de leur histoire – sa réécriture, au contraire, une réductrice de points de mètres. Quelques instants après, dans une tension évidente, David Humphreys manque l'occasion, procurée par une faute de Raphaël Ibanez, de donner la victoire à son équipe.

TOURNOI DES CINQ NATIONS

IRLANDE 9

Stade de Lansdowne Road, à Dublin • Temps frais, pluie en 2^e période • Terrain bon • Public enthousiaste : 49 000 spectateurs • Arbitre : M. Marshall (Angleterre)

IRLANDE Sélectionneur : Warren Gatland • 15. Conor O'Shea • 14. Justin Bishop, 13. Kevin Meagher, 12. Jonathan Bell, 11. Rob Ross, 10. Brian Demery • 10. David Humphreys • 9. Conal Mc Guiness • 7. Dion O'Curninagal, 6. Vicar Costello (19. Trevor Brennan 57'), 8. Eric Miller • 5. Jeremy Dawson, 4. Paddy Johnson (cap.) • 3. Paul Wallace, 2. Keith Wood, 1. Peter Cöhenn (21. Justin Fitzpatrick, 24').

FRANCE Sélectionneur : Jean-Claude Stiéras et Pierre Villepreux • 15. Emile Ntamack • 14. Philippe Bernat-Salles, 13. Richard Dourthe, 12. Frank Combis, 11. Thomas Lombard (18. Arnaud Gomes, 79') • 10. Thomas Castaignède, 9. Philippe Carbonneau • 7. Olivier Magne, 8. Thomas Levermore, 8. Philippe Berthon • 5. Fabien Pelous, 20. Thierry Clédat, 69', 4. Olivier Brusset • 3. Frédéric Tournaire, 2. Raphaël Ibanez (cap.), 1. Christian Caffano (21. Sylvain Marconnet, 41').

LE MATCH

IRLANDE 3 - 0. Après une tentative échouée à la 90^e minute, David Humphreys ouvre le score.

FRANCE 6 - 0. Contre le vent, le pack français souffre face aux Irlandais, très virulents. Après écourté d'une mêlée, David Humphreys passe une pénalité, mais manque la cible avant le retour aux vestiaires (39').

IRLANDE 9 - 0. Un hors-jeu de Paul Wallace permet à l'arbitre de l'ouvrir. Une pénalité d'heure de jeu, alors que les Irlandais sont à deux doigts de l'égalité, transforme une mêlée à l'entrée d'un essai adverse.

FRANCE 16 - 10. Un hors-jeu de Paul Wallace permet à l'arbitre de l'ouvrir. Une pénalité d'heure de jeu, alors que les Irlandais sont à deux doigts de l'égalité, transforme une mêlée à l'entrée d'un essai adverse.

FRANCE 16 - 16. Contre le vent, le pack français souffre face aux Irlandais, très virulents. Après écourté d'une mêlée, David Humphreys passe une pénalité, mais manque la cible avant le retour aux vestiaires (49').

FRANCE 16 - 16. Contre le vent, le pack français souffre face aux Irlandais, très virulents. Après écourté d'une mêlée, David Humphreys passe une pénalité, mais manque la cible avant le retour aux vestiaires (49').

FRANCE 16 - 16. Contre le vent, le pack français souffre face aux Irlandais, très virulents. Après écourté d'une mêlée, David Humphreys passe une pénalité, mais manque la cible avant le retour aux vestiaires (49').

FRANCE 16 - 16. Contre le vent, le pack français souffre face aux Irlandais, très virulents. Après écourté d'une mêlée, David Humphreys passe une pénalité, mais manque la cible avant le retour aux vestiaires (49').

FRANCE 16 - 16. Contre le vent, le pack français souffre face aux Irlandais, très virulents. Après écourté d'une mêlée, David Humphreys passe une pénalité, mais manque la cible avant le retour aux vestiaires (49').

FRANCE 16 - 16. Contre le vent, le pack français souffre face aux Irlandais

Avec un supplément de rage, Hermann Maier incarne un nouveau style de descendeur

Le skieur autrichien réussit une brillante démonstration aux championnats du monde

VAIL (Etats-Unis)
d'un de nos envoyés spéciaux

Encore essoufflé par la violence et l'engagement total de sa course, Hermann Maier ne lâche pas le grand écran des yeux. Dans l'aire d'arrivée, il ne perd pas une image de la descente du Norvégien Lasse Kjus, qui fut son alter ego d'un jour sur la plus haute marche du podium mondial du super-G. Encore une fois, le skieur d'Oslo est son principal rival. Plus qu'un titre de champion du monde de descente, c'est aujourd'hui l'hégémonie du descendeur de Flachau qui est en jeu. A l'arrivée, 31 centimètres séparent les deux meilleurs skieurs du moment. Maier sait qu'il a gagné, déjà certain que personne, pas même ses compatriotes, Hans Knauss ou Stefan Eberharter, pourtant forts aux entraînements, ne pouvaient « faire mieux » que lui.

La raison de cette indifférence est simple : plus encore que de coutume, Hermann Maier a pris tous les risques. Il a calculé au millimètre ses trajectoires, raccourci les distances taillées des courbes au scalpel et défoncé trois portes, selon le vieux précepte des descendeurs : « Bouffe la piste, sinon c'est elle qui te bouffe. »

UNE COURSE « OPTIMALE »

A la voix dévaler la piste « Birds of Prey » (oiseaux de proie) sans subir les assauts de la pente ou de la vitesse, là où les autres semblaient payer leur retenue à coups de centimètres, le public comprend que ce skieur était programmé pour gagner.

« Werner Margreiter, mon entraîneur, n'avait pas appris ma performance en super-G, a expliqué le double champion du monde. Mal-

gré ma médaille d'or, il avait l'impression que je ne m'étais pas donné à 100 %. Il voulait donc que j'efface ce mauvais souvenir. Ma victoire en super-G m'a complètement libéré, et cette victoire est la plus importante de ma carrière. » Avec ce titre, Hermann Maier affirme avoir atteint les sommets de sa discipline.

« J'envisageais de prendre ma retraite à la fin de la saison, mais j'ai

éprouvé de plaisir à skier que je réserverai ma décision pour le prin-

« Auparavant, un bon skieur, soit très technique, soit très puissant ou très fort moralement, pourra faire la différence, analyse Luc Alphand, admiratif. Hermann Maier, lui, depuis la saison dernière, est le meilleur à réunir au même moment tous ces ingrédients. Concrètement, pour atteindre son niveau, il faudrait que ses adversaires lèvent un peu plus de force afin de gagner en puissance et, du coup, les mêmes lignes extrêmes. » L'harmonie, la puissance et la densité musculaire de cet an-

per-G, samedi, les Autrichiennes se sont adjugées les quatre premières places d'une épreuve gagnée par Renate Götschl.

Hermann Maier possède en outre une sensibilité et une acuité visuelle telles qu'il sait se jouer mieux que quiconque des situations extrêmes, même dans des conditions de visibilité réduite. De ce potentiel, peaufiné avec travail et abnégation, il a su tirer le meilleur pour alimenter un engagement permanent et une ambition exacerbée par des années de frustration et de galère solitaire.

BROUILLER LES RÈGLES

Marquée par un amour quasi maladif du ski depuis son enfance, Hermann Maier n'a pas été pénalisé dans le moule éducatif des écoles de ski autrichiennes. Arrivé tard, à vingt-quatre ans, dans le monde des compétitions grâce à Alex Maier, le président de la Fédération de ski de Salzbourg, cette montagne de muscles a tout de suite brisé les règles élémentaires du milieu. Conséquence : Hermann Maier n'a jamais perdu l'enthousiasme de ses jeunes années. Mieux, à vingt-six ans, il a conservé une sobriété gestuelle que d'autres ont perdue depuis longtemps. Au point d'être considéré comme un « fou » par certains, à cause de ses prises de risques inconsidérées sur les pistes et de son comportement violent dans les chambres d'hôtes.

Architecte de la piste de descente du « Birds of Prey », l'ancien champion suisse Bernhard Russi avait expliqué, avant l'épreuve, que seul un « skieur parfait » pourrait s'imposer sur ce tracé. Hermann Maier ne l'a pas fait mentionner, pour les mauvaises langues, la différence entre « Hermantor » et les autres descendantes devrait plutôt se rechercher dans ce qu'il ingurgite avant les courses. Sans preuve, ces allégations ne sont que de sournoises rumeurs.

Gilles Chappaz et Paul Miquel



SKI

qui fut son alter ego d'un jour sur la plus haute marche du podium mondial du super-G. Encore une fois, le skieur d'Oslo est son principal rival. Plus qu'un titre de champion du monde de descente, c'est aujourd'hui l'hégémonie du descendeur de Flachau qui est en jeu. A l'arrivée, 31 centimètres séparent les deux meilleurs skieurs du moment. Maier sait qu'il a gagné, déjà certain que personne, pas même ses compatriotes, Hans Knauss ou Stefan Eberharter, pourtant forts aux entraînements, ne pouvaient « faire mieux » que lui.

La raison de cette indifférence est simple : plus encore que de coutume, Hermann Maier a pris tous les risques. Il a calculé au millimètre ses trajectoires, raccourci les distances taillées des courbes au scalpel et défoncé trois portes, selon le vieux précepte des descendeurs : « Bouffe la piste, sinon c'est elle qui te bouffe. »

« Werner Margreiter, mon entraîneur, n'avait pas appris ma performance en super-G, a expliqué le double champion du monde. Mal-

L'amertume d'Antoine Denériaz

Antoine Denériaz, seul représentant français dans la descente masculine, organisée samedi 6 février sur la piste Birds of Prey, aura souffert de sa solitude. A vingt-deux ans, le Haut-Savoyard s'est trouvé propulsé porte-drapeau d'une équipe accablée par les blessures : Jean-Luc Crétier, Nicolas Burtin, Vincent Blanc et David Préto avaient déclaré forfait. Or la meilleure préparation à ce rendez-vous avec le risque se fait collectivement, quand les équipiers se serront les coudes face à l'échéance. Lui n'aura pas connu la chaleur, la solidarité et l'amitié qui tissent en coulisse les fils du succès. Il a pris la 22^e place, loin de son objectif. Skieur en devenir, il était encore trop tendre au contact d'as autrichiens et aux collectifs norvégien ou suisse. « J'ai fait ce que j'ai pu, a-t-il confié à l'arrivée. Avec de telles conditions météo, je n'ai pas pu prouver ma vraie valeur. Ce n'est pas de chance. Mais c'est une expérience supplémentaire, j'apprends. »

TEMPS

Dès depuis deux ans, la réussite de Hermann Maier est un bonheur pour le ski de compétition. Aucun autre skieur n'avait présenté un catalogue aussi complet de qualités. On avait déjà parlé de « ski total », du temps de Jean-Claude Killy ou de Franz Klammer, ce mythe descendeur autrichien qui a la « fièvre » de Hermann Maier fait penser samedi 6 février. Le ski total « version Maier » intègre, au plus haut niveau, de sophistication et d'excellence, tous les paramètres (mental, physique, tactique, technique, technologique, culturel, etc.) qui font définitivement la différence entre le champion d'exception et l'athlète de haut niveau.

Cien maçon lui confèrent un équilibre physique rare, au service d'une technique aggressive, exigeante et explosive. Cela se manifeste par une très fine précision et une grande sobriété gestuelle.

Lors des reconnaissances de piste, Hermann Maier analyse chaque centimètre de neige, chaque bosse, chaque porte. Et cet esprit méticuleux se retrouve logiquement dans le choix de ses skis : ses spatules présentent des formes plus « taillées » que celles des autres compétiteurs – et de son nom de dossier. Superstition, Hermann Maier choisit le numéro 8, son chiffre fétiche, celui qu'il portait pour la médaille d'or du super-G de Nagano en 1998.

Avec Werner Margreiter, le ski autrichien a trouvé un nouveau sorcier

VAI
d'un de nos envoyés spéciaux

La pédagogie, c'est son « truc ». Bien avant de prendre les rênes de l'équipe masculine d'Autriche de ski alpin en 1992, une fois que la flamme olympique eut quitté Albertville, Werner Margreiter était enseignant dans un collège. De ses années de professorat, ce robuste goliath de quarante-cinq ans a gardé le goût du travail collectif. Un goût qu'il a exprimé de 1980 à 1984 avec l'équipe féminine d'Autriche, puis auprès des skieurs des Etats-Unis deux années durant. Avec Hans Pum, le charismatique directeur des équipes d'Autriche, notre nomme, rentré au pays, a mis en place, depuis la fin des années 80, un système de formation dont la pertinence n'est plus à prouver.

A Vail, les Autrichiens dominent les championnats du monde de ski alpin, et seuls les descendents norvégien ont, pour l'instant, réussi à contester cette hégémonie.

Quel est donc le secret de l'école autrichienne de Werner Margreiter ? « Chez nous, explique-t-il, le ski alpin est d'abord le premier sport national. Contre les footballeurs, les skieurs ont toujours ramené des médailles au pays et les jeunes se sont toujours identifiés à ces champions. » Les premières compétitions, détaillée-t-

il, commencent à l'âge de six ans grâce aux structures sportives des neuf régions autrichiennes. La Fédération nationale possède des antennes locales et développe sa propre politique dans les petits clubs. A partir de dix ans, les meilleurs sont orientés dans des classes de sport-études. »

DEUX CENTRES NATIONAUX

Elle est, la méthode autrichienne ne laisse aucun place au hasard : « Entre quarante et cinquante ans, les meilleurs éléments du sport-études se présentent au concours d'entrée, très sélectif, des deux grands centres de ski national : l'école de Stams et celle de Schladming. »

Trois jours sont alors nécessaires pour dénicher cent vingt perles rares qui feront l'honneur de Stams et quatre-vingt génies des neiges qui bâtriront la réputation de Schladming. Mais la sélection ne s'arrête pas là. Les trois équipes nationales (juniors, Coupe d'Europe et Coupe du monde) puisent éminemment dans ce vivier pour constituer leurs effectifs. Actuellement, 80 % des skieurs autrichiens sont passés par Stams ou Schladming. Même Hermann Maier, qui a construit sa légende sur une carrière d'autodidacte, a passé une année du côté de Schladming.

« A partir de seize ans, certaines filles peuvent

prétendre à la grande équipe nationale. Pour les garçons, le grand saut ne se fait pas avant dix-huit ou dix-neuf ans, assure Werner Margreiter. Chaque année, nous intégrons cinq ou huit skieurs dans la sélection. Jamais plus. » A ce moment-là, les champions en herbe doivent choisir trois spécialités. « Un descendant doit faire ses preuves en slalom et en slalom en super-G. C'est comme ça qu'il n'y a pas d'exception », dit le magicien du Tyrol. Complets, bagarreurs, surentraînés, les skieurs autrichiens semblent invincibles.

« L'Autriche est aujourd'hui la référence, comment Didier Bonvin, l'entraîneur suisse de l'équipe de France masculine. Primo, leurs entraîneurs sont très, très bien formés. Secundo, une place énorme est accordée à la psychologie. Pour moi, il n'y a pas une école autrichienne plus plusieurs. Le style de chaque skieur est décoratif et les entraînements sont adaptés à chaque individualité. » « Le boulot de Werner Margreiter est simple, note avec envie Michel Vion, le directeur des équipes de France. Il se place sur un monticule de neige et observe les lions se battre. A la fin du combat, il recrute les rescapés. » Le ski autrichien ignore la pitié.

Pa. M.

Même pour ses compatriotes, Renate Götschl était « invincible »

VAI
d'un de nos envoyés spéciaux

Après un triplé - déjà exceptionnel - en super-G, le quadruplé - totalement inédit - en descente. C'est ce que l'on pourrait gentiment appeler une invasion féminine, une « Blitzkrieg » sur la neige. Les Autrichiennes ont prouvé, dimanche 6 février sur la piste de Vail, qu'elles n'avaient pas de rivales dans les épreuves de vitesse des championnats du monde. Renate Götschl, Michaela Dorfmeister, Stefanie Schuster et Alexandra Meissnitzer ont pris les quatre premières places de la descente. Jusqu'à présent, aux Etats-Unis, seule la Suédoise Penzella Wiberg les a dépossédées d'un titre mondial, en s'adjugeant, le 5 février, la première place du combiné. Sur les neuf médailles mondiales déjà mises en jeu, les filles de la Wunder Mannschaft en ont gagné sept. Et,

même si les Autrichiennes ont la réputation d'être moins coriaces dans les épreuves techniques (slalom et géant), qui restent à disputer, leur enthousiasme actuel en fait des favorites à tous les titres.

SANS CONCURRENCE

Leur domination met également en lumière l'absence actuelle de concurrence. Les Suisses ont été « désespérantes » (la première, Sylviane Berthod, termine à la 13^e place, à 1 s 50 de Renate Götschl). En absence de Kaia Seizinger, les Allemandes, décevantes, ont toutes subi les derniers mètres très bosselés d'une piste pourtant douce. Privées de Régine Cavaignoud, les Françaises n'ont pu que figurer. Mélanie Suchet a pris la 6^e place, Florence Masnada la 11^e et Carole Monnet la 22^e.

Renate Götschl, 23 ans, avait connu la malchance aux Jeux olympiques de Nagano (1998), où elle n'avait terminé que 5^e du super-G. Riche d'un titre mondial au combiné (1997) et déjà nantie à Vail de deux médailles d'argent (super-G et combiné), elle a pris une belle revanche à l'issue d'une descente parfaite.

« Il n'y pas de secret, dit-elle. Comme toutes les autres filles de l'équipe nationale, je m'entraîne dur. Cet été, nous avons soigné notre préparation physique. Je voulais gagner une médaille et j'en ai trois dont une en or. Je n'oublierai jamais cette semaine. »

PLUS VITE SUR LA PISTE

Déferlante, conquérante et libérée, Renate Götschl a été à la perfection. Les bras tendus vers l'avant, les jambes puissantes et les genoux élastiques, la petite sidéuse d'Obdach (1,64 m pour 60 kg) a su ins-

trumentaliser son centre de gravité plus bas pour décoller sa vitesse sur les parties glissantes et maîtriser ses envois sur les nombreuses difficultés aériennes du tracé. En retard à tous les temps intermédiaires, elle n'a jamais renoncé et refait son retard sur la fin du parcours où elle a su effacer toutes les bosses.

« J'ai fait une grande course du début à la fin. Je ressentais une forte pression avant le départ parce que je savais que deux de mes coéquipières étaient en tête et avaient fait un bon parcours, a expliqué, simplement, Renate Götschl. Je savais qu'il fallait que je me lâche et que je prenne des risques. » Elle les a tous pris. Et à l'image de la Française Florence Masnada, ses adversaires n'ont pu que se rendre à l'évidence : « Actuellement, elle est invincible. »

Pa. M.

Stockholm soupçonnée d'avoir voulu acheter les voix de délégués du CIO

Des « accords d'assistance » en Afrique mis en doute

STOCKHOLM

de notre correspondant

Olof Stenhammar

Mais le SOK, tout comme Stockholm 2004, s'est refusé à y voir une tentative d'achat de précieuses voix africaines. « Il était de notre intérêt que les accords soient signés, mais ils l'ont été entre des fédérations olympiques nationales (...) et ce soutien n'était pas conditionné à l'intention des Jeux », a assuré Olof Stenhammar, le directeur de Stockholm 2004, une société financée par le secteur privé et par la municipalité. Pour le président du SOK, Carl-Gustaf Anderberg, il ne s'agissait pas de « corruption », mais d'une pratique « assez naturelle » de la part de villes candidates.

C'EST INACCEPTABLE

La municipalité de Stockholm - dont la majorité a changé depuis 1997 - ne l'entend pas de cette oreille. « Il faut être bien naïf pour croire que la signature de ces accords avec six pays africains détenant des voix-clés, quatre jours avant vote, n'a rien eu à voir avec l'élection », a répliqué Jan Björklund, membre de l'équipe municipale aux affaires. « Il est clair que Stockholm 2004 a essayé d'acheter des voix, et c'est inacceptable », a-t-il ajouté, annonçant une enquête sur les activités de cette société. La ministre des sports, Ulrica Messing, va convoquer les dirigeants du SOK pour entendre leurs explications.

Selon Dagens Nyheter, deux des accords bilatéraux signés entre le SOK et les pays africains l'ont été par des délégués du CIO démissionnaire (David Silukumi Sibanda, du Swaziland) ou suspendu (le Kenyan Charles Mukora) pour avoir « terni la réputation » du mouvement olympique. Dans son édition du lundi 8 février, le journal indique que le SOK n'a toutefois pas encore versé d'argent aux six nations concernées, ayant jusqu'au mois d'août 2000 pour le faire d'après les accords signés avec elles.

Par ailleurs, samedi à Nagano, à l'occasion du premier anniversaire des JO d'hiver de Nagano, le président du CIO, Juan Antonio Samaranch, a présenté « les excuses du mouvement olympique pour le scandale de corruption » qui le frappe depuis plus d'un mois.

Antoine Jacob

FAITES DES ÉCONOMIES DES PRIX INCROYABLES SUR VOS APPELS INTERNATIONAUX

NOUVEAUX TARIFS
QUELQUES EXEMPLES DE PRIX INCROYABLES !

Algérie 2,10 F TTC/mn

Australie 0,98 F

Autriche 1,46 F

Belgique 1,00 F

Grèce 1,95 F

Italie 1,25 F

Marc 2,46 F

Pays-Bas 0,95 F

Portugal 1,49 F

Tunisie 2,03 F

W M O B

NEUF ET RÉSIDENTIEL

PARIS

19^e arrondissement

14, rue de l'Arcade 75008 Paris	DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PÉRISSOL Réalisation : BOUYGUES IMMOBILIER 150, route de la Reine 92100 Boulogne	Tout le charme de l'ancien allié au confort du neuf, dans le quartier de la Madeleine. Dans une rénovation de prestige un superbe appartement 4 pièces avec un local de caractère de 31 m ² en sous-sol transformable en salle de loisirs ou en studio d'enregistrement. Idéal profession libérale. Metro, RER, commerces à proximité.	Prix nous consulter. Appelez dès maintenant le 01 55 36 25 38, de 9 h à 19 h, du lundi au vendredi.	
---	---	--	---	--

19^e arrondissement

Les Allées Buissonnières Parc des Musiciens rue Adolphe Millé - 75019 Paris	NOUVEAU PROGRAMME Réalisation : SOFERIM Commercialisation ASTEAM CONSEIL	A 260 m du métro Porte de Pantin Face à 55 ha de Parc au Bord de l'eau, à l'Orée de la Cité de la Musique, 2 immeubles de charme aux prestations luxueuses : parkings, chauffage gaz, terrasses et balcon. GAZ ET QUALITEL. Du studio au 6 pièces, 12 appartements disponibles. A partir de 17 500 F le m ² hors parking. Amortissement Périsol. Bureau de vente sur place ouvert 7 jours sur 7 de 14h à 19h et le samedi de 10h à 13h. Rue Adolphe Millé, 75019 Paris. Tél. 01 42 45 17 59.	
--	---	---	--

19^e arrondissement

Le S-Martin 125, rue du Faubourg S-Martin 75010 PARIS	IMMEUBLE NEUF, FAÇADE TYPIQUEMENT PARISIENNE. PROCHE GARE DE L'EST. VUES DÉGAGÉES Métro, RER, marché, jardin public, écoles, poste... 24 appartements : studio, 2 pièces, 3/4 pièces de 530 000 F à 1 630 000 F + parking	DEFISCALISATION PÉRISSOL Bureau de vente sur place : ouvert lundi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche de 14h à 19h.	
--	--	--	--

41 rue Crozatier 75012 PARIS	CONJUGUEZ CALME AVEC MODERNITÉ, ET LUMIÈRE AVEC CONFORT • Immeuble d'angle, vues dégagées • Large baies vitrées, vastes loggias... • Noblesse des matériaux, en façade : allèges de pierre, corniches et portants médiévaux... • Prestations de très grande qualité. • Chauffage au gaz. • Livraison 2006. • Amortissement Périsol. Du studio au 4 pièces Exemple de prix pour un 4-pièces de 81 m ² : 1 895 000 F Renseignements : PREMIER Une réalisation originale LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS Bureau de vente : Angle rue Crozatier et rue de Charente 75012 Paris. Tél. : 01 53 33 09 32	
--	---	--

19^e arrondissement

Eiffel Parc rue Desaix 75015 Paris	A l'orée du Champs de Mars. A 300 m de la Tour Eiffel. A proximité de l'Ecole Militaire et du Village Suisse, 66 appartements de grand standing avec voire balcon ou terrasse face à un magnifique parc de 7 500 m ² ou avec vue sur la Tour Eiffel. Prestations haut de gamme. 10 appartements disponibles du studio au 4 pièces avec balcons, terrasses. Prix nous consulter. Amortissement Périsol. Bureau de vente sur place ouvert le lundi, jeudi, vendredi, de 14h à 19h et le samedi et dimanche de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h. Tél. 01 55 58 28 95	
---	--	--

19^e arrondissement

Les jardins d'Amadeus 26 rue de la Source 3 et 7 rue Henri Heine 75016 Paris	En lisrière de l'avenue Mozart, sur 2600 m² de jardins privés et protégés. George V Promotion réalise 3 petits immeubles aux façades en pierre de taille porcelaine. Du studio au 5 pièces, des appartements avec balcons ou terrasses et, pour la plupart, une vue exceptionnelle sur les jardins. Prestations luxueuses - Parkings en sous-sol - Amortissement Périsol Renseignements : 01 55 21 07 21 Livraison 1er semestre 2000.	
--	--	--

19^e arrondissement

Les Jardins d'Auteuil 11-13, rue Wilhem 75016 Paris	DEFISCALISATION PÉRISSOL Immeuble de standing de 42 appartements du studio au 4 pièces. Prix à partir de : studio 580 000 F hors parking. 4 pièces 2 930 000 F parking inclus.	
--	--	--

19^e arrondissement

Les Jardins de la Fontaine 28, rue de la Fontaine 75016 PARIS Entre Auteuil et Passy	DU STUDIO AU 3 PIÈCES IDEAL POUR PIED À TERRES Découvrez le charme d'un jardin secret agrémenté d'une ancienne fontaine et de part et d'autre, des appartements haut de gamme prolongés de vastes balcons. Livraison 1 ^{er} et 2 ^{ème} trimestre 99. Réalisation de standing et prestations de qualité, parquet chêne, manteau dans salle de bains, portes intérieures moulurées, vidéophone et portes pallières blindées. Réalisation COPRIM. Commercialisation GEFIC. Bureau de vente : ouvert sur place du lundi au vendredi de 14h à 19h, le samedi de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h. Tél. 01 40 58 12 10	
--	---	--

19^e arrondissement

Les allées Cantates Parc des Musiciens Rue Adolphe Millé 75019 PARIS A 200 m du métro Porte de Pantin	DU STUDIO AU 5 PIÈCES - A PARTIR DE 17 500 F/m² HORS PARKING. AMORTISSEMENT PÉRISSOL Au cœur du Parc des Musiciens, la nouvelle résidence des Allées Cantates s'inscrit dans un environnement privilégié : entre Parc et jardin. L'architecture parisienne, en pierre, briques et zinc, les jardins privatisés entourés de grilles, les larges balcons orientés en sud, concourent à la qualité de cette réalisation. 38 appartements disponibles. Prestations de standing : parquet chêne dans les salles et carrelage chêne comme Vivreco, chêne flottant, digicodes, vidéophones, portes blindées, label Qualitel. Bureau de vente sur place : rue Adolphe Millé - 75019 Paris. Téléphone : 01 42 45 17 59 - ou le samedi de 10h à 13h.	
--	--	--

19^e arrondissement

Les Hauts des Buttes Chaumont 75019 Paris - Métro BOTZARIS	DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PÉRISSOL Réalisation : BOUYGUES IMMOBILIER 150, route de la Reine 92100 Boulogne	LIVRAISON DÈS JUIN 1999 A deux pas du célèbre parc des Buttes-Chaumont, venez découvrir une résidence de standing, du studio au 5 pièces. APPARTEMENT DÉCORÉ SUR PLACE Prix à partir de : parkings inclus - studio : 550 000 F TTC - 2 pièces : 977 000 F TTC - 3 pièces : 1 350 000 F TTC Bureau de vente : 30, rue des Alouettes Paris - ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h, le week-end de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h. Tél. 0 861 152 164.	
--	---	---	--

20^e arrondissement

Les Académies des Buttes Chaumont 75019 Paris Métro Botzaris	IDEAL INVESTISSEURS Une nouvelle résidence pour étudiants avec services (garden, cafeteria, laverie...).	NOMBREUX AVANTAGES FINANCIERS : - rentabilité élevée - récupération de la TVA - défiscalisation PÉRISSOL - garantie des revenus pendant 9 ans Livraison dès septembre 1999	
---	--	--	--

20^e arrondissement

La cour des Noyes Rue de la Cour des Noyes 75020 Paris	DERNIÈRES OPPORTUNITÉS PÉRISSOL Réalisation : Groupe Bouygues Immobilier 150, route de la Reine 92100 Boulogne http://www.finaceconstruction.fr	A deux pas de la Place Gambetta, du Métro et des commerces, découvrez une petite résidence comprenant 45 appartements dont 14 encore disponibles. Rue calme, au cœur d'un quartier traditionnel, vivant et animé. Architecture raffinée et prestations de qualité : un soin tout particulier a été porté à la conception des appartements pour vous assurer confort et sécurité au quotidien. Large gamme d'appartements de studio au 5 pièces. Balcon, loggia ou terrasse (parking en sous-sol). Reste quelques grands appartements. Prix nous consulter. Espace de vente : 11, place Gambetta, ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche de 10h30 à 12h30 et de 14 h à 19 h. Renseignements et vente : Tél. 0 861 152 116	
---	--	--	--

RÉGION PARISIENNE

92^e arrondissement

Résidence "La Vallière" 4549, route de Châlon 78 Cormeilles-en-Seine	Livraison immédiate. Superbes appartements du 2 P à 4 P. A partir de 14 600 F/m².	
---	---	--

92^e arrondissement

Jardins de Saint-Cloud 92 Saint-Cloud	EXCEPTIONNEL, à deux pas du parc de St-Cloud, votre appartement dans une nouvelle résidence de standing. Composé de deux immeubles de deux étages plus combles, 35 appartements du studio au 5 pièces (23 disponibles dont nombreux appartements avec jardins privatifs et terrasses). Prestations de qualité qui vous assureront un parfait confort de vie.	
---	---	--

92^e arrondissement

Les Jardins de Montrouge 59 Avenue Henri Goussé (ex. rue de Bagnolet) 92120 Montrouge A 500m de Paris XIV ^e	Bureau de vente : 4 rue de la Poste Jeune à Saint-Cloud. Ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14h à 19h, samedi et dimanche de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h. Renseignements : 0 861 152 176	
---	---	--

92^e arrondissement

BALCON TERRASSE PLEIN SUD, AU CALME SUR JARDIN INTÉRIEUR	A prochainement dans un environnement paisible et calme, à deux pas des commerces, des écoles et des transports, à proximité des jardins privatisés dans toute les pièces, chauffage individuel au gaz, livraison été 2000.	
---	--	--

NEUF ET RÉSIDENTIEL POURACHETER INVESTIR

RENSEIGNEMENT 01 42 17 39 15

Monde

FICHE PRATIQUE DES NOTAIRES

DONATIONS ET DONATIONS-PARTAGE - UNIFICATION ET REDUCTION DES DROITS

L'article 36 de la Loi de Finances pour 1999 a unifié le régime des réductions de droits de mutation à titre gratuit entre les différents types de donations, qu'il s'agisse de donations simples, de donations-partages, de donation-partage à enfant unique et autres donations. Les taux de réduction sont désormais les suivants :

- 50 % lorsque le donneur a moins de 65 ans
- 30 % lorsque le donneur a plus de 65 ans et moins de 75 ans.

Ces dispositions sont applicables depuis le 1er septembre 1998.

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er - Téléphone : 01.44.82.24.00

Pour plus d'information : www.paris.notaires.fr

VENTES**FONDS DE COMMERCE**

15^e Librairie-papeterie presse
P2, CA : 2 105 000 F
retraite bénéf. 400 000 F
OFL : 01-53-00-98-08

APPARTEMENTS

PARIS 3^e
LUXUEUX 5 PCS
Volume. Moulures, parquets
bel int. piétre de t., asc.
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 4^e
Rue des Archives
Beau 4 p., dble expos.
100 m².
Excellent état 2 600 000 F.
XIMMO : 01-40-25-07-05

R. des Archives, pdt, rue
et cour, 34 p.
à rénover 72 m², parquet
moulures,
chf ind. gaz. 01-43-35-18-96

Châtelet imm. XVII-
2/3 P. CHARME
Vue très dégagée 1 385 000
A.I.M. : 01-53-01-99-01

PARIS 5^e
DANTE-LAGRANGE
2 p., 43 m², poutres, charme
5^e ét., ss asc., bon état.
NSMI : 01-47-66-17-17

5^e VAL-DE-GRACE
2/3 p., 74 m², 3^e, asc.
1 750 000
LITTRÉ : 01-45-44-44-45

PARIS 6^e
B. JACOB STS-PÈRES
pièce-terre raffiné 6^e esc.
LITTRÉ : 01-45-44-44-45

SÈVRES BABYLONE
STUDIO + TERRASSE
6^e sans asc., 820 000 F.
A.I.M. : 01-53-01-99-01

St-Germain-des-Prés, style
maison, super duplex 170 m²
5^e ét., 6^e esc. même
imm. 1^e ét., charmant 48 m²
Agence s'abstenir.
Tél. : 01-43-29-07-79

PARIS 7^e
Paris 7^e LA
TOUR-MAUBOURG 3 P.
1 400 000 F. Tél.
01-53-59-50-50

PARIS 8^e

MADELEINE 226 M²
6 p. caractère 2^e asc., bala.
4 600 000 F. 01-44-94-04-40

PARIS 9^e
TRUDAINNE. Studio 32 m²
6^e asc., vue, 570 000 F.
XIMMO : 01-40-25-07-05

MARTYRS-TRUDAINNE
beau 7 p., 186 m², dble expo.
pièce de t., bala. 4 450 000
XIMMO : 01-40-25-07-05

**RUE DES MARTYRS
6 PCS 160 M²**
3^e asc., 2 chambres serv. avec
douches + box 4 800 000 F.
VALMONT 01-44-94-04-40

PARIS 10^e
PRÉS CANAL ST-MARTIN
appart exceptionnel de 180 m²
style loft, gd confort
impeccable. Living 100 m²
2 chambres, bureau + 27 m²
possible. 01-47-00-77-27

PARIS 11^e
1^e FAIDHERBE
Maison de ville, 440 m²
triple récept., 5 chambres.
Partie sociale possib.
Prestations haute qualité
7 900 000 F. 01-47-00-77-27

PARIS 12^e
GARE DE LYON, 3 P.
Bel imm. piétre de t., asc.
80 m². Bon plan 1 680 000
Tél. : 01-53-01-99-01

PARIS 13^e
Près parc Monsouris
récent, 1975
séj. 3 chambres, gde cuis.,
2 bains, 92 m²
à rafraîchir, park.
01-43-35-18-38

PARIS 14^e
BUTTE-AUX-CAILLES
BEAU 4 P., 6^e ASC.
Balcon, Parking, 1 580 000
A.I.M. : 01-53-01-99-01

LE NOUVEAU MONDE
69, rue Dunois
- 2 p., 775 000 F
- 3 p. à partir de 900 000 F

- 4 p. à partir de 1 000 000 F.
Bur. via s/p. 2^e étage
mercredi 11 h-12 h 30 et 15 h
18 h et vendredi 15 h-18 h

GERER : 01-53-61-29-90
ou 06-07-62-63-00

PARIS 15^e
ALLERAY. Maison 83 m²,
séj. 3 ch. gde cuis., 2 balns,
150 m², cheminée, poutres,
bon état, calme.
01-43-35-18-36

PARIS 16^e
RUE FRANQUEVILLE
Bel ancien, 4 p., 154 m²
jard. privé, serv. cave, box.
NSMI : 01-47-66-16-17

PARIS 17^e
105, rue de Tocqueville
4 p., 91 m², 5^e ét., park.
cave, frais réduits.
Px : 2 820 MF
Tél. : 06-08-71-26-28

PARIS 18^e
AIX-EN-PROVENCE, MONTAIGUET
belle bastide contemporaine
250 m² sur 2 étages
sites séj. 2 chambres

PARIS 19^e
Rue Fessart, studio Impec.
métro Butte-Chaumont
ent. avec rdc, bala., s.d.b.
wc, terrasse, 7^e, et avec asc.
Park. sisol. Prix : 470 000 F.
T. 01-39-56-46-12 AGIMMO

PARIS 20^e
2^e Maison, atelier
atypique 210 m², 4 chambres
terrasse, petite cour
2 800 000 F.
I.P. : 01-46-83-32-88

PARIS 21^e
Hauts-de-Seine
SPÉCIAL PERISSOL

92 Courbevoie-Châlon
studio, 2 p., à partir
de 388 130 F.
FBI PARIS 7^e : 01-53-59-50-50

PARIS 22^e
LEVAILLOIS contig. NEUILLY
Part. à part, appart 2 pièces
ENT. NEUF

GRAND STANDING
51,35 m², 3^e étage. Park. sisol.
Frais notaire réduits.

Pénal.
Prix : 122 MF

T. : 01-45-34-38-57
ou 01-47-57-55-22

PARIS 14^e

14^e OBSERVATOIRE
grand charme, lumineux
lot étier 167 m²
LITTRÉ : 01-45-44-44-45

ALÉSIA. Imm. 1330, asc., ét.
4 p., 85 m², dble expo.
XIMMO : 01-40-25-18-36

DENFERT, Imm. 78 p.
Triplex à réaménager 235 m² +
jardin, calme, park.

01-43-35-18-36

PARIS 15^e
ALLERY. Maison 83 m²,
séj. 3 ch. gde cuis., 2 balns,
150 m², cheminée, poutres,
bon état, calme.
01-43-35-18-36

PARIS 16^e
RUE FRANQUEVILLE
Bel ancien, 4 p., 154 m²
jard. privé, serv. cave, box.
NSMI : 01-47-66-16-17

PARIS 17^e
105, rue de Tocqueville
4 p., 91 m², 5^e ét., park.
cave, frais réduits.
Px : 2 820 MF
Tél. : 06-08-71-26-28

PARIS 18^e
AIX-EN-PROVENCE, MONTAIGUET
belle bastide contemporaine
250 m² sur 2 étages
sites séj. 2 chambres

PARIS 19^e
Rue Fessart, studio Impec.
métro Butte-Chaumont
ent. avec rdc, bala., s.d.b.
wc, terrasse, 7^e, et avec asc.
Park. sisol. Prix : 470 000 F.
T. 01-39-56-46-12 AGIMMO

PARIS 20^e
2^e Maison, atelier
atypique 210 m², 4 chambres
terrasse, petite cour
2 800 000 F.
I.P. : 01-46-83-32-88

PARIS 21^e
Hauts-de-Seine
SPÉCIAL PERISSOL

92 Courbevoie-Châlon
studio, 2 p., à partir
de 388 130 F.
FBI PARIS 7^e : 01-53-59-50-50

PARIS 22^e
LEVAILLOIS contig. NEUILLY
Part. à part, appart 2 pièces
ENT. NEUF

GRAND STANDING
51,35 m², 3^e étage. Park. sisol.
Frais notaire réduits.

Pénal.
Prix : 122 MF

T. : 01-45-34-38-57
ou 01-47-57-55-22

BOULOGNE

Prop. vti stud. 34 m², sdg
calme, ensoleillé. Park.
état. Px : 650 000 F.
Tél. : 06-10-01-83-46-16

94

Val-de-Marne

SAINTE-MARIE FACE AU BOIS
de immeuble récent 4 pces
2 pces chambres, salon
salle à manger, parquet, park.

Prestation prestige.
2 350 000 F. AG : 01-48-09-59-59

SAINT-MARIE

Imme. pierre de taille
BELLES PRESTATIONS

APPTS REFAITS NEUF
4 p., 150 m², 14 700 F + ch
4 p., 229 m², 20 000 F + ch
parcs possibles dans l'immeub.
SAGGEL TRANSACTIONS.

01-55-07-69-95

PROX. MONTAIGNE (9^e)

Imme. pierre de taille
très belles prestations

Appart. entièrement rénovés
cuisine aménagée, s. de bains
et s. d'eau, baign. 74 m², 8 500 F + ch.

56 p. duplex 179 m².

- 5 p. 194 m², 26 000 F + ch.

Parking dans l'immeuble.
SAGGEL TRANSACTIONS.
01-55-07-69-95

CANNES, loue 3/4 pièces,
83 m² dans agréable maison
de ville. Jardin, dépendances.

Tel. : 04-93-39-27-38

PROPRIÉTÉS

AIX-EN-PROVENCE, MONTAIGUET
belle bastide contemporaine
250 m² sur 2 étages

sites séj. 2 chambres

4 chambres, sdb, sde.

Bx volumes

Gde terrasse, vue imprenable

annexes 150 m² pisc. tennis

cave gar. 3 200 000 F

Aix : 04-93-39-27-38

Le Spécialiste

du Financement

Immobilier

● Les taux les plus bas du marché*

● Financement 100 %

● Accord spécial fonctionnaire

● Défiscalisation PERISSOL :

(Nombreux produits clefs en mains)

● Refinancement de Crédit

27, avenue de Tourville -

CULTURE

LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999

DANSE Sylvie Guillem signe avec *Giselle*, pour le Ballet national de Finlande, sa première création. Elle aborde ainsi une nouvelle étape de sa carrière, se mettant à diriger les

interprètes, créant les costumes, tout en jouant le rôle-titre. O LA DANSEUSE ÉTOILE de l'Opéra de Paris a revisité ce classique, créé en 1841 par Marius Petipa, avec le dési-

très vif d'en dire la modernité. Pour cela, elle n'a pas craint de « bâtar, analyser, et recréer ; voire créer de toutes pièces », a-t-elle déclaré au Monde. O J'EST JORMA UOTINEN,

le directeur du Ballet national de Finlande, qui a demandé à Sylvie Guillem de se lancer dans cette chorégraphie. Il compose à Helsinki un répertoire classique en même temps qu'il commande des créations contemporaines, et déclare qu'il n'hésiterait pas à « arrêter tout » s'il ne trouvait « plus de satisfaction intellectuelle ou artistique ».

Sylvie Guillem offre à Helsinki une Giselle mise à nu par l'amour fou

Pour sa première chorégraphie, qu'elle interprète avec le Ballet national de Finlande, la danseuse étoile choisit une des pièces les plus romantiques du répertoire et en révèle l'ardente modernité

HELSINKI

de notre envoyée spéciale
Sylvie Guillem est trop orgueilleuse, ou trop modeste, pour faire semblant. Est-elle ou n'est-elle pas chorégraphe ? Elle pose la question frontalement, en signant sa première création pour le Ballet national de Finlande. La voilà qui ne peut plus reculer. Depuis plus d'un an, elle a décidé de se faire violence, en mettant à plat sur le plateau tout ce qu'elle a appris de son corps d'exception, de son intelligence (très grande, très angloise), ses doutes, ses terreurs. Elle, Sylvie Guillem, s'expose, paradoxalement cachée, protégée, tout là-haut, dans cette cité du nord de l'Europe, en ce moment prisé dans les glaces, les neiges annoncées. Avec un thermomètre voisinant -17 degrés. Évidemment comparable à Nijinski lancant toutes ses forces créatrices dans *Le Sacre du printemps*, prouvant, au risque de sa santé mentale, et contre l'aviso de tous, qu'un danseur hors du commun peut aussi être un chorégraphe qui invente tout. A l'inverse de Nijinski, Sylvie Guillem part de ce qu'elle connaît le mieux : le répertoire classique du XIX^e siècle. Et s'attaque au ballet le plus connu : *Giselle*. Avec ce désir très vif d'en dire la modernité. Car comment pourraient-elle, elle, la plus impressionnante danseuse de son temps, consacrer sa vie à interpréter des histoires démodées ?

« Dans *Giselle*, il fallait retrouver ce rôle puissant de femme devenue au fil des ans une bécasse. Ce ballet m'évoquait tellement, à cause de son invraisemblance historique, théâtrale ! Je ne savais pas dans quel jeu me lancer, mais je savais ce que je ne voulais plus voir : il fallait bâtar, analyser, et recréer ; voire créer de toutes pièces », dit l'étoile au lendemain d'une première représentation crépitrante, émouvante, devant le public élégant d'Helsinki.

SA VOLONTÉ EST UN COUTEAU

Les spectateurs ont l'habitude, en arrivant aux vestiaires, de troquer les gros godillots contre des escarpins. Le passe-montagne contre un décolleté. Cet Opéra du Grand Nord a de l'allure. Des filles aux cheveux de lin. Et un exceptionnel directeur de la danse : Jorma Uotinen, sorte de Méphisto habillé en Hamlet, aussi inquiet que Sylvie Guillem. Une paire magnifique. « Au départ, *ce Giselle a été conçu pour être un film*, reprend la danseuse. Jorma m'a alors proposé, après avoir lu le script, d'en faire une version scénique pour le Ballet national de Finlande. Il a pris ce risque avec honneur. »

Jorma Uotinen, équilibriste et directeur de ballet

JORMA UOTINEN, actuel directeur du Ballet national de Finlande (fondé en 1921), est un dandy aux cheveux blonds-blancs. « C'est un chat sauvage enfermé dans un bu-

PORTRAIT

Il préfère la scène à son poste, chante, joue dans des téléfilms. Et reste un écorché

reau », dit de lui Sylvie Guillem. L'homme a l'air hampt. C'est aussi un pragmatique. Après avoir été un danseur inoubliable chez Carolyn Carlson, il est retourné en Finlande il y a dix ans. Première la direction du Théâtre municipal d'Helsinki, puis celle du Ballet national au sein du nouvel opéra, ouvert en 1993 (ce bâtiment est l'œuvre du cabinet d'architecture Hyvamaki-Karhunen-Partikkinen).

Jorma Uotinen sera l'homme qui a su convaincre Sylvie Guillem d'oser la chorégraphie. « La logique qu'elle a trouvée à l'histoire rend son *Giselle* très moderne. Très cinématographique aussi, avec tous ces mouvements circulaires qui amènent l'acte 1. J'ai déjà demandé à



Kare Lansivuori (Albrecht) et Sylvie Guillem (Giselle) sur la scène de l'opéra d'Helsinki, dans les décors de Raimo B. Ivars.

Nombrit à l'air, petit haut minuscule dégagé aux épaules et bras musclés, elle vient de prendre la leçon donnée par Jarmo Rastas. Enfile une chemise blanche, des chaussures fourrées rouges. « Je n'ai pas eu le temps de visionner la vidéo du spectacle d'hier soir, dit-elle. Mais les danseuses sont là. Ils attendent des corrections. »

Il faut le voir pour le croire : Guillem, la timide, née pour diriger. Sans lever la voix. Sachant le pouvoir du verbe, des mots qui magnifient. Observer le regard d'amour de ceux qui l'écoutent. « Elle peut tout, murmure David Garforth, chef de la Philharmonique de Monte-Carlo, partenaire musical de cette Giselle. Elle donne du sens à tout ce qu'elle touche. De plus, elle est si musicale que tout devient plaisir. Elle est dorénavant taillée pour diriger une grande maison. » La maturité est là. L'étoile a fini d'exister à travers ses refus. Elle est entrée dans la phase où l'on construit. Décidée à être positive. A croire en sa force. Des années qu'elle s'entraîne, tel le samouraï, à affronter cette initiation.

Elle reprend le pianiste qui parle, chante, conte le passage qu'elle veut. Sa volonté est un couteau.

« Tu peux changer les pas. L'importante est la manière dont tu te raconte ton histoire, dont tu la communique au public », explique-t-elle à Asla Jääskeläinen et à Joyce Kisteroo. Mais qui est cette Giselle ? Vaut-elle encore le coup qu'on lui consacre tout son temps, toutes ses pensées ? Une petite paysanne qui tombe amoureuse d'un beau garçon (Albrecht), qu'elle prend pour un paysan alors qu'il appartient à la noblesse. Jeu de masques. Elle en ouvre son coeur (Hilarion). Amour brisé né entre classes sociales différentes. Giselle, devenue folle, meurt d'amour. Et se transforme en wills, c'est-à-dire en créature qui revient sur la terre pour tourmenter les hommes infidèles,

jouer avec leurs sentiments. A chaque tour de souffrir.

MERVEILLEUSE FOLLE

Apothéose du romantisme ? Momentum de réalisme social ? « J'ai rendu à l'histoire sa logique. Je voulais un premier acte qui reconstruise vraiment une vie de village, avec des personnages qui soient autre chose que des potiches sur le bas-côté. J'ai responsabilisé les danseurs. A eux de trouver l'histoire de leur personnage. J'ai été jusqu'à écrire des dialogues. Toi, tu es un ivrogne, la femme t'a plié au empêtrant ton môme. Toi, tu es l'idiot, invente tes tics. Il fallait cependant que tout reste compréhensible. Je voulais des nobles qui mangent brièvement après une partie de chasse, des mains aux fesses. Sinon, on s'ennuie dans ce premier acte qui n'arrête pas de raconter la même chose. Je voulais des paysans qu'on puisse encore trouver aujourd'hui. Des vendeurs qui aient l'air de savoir le poids des raisins. Je ne pouvais pas tout apprendre aux danseurs. Je leur ai donné tout ce que je pouvais. Je les ai aidés à corriger comme moi-même je ne l'ai jamais été. Comme je l'ai toujours rêvé. Toujours disponible pour répondre aux questions. Ne jamais oublier son savoir. »

Dégrasse, lifting. Coupe au sécateur de ce qui vient alourdir, dénaturer la diagonale de cette merveilleuse folle de Giselle. Le deuxième acte, l'acte blanc des wills en longs tutus, a radicalement changé. La chorégraphe a dessiné pour chacune des femmes une robe de mariée adaptée à sa personnalité. Elle a voulu que ces créatures, habituellement éthérees, physisques, soient heureuses de s'amuser, à leur guise, avec les hommes. Qu'elles cessent d'être des victimes. « J'ai partiellement réussi ce pari. Minna Tervamäki, reine des wills, aussi belle que Sharon Stone, incarne cette sensualité affirmée que je désirais obtenir. »

Tenter que les danseurs entendent des choses nouvelles. Pas seulement sur Giselle, mais sur eux-mêmes, sur la complexité de leur travail. Credo de Guillem : la scène est le lieu idéal de la psychanalyse. S'y livrer tout entier, y révéler sa vérité. Chercher un rôle n'a pas d'autre sens que d'oser la liberté d'être unique.

MÉCONTENEMENT MOTEUR

« Je suis venu à bout de ce Giselle, mais je n'y crois pas. Au début, j'ai perdu beaucoup de temps. Tout est écrit sur le papier, tout vibre dans la tête. Il faut jeter sans arrêt. J'étais là de neuf heures du matin à onze heures du soir, je faisais tout au fur et à mesure. Les lois syndicales m'empêchaient d'avoir tout le monde en même temps. Les règles sont strictes. Les pauses inviolables. Par exemple, je n'avais pas le droit de parler aux danseurs dans les couloirs, ou à la cantine, car ces échanges étaient considérés comme des heures supplémentaires ! »

Tout est organisé dans la vie de Sylvie Guillem. Non pas en fonction de sa vie personnelle, mais en fonction de ce qu'elle veut vivre en scène. Des analyses lui indiquent ses besoins alimentaires, exactement ce qu'il lui faut absorber pour maximiser son énergie. A Helsinki, l'école souhaite dîner au restaurant japonais Koto. Doudoune de grimpeuse d'Himalaya, mais plissé Miyake pour la robe qu'elle découvre. Air d'une star en exil. D'une jeune Greta Garbo qui, à l'aube de ses trente-cinq ans, maîtrisant le regard des autres, descendrait soudain dans l'arène de la vie.

Tofu grillé et eau plate. « Je vis un état mécontentement. Le sentiment de culpabilité est une conscience plus forte que la volonté, qui travaille à votre insu. Et derrière la conscience, il y a l'instinct. Autant de moteurs qui, au bout du compte, ont permis l'immense plaisir de cet aboutissement. » Sylvie Guillem parle des noyés qui peuplent son sommeil. Evoque les paroles de cet ostéopathe aveugle qui la troublent encore : « Je sens une petite fille qui aimerait faire sentir son besoin d'amour. » En la réalisatrice Françoise Ha Van, en Gilles Tapie (il est aussi l'homme qui partage sa vie), elle sait avoir trouvé son équipe. L'amour fou ? « Pour que les danseuses comprennent la scène de la folie de Giselle, je leur ai fait écouter Ody de Jacques Brel. Savoir chanter à ce point les sentiments est capital pour la compréhension de l'âge humain. »

Dominique Frétard

Une certaine idée de la femme

Le livret de *Giselle*, ballet en deux actes, est signé Théophile Gautier, amoureux de la danse et des danseuses. Il s'inspire du spiritisme en vogue à l'époque. L'héroïne, petite paysanne, se réincarne en elfe (Wills) inaccessible. Jules Coralli et Jules Perrot ont écrit la chorégraphie. Ce ballet fut dansé pour la première fois, à Paris, le 28 juin 1841. Le rôle-titre est créé par Carlotta Grisi (Giselle), Lucien Petipa incarnant celui d'Albrecht. Puis, en 1884, à Saint-Pétersbourg, le maître de ballet français Marius Petipa donne sa propre version.

Giselle est l'héroïne par laquelle les étoiles triomphent (Alicia Markova, Margot Fonteyn, Yvette Chauviré, Alicia Alonso, toutes marquent le rôle). En 1982, le Suédois Mats Ek présentait une *Giselle* marquée, victime de la lutte des classes. Sylvie Guillem a préféré pour sa version, qui est aussi sa première chorégraphie, revenir à la logique d'un personnage féminin plus charnel, au réalisme des situations.

sible. Je voulais des nobles qui mangent brièvement après une partie de chasse, des mains aux fesses. Sinon, on s'ennuie dans ce premier acte qui n'arrête pas de raconter la même chose.

Le chorégraphe a dessiné pour chacune des femmes une robe de mariée adaptée à sa personnalité. Elle a voulu que ces créatures, habituellement éthérees, physisques, soient heureuses de s'amuser, à leur guise, avec les hommes. Qu'elles cessent d'être des victimes. « J'ai partiellement réussi ce pari. Minna Tervamäki, reine des wills, aussi belle que Sharon Stone, incarne cette sensualité affirmée que je désirais obtenir. »

Dégrasse, lifting. Coupe au sécateur de ce qui vient alourdir, dénaturer la diagonale de cette merveilleuse folle de Giselle. Le deuxième acte, l'acte blanc des wills en longs tutus, a radicalement changé.

La chorégraphe a dessiné pour chacune des femmes une robe de mariée adaptée à sa personnalité. Elle a voulu que ces créatures, habituellement éthérees, physisques, soient heureuses de s'amuser, à leur guise, avec les hommes. Qu'elles cessent d'être des victimes. « J'ai partiellement réussi ce pari. Minna Tervamäki, reine des wills, aussi belle que Sharon Stone, incarne cette sensualité affirmée que je désirais obtenir. »

Cette « grande scène de la folie », Guillem, avec color, avec sang-froid, fessamote. Giselle se casse. Brutale déchirure qui tétonise. Elle refuse de danser autant de douleur. Sylvie Guillem pleure. La chair de poule. Mon voisin soupire, à bout d'émotion : « How touching ! » Fin du premier acte. Deuxième acte : toré de tubes d'acier figurant des bouleaux. Nutz de lune. La reine des wills apparaît. Grande Minna Tervamäki. Tout est parfait chez cette ballerine.

Comment danser le rôle principal,

tout en dirigeant l'ensemble des interprètes ? Comment veiller aux costumes, aux lumières ? Il y a des instants fugitifs où l'étoile n'est pas entièrement dégagée de sa création toute neuve. Dans l'argument original du ballet, Giselle est décrite comme « une jeune fille qui ne peut s'empêcher de danser ». Une occasion pour Sylvie Guillem, qui observe les uns, les autres, d'accompagner, en l'esquissant, la danse de tous ses partenaires. Une sorte de commentaire joyeux, innocent, très jeune. Ainsi la chorégraphe retourne-t-elle en sa faveur le risque de dédoublement qui parfois la gêne. Fort.

D. F.

Le commentaire joyeux d'un classique rajeuni

vient, découvrant les protagonistes. Des gens s'apprentent à partir chasser là, un dépannage doit au golfe ; ici, un idiot s'agit (superbe Javier Torres). Vie de village. Lavandières et vendeuses. D'entrée de jeu, on sent la patte Guillem : le désir de faire vrai, mais pas forcément réaliste.

La danseuse connaît le classique à travers chaque fibre de ses muscles. Elle a enim l'occasion de le débarrasser de son côté « culcul ». Les pas de deux, les adages, les variations ne sont plus isolés comme autant d'exercices de virtuosité, mais pris dans un continuum où l'action centrale – l'amour naissant entre Giselle et Albrecht (Kare Lansivuori, un physique de conte de fées) – n'échappe pas les actions secondaires. D'ordinaire, quelque un qui voit Giselle pour la première fois trouve grotesque cette pantomime exagérée. Sylvie Guillem a cherché le geste juste, l'ellipse qui favorise la compréhension.

Impression de vitesse, de raccourci. Il n'en est rien. Il s'agit seulement de raconter autrement une même histoire. Quand Giselle découvre qu'Albrecht est de famille noble, que son amour est sans issue, elle déroule, s'envole. L'cell du spectateur devient travelling. Il va, il

seulement un Cendrillon. Il travaille avec Forsythe, Kylian, Ohad Naharin, tous les grands contemporains.

Le matin même, nous avons assisté à une répétition très sportive de *Noces* du Français Angélina Preljocaj. « Je vois beaucoup de jeunes talents à Helsinki », explique Jorma Uotinen. Je viens de passer commande à une chorégraphe indépendante Sanna Rekola. Quant à Tero Saarinen et Kenneth Kvarnstrom, ils ont déjà tous deux chorégraphié pour la compagnie. Mon rôle consiste à faire avancer la danse en Finlande. L'opéra est développé, a écrit le journaliste.

Le Ballet national de Finlande compte quatre-vingt-cinq danseurs. Son budget s'élève à 30 millions de marks finlandais (5 millions d'euros). Jorma Uotinen a enfilé une houppelande à la coupe impeccable. Et a disparu. Telle une divinité sylvestre qu'un traîneau, attelé à des loups argentés, attend quelques étages plus bas.

D. F.

LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999 / 31

— (Publicité)



Que La Música sea pura

**AU CINÉMA
LE 10 FÉVRIER**



الآن

Paris-Mexico-Paris avec Catherine Marnas au Conservatoire d'art dramatique

La metteur en scène présente « Alors, Entonces », spectacle créé au cours d'un atelier dans la capitale mexicaine

Un petit bout de Mexique s'est installé dans le cadre néoclassique du Théâtre du Conservatoire, à Paris. La metteur en scène Catherine Marnas y

présente, jusqu'au 11 février, *Alors, entonces*, spectacle qu'elle a créé à l'été 1998 à Mexico au cours d'un atelier franco-mexicain. L'expérience

associe des textes contemporains (Gably, Koltès, Lagarce, Mazev, Py), auxquels ont été ajoutés des œuvres mexicaines (Kahlo, Revueltas).

SOIR DE FÊTE. Filles en robe noire, épaules nues. Garçons en costume gris, cravate. Ecrasés par la touffeur de une, deux, trois, dix versions de *Besame mucho* qui s'abattent sur eux. Dans le cadre néoclassique du Théâtre du Conservatoire, devant un chaos de peintures pompiennes et de tentures accordées, un petit autel brûle à jardin, où pointe le Mexique. Chaque acteur s'avance dans l'ovale brutal d'un projecteur pour dire un moment d'enfance. Le français et l'espagnol se frôlent, se croisent, s'énumèlent.

Traduction, entraîne, déguisement dans la langue de l'autre, rires juvéniles. Reflux soudains, dans l'exercice de corps qui reviennent chercher leurs marques. A chaque nouvelle avancée vers le micro, chacun dépose un peu de l'histoire de sa rencontre avec l'autre sur la scène qui recouvre la scène. Elle est le sable de Vitez, célébrant : « L'acteur qui écrit sur le sable. »

Ainsi s'engage *Alors, entonces*, spectacle créé par la metteur en scène Catherine Marnas l'été 1998 à Mexico au cours d'un atelier franco-mexicain dirigé par elle et réunissant des élèves issus de l'enseignement supérieur du théâtre en France et au Mexique. Expérience menée autour d'une poignée de textes contemporains (Gably, Koltès, Lagarce, Mazev, Py), auxquels ont été ajoutés des œuvres mexicaines (Kahlo, Revueltas). Le double « alors », de *Alors, entonces*, dit le lien qui les unit, le passage de témoin entre les textes et les individus, les histoires, les écoles. Une démarche inséparable de l'itinéraire personnel de Catherine Marnas, de sa

liaison passionnée avec le Mexique.

La rencontre remonte à 1990, dans les pas de Georges Lavauant, qu'elle assiste à l'époque de *Vera Cruz*. La jeune femme vient de vivre la disparition soudaine et successive de ses proches, l'épuisement de leur accompagnement.

« Soudain, j'ai reçu le choc d'une civilisation qui n'a jamais poussé

que le Mexique doit lui apporter : éviter que le théâtre ne se réfère sur lui-même, autour d'elle, l'aider à repérer et combattre les effets de mode, de plus en plus rapides à s'imposer et à s'effacer.

Entre elle et le Mexique, un autre intermédiaire s'est imposé : Koltès. En 1995, Catherine Marnas met en scène *Roberto Zucco* à Guanajuato, avec des comédiens, scénographes, techniciens mexicains. Le pièce va tourner durant une saison. La metteur en scène mesure mieux ce qui sépare les deux côtés de l'Atlantique, dans le comportement du public notamment. Elle repère ce que cet « ange doux » de Zucco, son « dérilement » dans la violence gratuite, a d'incompréhensible sur un territoire où les violences n'ont jamais cessé. Elle n'en démont pas : « La force de révolte de Koltès est adéquate, accordée au pays ». Après son atelier « Matérial Koltès » au Conservatoire en 1998, c'est encore l'auteur de *Dans la solitude des champs de coton* qui jouera les passeurs des deux mondes, avec

un dernier texte partiellement intégré, laissé inachevé, qu'elle intègre à *Alors, entonces*.

Cette fois, « adéquat » est bien le mot. Le ton est radicalement nouveau, plus joyeux et plus inquiétant. Il devient l'une des métaphores possibles de la rencontre. Il oppose une Coco chauviniste, haute en chapeau (Fred Cacheux) et sa soubrette indienne, Consuelo, rebelle forte en plumes (Giovanni Ortega). Entre le texte et la réalité s'ouvrent des extrêmes de l'aventure franco-mexicaine menée par Catherine Marnas. Au centre, loin des tempêtes, resteront des ouvertures sur la vie et les personnes qui débordent toute acquisition technique. Les élèves auront pu « apprendre à déapprendre », comme dit Fred Cacheux, et trouver, avec Jorge Sepulveda, « la base commune d'un langage universel ».

Le Mexique n'en finit pas d'opérer son travail souterrain chez les Français. Certains y sont déjà repartis, comme Nicolas Martel et Chloé Réjion. La jeune femme a voulu retraverser « dans les deux sens le miroir entre les deux mondes », et est revenue « avec un sentiment autre du cœur du temps ». Tout le poids de sa voix porte sur le mot cœur.

Jean-Louis Perrier

* *Alors, entonces*. Mise en scène : Catherine Marnas. Avec les élèves de la classe internationale itinérante franco-mexicaine. Théâtre du Conservatoire, 2 bis, rue du Conservatoire, Paris 5^e. M^{me} Bonne-Nouvelle. A 21 heures. Entrée sur réservation. Tél. : 01-53-24-90-16. Jusqu'au 11 février.

LETTRE OUVERTE

A MESDAMES ET MESSIEURS LES DÉPUTES EUROPÉENS

MEMBRES DU PARLEMENT EUROPÉEN, VOUS ALLEZ VOUS PRONONCER CETTE SEMAINE SUR LE CONTENU DE LA PROPOSITION DE DIRECTIVE CONCERNANT LES DROITS DES CREATEURS, ARTISTES ET PRODUCTEURS (DITE « DIRECTIVE SUR LE DROIT D'AUTEUR ET LES DROITS VOISINS ») DANS L'ENVIRONNEMENT NUMÉRIQUE. NOUS VOUS APPELONS SOLENNELLEMENT À PROTÉGER CES DROITS POUR QUE PUISSE VIVRE LA MUSIQUE EN FRANCE ET EN EUROPE.

NON À LA COPIE PRIVEE NUMÉRIQUE À PARTIR DES GRAVEURS DE C.D. ENREGISTRABLES,
NON À LA PIRATERIE PRIVEE.

NON AU VOL DE MUSIQUE ORGANISÉ SUR INTERNET À PARTIR DES TRANSMISSIONS DE FICHIERS PIRATES TYPE MP3 ET AUTRES.

LA CHANSON FRANÇAISE N'A JAMAIS EU AUTANT DE PUBLIC. LES CREATEURS ET ARTISTES N'ONT JAMAIS ÉTÉ AUSSI NOMBREUX. NOTRE AVENIR ET NOS CRÉATIONS DÉPENDENT DE VOUS.

VOTEZ CONTRE LE PILLAGE DE LA CRÉATION PAR LA COPIE PRIVEE NUMÉRIQUE ET SUR INTERNET.

PERMETTEZ-NOUS D'UTILISER LES NOUVELLES TECHNOLOGIES POUR PROTÉGER NOTRE TRAVAIL.

ACCORDEZ-NOUS LE DROIT DE NEGOCIER LA DIFFUSION NUMÉRIQUE DE NOTRE MUSIQUE.

Ils ont signé la
Déclaration des artistes
sur le droit d'Auteur et
les Droits voisins, remise
aux Parlementaires
Européens, par J.M. Jarre,
porte-parole de l'IFPI :
M. Rostropovitch,
C. Aznavour, G. Bécaud,
Deep Forest, F. Cabrel,
R. Cocciante, J. Ferrat,
J.J. Goldman, J.M. Jarre,
P. Kaas, Dave, Noir Désir,
J. Hallyday, M. Farmer,
F. Pagny, J. Higelin,
E. Shapplin, O. Winter,
H.F. Thiéfaine, etc...

DITES AVEC NOUS
OUI À L'AVENIR DE LA MUSIQUE !



SNEP
Syndicat National
de l'édition Phonographique

www.snep.fr

01 53 24 90 16

01 53 24 90 17

01 53 24 90 18

01 53 24 90 19

01 53 24 90 20

01 53 24 90 21

01 53 24 90 22

01 53 24 90 23

01 53 24 90 24

01 53 24 90 25

01 53 24 90 26

01 53 24 90 27

01 53 24 90 28

01 53 24 90 29

01 53 24 90 30

01 53 24 90 31

01 53 24 90 32

01 53 24 90 33

01 53 24 90 34

01 53 24 90 35

01 53 24 90 36

01 53 24 90 37

01 53 24 90 38

01 53 24 90 39

01 53 24 90 40

01 53 24 90 41

01 53 24 90 42

01 53 24 90 43

01 53 24 90 44

01 53 24 90 45

01 53 24 90 46

01 53 24 90 47

01 53 24 90 48

01 53 24 90 49

01 53 24 90 50

01 53 24 90 51

01 53 24 90 52

01 53 24 90 53

01 53 24 90 54

01 53 24 90 55

01 53 24 90 56

01 53 24 90 57

01 53 24 90 58

01 53 24 90 59

01 53 24 90 60

01 53 24 90 61

01 53 24 90 62

01 53 24 90 63

01 53 24 90 64

01 53 24 90 65

01 53 24 90 66

01 53 24 90 67

01 53 24 90 68

01 53 24 90 69

01 53 24 90 70

01 53 24 90 71

01 53 24 90 72

01 53 24 90 73

01 53 24 90 74

01 53 24 90 75

01 53 24 90 76

01 53 24 90 77

01 53 24 90 78

01 53 24 90 79

01 53 24 90 80

01 53 24 90 81

01 53 24 90 82

01 53 24 90 83

01 53 24 90 84

01 53 24 90 85

01 53 24 90 86

01 53 24 90 87

01 53 24 90 88

01 53 24 90 89

01 53 24 90 90

01 53 24 90 91

01 53 24 90 92

01 53 24 90 93

01 53 24 90 94

01 53 24 90 95

01 53 24 90 96

01 53 24 90 97

01 53 24 90 98

01 53 24 90 99

01 53 24 90 100

01 53 24 90 101

01 53 24 90 102

01 53 24 90 103

01 53 24 90 104

01 53 24 90 105

</

CULTURE

La rêve-partie de la musique française à la faveur de la cinquième Folle Journée nantaise

Après Mozart, Beethoven, Schubert et Brahms, Nantes fêtait les compositeurs de notre pays

Vingt-quatre mille personnes ont passé les journées du samedi 6 février et du dimanche 7, à voler de salles de concert en auditoriums pour découvrir

et redécouvrir grandes et petites figures du patrimoine musical français des XIX^e et XX^e siècles. Avec soixante mille billets vendus, cette cinquième édi-

tion bat tous les records d'affluence et fidélise son public : dès l'ouverture de la location, vingt-cinq mille billets se sont arrachés en une journée

FOLLE JOURNÉE, CITÉ DES CONGRÈS, LES 6 ET 7 FÉVRIER.

NANTES

de nos envoyés spéciaux
Huit cents personnes assises et quelques-unes debout, un dimanche matin à 11 heures, pour écouter les *Visions de l'Amen* d'Olivier Messiaen, dans un silence recueilli ? C'est le miracle de la Folle Journée nantaise. Quarante-cinq minutes d'une musique aussi exigeante pour le public que difficile pour Michel Béroff et Jean-François Heisser qui ont conquis l'auditoire, dont de nombreux enfants ! Deux mille personnes assises et quelques-unes debout, un dimanche après-midi, pour écouter le *Poème pour violon et orchestre* de Chausson, au milieu des toux, accompagné par un orchestre imprécis et un chef mou ? C'est le limite de la grande rêve-partie nantaise ! Et l'on en admire davantage le violon ténébreux de Laurent Koricci dont l'archet, aussi intense que celui de Ginette Neveu, ne dévia pas malgré ces expectorations intempestives.

Cela se passe à Nantes, comme ailleurs. Mais ici, on sait pourquoi, on s'en fiche. On est tellement content d'avoir entendu deux fois l'œuvre dépressive de Chausson — superbesses Raphaël et Michel Plasson — que l'on n'arrive pas à se sortir de la tête ce thème, l'un des plus beaux de l'histoire de la musique. Il se mêle alors avec ceux tous aussi prégnants du *Concert pour piano, violon et quatuor* du même compositeur joué par Renaud Capuçon et le Quatuor Castagnetti, avec l'*Ouverture du Carnaval romain* de Berlioz par Plasson et un Orchestre du Capitole élégants et flamboyants, avec les *Miroirs* de Ravel par Alain Planès en apesanteur, avec le deuxième livre des *Préludes* de Debussy, sanguins, drus, intenses de Michel Béroff.

Cette cinquième édition de la Folle Journée s'intitule *Hector, Gabriel, Maurice et les autres*, mais on aurait aussi pu oser « tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la musique française sans jamais oser la demander ». Nulle prétention cependant à l'exhaus-

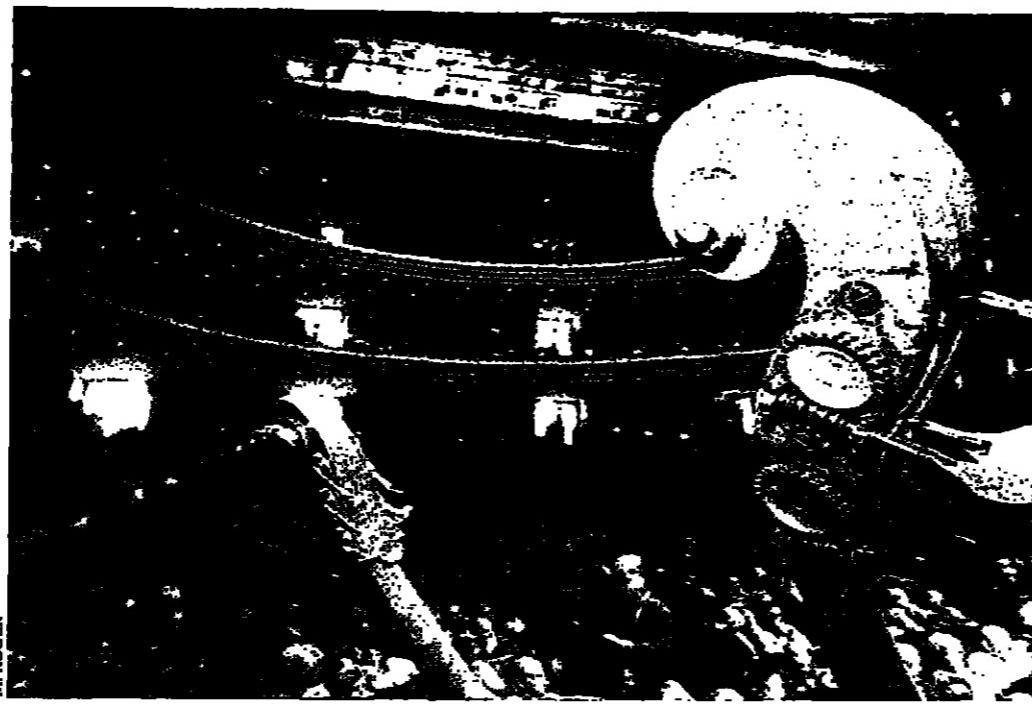


Photo : M. Koricci

tivité, nulle simplification en forme de *digest*, mais le souci de réunir en deux jours valeurs sûres et compositeurs méconnus. Pour le mélomane averti et l'auditeur endimanché, le lycéen et l'étudiant, des parcours croisés que chacun peut vivre et recréer à sa guise.

UNE FORCE ÉTONNANTE

Salle Malarmé, Laurent Koricci et Jean-François Heisser abordent la *Deuxième Sonate pour violon et piano* de Fauré. La concentration du public cesse celle des musiciens donne à la musique une force étonnante, celle de la bonté. C'est perceptible dans l'air, comme un parfum, ce désir de partage, ce sentiment de proximité qui dessinent des sourires bienveillants sur les visages. Feu et sang, salle Baudelaire avec la *Suite de Carmen* et l'Orchestre national de Bordeaux-Aquitaine sous la direction du bouillant Yutaka Sado. Le chef japonais est magnifique à regarder diriger, tout de force et grâce mêlées. Après l'exotisme littoral, *Tzigane* de Ravel, un concentré de violon que Gérard Poulet défend avec une magistrale intégrité. Quant au

fameux *Boléro*, peut-on rêver meilleur ferment de cohésion sociale ? Ce thème unique, sans cesse démultiplié, est bien à l'image de la foule : une somme d'individus.

Mais, porté par la houle des 24 000 personnes qui se sont arrachées 65 000 billets dont 25 000 achetés dès l'ouverture de la location — six heures de queue un lundi matin —, on passe d'une salie de concert à une autre pour s'immerger dans un bain de musique qui nous ramène à cet état d'innocence que l'on désespérément retrouve un jour : ne plus écouter les interprètes mais la musique qu'ils jouent comme si on la découvrait pour la première fois. Et ce, que cette armée d'interprètes — près de neuf cents — nous fait entendre, malgré les inévitables imperfections dues au fait qu'ils donnent en deux jours autant de concert qu'en deux ou trois semaines habituellement, nous semble être une vérité irréductible à toute contingence matérielle.

Paniques le vendredi soir, inquiets le samedi matin, fourbus le dimanche après-midi, les solistes n'en gardent pas moins leur bonne humeur et l'effet Folle

Journée » se fait bientôt sentir : attablé au restaurant, Michel Béroff écoute François-René Duchâble jouer le *Quatrième Concerto* de Saint-Saëns, avec Michel Plasson, le casque de son baladeur sur les oreilles. Il le passe aux autres pianistes présents habitués mais quand même stupefaits par les doigts fantastiques de leur collègue « Fafou ». On l'apprendra après, car pour rien au monde, on n'aurait manqué une telle rencontre. Diable ! Roi de la contrepéterie et de l'anagramme : en un week-end, il a bien dit en inventer trente », Lucky Luke du piano — au départ arrêté, il laisse tous ses collègues dans les starting-blocks —, pourrait jouer les stars ; mais non !, comme Gérard Caussé, comme Plasson, Brigitte Engerer, Michel Béroff, Véronique Gens et tous les autres, à l'exception notable d'un pianiste à allure déplacée d'assez sérenissime, ils jouent le jeu de la rencontre avec le public pour le prix d'une ou deux places de cinéma. L'autre miracule de ces Folles Journées, c'est aussi celui-ci.

Marie-Aude Roux et Alain Lompech

CONCERTS

Auditorium du Louvre

Renaud Déjardin, violoncelle
Delphine Bardin, piano
BRAHMS, BEETHOVEN
LOC : 01 40 20 84 00

Centre culturel Calouste Gulbenkian
51, avenue d'Iéna - 75116 Paris
Jeudi 11 février - 20 heures

Bin Chao, violon
Ju Hee Suh, piano
Beethoven - Tartini
R. Strauss - Sarasate
Entrez dans la limite des places disponibles
p.v. Valmiche

ORCHESTRE DE PARIS

Salle Pleyel - 20 h
Mercredi 17, jeudi 18 février
Christoph von Dohnányi direction

BEETHOVEN - BLOCH
DONATONI
tutrice mondiale,
commande de
l'Orchestre de Paris
80 & 290 F - Tel. 01 45 61 65 29
Tarif jeune : 50 F
www.orchestredeparis.com

RIMSKI-KORSAKOV, *Le Coq d'or* (extrait) ; STRAVINSKY, *Renard*, *Le Rossignol*. Natalie Dessay, Marie-McLaughlin (soprano), Hélène Perrugnon (alto), Ian Caley, Vsevolod Grivnov (ténors), Albert Schagidullin (baryton), Laurence Naouri, Maxime Mikhaïlov (basses), Orchestre et Chœurs de l'Opéra national de Paris, James Conlon (direction), Palais Garnier, le 4 février à 20 h.

Placée sous le signe de la légende et du conte populaire russes, cette soirée à Garnier nous a transportés dans ce monde fabuleux où les hommes et les animaux parlent le même langage. Là, un vieux roi ridiculise que tue un coq mal embouché ; là, un empereur que le chant salvateur du rossignol ramènera des rives de la mort. Là encore, un glouton de regard convoitait un coq vaniteux, pléonastique, ayant que d'être lui-même la proie de la chèvre et du chat.

« Histoire burlesque chantée et jouée par quatre voix d'hommes et un orchestre de chambre », Renard appartient à la période suisse de Stravinsky, dans la veine des *Noèces* et de l'*Histoire du soldat*. De cette musique colorée et volontiers burlesque, voire sarcastique, l'Or-

chestre de l'Opéra nous donne une version plus cauteleuse que caustique, la direction de James Conlon tenant à araser les pointes acérées et autres acidités. Mais chacun des instrumentistes prouve qu'il peut avoir à l'occasion l'étoffe d'un soliste. Quant au quatuor vocal, c'est un régal : un Ian Caley criant de suffisante véhémence (*Le Coq*), un Vsevolod Grivnov confondant de siuave rouerie (*Renard*), la Chèvre et le Chat (respectivement Laurent Naouri et Maxime Mikhaïlov) se révélant de bien redoutables zélotes.

PÊCHEUR OU EMPEREUR

Il était pertinent que la seconde partie s'ouvrît sur le *Finale* de la *Suite symphonique* tirée du *Coq d'or*, le dernier opéra de Rimski-Korsakov ayant en effet précédé de peu le premier ouvrage lyrique de son élève Stravinsky, encore imprégné de l'art du magister — du moins en ce qui concerne le premier acte. Car l'œuvre, malgré un effectif orchestral impressionnant, est en fait conçue comme un opéra de chambre. Dès la scène d'introduction (étonnant rappel des *Nocturnes* de Debussy : lignes siennes de *Nuages* et appels de *Sirènes*), un état de grâce miraculeux.

M.-A. R.

Pour Natalie Dessay, la salle se présente volontiers pêcheur ou empereur. C'est un chant irrésistible, merveilleux de délicatesse, rond et clair, d'une élasticité incomparable. Comme l'oiseau que son chant seul distingue tant est discrète sa robe, la voix de Natalie Dessay a la fondant des nuits de printemps, la magie des amours à venir. Elle sait donner à chaque inflexion sa juste mesure, moduler le son et le souffle jusqu'à l'extase, passer sur le chemin semé d'embûches des intonations, se jouant des intervalles et des ambitus. Chaque note est un enchantement.

Autour de ce Rossignol d'exception, la distribution ne manque pas de lustre : pour Vsevolod Grivnov devenu Pêcheur, l'ontocétois s'est fait fêveur, quant au Chat et à la Chèvre (Laurent Naouri et Maxime Mikhaïlov) désormais Bonze et Chambellan, ils ont tous deux la prestance de leurs rôles. De même pour Albert Schagidullin (l'Empereur), Marie McLaughlin (la Cuisinière) et Hélène Perrugnon (la Mort), en tous points remarquables. Chœur et orchestre en grande tenue nous laisseront longtemps au cœur la marque ensorcelante de ce *Rossignol* de haut vol.

M.-A. R.

DU 16 AU 21 FÉVRIER 20H30 AUX ABBESSES
REGINE CHOPINOT
les Quatre Saisons création à Paris pour 6 danseurs
Chant de lune création solo LOC.01 42 74 22 77

LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999 / 33

SORTIR

PARIS

9, à 22 heures.

Tél. : 01 42 33 22 88. 80 F.

Félix Ruckert

De son passage chez Pina Bausch, il a acquis la certitude qu'un spectacle est avant tout une forme, une mise en danger. Si le danseur se mouille, le public doit aussi payer de sa personne, expérimenter une relation différente à la danse. Par exemple, un danseur se produit en solo pour un spectateur seul, isolé. Dans ce nouveau spectacle, *Ring*, vingt et un interprètes font face à vingt et un spectateurs placés en cercle. Tout peut arriver.

Théâtre contemporain de la danse, 9, rue Geoffroy-l'Asnier, 4^e.

M^e Saint-Paul. Du 8 au 12 février, à 19 heures. Tél. : 01 42 74 44 22.

Le Sabotage amoureux

Valérie Mairesse interprète

l'héroïne du roman de la Belge Amélie Nothomb, *Le Sabotage amoureux*, adapté et mis en scène par Annabelle Milot. Fille de diplomate, la romancière fait revivre, à travers un journal intime, son enfance en Chine et sa première grande histoire d'amour absolu pour une petite italienne.

Publié en 1993, ce livre est paru une année après *Hygiène de l'assassin*, également adapté au théâtre par Gérard Desarthe en 1993.

Théâtre du Ranelagh, 5, rue des Vignes, 16^e. M^e Muette. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures.

Tél. : 01 42 88 64 44. De 90 F à 180 F. Jusqu'au 30 mai.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Affiliation

par Paul Schrader (Etats-Unis, 1 h 54).

Antéris et Obélie contre César

de Claude Zidi (France, 1 h 45).

Bubbles Galore (*)

de Cynthia Roberts (Canada, 1 h 30).

Surfeo's 56

de Vincent Gallo (Etats-Unis, 2 h).

Children of the Revolution

de Peter Duncan (Australie, 1 h 38).

Des chambres et des couloirs

de Rose Troche

(Grande-Bretagne, 1 h 36).

Le Fantôme de l'Opéra (*)

de Dario Argento (Italie, 1 h 43).

Le Jour de pétrôle (*)

de Werner Herzog (Allemagne, 1 h 24).

La Nuage

de Fernando Solanas (Argentine, 1 h 50).

O'Amor Natural (**)

de Heddy Honigmann (Pays-Bas-Brésil, 1 h 16).

Le Rêve d'Andersen

dessin animé de Jannik Hastrup et Bam Haller

(Danemark, 1 h 18).

La Petite Marchande de roses

de Victor Gavira (Colombie, 1 h 45).

Plus qu'un, moins qu'un

de Laurent Achard (France, 1 h 26).

Preaching to the Perverted (*)

de Stuart Urban (Grande-Bretagne, 1 h 39).

Redeye 54

d'Ali Abidy (Tunisie, 1 h 31).

Vénus Beauté (Institut)

de Tonie Marshall (France, 1 h 45).

(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

(**) Film interdit aux moins de 16 ans.

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 06-36-83-08 (2,23 F/min)

TRROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 06-36-83-08 (2,23 F/min)

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. Du 8 à 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi, à 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Madame Jonas, prophète

d'Elie-George Perrey, mise en scène de Stéphane Bouvet.

Guichet-Montparnasse, 15, rue Maine, 14^e. M^e Montparnasse-Bienvenue. Le 8, 9 et 10, à 20 h 30. Tél. : 01 43 27 88 61. De 50 F à

KIOSQUE

LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999

EN VUE

■ Six personnes ont été tuées récemment dans le sud de l'Afghanistan au cours d'rires entre les hommes des tribus de la région de Khost et les talibans, qui, à l'occasion de la fête du Fitri, prétendaient les priver du « Takhi-Jangi », un jeu traditionnel consistant à casser des œufs.

■ Empreints de l'esprit de clémence observé pour la fête du Fitri, les policiers de Dubaï, qui, au cours des deux premiers mois de 1998, ont dressé 210 000 procès-verbaux pour excès de vitesse, ont distribué aux mauvais conducteurs des douceurs et des cartes de voeux.

■ La Cour de cassation vient de décider que les jetons de yaourts, équivalents grecs des entartes belges, ne seront plus poursuivis pour « injure aggravée » s'ils ont eu, au préalable, des relations personnelles avec leurs cibles.

■ Les gardiens de Jaime Gomez jurent que ce clown-illusionniste du cirque Josman, en tournée à Bogota, incarcéré pour « séquestration de mineurs », s'est évadé par un tour de passe-passe du centre pénitentiaire de Beltran, où la corruption sévit.

■ L'ancien juge Philippe Le Friant, radié en 1988 pour « atteinte à l'honneur de la magistrature », qui a récemment repris sa grève de la faim à Saint-Etienne pour pouvoir vivre dignement avec sa compagne arrachée à la prostitution, serait « moralement au bout du rouleau », selon son avocat, M. Portejoie.

■ « Ce genre de spectacle n'apporte rien au caractère culturel et artistique de la zone », les juges du tribunal administratif du canton viennent d'interdire un strip-tease dans un bar de la vieille ville de Berne.

■ « J'ai essayé de serrer le foulard que j'avais autour du cou, mais, vous savez, c'est presque impossible de s'étrangler soi-même », a raconté, mercredi 3 février, aux pompiers, Germaine, 75 ans, qui « n'y croit plus », après avoir passé plus de trois jours bloquée dans le minuscule ascenseur de sa maison, sans manger ni boire, assise sur un seau à linge renversé.

■ Une femme de 86 ans, « petit dealer » qui tentait de revendre de la marijuana à un élève de 12 ans, a été arrêtée, mercredi 3 février, à la sortie d'une école dans la localité russe de Lipetsk, au sud de Moscou.

■ Pour lui faire oublier la mort, en 1992, de sa compagne, Rong Rong, les gardiens de Zhai Zhai, vieux panda du zoo de Tianjin, en Chine, avaient fini par lui trouver une femelle de seize ans. Dans un premier temps, il avait été « très amical » avec elle, avant de s'en détournier, de tomber malade et de mourir.

Christian Colombani

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à

360 F
d'économie
soit
7 semaines
de lecture
GRATUITE

ABONNEZ-VOUS ET
DEVENEZ LECTEUR
PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 562 F 6 MOIS - 1 086 F 1 AN - 1 980 F

au lieu de 585 F au lieu de 1 170 F au lieu de 2 340 F

* Prix de vente au numéro (Tarif en France métropolitaine uniquement)

je joins mon règlement soit : 500 F soit 1 000 F

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N°

Date de validité Signature:

M. Mme Nom:

Prénom:

Adresse:

Localité: Code postal:

TARIFS HORS FRANCE

Belgique	Pays-Bas	Autres pays de l'Union européenne	USA - CANADA
1 AN	2 180 F	2 980 F	1 086 F
3 mois	598 F	790 F	362 F

Offre valable jusqu'au 31/12/99

Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le prélevement automatique, les tarifs d'abonnement etc.

Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension vacances un numéro exclusif : 0 800 022 021 0 99 F TTC/min

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 90064 Chambéry Cedex.

La revue « Vacarme » reparaît

Après plusieurs mois d'interruption, cette revue intellectuelle de gauche refait surface... et s'en prend à la conversion de la majorité à l'idéologie sécuritaire

EN PUBLIANT ce septième numéro, après quelques mois d'interruption, les rédacteurs de Vacarme ont voulu « faire mentir la sinistre statistique selon laquelle les revues indépendantes ne passent pas l'hiver ». Il s'agit aussi, comme pour *Pétition*, d'apporter la preuve qu'il existe un espace pour de nouvelles revues intellectuelles de gauche qui ne sont liées à aucun parti ni même à un mouvement d'idées clairement identifiés. La fin du marxisme triomphant, le déclin du tiers-mondisme et du freudisme sont passés par là. S'il fallait un adjectif pour résumer l'esprit de cette jeune revue, ce serait, faute de mieux, celui d'« antiautoritaire ». Cela vaut, en particulier, pour

le dossier que ce numéro consacre à la sécurité en interrogeant sur le bien-fondé du tournoiement spectaculaire opéré par la gauche sur ce sujet. Selon Stany Grelet, la conversion de la gauche à l'idéologie sécuritaire commence en 1993, lorsque les experts du Parti socialiste, analysant les causes de l'échec aux législatives de cette année-là, découvrent la désaffection croissante de l'électorat des banlieues où se conjuguent immigration dense et forte insécurité. Elle est accompagnée lors du colloque de Villepinte, en octobre 1997. « Avant Villepinte, la sécurité reste un boulet de drôle que la gauche doit apprendre à traîner si elle veut gouverner ; il faut maintenant convertir le plomb en or, effacer les origines trop ostensiblement

électorales d'une préoccupation récente pour l'inscrire dans des néologismes plus flamboyantes et un langage plus pur. Jean-Pierre Chevènement, est l'affirmation selon laquelle « ce sont les couches sociales les plus démunies qui connaissent le plus de l'insécurité ». Celle-ci permet à la gauche d'adopter le nouveau discours sur la sécurité sans avoir l'impression de trahir ses valeurs. Or importe si la réalité sociologique est dif-

férente : le sentiment d'insécurité culmine en fait aux deux extrémités de l'échelle, chez les plus riches et chez les plus pauvres...

Le récit que fait Mathieu Potte-Bonneville, rédacteur en chef de Vacarme, de son passage comme enseignant dans un lycée de Seine-Saint-Denis, voisin d'un établissement réputé « dur », est également une remise en cause du nouveau discours de gauche sur la sécurité à l'école. Le ton est celui de l'étonnement amusé. Ce commerce dès le seuil du lycée : la porte d'entrée est conçue de telle sorte, avec son bouton électrique placé sous la surveillance d'une caméra, qu'il est impossible de respecter ce geste minimal de politesse qui consiste à tenir la porte pour la personne qui vient derrière vous.

Nul militarisme, donc, mais un regard différent, volontiers sarcastique. Vacarme pratique aussi un étonnant mélange des genres. On y trouve une recette de daurade au fenouil et au vin blanc et une autre de charlotte au chocolat et aux écorces d'orange, ce qui n'est pas commun dans une revue d'idées. La même remarque vaut pour la rubrique « Air du temps », où est déplorée la disparition du garçon de café traditionnel, « prestidigitateur à moustache et tablier blanc », au profit de son regrettable successeur, prompt à chasser indistinctement à apparaître au Moyen-Orient arrive au pouvoir à Bagdad.

Dominique Dhombres

DANS LA PRESSE

EUROPE 1

Alain Duhamel

Philippe Séguin et Alain Madelin vont tenter d'accréditer l'idée selon laquelle François Bayrou est le diviseur de la droite. Ils auront du mal à convaincre. En ce qui concerne Alain Madelin, c'est lui qui a donné le signal de la division en faisant scission au sein de l'UDF. Quant au RPR, le cavalier seul de Charles Pasqua prouve bien qu'il n'est pas à l'abri des compétitions internes. Et puis, en ce qui concerne directement l'échec de cette jeune revue, ce serait, faute de mieux, celui d'« antiautoritaire ».

THE TIMES

Le roi Hussein savait que la Jordanie avait besoin de la paix, assortie de liens financiers étroits, avec Israël pour atteindre la prospérité. Il a donc

choisi cette voie malgré l'impopularité de cette dernière dans sa population. Le peu d'enthousiasme manifesté par de nombreux Jordaniens à la présence aujourd'hui à Amman de Benyamin Netanyahu est le signe visible que certains chercheront sûrement à exploiter ce sentiment. Seul un processus de paix effectif peut rendre la coopération entre Israël et la Jordanie politiquement plausible. Beaucoup de choses dépendront de deux facteurs sur lesquels le roi n'a pas de contrôle : l'éventualité que Yasser Arafat proclame un État palestinien en mai, et le résultat des élections israéliennes peu de temps après. Ces événements, cependant, pourraient ne pas être les aspects les plus troublants de l'héritage du roi Abdallah. Les machinations de la Syrie, bien que sérieuses, pourraient aussi se révéler gérables. Le vrai danger pourrait bien être constitué par un homme qui, à coup sûr, ne se rendra pas aux funérailles du roi Hussein. Tant que Saddam Hussein dirigera l'Irak, la Jordanie sera prise entre les Etats-Unis et les sentiments de la majorité de la population. Le roi Abdallah doit espérer que le prochain homme politique nouveau et inexpérimenté à apparaître au Moyen-Orient arrive au pouvoir à Bagdad.

SUR LA TOILE

IRAK

Le Centre national informatique d'Irak a annoncé que le pays allait bientôt être connecté à Internet. Les premières bénéficiaires seront les grandes administrations. Des filtres seront mis en place, « afin que les Irakiens ne soient pas affectés par des pensées occidentales négatives ». Jusqu'à une date récente, la presse irakienne critiquait Internet, considéré comme un instrument créé par les Etats-Unis pour dominer le monde en pénétrant dans tous les foyers. (AP)

COMMANDOS ANTIPIRATES

Selon la chaîne de télévision CNN, le département américain de la justice a demandé une allocation budgétaire de 122 millions de dollars (environ 107 millions d'euros) afin de lutter contre le « cyberterrorisme ». Il souhaite recruter soixante détectives et autant de juristes, qui enquêteront sur les affaires de piratage des grands centres informatiques américains. Par ailleurs, il souhaiterait obtenir 39 millions de dollars (environ 34 millions d'euros) pour financer un système qui permettra aux agents du FBI d'échanger des informations sur ces dossiers.

Sylvie Dodeller

M. Chevènement et l'éthique

par Alain Rollat

EN TANT QUE citoyen, Jean-Pierre Chevènement a une haute idée de l'Etat. Cela l'honneur. Il est donc naturel que Jean-Pierre Chevènement le prenne de haut, en tant que ministre de l'Intérieur, quand l'Etat lui semble incriminé à tort. Cela prouve qu'il a de la suite dans les idées. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que Jean-Pierre Chevènement, qui était, dimanche soir, l'invité de l'édition nationale de France 3, ait vivement réagi, en direct, à un reportage sur la situation en Corse dont les auteurs avaient pris le parti d'illustrer le mécontentement que les enquêtes musclées des représentants de l'Etat suscitent dans cette île singulière depuis l'assassinat du préfet Erignac. Il a fait le leçon au jeune présentateur de ce journal télévisé : « Votre reportage est orienté. Il tend à désigner un seul coupable : l'Etat, ce pelé, ce gaucher, d'où viendrait tout le mal... »

Il réagit, sur ce point, n'était pas totalement infondé. Dans le reportage en question, en effet, un militant nationaliste racontait sur le mode spectaculaire l'assaut subi par son domicile au cours d'une perquisition. Il mettait tant d'ardeur à reconstruire les faits qu'il rejouait lui-même le rôle des gendarmes. Le regard de la caméra sur cette mise en scène n'était pas exempt de complaisance. Cette séquence était-elle pour autant malhonnête ? Non, elle ne l'était pas. Elle illustre, sans doute jusqu'à l'excès, mais sans fard, la vérité subjective d'un état d'esprit authentique.

Mais le ministre de l'Intérieur a aussi reproché aux auteurs de ce reportage de s'être référencés, pour justifier leur angle de vue, au récent rapport de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme stigmatisant « l'arbitraire de la justice antiter-

roriste française ». Regrettant que France 3 accorde un tel crédit à un rapport établi « par deux avocats étrangers qui ont passé huit jours en France et peut-être vingt-quatre heures en Corse », il s'est exclamé : « Pensez-vous que ce soit bien conforme - je vous pose la question - à l'éthique du service public ? » Poli, inexpérimenté, le présentateur a fait semblant de ne pas entendre ce propos xénophobe et cet appel archaïque à l'autocensure.

Il faudra donc attendre pour que Jean-Pierre Chevènement explique en quoi le fait qu'un rapport soit établi sous la responsabilité d'avocats « étrangers » peut invalider les faits et les témoignages sur lesquels il se fonde, et, surtout, quelle est sa conception de l'éthique en matière d'information publique. On imaginerait mal qu'une si haute idée de l'Etat républicain verse dans des arguments de bas étage.

RADIO-TÉLÉVISION

LUNDI 8 FÉVRIER

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.20 Possession, à chacun ses esprits. Invité : Philippe Bouffard ; Tobie Nathan ; Jacques Poirier ; András Zemplén. Forum Planète
- 23.20 Les Insectes et la science. Avec Vincent Alibouy ; Edith Bertrand ; Nicole Hawitzky ; Firouz Kabriti ; Frédéric Marion-Poll. Forum Planète

MAGAZINES

- 18.30 Nulle part ailleurs. Invité : Cassius, Christophe Malavoy, Sophie Lévy, Sami Frey, Jean-Michel Palmer. Canal +
- 19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. La partie. Avec Elisabeth Badinter. LCI
- 20.00 20 h Paris Première. Avec Pierre Bachet. Paris Première
- 21.05 Le Point. Le bogue de l'an 2000 : refuge des terroristes. Le sexe pratique en groupe. TV 5
- 23.15 D'un monde à l'autre. La revolte des chasseurs : les écologistes pas d'accord. France 2
- 0.45 Le Cercle. Théâtre et politique. France 2

DOCUMENTAIRES

- 20.30 Jinébana, la possession au quotidien. Forum Planète
- 20.35 L'Épopée des fusées. Planète
- 21.05 La Danse des baleines à bosses. Odyssee

TELEVISION

PARIS PREMIÈRE

- 21.00 Sang pour sang
- 22.45 Barton Fink
- Joel, l'aîné des frères Coen, assure la réalisation, Ethan, la production, et, ensemble, ils écrivent les scénarios. Spécialisés dans le polar noir cinglé, ils sont révélés par *Sang pour sang* (1983). En 1991, à Cannes, ils raflent plusieurs prix, dont la Palme d'or, avec *Barton Fink*, un cauchemar aux couleurs d'angoisse. Ces deux films sont diffusés en v.o.

FRANCE-CULTURE

- 22.10 L'adieu au siècle
- L'écrivain Claude-Henri Buffard et le metteur en scène Moïse Touré ont demandé à quarante écrivains d'écrire un texte d'adieu au siècle. *Je m'appelle*, d'Enzo Cormann, auteur d'une vingtaine de pièces de théâtre, est une visite guidée des horreurs du siècle ; *L'Age de sang*, de Mohamed Rouabhi, acteur et auteur dramatique d'origine algérienne, un texte tissé sur la trame d'un film d'horreur.

FRANCE 3

- 1.05 La Case de l'Oncle Doc
- En 1986, Vincent Martorana livrait une belle chronique de la vie sicilienne avec son film *Ragazzi*. Douze ans après, il est retourné voir ce qu'étaient devenus les amis dont il avait brossé le portrait. Vincent Martorana n'a guère plus de choses à leur dire. Sauf un aveu d'importance : il est homosexuel. Cose incompréhensible sur cette terre sicilienne... Une chronique tendre et cruelle.

MUSIQUE

- 22.20 Festival de piano de Munich 1990. Avec Alexei Sultakov, piano. Par l'Orchestre symphonique d'Etat de Moscou, dir. Pavel Kogan. Muzik
- 19.00 Muddy Waters. Mainstage Blues. Muzik
- 19.30 Haydn, Mozart et Schubert par le Wiener Klavier Trio. Mezzo
- 20.00 Angélique Kidjo. Muzik
- 20.45 La Folie joyeuse de Nantes. Chœurs Franc', Ravel et Debussy. Mezzo
- 20.50 Les 6^e Victoires de la musique classique et du jazz. En direct du palais des Congrès de Paris. Retransmis simultanément en direct à la télévision musicale. Précédé par Yehudi Menuhin. France 3

SPORTS EN DIRECT

- 18.30 et 21.30 Sk. Championnats du monde. Eurosport
- 19.30 et 22.15 Football. Coupe des Rois. Tournoi international indoor de Genève (Suisse). Eurosport

MUSIQUE

- 17.20 Festival de piano de Munich 1990. Avec Alexei Sultakov, piano. Par l'Orchestre symphonique d'Etat de Moscou, dir. Pavel Kogan. Muzik
- 19.00 Muddy Waters. Mainstage Blues. Muzik
- 19.30 Haydn, Mozart et Schubert par le Wiener Klavier Trio. Mezzo
- 20.00 Angélique Kidjo. Muzik
- 20.45 La Folie joyeuse de Nantes. Chœurs Franc', Ravel et Debussy. Mezzo
- 20.50 Les 6^e Victoires de la musique classique et du jazz. En direct du palais des Congrès de Paris. Retransmis simultanément en direct à la télévision musicale. Précédé par Yehudi Menuhin. France 3

DOCUMENTAIRES

- 17.40 Orijikoto, la légende du lac. Odyssee
- 17.55 Les Coulisses de la science. Les grands lacs du Canada. La Cinquième
- 18.05 On the Road Again. Odyssee
- 18.10 Les 6^e Grandes Compositrices. (5/7). Tchaïkovski (1840-1893). Planète
- 19.00 Le Musée d'Orsay. Après l'impressionnisme. Odyssee
- 19.10 Seul en poste. Planète
- 19.35 Le Vieux Pêcheur et la Mer. Odyssee
- 20.05 Les Tribus indiennes. (7/20). Les Cherokee. Planète
- 20.15 Reportage. Ma Bourgogne. Arte
- 20.25 Botticelli, le peintre de l'amour. Avec l'Orchestre symphonique de Londres. Mezzo

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.30 La Guerre d'Espagne. Invité : Andréa Bonnafont ; Michel Catala ; Joséphine Cuesta ; Geneviève Dreyfus ; Rémi Steukens. Forum Planète

MAGAZINES

- 15.10 1 an de ». Invité : Fabrice Béchir, Frédéric Bonnafont, Yves Weber. Canal +
- 17.10 Le Débat. LCI
- 18.00 Stars en stock. Faye Dunaway, Dean Martin. Paris Première
- 18.00 et 21.00 Le Grand Journal. LCI

- 18.30 Nulle part ailleurs. Avec Jewel, Edward Norton, François Forestier, Teri Moise. Canal +
- 19.00 Archimède. Arte
- 19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. LCI
- 20.00 20 h Paris Première. Avec Xavier Beauvois. Paris Première
- 20.50 Fréquentar. Notre-Dame de Paris. M 6

DOCUMENTAIRES

- 21.00 Le Gai Savoir. Faute il brûler l'internet ? Invités : Claude Allègre, Hahn, François-Xavier, Yann Quéinnec, Arielle Dombasle. Paris Première

- 21.05 Temps présent. Le booke de l'an 2000. TV 5

- 22.50 Place de la République. France 2

- 23.35 Comment ça va ? Hôpital, mode d'emploi. France 3

- 0.20 Capital. Les nouveaux pirates. M 6

- 0.45 Le Cercle. Les femmes et le polar. France 2

- 1.50 Saga-Cités. De gré ou de force : enquête sur le mariage des jeunes filles africaines. France 3

- 20.30 Les Grands Jours du siècle. (4/4) La guerre d'Espagne, première mondiale. Forum Planète

- 20.35 Y a-t-il une vie dans l'espace ? Planète

- 20.40 La Vie en face. Apartheid, ville de Gloria Cuartera, malre coloniale. Arte

- 20.45 Les Descendantes. (1/13). Les Bonaparte. Histoire

- 21.15 Andrew Carnegie. Odyssee

- 21.25 Les Enfants de Helsinski. Planète

- 21.40 Francis Scott Fitzgerald, retour à Babylone. Arte

- 21.50 Les Ateliers du rêve. Histoire

- 22.30 Les Pompiers de Paris, la cinquième compagnie. Forum Planète

- 23.00 L'Egypte 105. Dieu et démons. Histoire

- 23.30 L'Épopée des fusées. (5/13). Les femmes astronautes. Planète

- 23.35 Les Déserts australiens. Odyssee

- 25.50 Le Fils du pressing. TSR

- 0.55 Le Mystère des faux Van Gogh. France 3

- 20.30 Les Grands Jours du siècle. (4/4) La guerre d'Espagne, première mondiale. Forum Planète

- 20.35 Y a-t-il une vie dans l'espace ? Planète

- 20.40 La Vie en face. Apartheid, ville de Gloria Cuartera, malre coloniale. Arte

- 20.45 Les Descendantes. (1/13). Les Bonaparte. Histoire

- 21.15 Andrew Carnegie. Odyssee

- 21.25 Les Enfants de Helsinski. Planète

- 21.40 Francis Scott Fitzgerald, retour à Babylone. Arte

- 21.50 Les Ateliers du rêve. Histoire

- 22.30 Les Pompiers de Paris, la cinquième compagnie. Forum Planète

- 23.00 L'Egypte 105. Dieu et démons. Histoire

- 23.30 L'Épopée des fusées. (5/13). Les femmes astronautes. Planète

- 23.35 Les Déserts australiens. Odyssee

- 25.50 Le Fils du pressing. TSR

- 0.55 Le Mystère des faux Van Gogh. France 3

- 20.30 Les Grands Jours du siècle. (4/4) La guerre d'Espagne, première mondiale. Forum Planète

- 20.35 Y a-t-il une vie dans l'espace ? Planète

- 20.40 La Vie en face. Apartheid, ville de Gloria Cuartera, malre coloniale. Arte

- 20.45 Les Descendantes. (1/13). Les Bonaparte. Histoire

- 21.15 Andrew Carnegie. Odyssee

- 21.25 Les Enfants de Helsinski. Planète

- 21.40 Francis Scott Fitzgerald, retour à Babylone. Arte

- 21.50 Les Ateliers du rêve. Histoire

- 22.30 Les Pompiers de Paris, la cinquième compagnie. Forum Planète

- 23.00 L'Egypte 105. Dieu et démons. Histoire

- 23.30 L'Épopée des fusées. (5/13). Les femmes astronautes. Planète

- 23.35 Les Déserts australiens. Odyssee

- 25.50 Le Fils du pressing. TSR

- 0.55 Le Mystère des faux Van Gogh. France 3

- 20.30 Les Grands Jours du siècle. (4/4) La guerre d'Espagne, première mondiale. Forum Planète

- 20.35 Y a-t-il une vie dans l'espace ? Planète

- 20.40 La Vie en face. Apartheid, ville de Gloria Cuartera, malre coloniale. Arte

- 20.45 Les Descendantes. (1/13). Les Bonaparte. Histoire

- 21.15 Andrew Carnegie. Odyssee

- 21.25 Les Enfants de Helsinski. Planète

- 21.40 Francis Scott Fitzgerald, retour à Babylone. Arte

- 21.50 Les Ateliers du rêve. Histoire

- 22.30 Les Pompiers de Paris, la cinquième compagnie. Forum Planète

- 23.00 L'Egypte 105. Dieu et démons. Histoire

- 23.30 L'Épopée des fusées. (5/13). Les femmes astronautes. Planète

- 23.35 Les Déserts australiens. Odyssee

- 25.50 Le Fils du pressing. TSR

- 0.55 Le Mystère des faux Van Gogh. France 3

- 20.30 Les Grands Jours du siècle. (4/4) La guerre d'Espagne, première mondiale. Forum Planète

- 20.35 Y a-t-il une vie dans l'espace ? Planète

- 20.40 La Vie en face. Apartheid, ville de Gloria Cuartera, malre coloniale. Arte

- 20.45 Les Descendantes. (1/13). Les Bonaparte. Histoire

- 21.15 Andrew Carnegie. Odyssee

- 21.25 Les Enfants de Helsinski. Planète

- 21.40 Francis Scott Fitzgerald, retour à Babylone. Arte

- 21.50 Les Ateliers du rêve. Histoire

- 22.30 Les Pompiers de Paris, la cinquième compagnie. Forum Planète

- 23.00 L'Egypte 105. Dieu et démons. Histoire

- 23.30 L'Épopée des fusées. (5/13). Les femmes astronautes. Planète

- 23.35 Les Déserts australiens. Odyssee

- 25.50 Le Fils du pressing. TSR

- 0.55 Le Mystère des faux Van Gogh. France 3

- 20.30 Les Grands Jours du siècle. (4/4) La guerre d'Espagne, première mondiale. Forum Planète

- 20.35 Y a-t-il une vie dans l'espace ? Planète

- 20.40 La Vie en face. Apartheid, ville de Gloria Cuartera, malre coloniale. Arte

- 20.45 Les Descendantes. (1/13). Les Bonaparte. Histoire

- 21.15 Andrew Carnegie. Odyssee

- 21.25 Les Enfants de Helsinski. Planète

- 21.40 Francis Scott Fitzgerald, retour à Babylone. Arte

L'herbe bleue

par Pierre Georges

A L'ÉTAL DU BOUCHER, les quartiers de viande portent souvent ce tampon sanitaire de couleur bleue façon « bon pour le rostif ». Ce n'est pas excessivement appétissant mais cela rassure. A l'étal du rugby samedi, dans ce crépuscule affrontement qui, sous la tempête, oppose quinze furieux, et plus, d'Irlande à autant de Français, les quinze de chair à rugby finissent maculés de peinture bleue, comme bestiaux d'abattoir.

Spectacle étrange. Entre Apocalypse Road et happening au râpolin pour les bravos du Tournou, le match avait tâché. Comme un buvard bave, comme la publicité dégueule. Les shorts, les maillots, les cuisses, les visages, tout était maculé de toutes sortes de baures bleutées. Au point qu'on ne savait plus trop, l'œil de la télévision aidant, ce qui relevait des stigmates de l'héroïque bataille ou ce qui procédait de la rixe de peintres en bâtiment.

Dans les entreprises performantes, il fut de mode à un moment, pour remotiver les cadres, de les envoyer en forêt de Fontainebleau, ou d'ailleurs, pour se livrer à des simulacres de guerre au fusil à peinture. Cela s'appelait le *painting balls* ou quelque chose comme cela. Et le jeu consistait à se tuer fictivement à grandes gicées de peinture dans le buffet. Etais-tu à fait mort et hors de combat celui qui s'en revenait des bois maculé comme pâtre de barbouilleur du dimanche.

On doute qu'il ait été vraiment nécessaire de remonter les troupes dans la tempête de Lansdowne Road. Mais les joueurs sont sortis du terrain tous marqués comme billets de banque après un hold up. Pourquoi ?

Tout simplement parce que le rugby, saisi par la publicité désormais comme M. Le Tronchade, avait accordé l'license à un annonceur de peindre largement son logo sur la pelouse. Un beau logo bien bleu et un peu rouge, bien large, bien beau comme ombrage, fait fin pour le jeu, ni pour les joueurs, mais évidemment pour le téléspectateur.

Cela devient une manie et une manie en effet que d'utiliser désormais les terrains de sport comme panneaux d'affichage. Ce match vous est offert par la compagnie d'assurances X. Donc à Dublin, la pelouse était en bleu, c'est-à-dire pas tout à fait conforme à l'idée qu'on peut se faire d'un cliché irlandais. Et comme il plut à tonneaux - là où restait dans la norme -, cela fit une drôle de bouillie irlandaise.

Ce n'est pas grave, dira-t-on. Non, pas plus grave qu'une gêne permanente, qu'une insulte faite aux jeu et aux joueurs, sortes de bonhommes-couleur malgré eux affublés de leur peinture de publicité comme il en est de guerre.

Et de la plus tenace, paraît-il, car un collègue racontait qu'au lendemain du match, dans l'avion du retour la tribu des visages bleus portait encore au visage les traces des baures.

Revenir de Dublin recoussé de partout, la tête tuméfiée, le cuir chevelu recoussé, l'œil encocardé, voilà bien de l'héroïsme coutumier. Mais en revenir, pauvres bestiaux, repenti bleu d'Irlande fait nettement moins chic. Comme le signe de cette fameuse traçabilité instaurée en matière sanitaire pour détecter la vache folle. De fait, le rugby est nettement sur la voie de l'herbe folle et du maquignonne publicitaire.

Accor reprend Frantour, le pôle tourisme de la SNCF

ACCOR, groupe spécialisé dans l'hôtellerie, le tourisme et le service aux entreprises a annoncé, lundi 8 février, la signature d'un protocole d'accord avec SNCF Participations pour l'acquisition de 65 % du capital de Frantour, qui a réalisé un chiffre d'affaires de 1,48 milliard de francs (225 millions d'euros) en 1997. L'offre de reprise d'Accor, soumise à l'approbation des pouvoirs publics, est aussi proposée aux actionnaires minoritaires de Frantour. Depuis plusieurs semaines, la SNCF avait confirmé qu'elle était en « discussion exclusive » avec le groupe Accor (Le Monde du 28 décembre 1998). Le portefeuille du groupe présidé par Jean-Marc Espalioux devrait ainsi s'enrichir d'une trentaine d'hôtels, représentant 4 500 chambres, 86 agences de voyages sous enseigne Frantour ou Sud-Ouest Voyages et de sept sociétés de voyagistes représentant environ 620 000 clients. Selon Accor, « cette acquisition, qui n'entrainera pas de suppressions d'emplois, ouvrira des perspectives professionnelles nouvelles aux salariés de Frantour ». La restauration en gare gérée par Frantour a été cédée à l'italien Autogrill, filiale de Benetton, pour 320 millions de francs, soit 48,8 millions d'euros.

DÉPÈCHES

■ **VENTES** : un acheteur français anonyme a acquis, dimanche 7 février, lors d'une vente aux enchères à Lyon une sculpture de César - Le Patineur, œuvre de cinq mètres de haut en bronze, représentant un homme-oiseau - pour le prix de 3 millions de francs (457 300 euros). La vente s'est tenue dans le cadre de la liquidation de la Société lyonnaise de conseil en investissement, propriétaire de l'œuvre. César, mort le 6 décembre 1998, était opposé au déplacement de la statue. La Ville de Lyon, elle aussi opposée à la vente, a fait part de sa « grande déception ». Elle voulait lancer une souscription publique de 2 millions de francs (305 000 euros) pour que la statue reste aux abords de l'Opéra de Lyon où elle a été installée en 1992.

■ **ESPACE** : la sonde américaine Stardust, qui doit ramener sur Terre des échantillons de la comète Wild-2, a été lancée dimanche 7 février de Cap Canaveral (Floride), par une fusée Delta-2. En janvier 2004, Stardust devrait rattraper, après un voyage de 4,8 milliards de kilomètres, la comète Wild-2. Elle en traversera la queue lumineuse pour y collecter des échantillons des poussières et des gaz qui la composent et les ramener sur Terre, à la mi-janvier 2006.

■ **ALGÉRIE** : sept personnes ont été assassinées, dimanche 7 février, à quelque 500 km au sud d'Alger, a annoncé la radio d'Etat, attribuant ce massacre aux islamistes armés. La semaine dernière, au moins vingt-cinq personnes avaient été tuées, en majorité de jeunes bergers. - (APR)

■ **ACCIDENT** : trois personnes ont trouvé la mort et cinq autres ont été blessées dans la collision de treize voitures, lundi matin 7 février sur l'autoroute A 9, entre Vendargues et Montpellier (Hérault). L'accident a été provoqué par un couple de personnes âgées qui avait arrêté intempestivement sa voiture après s'être rendu compte de la perte d'une valise placée sur le toit du véhicule, a précisé la gendarmerie.

■ **VACHE FOLLE** : un nouveau cas de vache folle a été décelé en Ille-et-Vilaine, a annoncé lundi 8 février le ministère de l'agriculture. Il s'agit du 54^e cas répertorié en France depuis 1990 pour un cheptel de 21 millions de têtes. C'est le cinquième cas mis en évidence en 1999 dans l'Hexagone et le troisième observé en Ille-et-Vilaine depuis juillet 1997. Conformément à la réglementation en vigueur, le troupeau concerné qui comptait 85 bovins, a été abattu et incinéré dimanche.

Tracé du Monde daté dimanche 7-jeudi 8 février 1999 : 600 782 exemplaires. - 3

Le fondateur de l'ARC, Jacques Crozemarie, est renvoyé devant le tribunal correctionnel

De 200 à 300 millions de francs auraient été détournés entre 1990 et 1995

LE JUGE D'INSTRUCTION en charge de l'affaire de l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC), Jean-Pierre Zanotto, a décidé de renvoyer Jacques Crozemarie, fondateur et ancien président de cette association, devant le tribunal correctionnel de Paris pour « abus de confiance et recel d'abus de biens sociaux ». Au terme de trois années d'investigations qui ont permis de faire la lumière sur un système complexe de détournements d'une partie importante des fonds provenant de centaines de milliers de donateurs, le juge parisien a, conformément aux réquisitions du parquet de Paris, également renvoyé vingt-six autres personnes devant le tribunal correctionnel.

Datée du vendredi 5 février, l'ordonnance de renvoi du juge Zanotto, qui compte 122 pages, fait une analyse détaillée des « avantages infisfisés » dont ont bénéficié les responsables du groupe d'entre-

prises sous-traitantes qui gravitaient autour de l'ARC et de Jacques Crozemarie. Il s'agit d'abus de biens sociaux réalisés au préjudice des sociétés Publicadvise, International Development, IDC, SQ2, Distrisarmon, Christel Organisation, etc. Ces sociétés étaient dirigées par Simon Félix, dit Michel Simon, Denis Baumont, Ivan Ledoux et plusieurs de leurs proches. Ils sont aujourd'hui mis en examen pour « complicité et recel d'abus de confiance, faux et usage de faux ». Ces abus de biens sociaux pouvaient prendre différentes formes : rémunérations substantielles versées à certaines salariées ou à des tiers, travaux effectués à des domiciles privés, remboursements de frais de déplacement non professionnels ou commissions versées en Suisse.

Ces commissions provenaient des deux fournisseurs du papier utilisé pour les revues que l'ARC diffusait auprès de ses adhérents.

Trois ans d'instruction

● 2 décembre 1994. Révélée par Le Monde, une note confidentielle du chef de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), Michel Lucas, adressée en 1991 à Claude Evin, ancien ministre des affaires sociales, indique que les charges de fonctionnement de l'ARC représentent 65 % de ses recettes.

● 21 janvier 1996. Libération révèle le contenu d'un rapport de la Cour des comptes mettant gravement en cause la gestion de l'ARC. Le lendemain, Jacques Crozemarie, président et fondateur de l'ARC, « se met en retrait » de l'association.

● 8 janvier. Le Monde révèle le contenu d'une note confidentielle

adressée en novembre 1990 par l'IGAS au gouvernement. Le lendemain, la note de la Cour des comptes est transmise au ministère de la Justice.

● 16 janvier. Le parquet de Paris ouvre une information judiciaire contre X... pour abus de confiance, complicité, recel, faux et usage de faux. Elle est confiée au juge d'instruction Jean-Pierre Zanotto.

● 18 janvier. Jacques Crozemarie démissionne.

● 27 juil. Jacques Crozemarie est mis en examen pour « abus de confiance, faux, usage et complicité de faux, recel d'abus de biens sociaux, complicité de fraude ».

● 20 mars 1998. Michel Simon est mis en détention provisoire. Il sera remis en liberté sous contrôle judiciaire le 20 décembre. Michel

Simon, dirigeant d'International Development, principale filiale de l'ARC, est mis en examen pour « complicité et recel d'abus de confiance, faux et usage de faux, abus de biens sociaux, complicité de fraude, recel d'abus de confiance, présentation de comptes sociaux inexacts ». Placé en détention provisoire, il est remis en liberté sous contrôle judiciaire le 1^{er} juillet.

● 5 septembre 1997. Le juge reçoit un rapport d'expertise dévoilant que « plusieurs centaines de millions de francs » ont été détournés de l'ARC vers la Suisse et les Etats-Unis.

● 20 mars 1998. Michel Simon est mis en détention provisoire. Il sera remis en liberté sous contrôle judiciaire le 3 juillet.

Versé sur différents comptes gérés par deux mystérieuses sociétés américaines (Lynx Partners et Andara) dont le siège social était situé 380, Madison Avenue à New-York et qui était dirigées par Danielle Phil, une proche de Jacques Crozemarie mise en examen. Il est reproché à M. Phil d'avoir reçu des fonds du groupe des sociétés sous-traitantes de l'ARC et d'avoir ainsi créé une autre voie, américaine, de détournement des sommes détournées.

L'instruction de M. Zanotto a montré que l'une des contreparties des tarifs prohibitifs auxquels les sociétés sous-traitantes facturaient leur prestations à l'ARC consistait à alimenter le train de vie personnel de M. Crozemarie : il a ainsi bénéficié d'avantages substantiels pour sa villa de Rians puis pour celle de Bandol, qu'il a vendue le 19 juillet 1995 à Jacques Litwak, l'un des responsables des sociétés sous-traitantes, pour 600 000 francs et une rente annuelle d'un même montant.

L'aménagement de son appartement de VILLEJUFI, dont il vantait la modestie, est revenu à un coût supérieur à 2 millions de francs. Les responsables des sociétés sous-traitantes ont expliqué « ne pas avoir facturé la totalité des travaux car il leur paraissait difficile d'adresser à une association humanitaire une facture de 2,5 millions de francs TTC pour l'aménagement du logement de fonction du président ». Jusqu'à sa démission forcée, le 18 janvier 1996, Jacques Crozemarie aurait ainsi indûment bénéficié d'environ 20 millions de francs, le total des détournements de fonds au préjudice de l'ARC se situant entre 1990 et 1995 dans une fourchette comprise entre 200 et 300 millions de francs.

Jean-Yves Nuu

Les détournements de fonds recensés par l'ordonnance de renvoi

L'ORDONNANCE DU JUGE D'INSTRUCTION précise que Jacques Crozemarie est renvoyé devant le tribunal correctionnel pour :

● 1 Avoir, à Villejuif, Rians, Bandol et en tout cas sur le territoire national, du 1^{er} octobre 1984 au 31 janvier 1992, en connaissance de cause, bénéficié, par tout moyen, du produit des délits d'abus de biens sociaux commis par Michel Simon et François Boquel au préjudice de la société Publicadvise, en espèce : en demandant que la société verse, sans contrepartie, un salaire à Suzanne Poser, qui lui servait de secrétaire particulière, et représentant, entre le 1^{er} octobre 1984 et le 31 janvier 1992, une somme supérieure à 2 millions de francs ; en bénéficiant de travaux dans ses résidences de Rians (2 millions), de Bandol (5,7 millions hors taxes ou 6,8 millions TTC) et l'appartement de fonction de Villejuif (1,2 million), soit un total de 10 millions de francs.

● 2 Avoir, à Villejuif, Bandol et en tout cas sur le territoire national, courant 1990, 1991, 1992, 1993, 1994 et 1995, en connaissance de cause, bénéficié, par tout moyen, du produit des délits

d'abus de biens sociaux commis par Michel Simon et Pascal Sarda au préjudice de la société International Development, en espèce : en bénéficiant de nombreux déplacements en avion, en France ou à l'étranger, supportés par la société International Development pour un montant total de 234 708 francs ; en bénéficiant du rachat de sa propriété de Rians par International Development pour un prix de 4,6 millions de francs ; en faisant supporter par International Development la rémunération de son employé de maison (10 000 francs par mois versés en espèces), ainsi que les dépenses de fonctionnement de la villa de Bandol ; en recevant des dirigeants d'International Development des fonds en espèces.

● 3 Avoir, à Villejuif, Rians, Bandol et en tout cas sur le territoire national, de janvier 1988 à octobre 1994, en connaissance de cause, bénéficié, par tout moyen, du produit du délit d'abus de biens sociaux commis par Michel Simon et Pascal Sarda au préjudice de la société Distrisarmon, en espèce en faisant prendre en charge par cette société les salaires de ses employés de maison, ce qui a été représenté en tout une somme minimale de 677 000 francs.

● 4 Avoir, à Villejuif, Rians, Bandol et en tout cas sur le territoire national, de janvier 1990 à

octobre 1994, en connaissance de cause, bénéficié, par tout moyen, du produit du délit d'abus de biens sociaux commis par Michel Simon au préjudice de la société Christel Organisation, en espèce en faisant prendre en charge par cette société les salaires de ses deux employés de maison. /...

● 6 D'avoir, à Villejuif et sur le territoire national, de 1985 à 1995, détourné au préjudice de l'ARC, dont il était le président, des valeurs ou un bien quelconque qui lui avaient été remis et qu'il avait accepté en charge de les rendre ou d'en faire un usage déterminé, en espèce en faisant supporter à l'ARC des prestations fictives ou manifestement surfacturées par International Development, Publicadvise et SQ2, sociétés dont il recevait par ailleurs des avantages en nature importants : en faisant supporter à l'ARC le surcroit du prix du papier acheté par l'intermédiaire de Soati ; en percevant, par le biais des sociétés Lynx Partners et Andara, 2 117 696 francs d'honoraires correspondant à aucune prestation de sa part et qui ont, in fine, été supportés par l'ARC à travers les factures adressées par les sociétés du groupe ID ; en faisant supporter par l'ARC le salaire de ses employés de maison et l'achat d'un véhicule Clio qui a servi à son usage personnel en province.

Des élus basques espagnols et français constituent leur « Assemblée »

PAMPTELUNE (Espagne) - *de notre envoyée spéciale* « *journée politique pleine d'émotion* pour les uns, « *dangereuse pantomime* » pour les autres : la réunion constitutive de l'Assemblée permanente des maires et des élus municipaux d'Euskal Herria [Pays basque] a rassemblé quelque sept cents élus, essentiellement du Pays basque espagnol, ainsi qu'une trentaine de Navarre et vingt et un du Pays basque français, samedi 6 février dans un cinéma de Pampelune, à l'appel des partis nationalistes basques. Danses, hymnes et drapeaux, interventions traduites en trois langues (espagnol, français et euskera) et adoptées à l'unanimité : en trois heures à peine, dans une ambiance voulue solennelle, la réunion était bouclée, et la première posée, d'une hypothétique « construction nationale basque ». L'idée, promue il y a quelques jours par le Parti nationaliste

basque (PNV, « modéré »), reprend à son compte, à peine édulcoré, en raison des vives réactions suscitées, un projet de Herri Batasuna (HB), la vitrine politique de l'organisation séparatiste basque armée, ETA. Il s'agissait de tisser de facto une unité politique basque, en encourageant la coopération entre les villes des provinces basques espagnoles, françaises et de Navarre. En somme, un premier pas vers l'indépendance.

DIFFÉRENCES D'INTERPRÉTATION Le texte adopté samedi n'est pas explicité. Dans un souci de clarté, on y précise toutefois que l'Assemblée nouvellement créée « saurait en aucun cas se réunir sans l'accord des institutions existantes », c'est-à-dire au Parlement basque, « contrairement à ce que diffusent les campagnes de désinformation ». Il s'agirait plutôt, selon les signataires, de prendre acte de l'existence d'une « nation basque » et de renforcer son développement à travers une « coopération transfrontalière ». Le but final n'en reste pas moins, en reprenant l'idée de « Europe des peuples », de faire de cette « nation basque », une « entité politique unie, démocratique et libre, dans l'Europe de demain ».

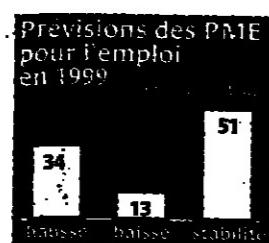
Qu'est-ce à dire ? Le texte, suffisamment souple et fédératif, est sujet à toutes les interprétations, celles « modérées » du PNV et de Eusko Alkartasuna (EA), et « radicales » de HB. Ainsi, si l'adjoint au maire de Biarritz, Jakes Abeberry, présent dans la salle, salue « une page qui se tourne irrémédiablement et une initiative de coopération en plein accord avec la construction européenne », le maire de la vallée du Baztan (Navarre), Pablo Oyarzabal (EA) parle plutôt de « mettre à jour un livre blanc des aspirations de toutes les provinces basques ». Le maire radical de Puerto-de-la-Reina, Patxi Velez de Puente-de-la-Reina, Patxi Velez

(HB), sera plus tranché : « C'est un des plus beaux jours de ma vie, dit-il, le début du chemin démocratique qui nous mènera vers l'indépendance et le socialisme. » Réflexions accueillies avec une indignation unanime par le reste de la classe politique. Ainsi, notant que les maires des grandes villes ne s'étaient pas déplacés et que le système de fonctionnement de la nouvelle Assemblée, selon lequel « une mairie égale une voix », quelle que soit son importance, favorise les nationalistes qui détiennent de nombreux villages, est « antidémocratique », le Parti populaire (centre droit,

Le Monde de l'ECONOMIE

MARDI 9 FÉVRIER 1999

LES ENJEUX ▲ LES INITIATIVES



Prévisions des PME pour l'emploi en 1999

hausse baisse stabilité



51

13

34

hausse baisse stabilité

51

13

بيان العمل

STATUTS Questions-réponses

1 Comment s'est construite la catégorie salariée ?

Le salariat naît progressivement à partir de la loi Le Chapelier qui, en 1792, met fin aux corporations de métiers de l'Ancien Régime.

Lorsque l'ère industrielle s'annonce, l'accident est mis sur le contrat de travail, de gré à gré, qui lie deux personnes théoriquement consentantes, l'employeur et le salarié. Le mouvement ouvrier s'efforce d'obtenir par les luttes sociales une dimension collective à ce statut qui n'était à l'origine qu'individuel.

Du Second Empire à ces toutes dernières années, des améliorations seront successivement apportées, la période optimale coïncidant avec les trente glorieuses », de 1945 à 1975.

Pendant son travail, le salarié se met à la disposition de son employeur et exécute ses ordres. Un temps, rappelle Robert Castel, dans *Métamorphoses de la question sociale* (Fayard, 1995), les révolutionnaires se demanderont si le salarié, n'étant pas un homme libre, pouvait être un citoyen et voter ! En contrepartie de cette subjection, l'employeur lui assure un revenu régulier, puis des éléments de couverture sociale (de plus en plus étendue). Il s'engage surtout à fournir du travail au salarié, qui, pour sa part, renonce à l'absentéisme.

Robert Salais dans *L'Invention du chômage* (Presses universitaires de France, 1986) explique, par opposition, l'émergence de la catégorie des chômeurs. Un salarié qui se trouve privé d'emploi ne saurait se confondre avec un indigent qui sera pris en charge par les bureaux locaux d'aide sociale.

2 Qu'est-ce que la requalification d'un contrat de travail ?

En France – mais des procédures analogues existent dans les autres pays européens –, l'inspecteur du travail a la possibilité de reconstruire (« requalifier ») un contrat dès lors qu'il estime que le travailleur répond aux critères du salarié. Sa décision est simple à prendre si le lien de subordination est établi, et il peut prouver le caractère permanent et exclusif de la relation de travail.

Avec le développement des nouvelles formes d'emploi – dont le travail indépendant –, l'appréciation devient plus délicate. La loi Madelin du 11 février 1994 considère d'ailleurs que l'inscription au registre des métiers ou du commerce vaut, sauf démonstration contraire, reconnaissance du statut d'indépendant.

Aussi la jurisprudence utilise-t-elle désormais la technique dite du « faiseau d'indices », devenue une caractéristique

commune du droit du travail en Europe. S'ensuit une liste d'indices qui aident à la décision. Par exemple : la soumission de l'intérêt à des ordres ou à un contrôle de l'autre partie en ce qui concerne ses méthodes de travail, le lieu d'exercice, les horaires, les moyens de travail mis à sa disposition, etc.

3 Qu'en est-il d'autres pays ?

Sommais aux mêmes évolutions, chaque pays tente de répondre en fonction de sa législation propre. Certains pays font figure de précurseurs. C'est en partie le cas de l'Italie, mais aussi de l'Allemagne, dont le droit distingue trois catégories de travailleurs indépendants.

Dans les deux premières, se retrouvent les entrepreneurs qui peuvent travailler soit en vertu d'un contrat de services libres – il y a alors une simple obligation de travailler (professions libérales) –, soit d'un contrat d'entreprise – où il existe une obligation de résultats (artisans, commerçants, etc.).

La troisième catégorie regroupe des « personnes semblables aux salariés » qui travaillent pour un donneur d'ordres principal dont ils dépendent économiquement. Juridiquement travailleurs indépendants, ils se voient appliquer certaines dispositions du droit du travail en matière de congés, de contentieux du travail ou de convention collective.

4 Combien y a-t-il de travailleurs indépendants en France ?

Il est difficile de le savoir précisément puisque les frontières sont contestées et contestables. Les chiffres de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) oscillent entre une stabilité et une légère diminution de cette population, qui comprenait 1,4 million de personnes en mars 1998, date de la dernière enquête emploi.

Mais, dans ce total, figurent les agriculteurs exploitants, les artisans et les commerçants, qui sont en diminution. Le travail indépendant, qui se développe dans l'industrie et les services, vient compenser ces pertes.

On sait aussi que d'autant que travailleurs indépendants ont opté pour la création de sociétés à responsabilité limitée (SARL) dont ils sont les gérants minoritaires ou dont ils sont les uniques salariés, précisément pour disposer d'une couverture sociale. Cette tendance est impossible à chiffrer.

Une seule certitude : les entrepreneurs individuels qui ont utilisé la loi Madelin ne sont guère nombreux, le dispositif de financement des retraites par capitalisation n'étant pas considéré comme attractif.

Alain Supiot, juriste, professeur à l'université de Nantes

« Le droit du travail doit être le droit de toutes les formes de travail »



Alain Supiot

● Professeur à l'université de Nantes depuis 1982, Alain Supiot a toujours travaillé sur le droit et le changement social.

● Il a fondé et dirigé de 1993 à 1996, la Maison des sciences de l'homme Ange-Gaupin, un pôle de recherche sociale réputé pour son observation du monde du travail.

● Entre le salariat et le travail indépendant, voit-on émerger de nouveaux statuts ?

● Je crois que la subordination à vie n'est pas un idéal insurpassable. Dans le modèle de l'Etat-providence, le travail était le lieu d'un échange fondatrice entre dépendance économique et sécurité sociale. Certes, celui qui avait un emploi se soumettait à pouvoir d'autrui, mais il se voyait garantir en retour les conditions d'une vie sociale.

● Les bases de ce pacte fondateur sont aujourd'hui remises en question. La pression économique est plus forte que jamais (pour ceux qui ont un emploi comme pour ceux qui n'en n'ont pas), mais elle n'est plus compensée par une sécurité d'existence. On peut douter de la viabilité d'un tel modèle. On ne peut pas demander aux gens d'être responsables sans leur reconnaître des droits. On ne peut pas les faire travailler efficacement avec un revolver sur la tempe.

● Nous avons conduit notre réflexion autour de la notion d'*« état*

professionnel des personnes ». Pader d'état professionnel implique une continuité de droits sur la longue durée. Il faut se donner les moyens de garantir une trajectoire qui inclut des périodes de salariat, de formation, de travail indépendant. Nous avons essayé de penser des moyens de transition d'une situation à une autre.

● De la pratique émergent ce que nous proposons d'appeler des « droits de tirage sociaux ». Provisionnés par des moyens très divers (argent public, agent de la Sécurité sociale, de l'employeur ou d'organismes paritaires, comptes épargne-temps, etc.), ces droits permettent au salarié d'exercer certaines libertés, de se former, d'entreprendre, de se consacrer à sa vie familiale ou à une activité désintéressée et d'être assuré de retrouver ensuite sa place sur le marché du travail. Ce type de droits permet d'instituer un triangle « liberté-sécurité-responsabilité ».

● Une telle approche permet de répondre à la question de savoir s'il faut revenir à un droit du travail qui se resserre sur sa base historique – celle du subordonné considéré comme irresponsable – ou bien si le droit du travail doit prendre en compte des situations qui ne répondent plus à ce modèle.

● Nous avons pris clairement parti là-dessus. Le droit du travail doit, pour redevenir un facteur de cohésion sociale et être fidèle à son nom, être le droit de toutes les formes de travail, ce qui implique évidemment une évolution de son contenu. Nous préconisons de lier très fortement cette évolution au pouvoir de qualification du juge. Il ne faut pas laisser l'employeur et l'employé en décliner seuls. A condition de maintenir ce verrou solidement fermé, il est possible de s'engager vers un droit du travail qui ajuste le niveau de protection au besoin de protection et qui fasse place au travail indépendant ou semi-indépendant.»

Propos recueillis par Frédéric Lemaître

La « parasubordination », A

Entre le salariat et l'indépendance, la novità de la recette italienne

Stéphane, un entrepreneur à la liberté très limitée...

Plus jamais ça ! Stéphane Desbled ne partage pas vraiment l'engouement que la création d'entreprise est censée susciter chez les jeunes ingénieurs éblouis par les succès stories de la Silicon Valley. Tout avait pourtant commencé dans le respect du mythe : diplômé du Sup'aero en 1982, il entre chez Dassault à vingt-trois ans. Thomson, intéressée par sa spécialisation en défense électronique, le débauche quatre ans plus tard.

« Un collègue avait un projet de boîte d'ingénierie. Il m'a proposé d'être associé ; j'ai réfléchi quinze jours, et j'ai dit oui, tenté par l'aventure. » En 1990, Stéphane met 20 000 F (3 049 euros) dans la SARL Profind, dont il prend la gérance. Mais il reste salarié de Thomson, « histoire de conserver un revenu » en attendant de développer l'activité. « La semaine, j'étais Thomson, le soir et le week-end, j'étais Profind. »

« Pour m'assurer un premier contrat, je leur ai proposé de continuer mon activité à mi-temps, en tant que consultant. De chef de projet, je suis devenu conseiller du chef de projet qui m'avait remplacé. » Stéphane conserve même son bureau.

Si, chez Thomson, son expertise s'avère un atout, elle se révèle un handicap lorsqu'il s'agit de trouver d'autres clients pour Profind : « La plupart des prospects étaient des grandes entreprises qui ne souhaitaient pas le cœur de leurs métiers à un indépendant, susceptible de travailler ensuite pour un concurrent. Un prestataire ne fera jamais que des travaux annexes ou des tâches d'organisation transversales. » Stéphane ne parvient à décrocher des contrats... qu'àuprès d'autres services et filiales de Thomson !

SAXOPHONE
Constantin, après un an et demi de ce régime, qu'il ne réussissait pas à gagner son indépendance, Stéphane se résout à chercher... un travail salarié. Il songe bien sûr à retourner chez son ancien employeur, mais la récession bat son plein

et Thomson a gelé ses recrutements. « Pour toucher les Assecid, j'ai dû vendre mes parts et quitter la gérance. »

Après un an de « galère », il est embauché chez Matra Transport sur le projet du métro Météor et double son revenu par rapport à Profind : « Je suis finalement plus autonome en tant que salarié : chef de projet, je fixe l'organisation de mes tâches ; j'ai la possibilité d'évoluer en prenant en charge des projets de plus en plus importants. Alors que le développement commercial de Profind m'obligeait à accomplir des tâches qui ne me procurent aucun plaisir ! »

Au bout du compte, pour Stéphane, la « liberté de l'entrepreneur » s'est résumée à organiser son temps libre : « Le matin, je prenais mon téléphone pour appeler des prospects. Au bout de trois ou quatre échecs, j'abandonnais. Je sortais déjeuner ou resto, je faisais une sieste, j'allais au cinéma, je jouais de la musique. C'est à cette époque que j'ai appris à jouer du saxo ! »

Antoine Reverchon

Les professions libérales à la recherche d'une autonomie protégée

Architectes, dentistes, experts-comptables...

La situation de ces métiers reste à aménager afin de protéger leur éthique

collaboration. « Celui-ci, explique-t-on à l'Union nationale des associations de professions libérales (Unapl), leur garantit d'exercer en toute indépendance leur métier, tout en bénéficiant d'une structure, laquelle leur rétrocède des honoraires. »

Ces situations ne sont pas à l'abri d'une requalification en contrat de travail salarié. Une procédure qui pour l'Unapl ne se justifie pas, ces professions – au démeurant réglementées – étant par essence indépendantes.

« Leur exercice n'est pas incompatible avec le contrat de travail, précise Jacques Barthélémy, avocat conseil en droit social, qui travaille sur l'avant-projet de loi. En droit, la profession libérale se caractérise exclusivement par l'indépendance technique. Celle-ci, ajoute-t-il, induit néanmoins un fort degré d'autonomie qui rend atypique le contrat de travail. »

Le professionnel libéral est responsable de ses actes professionnels, tant d'un point de vue civil qu'pénal, alors que, dans le cadre d'un contrat de travail, la responsabilité civile du salarié ne peut être engagée qu'en cas de faute lourde. L'indépendance technique conduit aussi à un degré élevé d'autonomie concernant les conditions de travail. Par exemple, pour pouvoir être libre de son diagnostic ou de son conseil, le professionnel libéral doit jour de la plus grande liberté dans la détermination de son temps de travail. Son employeur peut dès lors diffi-

cialement contrôler ses horaires sans entraver son indépendance. Et le refus d'exécuter une tâche au nom de la conscience ne saurait constituer une faute ni dans l'exécution du contrat, ni au plan disciplinaire.

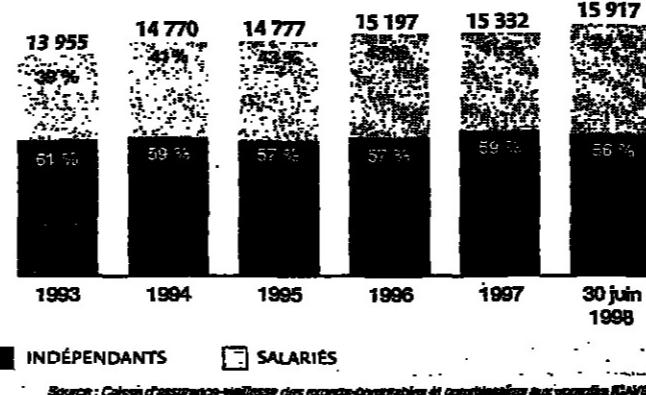
Le 30 décembre 1990, une loi a

créé un statut spécifique d'avocat salarié, lequel vise à protéger l'indépendance technique, notamment sur la question de la conscience professionnelle. « Ce statut reste néanmoins ambigu, car Thomson a gelé ses recrutements. « Pour toucher les Assecid, j'ai dû vendre mes parts et quitter la gérance. »

Après un an de « galère », il est embauché chez Matra Transport sur le projet du métro Météor et double son revenu par rapport à Profind : « Je suis finalement plus autonome en tant que salarié : chef de projet, je fixe l'organisation de mes tâches ; j'ai la possibilité d'évoluer en prenant en charge des projets de plus en plus importants. Alors que le développement commercial de Profind m'obligeait à accomplir des tâches qui ne me procurent aucun plaisir ! »

Au bout du compte, pour Stéphane, la « liberté de l'entrepreneur » s'est résumée à organiser son temps libre : « Le matin, je prenais mon téléphone pour appeler des prospects. Au bout de trois ou quatre échecs, j'abandonnais. Je sortais déjeuner ou resto, je faisais une sieste, j'allais au cinéma, je jouais de la musique. C'est à cette époque que j'ai appris à jouer du saxo ! »

Antoine Reverchon



la dépendance économique demeure, souligne Jacques Barthélémy. Or celle-ci justifie un droit protecteur. Il n'est dès lors pas incongru d'imaginer une qualification juridique spécifique, fondée sur la parasubordination, intermédiaire entre le contrat de travail et le contrat d'entreprise. »

Une piste que l'UNAPL s'attache à faire valider dans l'avant-projet de loi. « Sa promotion est laborieuse, ne cache pas le syndicat. Ce projet surprend parce qu'il ne renvoie ni à du salariat, ni au travail indépendant. Il faut du temps pour que les acteurs en assimilent le sens et l'esprit. De plus, on se heurte à des citadelles. Il faudra, en effet, sans doute créer une caisse de sécurité sociale. » Une chose est sûre, la création d'un tel statut renvoie à l'adaptation des régimes de protection sociale, qui ne correspondent plus aux réalités d'aujourd'hui.

Laetitia Van Eeckhout

La « parasubordination », un nouveau concept

Au siècle passé, les bons auteurs affectionnaient de donner un titre énigmatique à leur œuvre de chapitre, censé intriguer le lecteur. Du genre : « Où il sera question de la parasubordination ». Grâce à ce procédé, le mot était lâché et le mystère entretenu. Si l'on voulait en savoir davantage, il fallait accepter de se laisser guider pour finalement découvrir ce que l'on connaît déjà. Ou presque.

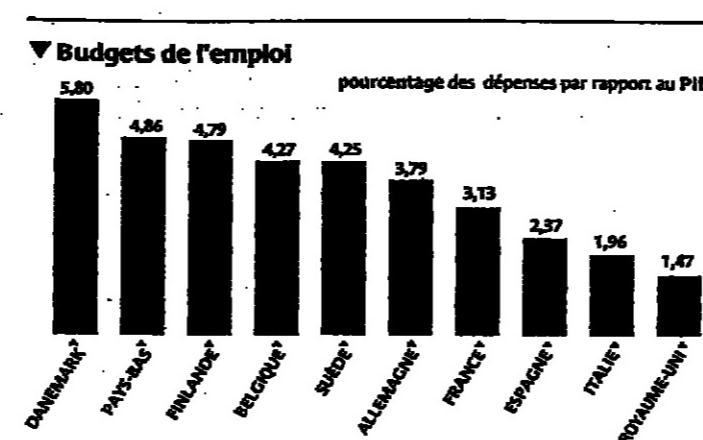
Cette comparaison s'applique parfaitement à la « parasubordination », un vocable étrange concocté par d'éménages juristes du travail et d'inventifs italiens pour exprimer une réalité que nous cotoyons. Ou que nous vivons.

Il s'agit de la première tentative pour donner un nom à l'une de ces zones grises qui prospèrent dans l'emploi, entre le salariat proprement dit et le chef d'entreprise, y compris individuel. Un de ces espaces indécis, véritable triangle des Bermudes où s'évanouissent les repères traditionnels, quand, déjà, le développement des emplois précaires ou atypiques a bouleversé les autres scénarios. A l'origine, il y a le statut du salarié. Simple et clair,

Le contrat de travail qui consacrait un rapport d'autorité, en même temps que de dépendance économique, est devenu désuet

croyant-on, et qui n'accorde plus les mêmes certitudes. Sa définition rappelle les spécialistes du droit du travail, reposant justement sur l'existence d'un lien de subordination entre l'employeur et le travailleur. Autrement dit, le contrat de travail consacre un rapport d'autorité, en même temps que de dépendance économique.

Seulement, voilà, ce qui se concevait sans peine sous l'empire du modèle industriel dominant, voire exclusif, n'est apprécié pas de façon aussi tranchée aujourd'hui. Dans bien des situations quotidiennes de travail, il devient difficile, pour beaucoup, de prétendre que l'on apparten-



tient intégralement à la catégorie salariée, au sens strict. Cela semble évident pour un dirigeant de société, un expert-comptable ou un avocat, salariés de leur entreprise ou du cabinet.

Mais le phénomène touche maintenant d'autres professionnels qui disposent de plus en plus de latitude et d'autonomie dans l'exercice de leurs tâches, soumis à une obligation de résultat et non de moyens. Entretemps, les nouvelles technologies, les organisations modernes du travail, dont l'externalisation, et le fonctionnement en réseau des entreprises sont passés par là, tandis que la liberté. Le tout sans garde-fou, la protection sociale leur manquant encore davantage que la sécurité d'une convention collective.

COMBINATIONS

Dans une étude de la Dares (ministère de l'emploi) d'avril 1998 intitulée *Entre salariat et travail indépendant : les formes hybrides de mobilisation du travail*, Yves Dupuy et Françoise Laroche, deux chercheurs, tentent de construire une grille de lecture de ces situations de travail. Croisant deux critères : partage du risque économique et organisation des tâches, ils en définissent neuf, « combinaisons complexes et prototypiques » du salarié et du travail indépendant.

Mais finalement combien sont-ils, ces travailleurs à statut hybride ? Nul ne sait avec précision, alors que, continuellement, nous en croisons dans les usines, les bureaux et les magasins. La même tendance surgit presque partiellement dans toute l'Europe et constitue à chaque fois une brèche dans le droit du travail.

Alain Lebaube

Droits de tirage sociaux

Selon le rapport « Le devenir du droit du travail en Europe », aux droits sociaux universels devraient s'ajouter des « droits de tirage sociaux » (DTS), correspondant au nouveau « statut professionnel flou ». Ce dernier, censé faciliter le passage d'un type d'emploi à un autre, devrait être assorti de droits garantissant cette liberté à chacun. Pour bénéficier à leur convenance de ces DTS, les individus en consommeront la provision lors de leurs emplois successifs. Le principe d'un tel mécanisme existe déjà dans plusieurs dispositifs : crédits d'heures attribués aux représentants du personnel, compte épargne-temps, etc.

Rompant avec la conception traditionnelle de droits accordés en contrepartie de risques (maladie...) ou de sujétions particulières (majoration pour heures supplémentaires...), ces droits ne seraient accordés qu'au regard d'une même sociale déterminée.

Entre le salariat et l'indépendance, la vogue d'une recette italienne indigeste

FLORENCE
de notre envoyé spécial

Tandis qu'en France les juristes et les consultants se creusent la tête pour imaginer un statut intermédiaire entre le salarié et l'indépendant, l'Italie l'a introduit dans son code civil il y a vingt-six ans, sous le nom alambiqué de « collaboration coordonnée et continue ». Cette forme d'emploi, qui constitue majoritairement ce qu'on appelle la « parasubordination », concerne 1,4 million de personnes. Surtout répandue dans les petites sociétés, mais adoptée aussi par les entreprises publiques, la formule a connu un développement exponentiel ces dernières années dans les zones riches – donc principalement le nord du pays.

Pen encadré, ce statut apporte de la souplesse aux contrats et « permet aussi d'abaisser le coût du travail, car les charges sont très faibles. Au Nord, nous avons la parasubordination. Au Sud, le travail au noir », observe Michele Thiboschi, chercheur à la faculté d'économie de l'université de Modène. Les professions intellectuelles ont été les premières concernées : psychologues, consultants, informaticiens, etc. Mais aujourd'hui la parasubordination s'étend à toutes sortes d'activités, y compris peu qualifiées, comme distributeur de prospectus, courrier, caissière...

Danièle, trente-six ans, chercheuse dans le domaine socio-économique, a deux clients. Avec le premier, il a un contrat renouvelé d'une année sur l'autre. Avec le second, un contrat « sans terme défini à l'avance. Quand nous avons atteint le résultat recherché, nous arrêtons ». En attendant le prochain

qui en 1995 et dont le taux est de 12 % (contre 19 % pour le travailleur indépendant et 32 % pour le salarié). Ce qui promet une retraite très maigre pour les parasubordonnés. Certes, il est prévu d'augmenter la cotisation à 19 %, mais en... 2028. Une échéance lointaine, mais cohérente avec l'application de la réforme générale des retraites, qui a été différée à 2030. En 1998 a également été instaurée une cotisation maternité, mais, là encore, la prestation est très modeste.

Les rémunérations peuvent être élevées dans certains cas. Mais pas toujours, car les travailleurs sont en concurrence. « Celui qui offre le prix le plus bas est apprécié », constate Danièle, qui dit « vivre mal [sa] précarité et [sa] sous-rémunération ». Pour environ 50 heures

Adhésions syndicales « une à une »

Ces dernières années, surmontant l'obstacle de leur dispersion notamment grâce à Internet, des travailleurs parasubordonnés s'étaient organisés en associations. Les principales d'entre elles se sont dissoutes dans les structures spécifiques créées, voilà environ un an, par les trois syndicats italiens : la CGIL, la CISL et la UIL.

La plus importante, la CGIL-Nidil, née en mai 1998, a ouvert une quarantaine de points d'accueil et revendique 2 000 adhérents. « Ce n'est pas si mal », estime Cesare Minghini, coordinateur national. Ces adhérents, nous sommes allés les chercher un à un. »

La syndicalisation sera longue. « Nos réponses sont encore faibles en l'absence de loi. » Il faut aussi valancer « la défense culturelle à l'égard des syndicats », ajoute-t-il. Cependant, les contacts via le site Internet du Nidil sont « nombreux car la solitude pèse à ces travailleurs ».

Bibliographie

- Métonnophoses de la question sociale, de Robert Castel (Payard, 1995, 490 p., 190 F, 28,96 euros).
- Critique du droit du travail, d'Alain Supiot (Presses universitaires de France, 1994, 280 p., 178 F, 27,13 euros).
- Précis du droit du travail, de Gérard Lyon-Caen, Jean Pfeiffer et Alain Supiot (Dalloz, 272 p., 150 F, 22,86 euros).
- 1998, dix-neuvième édition, 1 007 p., 222 F, 33,84 euros).
- Le Travail en perspectives, ouvrage collectif sous la direction d'Alain Supiot (LGDV, 1998, 640 p., 240 F, 36,58 euros).
- L'invention du chômage, de Robert Salais, Nicolas Baverez et Béatrice Reynaud (PUF, 1996, 272 p., 150 F, 22,86 euros).

travailleur ne bénéficie d'aucun droit et sa protection sociale est extrêmement réduite. Celle-ci se résume à une cotisation retraite obligatoire (dont les deux tiers sont théoriquement imputés au donneur d'ordres, un tiers au parasubordonné), qui n'a été instaurée

de travail par semaine, il perçoit « 18 millions de lires net par mois (environ 5 900 francs ou 900 euros, impôt déduit), tandis qu'un ouvrier gagne 19,5 millions net ». Pour mieux protéger ces travailleurs, les syndicats cherchent à négocier avec les donneurs d'ordre. « J'essaie avant tout d'obtenir que les contrats de collaboration soient écrits, ainsi qu'une référence de rémunération, qui, pour nous, doit être équivalente au coût d'un salarié pour l'entreprise », explique Simonetta Leo, coordinatrice de la Confédération générale italienne du travail-Nouvelles identités de travail (CGIL-Nidil), une structure spécifique pour ces travailleurs créée au sein du syndicat CGIL.

Le faible coût du travail parasubordonné a produit toutes sortes de dérives, certaines entreprises

Francine Aizcovicci

CHRONIQUE

par Serge Marti

L'Amérique à l'écran

D'après Alan Greenspan, le patron de la Réserve fédérale, elle est « pétillante ». Quant au *Wall Street Journal*, il considère qu'elle est tout simplement « torride ». Qui peut mériter une telle avalanche de superlatifs ? L'économie américaine, bien sûr, dont une bonne moitié du gouvernement Clinton, bombardé le torse – avec raison –, est venue vanter les mérites au Forum économique mondial de Davos.

Le tableau de bord, peint en rose bonbon, a effectivement de quoi impressionner : une croissance qui a explosé au dernier trimestre 1998 pour atteindre 5,6 % (soit 3,9 % pour l'ensemble de l'année) ; un chômage ramené à 4,3 % au mois de décembre, son taux le plus bas, en temps de paix, depuis 1957 ; une inflation contenue à 1,6 % en rythme annuel ; enfin, et ce n'est pas la moindre performance après tant d'années de laxisme budgétaire, un excédent des finances publiques de 70 milliards de dollars pour l'ensemble de l'année précédente, soit environ 0,80 % du PIB américain. En prévision d'un excédent qui, cumulé sur les quinze prochaines années, pourrait, selon l'administration, atteindre 4 400 à 4 800 milliards de dollars !

A l'énoncé d'un tel bilan, que le président Clinton a su habilement mettre en valeur dans son traditionnel discours de janvier sur l'état de l'Union, on voit mal quelles sont les

en milliards de dollars

Années fiscales

100

0

-100

-200

-300

Source : Office of management and budget

1983 84 85 86 87 88 89

* Estimation ** Prévision

1. L'équilibre budgétaire

Bureau of the Budget

Source : Bureau of the Budget

2. Taux de chômage

Bureau of Labor Statistics

3. Dette publique

Bureau of the Budget

4. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

5. Taux de change

U.S. Treasury

6. Taux d'intérêt

U.S. Treasury

7. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

8. Taux de change

U.S. Treasury

9. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

10. Taux de change

U.S. Treasury

11. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

12. Taux de change

U.S. Treasury

13. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

14. Taux de change

U.S. Treasury

15. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

16. Taux de change

U.S. Treasury

17. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

18. Taux de change

U.S. Treasury

19. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

20. Taux de change

U.S. Treasury

21. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

22. Taux de change

U.S. Treasury

23. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

24. Taux de change

U.S. Treasury

25. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

26. Taux de change

U.S. Treasury

27. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

28. Taux de change

U.S. Treasury

29. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

30. Taux de change

U.S. Treasury

31. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

32. Taux de change

U.S. Treasury

33. Taux de croissance

Bureau of Economic Analysis

34. Taux de change

U.S. Treasury

L'euro conforte l'optimisme des PME des Quinze

Les PME européennes semblent aborder la dernière année du millénaire avec confiance. Selon une enquête réalisée fin novembre-début décembre, pour la septième année consécutive, par le cabinet d'audit et de conseil Exco & Thornton, leurs perspectives d'investissements industriels et d'embauche continuent de progresser pour atteindre leur plus haut niveau depuis cinq ans.

Près des trois quarts entendent développer leurs investissements ou les poursuivre au rythme actuel (73%). Et la moitié (51%) pensent maintenir leurs effectifs, tandis que 34% prévoient de les accroître.

Quoique en léger recul, leurs anticipations de chiffre d'affaires restent bonnes : 60% escomptent une hausse en 1999. Mais elles sont de moins en moins nombreuses à envisager une hausse de leurs prix de vente (23% contre 26% pour 1998). Dans leur majorité (49%), elles tablent sur une stabilité de leurs prix.

INFLATION

« Le taux d'inflation est autour de 1% dans la plupart des pays. Les entrepreneurs ont bien intégré que l'on était en période d'inflation zéro et qu'il leur fallait davantage jouer sur l'amélioration de l'efficacité de leurs procédures que sur les prix », souligne un responsable de la DG XXIII (politique d'entreprise, commerce, tourisme et politique sociale) à Bruxelles.

« Le fait qu'un certain nombre de facteurs macro-économiques soient positifs comme jamais ils ne l'ont été depuis longtemps explique la confiance dont témoignent les PME européennes », poursuit ce dernier. Satisfaisant, ce panorama d'ensemble recouvre toutefois de fortes disparités entre les principaux pays de l'Union. La confiance des PME britanniques, au plus haut il y a un an, est en forte baisse. Elles ne sont plus que 54% à prévoir une progression de leur chiffre d'affaires, et 41% une hausse de leurs profits, contre respectivement 76% et 65% il y a un an.

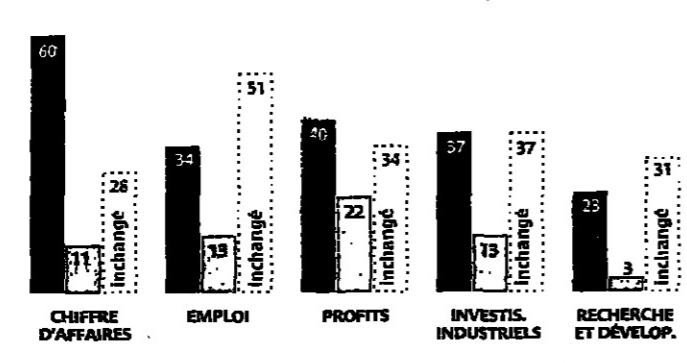
Le moral des petites et moyennes entreprises est à la hausse, sauf au Royaume-Uni

« Le Royaume-Uni se trouve en fin de cycle économique. Et si les taux d'intérêt britanniques ont baissé, la hausse de la livre pénalise les PME », observe Jean-Luc Carpenter, président d'Amoyt Exco, filiale française du groupe Exco & Grant Thornton. « Plus ouverte au commerce international, notamment avec l'Asie, l'économie de ce pays est également plus sensible à la dégradation de la conjoncture mondiale. » De fait, les perspectives d'investissement des PME d'outre-Manche sont également sensiblement en recul : seules 31% pensent croire les accroître cette année.

Ce sont les PME espagnoles qui, confirmant leur dynamisme, se montrent désormais les plus confiantes. Que ce soit en termes de chiffre d'affaires, de profit, d'investissement ou encore d'emploi. Elles affichent ainsi des perspectives très supérieures aux moyennes dans l'Union : 71% anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires, 42% une progression de leurs profits, 42% envisagent d'embaucher et 48% d'investir.

▼ Les perspectives des PME européennes pour 1999

pourcentage de PME escomptant :



Le marché intérieur européen profite beaucoup aux entreprises espagnoles, confirme-t-on à la DG XXIII. Sous Franco, l'Espagne était un pays très fermé, pratiquant des droits de douane élevés. Deux ans après son entrée dans l'Union européenne, l'Espagne a commencé à connaître une croissance soutenue qui n'a cessé de se poursuivre depuis. Désormais, ce pays devra lutter pour bénéficier comme auparavant des fonds structurels. Des fonds dont il a largement bénéficié et qui l'ont aidé à transformer son économie.

Morts enthousiastes que l'an passé quant à l'amélioration de leurs profits et de leur chiffre d'affaires, les PME italiennes restent toujours les plus dynamiques en termes d'investissements : 51% entendent investir cette année, contre 43% l'année dernière. Et 61% pensent connaître une croissance de leur chiffre d'affaires.

Elles sont d'ailleurs, sur ce point, rejointes par les PME françaises, qui, confirmant leur dynamisme, se montrent désormais les plus confiantes. Que ce soit en termes de chiffre d'affaires, de profit, d'investissement ou encore d'emploi. Elles affichent ainsi des perspectives très supérieures aux moyennes dans l'Union : 71% anticipent une hausse de leur chiffre d'affaires, 42% une progression de leurs profits, 42% envisagent d'embaucher et 48% d'investir.

« Si dans l'ensemble des pays, et en particulier en Espagne et en France, la poursuite de la croissance est essentiellement due à la solidité de la demande intérieure, l'euro constitue en soi, pour les PME en particulier, un levier de développement, souligne Jean-Luc Carpenter. La monnaie unique fait disparaître un frein à l'exportation. Les différences de change étaient d'autant plus pesantes pour les PME que la gestion du risque de change nécessite une certaine expertise dont celles-ci ne disposent pas toujours. »

« Même celles qui exportaient déjà vont bénéficier de l'effet euro, appuie-t-on à la DG XXIII. La transparence sur les prix qu'entraînera la monnaie unique va leur donner l'occasion de remettre à plat leurs relations à l'exportation, et de renégocier, le cas échéant, leurs prix avec certains pays. »

Laetitia Van Eekhout

Au Plan, Mario Dehove bâtit les institutions du futur

Qu'est-ce qu'être français ? A l'heure de l'Europe, chacun doit résoudre à sa manière la question pas si simple de l'identité nationale. Ce n'est donc pas un hasard si Mario Dehove, fils d'immigré espagnol - son grand-père a été fusillé par les franquistes pendant la guerre d'Espagne -, doté d'un nom flamand, se retrouve aujourd'hui au commissariat au Plan en train de piloter, sous la présidence de Jean-Louis Quermonne, une réflexion sur l'avenir des institutions européennes.

Charge de mission auprès du Commissaire, Mario Dehove avait déjà commencé d'étudier l'évolution institutionnelle de l'Europe au moment de la dernière Conférence intergouvernementale (CIG). Ses publications sur le sujet en ont fait un rapporteur tout désigné pour le groupe de travail que Matignon a demandé au Plan de constituer sur le sujet.

C'est en mars 1998, à la demande du premier ministre, que le Plan a commencé à réfléchir à de nouveaux modèles de pilotage des institutions européennes. « La Bretagne ou l'Allemagne se sont forgé une représentation de l'Europe du futur peu institutionnalisée pour l'une, plutôt fédérale pour l'autre. Ces pays ont défini, a priori, le cadre qui leur conviendrait le mieux », explique Mario Dehove.

La France a beau avoir été un militante acrte de l'Europe, une doctrine de moyen ou long terme lui fait aujourd'hui défaut. C'est pourquoi la commission du Plan a constitué cinq groupes de travail : le premier traite de la coordination économique, le deuxième de l'Europe sociale, le troisième de la géographie économique, le quatrième de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et le dernier de la sécurité intérieure. Composés de

spécialistes (dix par groupe environ), ils ont été chargés d'imaginer des modèles institutionnels pour leurs domaines respectifs. Leurs travaux seront remis prochainement à charge pour la commission présidée par Jean-Louis Quermonne - Mario Dehove étant le rapporteur final - d'élaborer un modèle architectural de l'Europe du futur. Une Europe du futur à la française, bien évidemment.

« On touche aujourd'hui à la limite de la capacité d'action de l'Europe, et surtout à la limite de sa capacité d'action dans l'urgence », explique Mario Dehove. Face à la criminalité qui se mondialise, au terrorisme, à la diplomatie qui exige des temps de réponse rapides, au budget qu'il faudrait mobiliser pour parer aux crises qui inévitablement surgissent... l'Europe ne dispose pas des structures adéquates. Ses temps de réponse aux problèmes nouveaux sont trop longs.

La nécessité de cette réflexion est la conséquence directe du succès de l'euro, qui met en valeur l'essoufflement d'une certaine forme d'intégration européenne. L'accélération du marché unique n'a eu que très peu d'effets stimulants sur la croissance, le commerce intra-européen stagne et, plus donnant encore, l'intégration des systèmes de production demeure à l'état d'ébauche. Le pacte de stabilité a certes engendré une discipline budgétaire, mais le mécanisme de coordination prévu par le traité de Maastricht n'a pas été réellement mis en œuvre. Enfin, en matière de systèmes sociaux, l'intégration s'est cantonnée au minimum compatible avec le principe de libre circulation des personnes.

C'est en dehors des domaines économiques que les failles de l'Union européenne sautent aux yeux. En matière de justice et de sécurité intérieure à l'échelon européen, l'échec de Maastricht a été manifeste. La coopération entre les polices demeure plus affaire de bonne volonté que de structure et la mise en place d'une politique étrangère commune frôle le symbolique. Enfin, au plan institutionnel, aucune innovation particulière n'a

vu le jour qui permette de concilier tout à la fois l'intégrité des Etats-nations et leur intérêt à mieux coopérer.



Mario Dehove
• Ingénieur de formation, Mario Dehove, cinquante-deux ans, a fait l'essentiel de sa carrière dans la fonction publique. Il a ainsi travaillé pendant douze ans à la direction de la prévision au ministère de l'économie et des finances.
• Diplômé de l'Ecole centrale, il est également professeur associé d'économie à l'université Paris-Nord.

Sans préjuger des conclusions de la commission du Plan, Mario Dehove est persuadé que la monnaie unique sera de l'Europe une entité monétaire aussi influente que les Etats-Unis. A terme, les Etats-Unis seront obligés de traiter l'Europe comme une entité régionale naisante au rayon d'influence mondial. A condition toutefois qu'un certain nombre d'écueils soient évités : la dilution de puissance que l'intégration de certains pays de l'Est dans l'Union peut occasionner, les crispations identitaires, qui pourraient se révéler plus importantes que prévu, et l'absence de moyens institutionnels capables de mettre en valeur les éléments de puissance que l'euro recèle. C'est dire si la prospective a aujourd'hui sa place dans la réflexion gouvernementale.

Yves Mamou

ipag

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE
Diplôme visé Bac + 4

Concours ouvert aux élèves de terminale et aux bacheliers - 10 et 11 mai 1999

Un enseignement généraliste + des spécialisations métiers
OU + des spécialisations géographiques

L'expérience de l'entreprise ► de 10 à 16 mois de stages en entreprise en France et à l'étranger

L'international pour tous les élèves ► 6 mois minimum à l'étranger ► 60 universités partenaires : Europe, Etats-Unis, Amérique latine

IPAG Nice 4, bd Carabacel 06000 NICE Tél. 04.93.13.39.00
IPAG Paris 184, bd St-Germain 75006 PARIS Tél. 01.53.63.36.00
Etablissement privé d'enseignement technologique supérieur

DROIT ET ÉCONOMIE

par Stéphane Corone

Protection des victimes : un pas en arrière

Accident de parcours ? Exception qui confirme la règle ? Ou paradoxe sans lendemain ? Sous couvert de la nécessaire harmonisation des droits européens et de la protection des victimes, notre droit vient de faire un pas en arrière, en autorisant les fabricants à dégager leur responsabilité lorsque leur produit présente un défaut « pour risque de développement ».

Cette exonération, jusque-là inconnue de nos textes, a été introduite par l'article 12 de la loi du 19 mai 1998 (1). « Le producteur est responsable de plein droit [...] moins qu'il ne prouve que l'état des connaissances scientifiques et techniques, au moment où il a mis le produit en circulation, n'a pas permis de déceler l'existence du défaut ». Jusqu'à

présenter la France se distinguait en matière de responsabilité des fabricants par sa jurisprudence fondée sur « l'obligation de sécurité » qui garantit aux victimes d'un produit défectueux une indemnisation, le producteur ne pouvant se dégager de sa responsabilité.

Ainsi, dans l'hypothèse d'un accident grave - la transmission à l'homme de la maladie de Creutzfeldt-Jakob ou encore des malformations dues à la prise d'un médicament -, la nouvelle loi permet aux « fabricants » de ces situations de se dégager de toute responsabilité s'ils prouvent qu'ils ne pouvaient connaître les risques que présentait leur produit à la date de leur mise en circulation. On comprend l'impact que pourrait avoir la nouvelle législation pour les victimes.

Comme s'il avait - en partie - pris conscience de la gravité du texte qu'il votait, le Parlement a exclu cette cause d'exonération « lorsque le dommage a été causé par un élément du corps humain ou par les produits issus de celui-ci ». En votant cette disposition complémentaire, le législateur a eu l'esprit le risque lié à la transfusion sanguine. Mais y a-t-il pas là deux poids, deux mesures ? Pourquoi, par exemple, la victime du virus HIV transmis par transfusion sanguine bénéficierait d'un régime plus favorable que la victime de la maladie de Creutzfeldt-Jakob, transmise par une viande contaminée ? Si l'on considère que la première mérite réparation, pourquoi n'en fait-il pas de même pour la seconde ?

Comment en est-on arrivé là ? C'est l'histoire confuse d'une loi complexe. La France devait transposer en droit interne une directive européenne du 25 juillet 1985 (2) qui vise à harmoniser la responsabilité des fabricants dans les pays de la CEE. En 1993, la Commission de Bruxelles a condamné la France car elle n'avait toujours pas adopté cette directive. Après moult péripéties, le texte européen a été transposé par la loi du 19 mai 1998. Celle-ci se superpose au droit français préexistant, offrant ainsi au plaidoyer du choix de fonder son action sur la législation antérieure (dite de droit commun) ou sur la nouvelle. Notons au passage que cette option est tout à fait exceptionnelle dans notre droit interne, comme l'a souligné Janine Revel, professeur de droit à l'université de Paris-X-Nanterre, lors de son intervention à la journée du Centre de droit des affaires de l'université de Paris-X qui s'est tenue le 12 décembre 1998 (3).

La directive européenne pose le principe d'une responsabilité du fabricant en cas de dommage causé par le défaut d'un produit, sans faire de différence entre les victimes, qu'elles soient ou non liées par contrat au producteur. Le texte édicte ensuite un certain nombre de causes qui libèrent le producteur, parmi lesquelles l'exonération « pour risque de développement ». Celle-ci n'était nullement imposée aux Etats membres, qui pouvaient la transposer ou non. Or, contre toute attente, la France a fait siennes cette cause d'exonération.

Si l'élaboration de cette loi fut aussi longue et tourmentée, c'est notamment parce qu'elle a achoppé sur ce point. Fallait-il ou non reprendre cette exonération ? Le Parlement a voté sous la pression des industriels et de leurs assureurs. Les lobbies ont invoqué la concurrence étrangère et la nécessité de ne pas alourdir les charges de nos entreprises, via les primes d'assurance. Argument qui semble un peu spéculatif, comme le relève Patrice Jourdain, professeur de droit à l'université de Paris I-Panthéon-Sorbonne (4), puisque les entreprises étrangères qui vendent en France sont soumises aux mêmes règles de responsabilité que les entreprises françaises. L'argument ne vaudrait donc que pour l'exportation. Notons que l'effort de recherche des industriels n'a jamais pu handicaper par cette responsabilité.

Certains parlementaires ont aussi fait valoir que les victimes n'avaient rien à craindre de cette exonération, puisqu'elles pourraient toujours fonder leur action sur le droit commun, qui ne connaît pas cette disposition. Mais, comme le souligne Geneviève Viney, professeur à l'université de Paris I-Panthéon-Sorbonne (5), il est extravaugant de justifier une disposition en expliquant qu'elle ne sert à rien puisqu'il suffit aux victimes de baser leur action sur un autre texte pour la contourner ! En réalité, il est à craindre - et c'est ce que souhaitent les industriels - que la construction jurisprudentielle française qui écarte cette exonération ne résistera pas à un texte écrit qui, lui, la prévoit en toutes lettres.

Enfin, d'un point de vue politique, on peut se demander si, en cas d'accident majeur, l'Etat peut laisser les victimes sur le carreau. On se souvient que pour le sang contaminé, on a dû créer un mécanisme d'indemnisation spécifique, indépendant de toute responsabilité. Il est vraisemblable qu'une telle démarche devra être renouvelée en cas de catastrophe majeure. Certains, dont Geneviève Viney, proposent la création d'un fonds de garantie, alimenté par les assureurs, qui prendrait en charge les risques sériels (qui surviennent en série), indépendamment de la responsabilité des producteurs.

En définitive, on peut regretter qu'à une époque où se profilent des risques majeurs, du fait du développement des technologies et en particulier de la biotechnologie, le législateur ait cru bon de faire un pas en arrière dans la protection de l'individu. Car, rappelons-le, la Commission nous ne nous imposait aucunement d'adopter cette exonération. Celle-ci a été introduite sous la seule et unique responsabilité de notre Parlement.

(1) Loi nr 98-389, du 19 mai 1998 (*Journal officiel* du 21 mai 1998).

(2) Directive 85/374/CEE, du 25 juillet 1985.

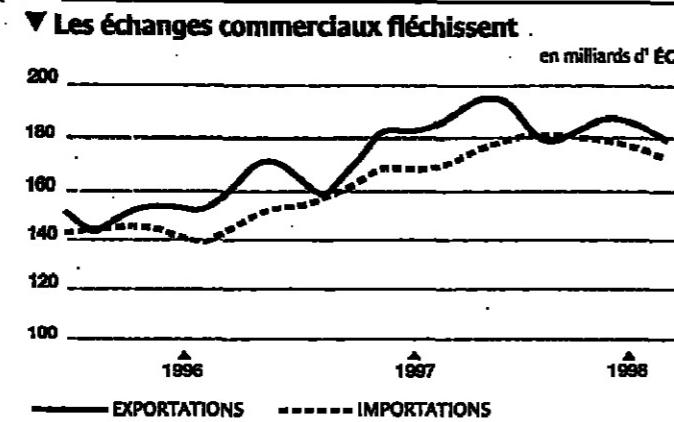
(3) Les interventions doivent être publiées dans la *Revue trimestrielle de droit civil*.

(4) « Commentaire de la loi nr 98-389 du 19 mai 1998 sur la responsabilité du fait des produits défectueux », de Patrice Jourdain, *JCP Entreprise et Affaires* nr 30, 23 juillet 1998.

(5) « L'introduction en droit français de la directive européenne du 25 juillet 1998 », de Geneviève Viney, *Recueil Dalloz* 1998, 31^e cahier.

L'affaire de la

EUROPE DES QUINZE

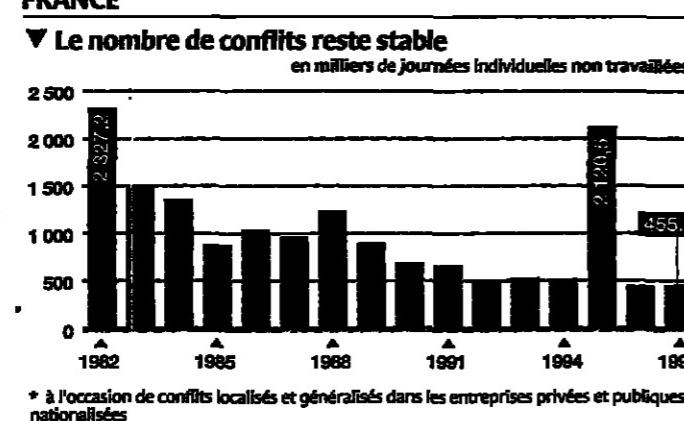


■ LES EXPORTATIONS européennes sont, depuis le printemps dernier, affectées par le tassement de la demande mondiale, lié à la crise financière. Les entreprises britanniques sont les plus touchées. En Allemagne et en Espagne, les ventes à l'étranger continuent de progresser modérément. En France, la tendance est à la stabilisation.

■ LES IMPORTATIONS européennes sont également en baisse. Cette contraction conjointe des exportations et des importations permet de maintenir des niveaux d'excédents extérieurs particulièrement élevés : plus de 25 milliards d'euros (164 milliards de francs) à la fin du troisième trimestre 1998.

■ DANS L'EUROLAND, le commerce continue de progresser très légèrement. En revanche, les échanges entre l'Euroland et les quatre autres membres de l'Union européenne s'essoufflent.

FRANCE



* à l'occasion de conflits localisés et généralisés dans les entreprises privées et publiques nationales

Source : INSEE-DIFRES, DGAPP.

■ 455 099, c'est le nombre de journées de grève enregistrées en 1997 dans le secteur privé et semi-public. Exception faite de l'année 1995, avec ses deux millions de journées de grève, ce chiffre confirme la tendance à la baisse des conflits sociaux depuis le début de la décennie.

■ SI LES GREVES LOCALISÉES atteignent leur plus bas niveau depuis vingt ans, les conflits généralisés augmentent fortement, passant de 3 711 en 1996 à 6 719 un an plus tard. Les salariés des secteurs bancaires et de l'audiovisuel public se sont le plus mobilisés.

■ SEPT CONFLITS SUR DIX portent sur l'emploi et les salaires dans les entreprises d'au moins cent salariés. Dans les petites entreprises, les grèves ont pour principal objet le respect du droit du travail et le paiement des arriérés salariaux.

UN CHIFFRE

4,2
mois

DURÉE MOYENNE DU CHÔMAGE DES BACHELIERS AGRICOLES SUR LES CINQ ANS SUIVANT L'OBTENTION DE LEUR DIPLÔME

Parmi tous les jeunes sortis du système éducatif en 1992, les titulaires d'un baccalauréat agricole sont ceux qui ont connu la plus brève durée cumulée de chômage pendant les cinq années qui ont suivi.

Ils n'ont pas passé que 7,44 % du temps écoulé entre 1992 et 1997 (soit un peu plus de quatre mois) et sont ainsi mieux lotis que les jeunes sortis sans aucun diplôme (34 %), mais aussi que ceux issus d'un bac général (12 %), et même que les sortants... c'écoles d'ingénieur (12 %) ou de commerce (9 %), bref, que toutes les autres catégories de diplômés.

C'est une des surprises de l'enquête effectuée par le Centre d'études et de recherches sur l'emploi et les qualifications (Cera) auprès d'un échantillon de 20 000 jeunes arrivés sur le marché du travail en 1992.

La hiérarchie des diplômes reste en revanche assez attendue en matière de qualité de l'insertion. La part des cadres et professions intermédiaires (cinq ans après l'obtention du diplôme) est de 99 % pour les diplômés d'écoles d'ingénierie, entre 87 % et 96 % pour les diplômés de l'université, de 35 % pour les titulaires d'un bac général et... de 22 % pour ceux d'un bac agricole.

De même leur salaire médian net mensuel est la moitié de celui d'un ingénieur (6 267 F contre 13 000 F, 955 euros contre 1 982 euros), et légèrement inférieur à celui d'un bachelier général (6 500 F, soit 991 euros).

Les chiffres de l'économie mondiale

	Euro 11	UE 15
PRODUCTION INDUSTRIELLE (en %)		
Sur un an	-2,4 (oct.)	-7,0 (oct.)
Sur trois mois	-0,6 (oct.)	-0,7 (oct.)
TAUX DE CHÔMAGE (en %)		
Sur un an	4,3 (sept.)	9,4 (nov.)
Sur trois mois	4,3 (sept.)	9,4 (nov.)
PRIX À LA CONSOMMATION (en %)		
Sur un an	+1,5 (sept.)	+0,1 (juil.)
Sur un mois	-0,2	-0,6
PIB EN VOLUME (dernier trimestre connu, en %)	3 ^e trimestre 1998	3 ^e trimestre 1998
Sur un an	+3,5	+2,7
Sur trois mois	+0,9	+1,3
DÉFICIT PUBLIC/PIB (en %)		
1997	-0,1	-2,3
1998*	-1,6	-5,5
DETTE PUBLIQUE/PIB (en %)		
1997	ND	ND
BALANCE COURANTE** (en % du PIB annuel)		
Solde trimestriel 1997	-0,4	0,4
Solde trimestriel 1998	-0,49	0,7

* prévisions Commission européenne

** y compris les flux intrazones pour LIROS et EURO. Le chiffre de la balance courante belge inclut celle de l'embourg.

Les chiffres de l'économie française

	1 ^{er} trimestre	2 nd trimestre	3 ^e trimestre	4 th trimestre	1 ^{er} trimestre	2 nd trimestre	3 ^e trimestre	4 th trimestre
CONSOMMATION DES MÉNAGES								
TAUX D'ÉPARGNE	14,5 % (2 ^e trim. 98)	-0,1 %						
POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES	+0,8 % (2 ^e trim. 98)	+0,9 %						
TAUX DE SALAIRE HORAIRE OUVRIER	+0,5 % (2 ^e trim. 98)	+2,0 %						
INVESTISSEMENT	+0,2 % (2 ^e trim. 98)	+3,2 %						
COMMERCE EXTÉRIEUR	+15,9 MdF/2,42 milliards d'euros (oct.)	-46,9 %						
(solde cumulé sur 12 mois)	+14,77 MdF/22,53 milliards d'euros (oct.)	-53 %						
ENQUÊTE MENSUELLE SUR LE MARCHÉ DES MÉTIERS								
ENQUÊTE MENSUELLE DANS L'INDUSTRIE* opinion des chefs d'entreprise sur les perspectives générales	-11 (janv.)	+23**						
TAUX DE CHÔMAGE DES JEUNES (- de 25 ans)	21,6 % (oct.)	-2,1 %						
PART DU CHÔMAGE DE LONGUE DURÉE (UN AN) DANS LE CHÔMAGE TOTAL	37,1 %	+1 %						
EMPLOIS AJOUTÉS DANS LE SECTEUR MARCHAND	3 650 100 (66c)	-2,7 %						
EMPLOIS AJOUTÉS DANS LE SECTEUR NON MARCHAND	365 300 (66c)	-11,2 %						
INTÉRIM	352 095	+26,1 %						
(solde des opinions négatives et positives, données CVS)	solde net douze mois auparavant							

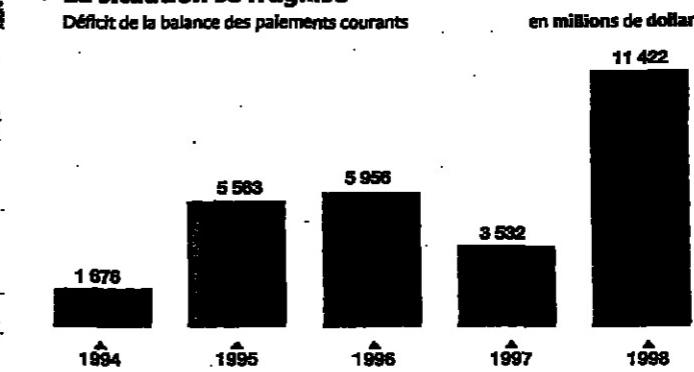
* enquête mensuelle sur le marché des métiers

** solde des opinions négatives et positives, données CVS

INDE

▼ La situation se fragilise

déficit de la balance des paiements courants



■ DANS LA TOURNÉE ASIAUTIQUE, les prévisions de croissance de l'Inde demeurent parmi les plus stables, sinon les meilleures de la région, avec un taux de 4,5 % attendu cette année. Mais l'aggravation du déficit de la balance des paiements en 1998 inquiète.

■ LE DYNAMISME DE LA DEMANDE INTÉRIEURE a entraîné l'an dernier une progression sensible des importations, tandis que les exportations marquaient le pas. Cette déterioration des échanges est préoccupante alors que le pays doit faire face à des échéances sur le remboursement de sa dette, de plus en plus lourde. Par ailleurs, la coalition gouvernementale étant bloquée, les politiques de développement, au premier rang desquels l'éducation et les infrastructures de base, plébinent. (Nord-Sud Export, groupe « Le Monde »)

L'affaire de la banane envenime les relations commerciales

L'Union européenne est en conflit avec les États-Unis, mais aussi avec cinq pays latino-américains

à l'importation distincts, l'un pour les pays liés à l'Union par la Convention de Lomé (ou pays ACP, dont font partie la Dominique et Sainte-Lucie), l'autre pour les pays latino-américains.

Les quotas accordés aux pays ACP sont bien plus généreux (tant en termes de quantités que de droits de douane) que ceux imposés aux pays latino-américains.

ACIER

Ces règles avaient pourtant été rappelées à l'Union, il y a quinze mois, par un jugement de l'OMC confirmé en appel. Face à ce blocage, le Président Clinton a aussitôt annoncé qu'il allait réactiver une disposition particulière des lois américaines, le « Super 301 », qui lui permettrait d'engager des représailles sans l'accord de l'OMC (le Super 301 date d'avant la création de l'OMC). Et il a aussi évoqué la possible utilisation du Super 301 en réaction aux exportations d'acier bon marché en provenance d'Asie, notamment du Japon et de la Corée, vers les États-Unis.

L'affaire de la banane a, depuis quarante ans, la capacité d'envenimer sérieusement le commerce international et les relations intra-européennes.

De fait, en dépit d'améliorations, l'Union n'a pas mis son règlement d'importation des bananes en conformité avec les règles de l'OMC, comme l'ont reconnu deux États membres, le Danemark et les Pays-Bas. Il reste deux conflits essentiels.

Le premier met face à face cinq

pays latino-américains (Equateur,

Guatemala, Honduras, Mexique et Panama) et Bruxelles. Le nouveau règlement européen maintient deux quotas

produits agricoles en Europe, vaut pour la banane : protéger des producteurs par le biais des quantités (ce qui est le cas des quotas) profite aux gros producteurs, pas aux petits, tout simplement parce que les premiers produisent beaucoup et les seconds peu.

La solution au problème est économiquement simple dans son principe (même si elle peut exiger d'après négociations pour sa mise en œuvre). Elle consiste à utiliser un autre instrument que les quotas à l'importation pour atteindre l'objectif social visé, à savoir des subventions directes et transitoires aux revenus des petits producteurs de bananes, et non pas à la production. Appliquée aux producteurs européens de bananes, cette solution est très proche de ce que l'Agenda 2000 prévoit pour nombre d'agriculteurs européens. Appliquée aux pays ACP, elle s'apparente à une assistance conditionnelle, à la fois technique et financière.

Le second conflit met face à l'Union et l'Inde. Il concerne les services pour acheter les bananes des producteurs aux consommateurs. L'ancien règlement européen sur les importations de bananes favorisait les grandes multinationales européennes de distribution par rapport aux grandes entreprises américaines : non seulement les premières avaient un accès privilégié aux bananes produites dans l'Union et les pays ACP, mais elles avaient même reçu des droits privilégiés pour 30 % des bananes importées en provenance des pays latino-américains.

En apparence, le nouveau règlement élimine cette disposition discriminatoire. Mais, en fait, il la maintient, car il prévoit d'accorder aux entreprises les autorisations d'importer à proportion des quantités importées entre 1994 et 1996, soit précisément la période pendant laquelle l'ancien règlement était appliqué...

La responsabilité de l'Union européenne est centrale dans ce conflit. Bruxelles a les moyens financiers et juridiques d'atteindre ce double objectif légitime : aider les petits agriculteurs et permettre la vente de bananes bon marché (la banane étant, par excellence, le fruit des petits revenus en Europe). En ratant l'opportunité offerte par le jugement de l'OMC pour vraiment atteindre ces objectifs, elle expose des producteurs européens de biscuits, sacs à main, boîtes de carton et autres palettes aux représailles de ses partenaires commerciaux (Etats-Unis et peut-être d'autres) et elle entache sa crédibilité, si nécessaire pour jouer un rôle central lors du « Millennium Round » qui débute dans moins d'un an.

ANARCHONISME

La responsabilité de la Dominique et de Sainte-Lucie n'est pas mince. Certes, ils ont retiré leur veto au bout de quelques jours. Mais ils ont introduit une incertitude, inconne jusqu'à présent, qui mettra du temps à disparaître.

En opposant leur veto, ils bloquent le processus juridique de l'OMC qui, comme tout droit, tend à protéger les petits pays contre les grands, et qui leur aurait permis de négocier, dans les meilleures conditions possibles, une aide compensant l'abandon de l'ancien règlement européen, aide qu'ils auraient pu utiliser pour se mettre à produire d'autres biens ou services plus profitables que la banane.

La responsabilité des Etats-Unis, enfin. Il existe une ultime procédure de recours à l'OMC. Elle est en cours, et doit aboutir le 3 mars : déclencher les représailles à cette date, au lieu du 1^{er} février (date butoir initiale), était un risque qui méritait d'être court et que les Etats-Unis ont finalement pris il y a quelques jours.

Réactiver le Super 301 est un anachronisme : l'instrument rassure certains membres du Congrès, mais, comme l'ont souligné nombreux observateurs, son efficacité dans le passé a été plus que limitée. Le danger est encore plus grand quand cet instrument est employé comme une menace envers le Japon et la Corée, faisant réver les producteurs américains d'acier, toujours à l'affût d'une occasion pour protéger encore plus leur marché intérieur, et en l'occurrence alliés objectifs des producteurs ACP et européens de bananes.

L'idée d'une notation sociale pour les entreprises cotées en Bourse fait son chemin

Le sujet a été évoqué lors de la vingt-neuvième édition du Forum mondial de Davos, en janvier 1999. Quelle ironie ! Le Gotha de la finance internationale, plutôt prompt à défendre mondialisation et libéralisme, a vu la *shareholder value* (valeur pour le salarie) mise en balance avec la *shareholder value* (valeur pour l'actionnaire). Peter Hartz, l'un des dirigeants de Volkswagen, a évoqué « les responsabilités sociales des multinationales », expliquant que « plus haute sera la *shareholder value*, plus haute sera la *shareholder value* ». L'adage parfait. A salariés heureux, actionnaire comblé, en somme.

ENCHÂINEMENT VERTUEUX
Geneviève Féron n'en a pas cru ses oreilles. « A Davos ! vous nous rendez compte... C'est sûrement le changement de siècle qui perturbe les esprits. » Cette économiste, passée par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), appartient au cercle de convertis qui ne voient pas la force de travail comme une donnée passive qui pénalise les comptes des entreprises. En 1997, elle crée Analyses et recherches sociales sur les entreprises (Ares) dont l'objectif est d'évaluer la manière dont les entreprises cotées en Bourse traitent leurs salariés et se soucient de l'emploi. Une sorte de « rating social » donc, où sont pris en compte le niveau des rémunérations, le budget formation, la fréquence des plans sociaux, etc. « Mais attention, prévient-elle, pas d'angélisme. Nous ne décernons pas des prix de bonne conduite. Ce sont des investisseurs qui il faut convaincre. »

Sur ce point, le Domini Social Index (DSI) est, pour elle, un instrument en or. Cet indicateur traduit les résultats de 400 entreprises cotées à la Bourse de New York, choisies pour la qualité de leur gestion des ressources humaines. Le portefeuille qui appartient à un fonds d'investissement éthique (Domini Social Equity Fund) réalisé, depuis sa constitution en 1990, des performances

Les bonnes performances des placements éthiques commencent à séduire les investisseurs

supérieures à celles du S & P 500, l'un des indicateurs de la Bourse de New York... Ce qui signifie bien, reprend Geneviève Féron, qu'une bonne politique sociale n'est pas financièrement pénalisante, au contraire...»

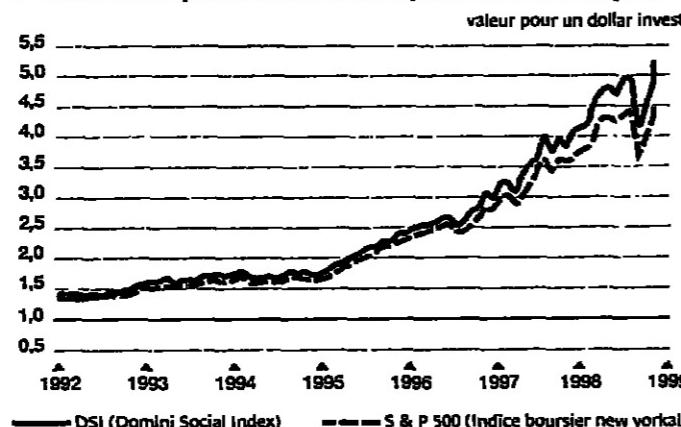
De nombreuses études, menées aux Etats-Unis, notamment, confirment la réalité de cet enchaînement vertueux. L'une des toutes dernières (pas encore publiée) menée par Mercer Management Consulting (aujourd'hui de 800 grandes entreprises nord-américaines dans 35 secteurs différents) révèle qu'entre 1992 et 1997 le taux de progression annuel moyen de la valeur boursière des entreprises réductrices de coûts n'a augmenté que de 16 %, contre 26 % pour celles qui ne le sont pas. « A l'heure où la réduction des coûts et la rationalisation des activités demeurent une pratique courante

dans de nombreux secteurs, note l'étude, ces résultats confirment que la Bourse est de moins en moins convaincue par les sociétés qui s'appuient exclusivement sur ces stratégies afin d'augmenter leurs bénéfices. »

Que les états d'esprit changent, Charles-Henri d'Arcimoles, professeur de gestion à l'université de Poitiers, en est persuadé. Il avait choisi de faire sa thèse de doctorat sur « l'utilité d'un bilan social pour les investisseurs » et se souvient du mal qu'il avait encore, il y a deux ou trois ans, à aborder la question d'un rating social. « Je crois que les investisseurs sont près aujourd'hui à intégrer les ressources humaines dans leurs fondamentaux. »

Le développement du European Business Network for Social Cohesion (EBCN), réseau des entreprises européennes pour la cohésion sociale, est une autre traduction des progrès réalisés. Lors de sa création autour de Jacques Delors en 1995, « il y avait une vingtaine de chefs d'entreprise », se souvient Patrick Boulet, correspondant français de l'EBCN et coordinateur du programme « Finance, emploi et cohésion sociale ». Ils sont maintenant près de 200. « Mais la tâche est complexe. « La véritable difficulté pour un investisseur, c'est d'anticiper, explique Charles-Henri d'Arcimoles. Et pour

▼ Les bonnes performances des placements éthiques



Marie-Béatrice Baudet

De nouvelles règles du jeu pour la recherche

Finalement, le budget de recherche européen pour les quatre années à venir a été adopté le 22 décembre 1998, sans tambour ni trompette, par les quinze pays de l'Union. Se montant à 14,96 milliards d'euros, ce cinquième programme-cadre pour la recherche et le développement (PCRD) est en progression réelle de 4,61 % par rapport au précédent. Après d'intenses négociations entre les ministères de la recherche des Etats membres et la Commission, il semble aujourd'hui satisfaire tout le monde.

Ce programme diffère des quatre précédents dans la définition de ses priorités. Ce ne sont plus les technologies qui sont mises en avant, mais leurs finalités. Les « actions clés » n'ont plus pour objectif affiché d'améliorer la compétitivité des entreprises, mais d'attaquer des problèmes économiques et sociaux : améliorer la qualité de la vie et la gestion des ressources vivantes, développer une société de l'information conviviale, favoriser une croissance compétitive et durable, préserver l'écosystème, innover et faire participer les PME, accroître le potentiel humain, affirmer le rôle international de la

Le cinquième programme-cadre de l'Union européenne veut mettre les technologies au service du citoyen

recherche communautaire. Certains services de la Commission ont été réorganisés pour mieux servir cette cause. Ainsi l'équipe qui gérait le programme Esprit a quitté la DG 3 (industrie) pour rejoindre la DG 13 (société de l'information et innovation). Elle-même s'est redéroulée en fonction de ses propres objectifs : améliorer les systèmes d'information pour le citoyen, pour les entreprises, pour l'éducation, etc. « Nous allons encourager les nouvelles applications pour lesquelles le marché est en retard, comme la santé, l'aide aux handicapés, aux personnes âgées, la cité numérique », explique Robert Verrou, directeur général de la DG 13.

Néanmoins, lorsqu'on recombine les chiffres pour voir de quel budget vont bénéficier les différentes technologies, on observe que le changement se fait dans la continuité. Les technologies de l'information continuent d'être bien servies avec un budget de 3,6 milliards d'euros.

Des comités consultatifs réunissant experts, scientifiques et utilisateurs en entreprises conseilleront et contrôleront le bon avancement des projets.

La valorisation, souvent décevante, des actions subventionnées,

et la difficulté de plus en plus grande de faire voter ces budgets au plan politique expliquent ce nouveau mode de gestion du programme-cadre. Le Conseil de la compétitivité, organisme américain, a présenté, mardi 2 février à Davos, un nouvel indicateur mesurant la capacité d'innovation des pays développés. Il indique que

cinq pays européens, la France, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, ont régressé dans le classement entre 1980 et 1995. Or ces pays ont bénéficié des trois quarts des fonds du quatrième PCRD.

Certes, les PCRD, qui ne repré-

sentent que 4 à 5 % des dépenses de recherche des Quinze, ne sont pas les seuls responsables de cet état de fait. Mais le nouveau mode de gestion du cinquième programme contribuera-t-il à inverser le phénomène, à mieux valoriser sur le marché les résultats des recherches ?

« On verra si ces changements sont cosmétiques ou réels dans les mois qui viennent », répond Christian Dambrine, ex-directeur général de l'Association nationale de la recherche technique (ANRT) et consultant pour la Commission. Ce bon connaisseur du dossier reste sceptique quant à la capacité de la Commission à surmonter deux handicaps : la lenteur du processus de recherche et l'incapacité à arrêter un projet lorsqu'il ne mène à rien.

Pour Pierre de la Chapelle, pré-

sident de la commission recherche européenne du Medef, et directeur

Annie Kahn



Source : DG XII/454, données services de la Commission européenne

• Quels critères pour évaluer de la Banque centrale euro

HISTOIRE ÉCONOMIQUE

par Laurent Fléchaire et Jacques-Marie Vaslin

La revanche financière sur la défaite de Sedan

Quand on touche le fond, on ne peut que remonter. C'est sans doute ce qu'a dû se dire Adolphe Thiers en arrivant au pouvoir, tant la situation politique et économique qu'il affronte est difficile. La France traverse alors « l'Année terrible », entre l'été de 1870 et le printemps de 1871. Le régime de Napoléon III, qui a déclaré la guerre aux Prussiens en juillet 1870, tombe six semaines plus tard, après une succession de défaites.

La guerre est perdue, la France envahie, et bientôt la Commune va se lever pour remettre en cause à la fois la paix signée avec les Allemands et la légitimité du gouvernement de Thiers qui a pris le succès de l'Empire. Pour couronner le tout, Bismarck exige, outre l'Alsace et la Lorraine, des réparations de guerre colossales. Certains ministres prussiens évoquent d'abord des sommes de 2 ou 3 milliards de francs. Finalement, Bismarck tranche : ce sera 5 milliards de francs, soit l'équivalent de près de trois ans de recettes fiscales ! Et les Allemands mettent la pression sur les autorités françaises, en conditionnant leur départ au versement programmé de ces indemnités.

La Ville de Paris doit régler 200 millions de francs. La France doit s'acquitter de 1,5 milliard de francs pendant l'année 1871, 500 millions en mai 1872, et 1 milliard de francs tous les 1^{er} mars de 1873 à 1875. On prévoit même la date et l'heure (le 1^{er} mars 1871 à 10 heures) de l'entrée des troupes allemandes dans Paris pour forcer la main à l'Assemblée nationale qui doit ratifier les conditions de paix négociées avec Thiers. La France a le couteau sous la gorge et le chancelier Otto von Bismarck est bien décidé à étouffer financièrement son voisin.

Le gouvernement français va tout faire pour sortir de cet état. Thiers organise, à un an d'intervalle, les deux emprunts les plus élevés du siècle. Son idée est de payer au plus vite, quel que soit le prix, pour que les armées allemandes partent le plus rapidement possible. Mais la partie est loin d'être gagnée d'avance. Les budgets des années 1870-1871 se soldent déjà par des déficits dont la somme globale est estimée à plus de 1,6 milliard de francs et la France est un pays vraiment et politiquement fragile.

Thiers, qui veut résérer à ces émissions toutes les chances de réussite, élargit leur accès à l'ensemble des capitaux mobilisables. Les grands banquiers comme les particuliers vont pouvoir y souscrire. En plus des traditionnels guichets du Trésor public, les souscriptions s'ouvrent auprès des établissements bancaires ainsi qu'à la caisse des trésoriers payeurs en Algérie. Jusqu'en Inde, on peut proposer son épargne à l'Etat français. Selon les archives du banquier allemand Warburg, le gouvernement français avait même payé une double page de publicité dans la presse hambourgeoise pour attirer les souscripteurs d'outre-Rhin.

Le premier emprunt se fait en rente 5 % (l'équivalent de l'obligation d'Etat d'aujourd'hui) le 27 juin 1871. Le gouvernement souhaite lever 2,3 milliards de francs. Mais, en moins de six heures, est réuni plus du double ! Au total, 335 000 personnes souscrivent pour 4,9 milliards de francs. Dont un milliard de francs qui vient de l'étranger puisqu'on achète à Londres, à Amsterdam, à New York, mais aussi à Bombay ou à Calcutta.

Le résultat inespéré de cette émission fait alors les titres des plus grands journaux. Les rédacteurs du *Journal officiel* utilisent les superlatifs les plus élogieux pour souligner la réussite de cet emprunt. La presse étrangère salue également ce succès. Le *Times* note, dans son édition du 28 juin 1871, l'engouement « considérable » qu'a suscité cette souscription en Angleterre. Deux jours plus tard, le journal britannique affirme que le premier sentiment généralement éprouvé à la nouvelle de cet incroyable succès, c'est la surprise devant ces ressources intarissables jusqu'alors insoupçonnées. Le journal belge *L'Echo du Parlement* qualifie les souscriptions belges d'« énormes », et il est de même en Autriche.

Le succès est tel que la rente 5 % voit son cours augmenter de 15 % en quatre mois. Car, comme aujourd'hui dans le cas d'une privatisation très réussie, ceux qui n'ont pas pu être servis lors de la souscription tentent de racheter les titres émis par l'Etat en Bourse.

Il faut dire que le gouvernement a pris toutes les mesures possibles pour attirer l'épargne. Financièrement d'abord, les conditions sont avantageuses puisque les souscripteurs reçoivent un taux actuariel de 6,45 %, supérieur aux taux proposés antérieurement par l'Etat. Ce n'est donc pas uniquement par patriotisme que les Français sont venus proposer leurs économies. On encourage même les épargnants en autorisant les souscripteurs à payer en dix-sept mensualités.

Pour clore le financement des indemnités, une nouvelle émission est mise en place par la loi du 15 juillet 1872. C'est le plus gros emprunt du siècle, puisque 3,5 milliards de francs sont levés par l'Etat. La souscription a lieu les dimanches 28 et lundi 29 juillet. Cette fois-ci, on consent à ce que les épargnants payent en vingt mensualités. Ce n'est plus un succès, c'est un triomphe ! En deux jours, quelque 49 milliards de francs sont proposés. Près de 21 milliards à l'intérieur du pays et plus de 28 milliards hors de nos frontières.

Les marchés vont saluer la réussite de la France, qui est parvenue à se sortir de cette situation financière épique, en achetant massivement des rentes (ce qui fait baisser le taux d'intérêt). Preuve que l'Etat aura gagné en crédibilité, en triomphant de la difficulté qui lui était imposée. Et, comme l'avait souhaité Adolphe Thiers, les troupes allemandes sont parties plus tôt que prévu du sol français. Le raz de marée financier pendant ces deux emprunts fut tel que le caricaturiste Honoré Daumier avait représenté, dans le *Charivari* du 2 août 1871, un Prussien portant le traditionnel casque à pointe écrasé par des sacs pleins des indemnités françaises. C'est donc bien avant leur revanche militaire de 14-18 que les Français prirent une revanche financière sur l'humiliation de Sedan.

Brésil : Russie, deux éco face à une crise de chan

ÉCONOMIQUE

Banque financière
défaite de Sedan

Quels critères pour évaluer la politique de la Banque centrale européenne ?

Les économistes servent-ils à quelque chose ? Oui, à fournir des recommandations de politique économique, répond l'Association française de sciences économiques (AFSE). Cette institution tente de réaliser en France ce qui est usuel dans le monde anglo-saxon : faire se rencontrer les acteurs politiques et les universitaires. C'est dans ce sens qu'elle a organisé, le 27 janvier à Paris, ses premiers « entretiens » autour du thème : « Quelles politiques monétaires et budgétaires en Union économique et monétaire ? », un sujet où « l'actualité brûlante croise la vivacité du débat académique », selon Louis-André Gérard-Varet, le président de l'AFSE. (Les travaux présentés dans le cadre de ces premiers « entretiens » seront publiés dans la *Revue d'économie politique* en juin prochain.)

Et il est vrai que les objectifs de la Banque centrale européenne (BCE)

Colloque
L'Association française de sciences économiques milite pour des indicateurs transparents

sont définis très généralement et que l'opacité de son comportement reste grande. Suivant quel raisonnement la BCE doit-elle décider de modifier ses taux ? Quelle doit être la « règle monétaire » pour la BCE ? C'est à ces questions qu'ont tenté de répondre les économistes Patrick Artus, Alexis Penot et Jean-Paul Pollin.

Leur réflexion s'est organisée en trois temps. Acte I : pourquoi définir des règles monétaires ? Deux arguments sont avancés par les économistes. Il s'agit d'abord « d'assurer la nécessaire transparence de la politique monétaire, contrepartie de l'indépendance de la Banque centrale ». L'instauration de règles de comportement permet de discuter et de contrôler les banquiers centraux et, le cas échéant, de les sanctionner.

À-déla de cette justification démocratique, les économistes rappellent que la crédibilité est la condition sine qua non de l'efficacité de la politique monétaire. Ils soulignent que la BCE, nouvellement née, ne bénéficie d'aucune réputation, si ce n'est celle issue de l'héritage supposé et limité de la Bundesbank. Elle se doit donc de justifier ses choix pour assurer sa crédibilité et, par conséquent, son efficacité. De plus, la définition de règles de comportement lui permettrait de se protéger des éventuelles pressions des onze gouvernements.

Acte II : si des règles de comportement de la BCE doivent être

fixées, reste à déterminer lesquelles. Que peut-on proposer comme alternative à l'indicateur de masse monétaire (poétiquement nommé M4) qui sera aujourd'hui de référence à la politique de la BCE ?

La difficulté est de trouver le bon équilibre entre simplicité et précision du raisonnement. Les règles doivent être suffisamment simples pour être comprises par l'opinion, et pour que la transparence rime avec crédibilité et efficacité. Et en même temps, elles ne doivent pas être trop simplistes, afin que la BCE ne prenne pas de mauvaises décisions à partir d'un modèle qui serait imprécis car trop réducteur.

L'indicateur de masse monétaire présenté, selon Patrick Artus, l'avantage d'être simple. Mais il y a un éloignement entre l'objectif intermédiaire (la masse monétaire) et l'objectif final (l'inflation ou l'activité) qu'on ne sait pas si la banque centrale prend des décisions utiles.

CIBLES D'INFLATION

Les trois économistes estiment que cibler un objectif de masse monétaire est donc « peu crédible et imprécis ». Jean-Paul Pollin rappelle que la Buba, qui observait cette procédure, « n'atteignait environ qu'une fois sur deux ses objectifs, et était contrainte de s'en expliquer à posteriori ». Il n'est pas sûr « qu'une banque centrale (de moindre réputation que la Buba) puisse sans dommage se permettre de manquer trop fréquemment les objectifs qu'elle se serait elle-même assignés ». Donc, exit les objectifs de masse monétaire.

Reste la règle des « cibles d'inflation », utilisée par la Banque d'Angleterre ou la Banque du Canada, par exemple. La cible est plus juste, car les objectifs visés collent de plus près à la réalité, mais la banque centrale doit, pour prévoir une inflation à cibler, construire une maquette de l'économie complète et donc nécessairement complexe. Cette complexité rend difficile la

compréhension des décisions de la banque centrale.

Après avoir signalé ces risques théoriques, les économistes sont passés à la pratique. Acte III : tester différentes règles monétaires pour tenter de déterminer la plus pertinente. Mais leurs calculs, qui n'aboutissent pas à des résultats univoques, appellent à de nouvelles études.

ALLERGIE

L'AFSE invite ensuite Philippe Moutot, directeur adjoint des études économiques à la BCE, à évoquer l'exposé des économistes. Il indique que la BCE ne souhaitait pas utiliser ses prévisions « comme symboles » et rejetait donc l'idée de se fixer une règle des « cibles d'inflation ». La BCE, qui peut changer ses estimations au fur et à mesure des événements, pourrait souffrir d'afficher trop publiquement ses anticipations. Perdant en crédibilité, elle y perdrait en efficacité. Une certaine opacité lui est donc nécessaire.

Enfin, le représentant de la BCE rappelle, outre qu'il était « allergique » à une inflation qui serait entre 3 % et 5 %, que la banque centrale ferait un point de presse une fois par mois et que son président viendrait s'expliquer cinq fois par an devant le Parlement européen.

Les entretiens de l'AFSE ont atteint leur but en instaurant un premier dialogue entre universitaires et responsables de l'action politique. Un autre de ses objectifs était de démocratiser l'accès à une information économique de qualité, c'est-à-dire éviter à la fois les arguments simplistes et ceux trop abscons des spécialistes. Mais la présence de nombreux économistes dans la salle a pris orienté le discours vers une discussion universitaire. Pour rendre plus attractif leur discours, les économistes doivent sans doute le simplifier.

Laurent Fléchaire

LIVRES

par Daniel Urbain

Exception syndicale

LES SYNDICATS EN MIETTES
de Jean-François Amadieu
Seuil, 222 p., 710 F, 16,8 €

En France, le syndicalisme est particulièrement divisé. Ailleurs, le pluralisme n'a pas le même impact « radical et rageur ». Jean-François Amadieu appuie ce constat sur un panorama international (principalement européen). Plusieurs organisations peuvent coexister dans un pays, mais elles ne se multiplient pas à l'étranger, et le souci d'une certaine unité d'action est toujours présent. L'exemple de l'Italie est intéressant à cet égard.

Notre exception ne serait donc même pas latine. C'est bien dans l'hexagone que le syndicalisme est confronté « aux risques d'une marginalisation ». Risques d'autant plus élevés que les modifications de périmètre correspondent chez nous, depuis un demi-siècle, à des mouvements centrifuges. Les scissions CGT/FO et CFDT/CFTC en témoignent, confirmées dans un passé récent par l'éclatement de la FEN, la création de SUD, le départ de certains adhérents de FO...

Ce livre démonte avec pertinence les mécanismes de l'émetteur. Notre législation préfère le principe proportionnel au principe majoritaire dans la représentation des organisations et la répartition des moyens dont elles bénéficient. Elle contribue ainsi à installer et à perpétuer des syndicats peu implantés, les « barrières à l'entrée » de nouveaux venus n'étant pas très élevées.

De même, les accords collectifs peuvent être validés par la signature d'organisations très minoritaires (et même d'une seule) ; l'autorité de ces accords est alors fragile, puisque les autres organisations ne se sentent pas engagées.

C'est pourquoi Jean-François Amadieu prône « un changement profond de notre droit », une représentation unique au sein des entreprises sur le modèle américain (la compétition entre organisations ne s'exerce qu'au niveau de l'implantation dans l'entreprise), la nécessité d'une signature de syndicats majoritaires pour qu'un accord soit valable, l'élection au lieu de la désignation des délégués syndicaux, la mise au pied d'un système paritaire de règlements litigieux... Si, pour mettre fin à l'exception française, il faut « privilégier la négociation sur la loi » comme le souhaite l'auteur, ces modifications risquent de prendre du temps.

Mais même divisés et affaiblis, les syndicats français sont-ils dans un état aussi piteux et d'un fonctionnement aussi déplorable qu'il le décrit ? Affirmer qu'ils sont « des courroies de transmission des partis politiques et des groupuscules de tout poil » est caricatural et en partie inexact. Prétendre que leur fonctionnement est « opaque » et leurs dirigeants « incontrôlés » revient à oublier que la pratique du débat organisé et de la décision collective y est plus développée que dans beaucoup d'autres structures, partis et associations par exemple.

Certes, nos syndicats ne sont pas irréprochables. Et ils ont un gros défi à relever : répondre aux évolutions du salariat et de l'organisation des entreprises, dont ils ont en grande partie raté la première étape. C'est sans doute par une réflexion commune et par une unité d'action sur quelques-uns des thèmes liés à ces mutations qu'ils pourront tenter de se requinquer.

Jean-Paul Pollin

● Professeur d'économie à l'université d'Orléans depuis 1980, Jean-Paul Pollin, 54 ans, est un spécialiste de la politique monétaire.
● Il s'inscrit dans le courant post-keynésien et estime que « la monnaie est une affaire trop sérieuse pour la laisser aux mains des banquiers centraux ».

Brésil et Russie, deux économies face à une crise de change

par Catherine Mercier-Suisse et Jérôme Trotignon

Inévitablement, la décision de laisser flotter le real brésilien fait écho à la crise du mois d'août 1998, lorsque la Russie décrète un moratoire sur sa dette interne et laisse flotter la valeur du rouble contre le dollar. Le real en 1994, comme le rouble en 1995, a été ancoré au dollar au sein d'une bande de fluctuation à dépréciation contrôlée. Cette politique s'avère efficace pour combattre l'inflation, mais elle s'accompagne de taux d'intérêt élevés à l'origine d'une hausse du service de la dette interne, et se traduit par une surévaluation qui finit par précipiter la crise de change.

La comparaison de certains indicateurs macroéconomiques (rapports au PIB) renforce l'impression de similitude : dette publique à court terme de l'ordre de 15 % en Russie et approchant 20 % au Brésil (fin 1997), déficit public (8 %) et dette extérieure (supérieure à 30 %) équivalentes dans les deux pays (mi-1998). Ce tableau succinct qui laisse craindre un « effet samba » aussi destructeur que l'« effet vodka » cache cependant des différences marquées quant aux fondements réels des deux économies, en particulier dans les choix d'industrialisation et d'insertion internationale.

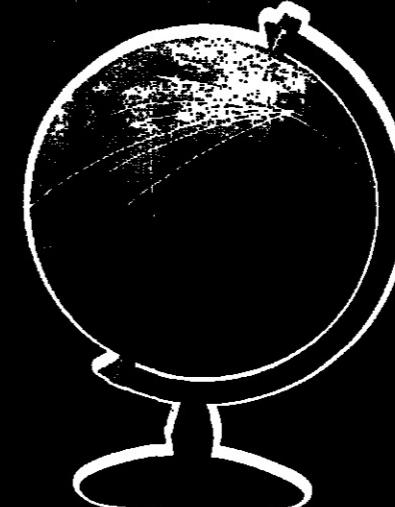
La dépendance commerciale constitue l'un des handicaps de la Russie : les hydrocarbures représentent environ deux cinquièmes de ses ventes externes, la chute sévère du prix du pétrole depuis l'automne 1997 provoquant un choc exogène. A l'inverse, la diversification accrue des exportations du Brésil constitue un antidote aux chocs sectoriels sur les matières premières. Elle découle d'une politique d'industrialisation – par substitution aux importations – sur laquelle est venu se greffer une stratégie de promotion des exportations, où firmes multinationales et entreprises d'Etat (aviation, Embraer, sidérurgiste Vale Rio Doce...) jouent conjointement un rôle majeur.

une distinction entre « économie émergente » et « marché financier émergent ». Si la première désignation ne va pas sans l'autre, la réciproque n'est pas vraie. La capitalisation boursière de la Russie s'est rapidement déconnectée de la base réelle de son économie, qui n'a connu qu'une seule année de croissance, d'ailleurs bien timide (0,8 % en 1997) depuis le démantèlement de l'Union soviétique.

La qualité d'économie émergente n'est cependant pas une garantie contre les crises de change brisant les systèmes d'ancre-dollar. Le maintien d'une parité surevaluée suppose une discipline budgétaire accrue pour la crédibilité, sans quoi la hausse des taux d'intérêt doit s'y substituer. Or, c'est un cas critique de *policy mix* associant déficit public et taux élevés qui est adopté au Brésil, susceptible donc de provoquer un cercle vicieux d'augmentation de la dette interne puis sa restructuring. L'extrême rigueur de la politique monétaire tient aussi aux attaques répétées subies par le real au gré de la contagion asiatique puis russe dans un contexte de libéralisation des flux de capitaux.

Si l'« effet samba » était à l'origine d'un « effet tango », pourra-t-on cette fois invoquer l'indiscipline fiscale d'un pays sud-américain considéré parmi les plus vénues en la matière ? L'adoption d'un ensemble de mécanismes régulateurs de prévention des effets de contagion est aujourd'hui un défi pour la stabilité de l'économie mondiale. Le nouveau système de crédit d'urgence du Fonds monétaire international (FMI), destiné à enrayer les fuites de capitaux de pays émergents exagérément malmenés, en constitue peut-être les prémisses.

Catherine Mercier-Suisse et Jérôme Trotignon sont maîtres de conférences à l'Institut d'administration des entreprises de l'université Jean-Moulin (Lyon).



Notre salle de cours.

UNE ÉCOLE OUVERTE SUR LE MONDE.

Des cursus qui conduisent à travers le monde entier, 50 nationalités représentées sur le campus. Donner une dimension planétaire à l'enseignement est devenu une nécessité objective pour les écoles de commerce. Non seulement l'ISG le dit, mais l'ISG le fait : depuis 30 ans, ses étudiants vivent au rythme de l'international.

ISG
INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

L'ENTREPRISE EST NOTRE ÉCOLE

ISG en 3 ans : recrutement après PREPA, DEUG, BTS, DUT.

3^e Cycles de l'ISG : 10 filières professionnelles.

Cursus Anglophones : BEA, Executive MBA, International MBA.

8, rue de Lota 75116 PARIS - Tél. 01 56.26.26.26 - <http://www.isg.fr>

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR RECOGNÉ PAR L'Etat

DÉPÈCHE

● CONCOURS. Le ministère de l'emploi et de la solidarité organise, avec le soutien du Fonds social européen et la participation de Lotus et Microsoft, Téléform 99, un concours des meilleurs intranet dédiés à la formation professionnelle du personnel d'une entreprise ou d'une organisation. A la clé, trois prix avec une dotations financière et une donation matérielle. Les dossiers d'inscription (clôturée le 31 mars) sont à remplir sur le site www.cyberworkers.com/teliform99. Renseignements : 04-42-70-00-66.

AGENDA

● FORMATION. Emergences, organisme spécialisé dans la formation et le conseil aux élus des comités d'entreprise et des CHSCT proche de la CGT, organise à Montrouge, depuis 1988, des « rendez-vous » avec des chercheurs ou des experts, destinés aux acteurs de la formation et aux responsables syndicaux.

D'ici à la fin de l'année, cinq rendez-vous sont proposés : avec Jacques Freyssinet (11 février, impact de la décentralisation sur la formation professionnelle des jeunes), Jacky Beillerot (10 mars, modes d'accès au savoir, jeunes et adultes), Yves Clot (7 avril, la construction des compétences), Yvette Lucas (5 mai, travail et nouvelles technologies), Claude Dubar (3 juin, les débats sur l'avenir du travail). Renseignements : 01-48-18-68-00.

● DÉBAT. Le revenu d'existence, les nouvelles formes d'entrepreneuriat, le tiers-secteur, la réduction du temps de travail, le renouvellement des formes d'action politique, la mobilité entre public et privé, la citoyenneté européenne... sont-ils autant de concepts fondateurs d'un « libéralisme de gauche » ? La question fera l'objet d'une conférence-débat, animée entre autres par Didier Livio, Roger Sue, Jean-Pierre Worms, Pierre Larrouy, Yoland Bresson, le 13 février à Saint-Denis. Renseignements : 01-53-25-14-14.

● COMPÉTENCES. Dans quelle mesure l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication permet-il une individualisation des parcours de formation, en adaptant contenus et objectifs au niveau initial de chacun ? Au travers d'exemples, le Forum français pour la formation ouverte et à distance organise un débat, le 18 février à Paris, dans le cadre de l'université ouverte de la société de l'information organisée par la Cité des sciences. Renseignements : www.ardemi.fr/ffod ou www.cite-sciences.fr

● INNOVATION. L'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP), l'école Solvay (Belgique) et le Conservatoire national des arts et métiers, associés au sein du forum Innover et Entreprendre, organisent simultanément à Paris et Bruxelles, le 26 février, un débat sur les « Entrepreneurs made in Europe », où Américains et Européens confronteront expériences et modèles d'entreprises innovantes. Renseignements : 01-49-23-20-16.

SUR INTERNET

● ORIENTATION. Le Centre d'information documentation jeunesse (CIDJ) vient d'ouvrir son site web, sur lequel on peut accéder à la totalité des « fiches » d'information de cet organisme sur les études, les professions, la recherche d'emploi, la santé et la vie pratique, les loisirs, les voyages à l'étranger. On y trouve également des offres de stages, les coordonnées des antennes du réseau information-jeunesse, un catalogue des publications du CIDJ. Seul regret : le mode de navigation est visiblement inspiré de la culture « documentaliste » du CIDJ ; boutons et menus sont dissimulés dans des onglets virtuels, figurant en haut des pages ; encore faut-il le savoir. Heureusement, une recherche par mot-clé, d'une part, et un plan du site, d'autre part, facilitent la tâche de l'internaute. www.cidj.asso.fr ou www.information.jeunesse.tm.fr

● VEILLE. Le nouveau site de l'Agence pour la diffusion de l'information technologique (ADIT) affiche gratuitement des milliers d'articles sur l'innovation technologique française et l'actualité scientifique, technologique et économique mondiale. Un moteur de recherche permet de pointer les documents pertinents. Après s'être abonné au service, chacun peut créer son « profil » personnel et recevoir régulièrement les informations recherchées, soit par courrier électronique, soit en se connectant au site de l'ADIT.

L'Agence pour la diffusion de l'information technologique est un établissement public à caractère industriel et commercial, placé sous la double tutelle du ministère des affaires étrangères et du ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. www.adit.fr

● PARTICIPATION. Une association américaine, The Foundation for Enterprise Development, a créé un site sur les stock-options. De quoi faire envie aux salariés français, qui ne bénéficient pas d'une législation aussi avantageuse que leurs collègues américains. Un répertoire affiche également une liste impressionnante de liens vers des sites traitant de la façon dont on peut mieux motiver les salariés en les faisant participer au capital de l'entreprise. www.fed.org

LE MONDE
diplomatique

FEVRIER 1999

FONDS DE PENSION
Jouer sa retraite en Bourse ?
par Michel Husson
Un triple échec aux Etats-Unis
par Jacques Nikanoff
Au nom des entreprises ?
par Dominique Pithon

■ EUROPE : Enjeux et pièges d'une Union européenne étouffée, par Jean-Yves Potel. – L'opinion polonaise hésite, par Robert Soltyk. – Triste de femmes en provenance de l'Est, par Yves Gery. – L'amitié victoire des mineurs roumains, par Damien Roussel.

■ NIGERIA : Un pays aux multiples fractures, par Joëlle Stoltz.

■ HISTOIRE : Les archives bâillonnes de la guerre d'Algérie, par Claude Lanzac. – Des camps pour les républicains espagnols, par Denis Fernandez Recatala.

■ QUÉBEC : Les illusions du libre-échange, par Dorval Brunelle.

■ SOCIÉTÉ : Le droit à l'intimité en prison, par Michael Faure. – Les dessous de l'affaire du sang contaminé, par Catherine Smaida et Philippe Froguel.

■ COLOMBIE : Clameurs de paix, par Benoît Guillou. – Le particularisme « noir » au risque de la violence territoriale, par Michel Agier et Odile Hoffmann.

■ TURQUIE : La gauche entre militaires et islamistes, par Wendy Kristiansen. – Quelle stratégie pour le Kurdistan ? par Michel Verrier.

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F - 3,66 €

Les entreprises d'insertion recherchent d'urgence de nouveaux débouchés

Le développement de la précarité sur le marché du travail pénalise les publics en difficulté

Insérer durablement par le travail : cette idée fondatrice des entreprises d'insertion (EI) est de plus en plus mise à mal. Non seulement leurs responsables se heurtent à des difficultés croissantes pour trouver des débouchés aux personnes qu'ils accueillent, mais aujourd'hui aucun ne saurait jurer de la pérennité de l'insertion des personnes qu'ils ont réussis (tant bien que mal) à placer dans l'emploi.

Selon la seule enquête de la Dares (ministère de l'emploi et de la solidarité) qui existe aujourd'hui sur le sujet, un peu plus de deux ans après leur passage en EI, près de 60 % des personnes connaissent à nouveau une période de chômage. La moitié de celles (plutôt les jeunes et les moins formés) qui occupent un emploi l'ont déniché dans le secteur de l'insertion.

TRAVAUX PEU QUALIFIÉS

Les emplois sur lesquels débouchent les parcours d'insertion relèvent, pour l'essentiel, de travaux peu qualifiés du bâtiment, des travaux publics, des services d'entretien et de nettoyage. Des postes qui, dans ces secteurs de main-d'œuvre fortement soumis aux aléas économiques, sont souvent les premiers touchés d'un retourment conjoncturel.

Surtout, « la réalité du marché du travail, c'est aujourd'hui de plus en plus de précarité », constate Caroline Le Dantec, l'ex-directrice de Vitaminne T, une EI parmi les premières à avoir été créées. Les personnes passées par une EI restent beaucoup moins armées que les autres pour faire face aux changements incessants. »

La précarité des personnes se conjugue ainsi à celle du marché. « Les débouchés en CDI sont passés de 40 % à 10 % », reconnaît Alain Ribager, délégué de l'Union régionale des structures d'insertion (URSI) de Poitou-Charentes.

« Il n'est pas question pour autant de mettre une croix sur la fonction de ses vers l'emploi durable », insiste

sister Christian Valadou, secrétaire général du Conseil national des entreprises d'insertion (CNEI). « Celle-ci reste essentielle, et il faut rechercher tout ce qui peut permettre de la relancer. »

Pour cela, « il faudrait qualifier, sinon on continuera à créer des illustrations », relève Roger Bonneval, créateur d'Autonomie Système, qui ne croit plus à l'insertion économique telle qu'elle a été conçue il y a vingt ans. Mais avec les contraintes économiques auxquelles nous devons faire face, nous n'en avons pas les moyens. »

« Lorsque nous envoyons des salariés en formation, c'est un manque à gagner en termes de production. D'autant que cela concerne inégalement ceux qui ont les potentiels les plus élevés », explique Patrick Klin, président d'Envie Développement, qui a passé un certain nombre d'accords avec l'Association pour la formation des adultes (AFPA).

Aussi les acteurs cherchent-ils désormais à « ériger en principe permanent » pour représenter une expression d'Alain Ribager – le partenariat avec les entreprises. Il s'attache de plus en plus, par exemple, à assortir les contrats de sous-traitance d'une clause de priorité d'embauche pour leurs salariés sur les postes à pourvoir par le donneur d'ordres.

« Lorsque nous arrivons à placer les personnes en stage, nous augmentons sensiblement les chances de réussite car la moitié d'entre eux débouchent sur un emploi », appuie Martin Spitz, délégué général d'Envie Développement.

Face à l'ampleur du défi, les EI vont jusqu'à envisager de créer elles-mêmes des emplois privés. Certaines en viennent ainsi à stabiliser des personnes sur des postes permanents.

De plus en plus répandue, cette solution n'est toutefois qu'un pis-aller pour Sylvie Grucker, déléguée générale de l'URSI d'Alsace : « Les EI assument ainsi une responsabilité qui, à l'origine, n'est pas la leur. »

Daniel Roumier, directeur d'Ecoplast, qui a joué cette carte au fil du développement de son activité, en reconnaît lui-même les limites. Aujourd'hui, son EI compte 60 salariés, dont un tiers en contrat de travail classique. Une proportion que son activité, désormais stabilisée, permet difficilement d'accroître.

Les EI sont également qu'elles doivent aussi s'intéresser à la création d'activités. En Poitou-Charentes, elles sont en train de se regrouper, en s'associant avec des artisans locaux, pour proposer aux communes de la région une prestation clé en main de restauration du petit habitat social. « Cela apportera de l'activité non seulement aux EI, mais aussi aux artisans qui pourront être amenés à recruter et à embaucher nos salariés qu'ils auront vus à l'œuvre sur les chantiers. »

CONCURRENCE
« Ce type d'initiatives constitue certainement une perspective d'avvenir intéressante », assure Christian Valadou, confirmant que de plus en plus d'EI viennent à songer à créer, au côté de leur structure, une entreprise ordinaire, qui ne bénéficierait pas des aides publiques accordées aux EI.

Envisagé réticulé, elle, à un tel projet sur le secteur de recyclage des huiles issues des appareils électroménagers usagés. Cette prestation de services pourrait devenir solvable avec l'application de la législation européenne en matière d'environnement.

« Il faut être prudent, relève toutefois Olivier Lagane, son délégué général adjoint. Si un marché est rentable, il n'y a aucune raison pour que les entreprises privées ne s'en gouffrent pas. Or développer un nouveau marché demande des moyens en recherche et développement, et une force de frappe financière que les acteurs des EI n'ont pas. »

De surcroit, ces derniers ne joueront jamais à armes égales : « Nos entreprises auront toujours tendance à valoriser l'emploi, ce qui n'est pas toujours le cas des entreprises classiques. »

A défaut de créer elles-mêmes une entreprise, « les EI peuvent susciter la création de nouvelles filiales », souligne Michel Goutteux de Tribor, qui travaille ainsi sur un projet de transformation des matériels informatiques hors d'usage.

Laetitia Van Eeckhout

Christian Valadou

● Enseignant de formation, Christian Valadou fonde, en 1986, AstroBade Formation, un organisme d'insertion et de développement local en Seine-Saint-Denis.

● Après avoir créé, en 1992, un organisme d'ingénierie et de recherche en économie sociale, il devient, deux ans plus tard, secrétaire général du Collectif des entreprises d'insertion du Québec.

● Depuis 1996, il est secrétaire général du Conseil national des entreprises d'insertion (CNEI).

La magistrature s'ouvre à des profils différents

Le recrutement de cent juges issus d'autres métiers suscite des critiques au sein de la profession

Professeur d'éducation physique durant vingt ans, magistrat dans quelques mois : le parcours de Patrick, quarante-deux ans, est atypique. Sur les bancs de l'École nationale de la magistrature (ENM), il n'était pas le seul dans ce cas. Il y avait aussi un ex-directeur d'un groupe de grande distribution, un ancien médecin radiologue, etc., eux aussi en reconversion.

Rien d'étonnant, en fait, pour cette promotion issue des trois concours exceptionnels de 1998, dont l'un des objectifs est justement d'enrichir le corps judiciaire de professionnels issus d'horizons variés. Cette diversité doit cependant être relativisée : 70 à 90 % de ces candidats ont une formation juridique, et 28 % étaient avocats.

Patrick, par exemple, est titulaire d'un DEA de droit. Il a été assistant de justice dans un parquet de 1996 à 1998 pour les besoins de sa thèse de doctorat.

FORMATION Ces cent nouveaux magistrats, dont 60 % sont des femmes, prendront leurs fonctions au prochain semestre, après une formation de six mois, dont un à l'ENM de Bordeaux (étude des différentes fonctions et de la méthodologie judiciaire) et « très intensif », selon Patrick, et cinq en stage pratique dans une juridiction, centré sur la préparation de la fonction choisie pour exercer.

Renouvelée cette année (clôture du dépôt des dossiers le 19 février), cette procédure expresse, inscrite dans le cadre de la réforme de la justice et du renforcement de ses moyens, permettra de pourvoir en urgence les deux cents postes actuellement vacants dans les parquets et tribunaux. Habituellement, le recrutement est beaucoup plus long. La voie classique par le concours de l'ENM, ouverte principalement aux étudiants diplômés d'un bac + 4 (et dans une moindre mesure aux fonctionnaires sous certaines conditions) et qui offrirà

en germe le concept encore plus dangereux d'abattage. »

Entrée en magistrature en 1975, Francine Levon-Guérin, l'une des vice-présidentes du tribunal de grande instance de Paris, a vécu cette accélération : « Il faut réfléchir vite, apprendre à rédiger les décisions de façon très synthétique, sans occulter le besoin du justiciable de comprendre. » Et il ne faut « pas compter son temps » : « Quand un dossier est difficile, j'y passe mon week-end. Il faut une certaine dose d'abnégation. » Elle dit pourtant être une « juge heureuse » parce qu'elle a le « sentiment d'apporter quelque chose ». Patrick sait bien les sacrifices qui l'attendent. « La surcharge de travail ne m'effraie pas. Quand on est passionné... il faut avoir une culture particulière du service public. »

La diversification des profils amenée par les concours exceptionnels est censée contribuer à l'adaptation de la justice aux nouvelles formes de contentieux. « La fonction première d'un juge est de dire la vérité, précise Francine Levon-Guérin. Mais dans le contexte actuel, on ne peut se limiter à cela. Il faut essayer de rapprocher les parties », ajoute-t-elle, être un « pacificateur ».

MÉDIATION Par exemple, face à la demande de résiliation d'un crédit-bail immobilier par un propriétaire, en raison du non-paiement des loyers par le locataire, la clause résolutoire s'appliquait sans équivoque.

professionnelle dont la durée varie de huit à quinze ans. En 1998, 583 dossiers de candidature ont été déposés pour 100 postes.

● La voie classique de recrutement par le concours de l'École nationale de la magistrature (ENM) offrira, en 1999, 185 postes, contre 145 pour chacune des trois années précédentes.

Francine Aizicovicic

Le monde des cadres

D'UN MÉTIER
À L'AUTRE
VOS
COMPÉTENCES
S'ENRICHISSENT

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris représente, conseille et informe les 28 000 entreprises de Paris, de Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val de Marne. Elle participe à l'épanouissement et à l'émergence de Paris et de sa région. Chaque année, 1,200 étudiants et 40 000 autres suivent des formations dans ses établissements et partenaires. Des multiples activités au cœur de l'économie délocalisée sur un univers de métiers qu'elle nous propose de partager!

CHEF DE PROJETS D'INGÉNIERIE PÉDAGOGIQUE EN ENTREPRISE (FRANCE ET INTERNATIONAL)

Au sein d'ESCP Senior (Centre de Formation pour cadres dirigeants) et de l'équipe Ingénierie Formation Intro-entreprise, vous avez pour mission la négociation, l'organisation et la gestion d'universités internes ou au sein des grandes entreprises françaises et internationales. Certains de ces projets sont conduits en partenariat avec des universités européennes, nord-américaines ou asiatiques.

Diplômé d'une grande école de commerce ou MBA Nord américain, vous justifiez d'une expérience d'au moins deux ans dans un grand cabinet de conseil offrant une méthodologie de projet très élaborée. Bilingue français/anglais, vos capacités d'adaptabilité sont confirmées.

Une grande ouverture d'esprit et une forte disponibilité sont nécessaires à ce poste.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence ALM12273 à la CCIP - DRH - Michèle DAIN 8 rue Chateaubriand - 75008 PARIS

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
PARIS HAUTS DE SEINE SEINE SAINT DENIS VAL DE MARNE

Groupe VOLKSWAGEN France

Groupe VOLKSWAGEN France pour la diversité. Et vous aimerez aussi tout le reste...

Tout le reste ? 5 marques de confiance, 5 marques de référence : Volkswagen, Seat, Skoda, Audi, Volkswagen Utilitaires. Vous aimerez l'innovation, bien sûr, dans un groupe qui associe technologies de pointe et créativité pour étonner ses clients et leur offrir la performance. Vous aimerez aussi la croissance d'un groupe qui détient 11 % des parts du marché automobile français pour un CA de 20 milliards de francs.

Au sein de la Direction Stratégie et Développement Réseaux, vous aimerez la diversité de votre mission de représentation pour le développement de nos réseaux de distribution. A 30-35 ans, HEC, ESSEC, MBA ou équivalent, vous allez valoriser vos 5 années d'expérience et votre bonne culture financière dans un groupe qui fait de la confiance avec ses équipes le moteur de son dynamisme. Vous maintenez les outils micro (Word, Excel, Powerpoint, Exchange). L'anglais courant est indispensable. L'allemand est un plus.

Merci d'adresser votre candidature (CV et lettre de motivation), sous réf. 78651, à Eric Claveul, Groupe VOLKSWAGEN France, 11 avenue de Boursonne, 02601 Villers-Cotterêts.

Quelles que soient vos préférences, c'est votre référence.

VW SEAT AUDI VOLKSWAGEN UTILITAIRES

RESPONSABLE ÉTUDES ET DÉVELOPPEMENT

RÉSEAUX DE DISTRIBUTION

HEC-ESSEC-MBA...

POUR DONNER UN NOUVEL ÉLÉGANT À VOTRE CARRIÈRE, LISEZ LE MODE D'EMPLOI

→

Consultants, financiers, juristes, spécialistes de la communication et du marketing, responsables des ressources humaines... les offres d'emploi qui vous concernent sont dans votre supplément du lundi, daté mardi.

Le Monde, le monde de l'emploi s'ouvre à vous

LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST

6ème QUOTIDIEN REGIONAL recherche pour une de ses éditions départementales décentralisées

UN(E) RESPONSABLE DE SECRETARIAT DE RÉDACTION

Plusieurs années d'expérience en presse quotidienne régionale sont indispensables pour prendre une part active à la responsabilité éditoriale.

Au sein d'une rédaction départementale comprenant : locataires, secrétaires de rédaction, photographes.

Ce journaliste expérimenté :

- anime une équipe de 6 journalistes secrétaires de rédaction,
- collabore étroitement avec la direction départementale de l'édition,
- assure les liaisons fonctionnelles quotidiennes avec l'équipe de compositeurs graphistes,
- organisateur anticipateur, il pratique l'informatique appliquée aux travaux rédactionnels.

Le poste est à pourvoir dans le chef-lieu du département.

Adresser lettre manuscrite, CV, détail photo récente et présentions à LA NOUVELLE REPUBLIQUE DU CENTRE-OUEST Service des Relations Sociales 232, avenue de Grammont - 37048 TOURS CEDEX 1

Organisme professionnel national, nous recherchons pour notre Direction Economique, un

Charge d'études économiques

Sous la responsabilité du Directeur, vous serez principalement chargé de réaliser des études économiques quantitatives et économétriques sur le domaine de la construction. Vous devrez également consacrer un peu de votre temps à des travaux de documentation.

Titulaire d'un diplôme de 6ème cycle spécialisé, une première expérience professionnelle vous a permis de valider vos acquis, notamment en matière d'économétrie. Une connaissance du secteur du logement ou de la construction sera appréciée. Vous maîtrisez parfaitement les outils informatiques. Rigoureux et acif, vous savez vous adapter à différents types d'activités et êtes capable de travailler en équipe.

ce poste est à pourvoir rapidement.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et présentions) en précisant la référence 20515 sur la lettre et sur l'enveloppe à Publipanel - 13, rue Rosenwald - 75015 Paris, qui transmettra.

VOTRE ÉNERGIE DE DIRIGEANT D'ENTREPRISE AU SERVICE DE PDG

En prise directe avec le président de cette société privée qui prend des participations financières dans des entreprises en croissance, vous faites vivre un réseau d'hommes d'affaires composé de plus d'une centaine de PDG. Manager, de formation supérieure (Grande Ecole), vous êtes crédible grâce à une expérience diversifiée d'une vingtaine d'années acquise, de préférence, au sein d'un groupe international.

Votre maîtrise des mécanismes de l'entreprise vous permet d'écouter et de comprendre les multiples demandes de dirigeants d'entreprises de tous secteurs. Grâce à votre connaissance du tissu économique, des nouvelles technologies, des marchés et à votre précieux carnet d'adresses, vous les aidez à répondre à leurs attentes. Homme de relations, vous enrichissez et renforcez le réseau créant des événements, en organisant des actions qui favorisent l'opportunité de contact entre les membres.

Créativité, diplomatie, discrétion, autonomie, maîtrise parfaite de l'anglais sont les principales qualités pour réussir à ce poste passionnant et stratégique.

Si vous vous êtes reconnu, écrivez sous la réf. C/1558 M à notre Conseil Pierre BUCCAÏ - CONCORDANCES - 77, rue François Mermel - BP 32 - 69811 TASSIN LA DEMI-LUNE Cedex, qui s'engage, si votre candidature est retenue, à vous adresser un dossier dans les trois semaines.

CONCORDANCES
Entre les Hommes et les Entreprises

Notre société du secteur agro-alimentaire, valorise ses produits et son savoir-faire sur l'ensemble du territoire national. Leader sur son marché et en constante progression, elle recherche pour son siège basé dans l'ORNE un (e)

ATTACHE DE DIRECTION

LE POSTE : Rattaché à la Direction Générale, vous devrez notamment entretenir et optimiser les relations auprès des différentes administrations et organisations agricoles, négocier des marchés publics etc... Ce poste nécessite une grande polyvalence tant sur le plan commercial, juridique, administratif que relationnel.

PROFIL : Etudes supérieures en gestion, spécialisation en agriculture, droit rural et économie agricole (IHECREA) ou équivalent. Vous justifiez d'une expérience similaire (chargé de mission pour des organismes spécialisés, chambre d'agriculture, CCI, organismes professionnels ou coopératifs...) renforcée par une bonne connaissance du monde agricole et de l'industrie agro-alimentaire. Vous avez de réelles aptitudes à la communication.

Venez renforcer notre équipe dans ce poste essentiel qui répondra aux attentes d'un candidat de valeur.

Envoyez lettre manuscrite, CV et présentions sous réf. AD à mettre sur l'enveloppe à ANNE SECHAUD CONSULTANTS 8, bd Volney - 35700 RENNES - Tel. 02.99.36.06.17

RENNES
LORIENT
SAUMUR

Importante société spécialisée dans le stationnement urbain (développement d'opérations, exploitation et gestion), filiale d'un grand groupe, souhaite accompagner sa forte croissance en renforçant ses équipes commerciales

Charge d'affaires

Dans le cadre de la stratégie définie avec la Direction Générale, vous prenez part à l'élaboration et la négociation des offres commerciales. Faisabilité, business plans, études de rentabilité, modes de financement... vous faites appel à vos multiples compétences dans les domaines juridique, technique et financier pour élaborer des projets complexes au plus près des attentes de votre client, qu'il soit organisme public ou opérateur privé.

De formation Ingénieur ou Ecole de commerce, vous possédez une expérience de 3 ans minimum et une expertise reconnue dans l'élaboration de dossiers. Doté d'un excellent sens relationnel, vous êtes à l'aise avec des interlocuteurs variés. Vous parlez couramment anglais. Ce poste basé en région parisienne, offre de fortes perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo et présentions) sous référence CA/M à EURO RSCG Futurs, 162, rue de Rivoli, 75001 Paris, qui transmettra.

051 117 117 117

مكتب الماء

PRODUC
Audit
Conseil

Manager Organisation

Consultants

Management/Organisation Conduite du changement

Paris 8ème

H/F

Au sein d'une de nos équipes et après une période d'intégration et de formation à nos méthodes, vous développerez notre activité de conseil en management, organisation, conduite du changement auprès de nos clients (organismes H.L.M., collectivités locales, acteurs de la ville, ...).

A 28/35 ans, de formation Grande Ecole ou universitaire (3ème cycle), une première expérience en cabinet de conseil vous a permis d'affirmer votre esprit d'analyse, votre rigueur et votre sens commercial. Vous recherchez aujourd'hui plus d'autonomie et de responsabilité, vous êtes motivé par les problématiques de l'Habitat et de la Ville.

Nous vous proposons d'intégrer une structure à taille humaine et de partager des valeurs fortes.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération actuelle et préventions) à notre Conseil MERCURI URVAL, 4 rue Léon Jost 75017 PARIS, sous ref. 73.0116/LM portée sur lettre et enveloppe ou par E-mail : pg@mercuri-urval.fr - http://www.mercuri-urval.fr

Mercuri Urval

Votre futur... les telecoms
au cœur des stratégies

Expertel
CONSULTING

Groupe France Télécom

DANS LE CADRE DE L'EVOLUTION DE SON ORGANISATION
ET POUR ACCOMPAGNER SON DEVELOPPEMENT

« Cabinet de Conseil-Audit-Expertise
spécialisé dans le secteur de l'Économie Sociale »

745 PERSONNES PRÉSENTES À PARIS ET EN RÉGION

recherche

Consultant comptable confirmé

Missions

- Analyser la situation des entreprises sous un angle économique, financier et social.
- Prodiguer à nos clients, les Comités d'Entreprise et de Groupe, un diagnostic financier économique et stratégique de leur entreprise (notamment dans le cadre des évolutions de structures, mutations technologiques et changements profonds de l'environnement concurrentiel).
- Proposer des solutions créatives, adaptées à la problématique de la situation.

Profil

- De formation supérieure Grandes Écoles de Commerce, 3^e cycle spécialisé ou équivalent, adepte de l'utilisation de l'informatique, vous justifiez d'une solide expérience dans le conseil.
- Votre maîtrise des techniques de l'analyse financière vous permet d'être immédiatement efficace.
- Ouvert et rigoureux, votre sens de l'organisation allié à vos réelles qualités de communication vous prédisposent tout naturellement à l'animation et la prise de responsabilité.

• Poste évolutif pour candidat à fort potentiel à pourvoir à Paris.

Adresser dossier de candidature, sous la ref. 4416 à
l'Agence Centrale de Publicité, BP 229, 93523 Saint-Denis cedex,
qui transmettra.

À chaque fois
qu'on parle de nous

A Andersen
Consulting



On parle de v

Responsables d'études st

GRECOM

recherche

Consultants

Notre spécificité

Intervenir dans les grands projets d'organisation en intégrant la dimension humaine : études et réalisations en Organisation, Communication, Formation.

Notre équipe

Pluridisciplinaire, mobile intellectuellement, impliquée depuis la phase d'étude jusqu'à la mise en œuvre des actions.

Votre profil

Grande Ecole (ingénieur ou commerce), Formation ou expertise complémentaire souhaitée.

Première expérience professionnelle si possible dans le conseil.

Intérêt pour les aspects techniques (logistique, informatique), pédagogiques et humains.

Adresser CV + lettre manuscrite à Véronique ATRENOY
GRECOM - 110 Bd Jean-Jaurès - 92100 BOULOGNE

GRECOM

Douze ans d'expérience au service de la réussite des projets.

o / ec

Managers Organisation

Les télécommunications sont aujourd'hui au cœur de la stratégie des entreprises. Expertel Consulting, pôle conseil du groupe France Télécom en très fort développement, a pour objectif de devenir l'un des acteurs majeurs de ces nouveaux enjeux. Son métier : accompagner les entreprises dans le développement de leur performance économique grâce aux télécommunications.

Manager expérimenté, nous vous proposons de rejoindre aujourd'hui l'équipe dirigeante de notre Département Conseil en Organisation et de l'accompagner dans sa croissance.

Vous managerez une équipe de consultants et interviendrez dans des missions d'optimisation et de transformation des processus de l'entreprise (vente, après-vente, production...) liées à l'introduction des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication.

Diplômé(e) d'une école d'ingénieurs ou de commerce (idéalement double formation), vous possédez une expérience d'au moins 5 ans en organisation au sein d'un cabinet de conseil, d'une société de services ou d'une entreprise.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre, CV) sous réf. CO/MO4 à : Expertel Consulting - DRH, 6 impasse Bonne Nouvelle, BP 806, 75470 Paris cedex 10, e-mail : clo@idc.bouy@expertel.fr

Auditeurs Bancaires (H/F)

Important

Etablissement

Bancaire Régional

dé tout premier

plan poursuit son

développement

et recherche des

Au sein de notre Etablissement Bancaire, vous serez chargé :
• de participer à la réalisation de missions d'audit et au suivi des recommandations qui en découlent ;
• de vous assurer, au cours de ces missions, de la régularité des opérations traitées et du respect des procédures ;
• de contribuer à l'actualisation du système de contrôle interne de l'entreprise.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Bac +4 minimum), vous justifiez d'une première expérience professionnelle similaire, acquise de préférence au sein d'un établissement bancaire.

Vos aptitudes relationnelles, votre capacité d'adaptation et votre esprit d'analyse et de synthèse constitueront pour vous des atouts déterminants dans votre réussite au sein de cette fonction.

Ce poste évolutif est basé sur TOULOUSE.

Si vous souhaitez apporter votre compétence et votre dynamisme à une banque qui vous offrira de réelles perspectives d'évolution, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae et photo) en précisant sur l'enveloppe la réf. 981229 à EVIDENCE 110/114, rue Jules Guesde - 92300 Levallois-Perret, qui transmettra.

Évidere

Entreprise de conseil en stratégie et marketing située à Neuilly-sur-Seine, nous nous sommes donné pour mission d'aider les grandes entreprises de services à affronter la concurrence dans les secteurs en cours de dérégulation ou de mutation technologique.
Nous les aidons à formuler leurs nouvelles stratégies de développement, à redéfinir leurs offres de service et à adapter leurs dispositifs opérationnels. Pour contribuer à un fort développement commercial, nous recherchons

UN CONSULTANT SENIOR

A 30/35 ans, de formation supérieure (ESC, DESS, ...), consultant confirmé et commercial dans l'âme, vous avez acquis un solide savoir-faire en marketing stratégique ; nous souhaitons vous confier des missions d'études et de conseil qui comporteront, pour certaines, une dimension européenne.

Nos références alliées à vos compétences devraient vous permettre d'atteindre des objectifs ambitieux en vous appuyant sur une équipe solide et conviviale. Anglais et/ou Allemand nécessaires.
Réf. 20461/CS

UN CONSULTANT JUNIOR

Agé d'environ 25 ans, de formation supérieure (ESC, DESS, ...), vous possédez une solide première expérience au sein d'une entreprise de services ou en cabinet conseil ; vous participerez à la réalisation de nos missions en collaboration étroite avec un consultant senior.

Réf. 20461/CS

Merci d'écrire avec CV et présentions en précisant la référence à notre conseil : TPA - 54 boulevard Saint-Michel - 75006 Paris.



on parle de vous.

Responsables d'études stratégiques,

quand on parle de grands projets d'envergure internationale, de clients prestigieux, d'une approche du conseil intégrant les compétences essentielles de l'entreprise : la stratégie, les technologies, l'organisation et les ressources humaines, on parle de nous.

Quand on parle de formations, d'opportunités d'évolution et de créativité pour proposer régulièrement de nouveaux axes d'études et de recherches économiques aux interlocuteurs internes, on parle de vous... Parce que vos ambitions sont aussi les nôtres et vos succès, notre réussite.

Right place*. A 27/32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience réussie dans un cabinet de conseil, un institut d'études marketing et d'opinion ou un sein du service d'études économiques d'une grande entreprise internationale vous permet de mettre à profit vos connaissances des sources d'information et vos qualités d'analyse et de réflexion dans les secteurs suivants :

- Finance (banque, assurance, marchés financiers),
- Produits de grande consommation (commerce de détail, distribution),
- Biens d'équipement (matériel, transport).

Avec 63 000 collaborateurs dans 46 pays, Andersen Consulting est le leader mondial du conseil en management et en technologies de l'information.

La mission de notre réseau global interne de recherche stratégique est d'apporter une valeur ajoutée à nos prestations de conseil en associant des méthodologies variées et une expertise sectorielle approfondie. C'est là que vous allez élargir le champ de vos compétences à l'échelle internationale, dans des secteurs d'activités diversifiés.

Right time*. Dans un contexte de très forte croissance (plus de 25 % par an), vous rejoignez l'équipe "Etudes Stratégiques" basée à Paris. C'est le moment pour vous de valoriser votre potentiel en participant activement à des recherches économiques innovantes.

Right decision*. Participer à un développement hors du commun, c'est la bonne décision.

Adresser votre dossier sous référence 0299/LM/SR01, à Andersen Consulting, Département Recrutement, 65 avenue George V, 75370 Paris Cedex 08.

www.ac.com

Spécialistes du
Conseil et de l'Audit,
prenez dès maintenant
rendez-vous avec notre
opération spéciale
"Conseil/Audit"
dans

"Le Monde de l'ECONOMIE"
du lundi 15 daté 16 février.

INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

Gestionnaires et financiers



Centre de Culture Scientifique dédié à la mer,
OCEANOPOLIS s'agrandit pour ouvrir, à BREST,
à Pâques 2000, le Premier PARC de LOISIRS
DES SCIENCES DE LA MER. Il recrute son

Directeur h/f

Rattaché au Directeur Général de la SOPAB, Société d'Economie Mixte de la Ville et de la Communauté Urbaine de Brest, vous assurez la direction de cet équipement structurant [CA : 90 MF, effectif : 150 personnes, investissement total : 300 MF]. Vous êtes plus particulièrement chargé de :

- planifier, coordonner et contrôler l'ensemble des moyens financiers, techniques et humains,
- mettre en œuvre les orientations stratégiques en matière de communication, de politique commerciale et de partenariat,
- déterminer les objectifs culturels et scientifiques.

De formation supérieure, à la fois manager et gestionnaire :

- Vous justifiez impérativement d'une expérience probante dans la direction d'une structure, publique ou privée, dans l'univers des loisirs, du tourisme ou de la culture,
- Soucieux du développement commercial, vos qualités relationnelles vous ont permis de développer des compétences d'encadrement et d'animation d'équipes pluridisciplinaires de haut niveau.
- Vous parlez couramment anglais.

Veuillez adresser votre candidature, sous la réf. MH/2553, à notre conseil : Maya HEDROUG LIGHT Consultants - 5/7 rue Jeanne Bracconier - 92366 Meudon-la-Foret Cedex. Tél. 01 46 01 49 50 Fax. 01 46 32 56 06.



Sartrouville

15 km RER A de Paris - 2^e ville des Yvelines - 5040 habitants
recrute

UN DIRECTEUR FINANCIER

Attaché territorial

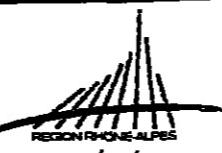
Placé sous l'autorité du Secrétaire Général Adjoint, vous collaborerez à la définition et à la mise en œuvre de la stratégie financière de la ville. Vous assurerez le pilotage, la préparation et l'exécution du budget (400 MF), la gestion de la dette, de la trésorerie et du patrimoine. Vous mènerez des études, des projections financières et fiscales et établirez des indicateurs financiers.

Gestionnaire, vous êtes méthodique et rigoureux. Chargé de l'animation du service financier, vous conseillerez et prétrrez : assistance aux services et disposez de réelles qualités relationnelles.

Votre expérience des finances publiques, votre maîtrise des comptabilités M14, M4, M49 et de l'outil informatique sont indispensables.

Rémunération statutaire et régime indemnitaire attractif.

Merci d'adresser CV et lettre de motivation à M. le Maire,
2 rue Buffon, BP 275, 78506 SARTROUVILLE Cedex.



recherche

DEUX CHARGES DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (H/F)

Sous l'autorité du responsable de l'économie, et en collaboration avec d'autres chargés de développement, vous participez à la définition et à la mise en œuvre de politiques économiques.

Pour un poste (98/DERES 42M), vous serez chargé de mettre en place un nouveau dispositif d'appui à la création d'entreprise. Vos fonctions : développer cette procédure nouvelle en lien avec les structures d'accompagnement sur le terrain ; instruire les demandes ; s'assurer de la qualité dans la validation des projets ; préparer et participer au comité de suivi.

Pour l'autre poste (98/DERES 43M), vous assurez l'élaboration de Contrats Régionaux Objectif Croissance destinés aux entreprises établissees, de contrats globaux de développement et de certains dossiers destinés à des entreprises en zone rurale. Vos missions : instruire les projets, négocier avec les partenaires et rencontrer les chefs d'entreprises, analyser les projets, apporter une expertise économique, piloter des cabinets conseils, présenter les dossiers à des comités techniques, s'assurer du suivi et de la bonne exécution des contrats.

PROFIL : Fonctionnaires, CADRE A des Collectivités Territoriales ou de l'Etat :

- de formation supérieure en économie, gestion,
- expérience préalable dans l'industrie ou la dimension économique, familiarisé avec le monde de l'entreprise,
- capacités d'analyse et de synthèse, qualités relationnelles et de négociation, sens du travail en équipe.

Merci d'adresser votre candidature, lettre de candidature manuscrite + C.V. + photo, sous la référence choisie à : RÉGION RHÔNE-ALPES - Direction des ressources humaines
78 route de Paris - B.P. 19 - 69751 CHARBONNIÈRES-LES-BAINS CEDEX

Auditeur



L'ACOSS est la Caisse Nationale du Recouvrement (13 000 personnes dans 105 URSSAF et 7 centres informatiques) qui collecte les ressources de la Sécurité Sociale (1 300 milliards de Francs par an). Au sein de la Direction de l'Audit nous créons un nouveau poste d'AUDITEUR.

Mission : responsable du contrôle qualité des procédures et de ses données, vous assurez les opérations d'audit en URSSAF, supervisez les opérations de contrôle interne en URSSAF et à l'ACOSS, pilotez les actions de formation, concevez les tableaux de bord de synthèse.

Profil : 28-30 ans environ, de formation Bac + 5 en gestion, université ou grande école de commerce, vous justifiez de 2 à 3 années d'expérience en audit idéalement acquises dans le secteur banque, assurance ou protection sociale. De réelles facultés d'adaptation et une forte disponibilité sont indispensables pour réussir dans ce poste basé à PARIS 11^e. Rémunération de départ : 240 à 260 KF selon profil et expérience.

Merci d'adresser lettre + C.V. + photo en précisant sur l'enveloppe la référence BR0199A, à notre Conseil Rémi GUEVEL - RH PARTNERS - 365 rue de Vaugirard 75015 PARIS et de consulter <http://www.rh-partners.com>

RH PARTNERS

BAYONNE, BELFORT, BESANÇON, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, DIJON, LYON, MARSEILLE, PARIS, POITIERS, QUIMPER, RENNES, ROUEN, SOPHIA ANTIPOLIS, TOULOUSE, CANTON, HONG KONG

296 000 Cadres de l'administration sont des lecteurs du Monde*

* source IPSOS Cadres actifs 1997 LNM

Avis de concours de la fonction publique territoriale

LE CENTRE DE GESTION DE LA
FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DE SEINE ET MARNE

LE CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE
GESTION DE LA GRANDE COURRONNE
DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

DE LA PETITE COURRONNE DE LA REGION ILE-DE-FRANCE
(centre organisateur)

D'INFIRMIER TERRITORIAL HORS CLASSE

ouvert aux fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des infirmiers territoriaux (homme ou femme)

Date limite de dépôt des dossiers d'inscription : 22 avril 1999.

Date des épreuves : le 2 juin 1999.

Lieu des épreuves : 42, rue de Romainville - PARIS 19^e.

Adresse à laquelle les dossiers de candidature doivent être demandés :

Centre Interdépartemental de Gestion de la Petite Couronne de la Région Ile-de-France 3, rue de Romainville - 75940 PARIS Cedex 19

AVIS DE CONCOURS n° 99-03

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Rhône organise pour son département et pour le compte des Centres de Gestion de l'Isère et de la Loire :

UN CONCOURS INTERNE ET UN CONCOURS EXTERNE

D'ANIMATEUR TERRITORIAL

Les épreuves auront lieu à Lyon à partir du 11 mai 1999.

Le concours est ouvert pour 51 postes :

- concours externe : ouvert aux candidats titulaires du Brevet d'Etat d'Animateur Technicien de l'Education Populaire et de la Jeunesse (BEATEP) : 39 postes.
- concours interne : 12 postes, soit :

- 4 postes ouverts aux agents publics justifiant au 1er janvier 1999 de 4 ans au moins de services publics
- 8 postes ouverts aux agents territoriaux titulaires ou non titulaires, exerçant des fonctions d'animation, en fonction à la date du 27 octobre 1998 et justifiant, au 1er janvier 1999, de 4 ans au moins de services publics effectifs.

RETRAIT DES DOSSIERS D'INSCRIPTION

Les dossiers de candidatures sont à retirer du 10/03/1999 au 09/04/1999 inclus au :

Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Rhône
76, rue Edmond Locard - 69322 LYON Cedex 05

sur place ou par courrier (joindre une enveloppe 24 x 32 affranchie à 6,70 Frs et libellée aux nom et adresse du candidat).

DATE LIMITÉE DE DÉPÔT OU D'EXPÉDITION DES DOSSIERS COMPLETS

Vendredi 9 avril 1999 minuit, le cachet de la Poste faisant foi, au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Rhône.

LE DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

organise un concours sur titres avec épreuve

d'ASSISTANTS TERRITORIAUX MÉDICO-TECHNIQUES

(spécialité technicien qualifié de laboratoire)

à partir du 11 mai 1999

Nombre de postes ouverts : 3

Peuvent faire acte de candidature, les personnes de nationalité française, titulaires du diplôme d'Etat de laborantin d'analyses médicales, ou d'un D.U.T. ou d'un B.T.S. ou de tout autre diplôme ou titre homologué au niveau III ou à un niveau supérieur dans le domaine des sciences de l'environnement, de la physique, de la chimie, de la biologie, de l'agroalimentaire, de l'agronomie ou des sciences vétérinaires.

Quant aux ressortissants d'un Etat membre de la Communauté Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, souhaitant concourir, ils devront présenter soit la copie du titre ou du diplôme obtenu dans leur Etat d'origine et reconnu comme équivalent au diplôme français requis, soit la décision rendue par la commission instituée par le décret n°94.743 du 30 août 1994 modifié, assimilant leur diplôme à un diplôme français ainsi que la copie du titre ou du diplôme étranger ayant fait l'objet de la décision d'assimilation.

Les candidatures doivent être adressées au Président du Conseil Général d'Indre-et-Loire - Direction des Ressources Humaines B.P. 32.17 - 37032 TOURS Cedex.



CONSEIL GÉNÉRAL
D'INDRE-ET-LOIRE

Le Centre de Gestion de la Meuse organise entre le 25 et le 28 mai 1999 en convention avec le Centre de Gestion de la Meuse-Moselle un concours externe sur titre avec épreuve pour le recrutement d'infirmiers territoriaux (4 postes ouverts).

Le Centre de Gestion de la Meuse organise entre le 10 mai et le 14 mai 1999 un concours externe sur titre avec épreuve pour le recrutement d'un assistant socio-éducatif spécialité "éducation spécialisée" (1 poste ouvert).

Période légale d'inscription : du 1^{er} mars 1999 au 27 mars 1999 inclus.

Dossier de candidature transmis sur demande écrite : joindre une enveloppe format 160 x 220 avec nom et adresse et affranchie à 4,50 francs, au Centre de Gestion de la Meuse, 92, rue des Capucins - BP 54 - 55202 COMMERCY CEDEX.

Tous les dossiers d'inscription devront être envoyés ou déposés au : Centre de Gestion de la Meuse pour le 2 avril 1999 dernier délai le cachet de la poste faisant foi.

Le Monde

N° 1 sur les Cadres de l'Administration

et des

Collectivités Locales*

* Source : IPSOS Cadres Actifs 97 LNM

Francine Aizicovici

INITIATI

DIRECTEUR DE LA COMMUNI
ET DES RELATIONS EXTERIEURE

CHARGE DE
MISSION

Pour insérer vosannonces dans

"INITI
Contactez

INITIATIVES LOCALES

les offres d'emploi cadres des collectivités territoriales

Cadres territoriaux



Etablissement Public de l'Etat agissant dans le domaine de l'Environnement et la Protection de l'Eau (500 personnes - 5 Milliards de Francs d'interventions) recherche pour son siège basé à Nanterre son :

DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS EXTÉRIEURES H/F

Votre mission : Rattaché au Directeur Général et membre du Comité de Direction, vous serez chargé de concevoir et mettre en œuvre la politique globale de communication, en coordination et en cohérence avec les différents directeurs du siège et de province.

Vous assurerez les publications et la production éditoriale et développerez les relations avec les médias et les milieux institutionnels et associatifs.

Votre profil : 30-45 ans, de formation supérieure scientifique ou en sciences humaines (Sciences Po, Celsa...), vous possédez une expérience significative de la fonction, dans le secteur public ou dans le secteur privé mais ayant développé des contacts avec des réseaux du secteur public.
Manager expérimenté, vous êtes organisé et vous avez une grande aisance dans

vos relations, tant extérieures qu'avec vos équipes.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération actuelle et préentions) sous la référence FL0107 à notre Conseil Frédéric LAMBIN, AXAD - Parc Avenue - 2, rue de la Camoy - 59130 Lambersart, qui étudiera votre candidature en toute confidentialité.



- Ville contemporaine jeune (35 ans)
- Cité d'avenir avec le parc d'activités technologiques et tertiaires CITIS
- Cité de communication interactive avec Internet Citoyen
- 2^{me} ville du Calvados, membre du District du Grand Caen
- La Ville d'HÉROUVILLE SAINT-CLAIR
- 25 000 habitants - 565 agents

CHEF DE PROJET DU CONTRAT DE VILLE

Collaborateur privilégié du Maire, membre de l'équipe de Direction sous la responsabilité du Directeur Général des Services, votre mission sera de construire le futur CONTRAT DE VILLE 2000 - 2006 en :

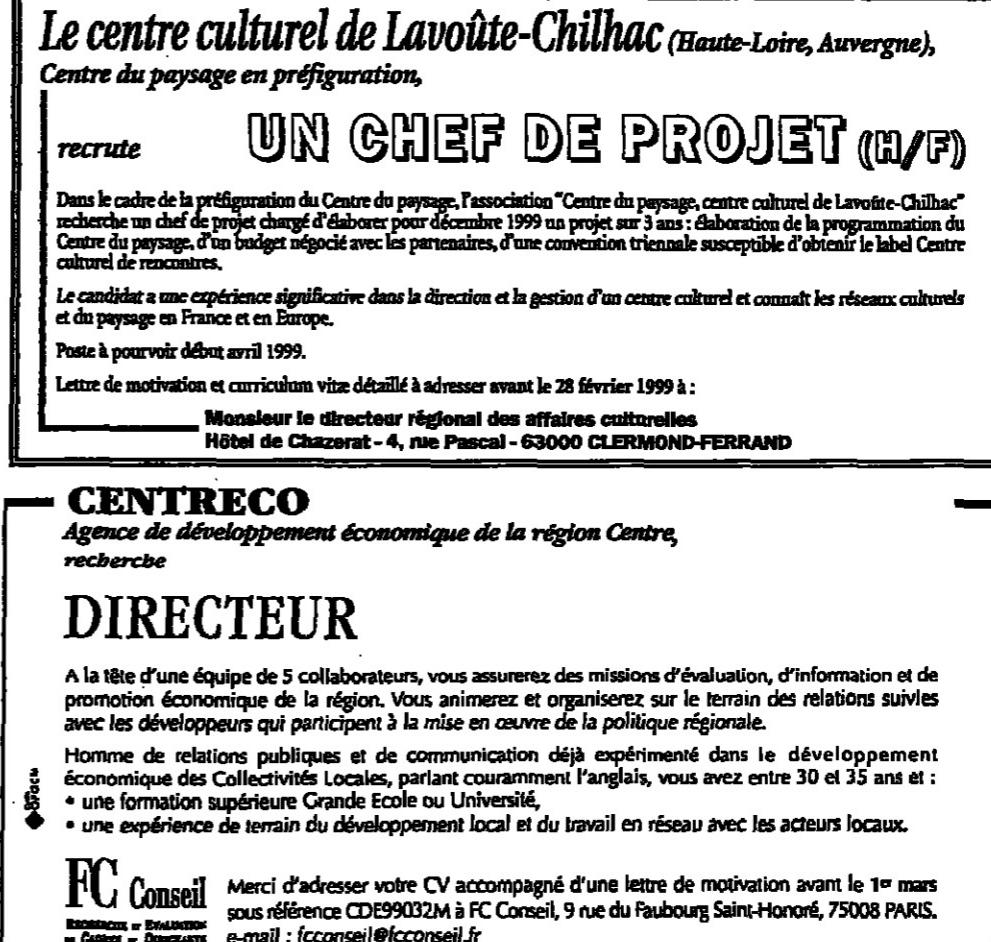
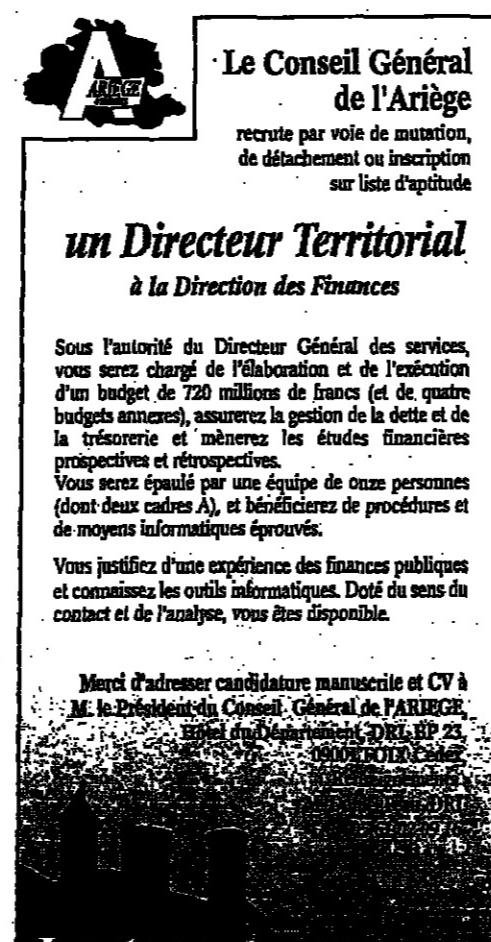
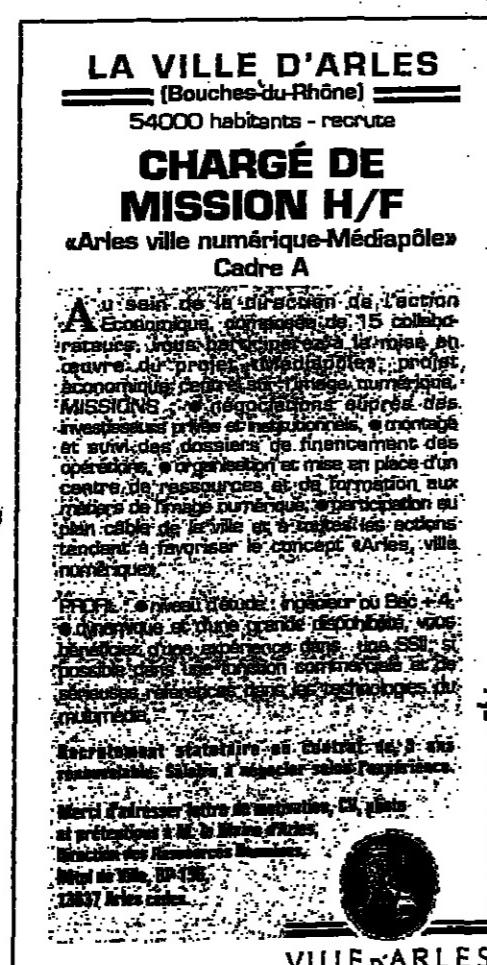
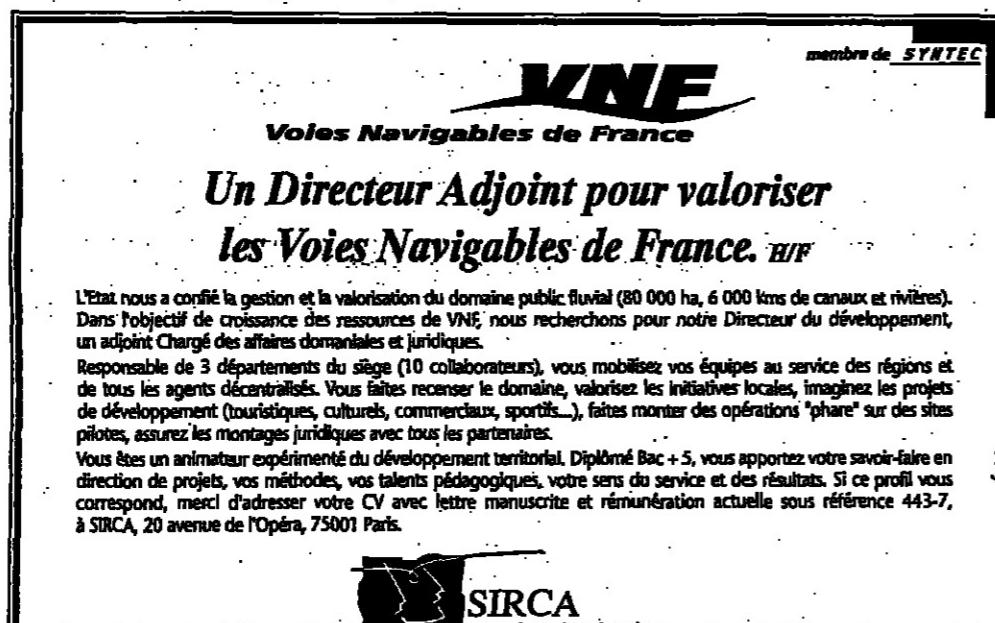
- utilisant l'amplitude des champs d'application de la problématique urbaine : enjeux urbains, habitat, économie, action sociale, développement du lien social et de la citoyenneté ;
- mobilisant les différents dispositifs mis en place par les Pouvoirs Publics ;
- assurant les débats nécessaires entre les Elus, les associations, les habitants, les responsables du District du Grand Gennevilliers et de toutes élans de solidarité de la Région de l'Est francilien du Contexte de

- De formation supérieure pluridisciplinaire, vous avez acquis une expérience confirmée d'animation des dispositifs de la politique de la ville ainsi qu'une très bonne connaissance des méthodologies et des acteurs nécessaires à une requalification urbaine impliquant : - la pratique de l'évolution urbaine de la Ville ; - du travail sur le terrain ; - une capacité d'ouverture sur l'extérieur avec un tempérament de négociateur ; - une capacité d'analyse, de travail partenarial et de montage de projets ; - le sens du service public. Vos qualités relationnelles (écoute et dialogue), votre sens du travail en équipe, votre disponibilité seront

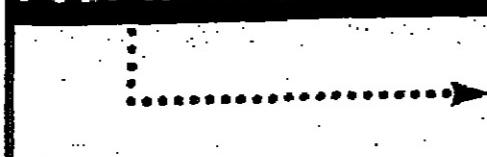
Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser avant le 22 février votre CV accompagné d'une lettre de motivation précise et argumentée sous la référence CUR99011M à FC Conseil, 9 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.
E-mail : fcconseil@fcconseil.fr



Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser avant le 22 février votre CV accompagné d'une lettre de motivation précise et argumentée sous la référence CUR99011M à FC Conseil, 9 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.



Pour insérer vos annonces dans la rubrique



"INITIATIVES LOCALES"

Contactez le : ☎ 01-42-17-39-42 - (Fax : 01-42-17-39-38)

INITIATIVES LOCALES

les offres d'emplois cadres des collectivités territoriales

Cadres territoriaux

La Région Haute-Normandie recrute selon conditions statutaires, par voie de mutation ou de détachement

UN DIRECTEUR GENERAL ADJOINT Administrateur

Membre de l'équipe de direction générale :
 • vous animerez et coordonnerez en liaison étroite avec le Directeur Général des Services les directions opérationnelles et fonctionnelles.
 • vous participerez à la mise en œuvre de choix stratégiques de la politique régionale et serez force de proposition.
 • vous garantirez l'application des objectifs annuels et pluri-annuels déterminés par l'exécutif et l'assemblée régionale.
 • vous veillerez au strict respect des procédures administratives, juridiques et financières des collectivités territoriales que vous maîtriserez.

Vous possédez également :
 • une expérience confirmée tant pour les directions fonctionnelles qu'opérationnelles.
 • des qualités de management, d'animation, de dialogue et de mouvement d'équipes.
 • le sens de l'organisation, des responsabilités, des capacités d'analyse, de synthèse et de rigueur.
 • un esprit d'initiative et une grande disponibilité.

Une connaissance des problématiques d'aménagement régional serait appréciée.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV + photo + dernier arrêté statutaire + 3 fiches de notation, sous réf. DGS2, à M. le Président du Conseil Régional de Haute-Normandie, Service des Ressources Humaines, 25 bd Gambetta, BP 1129, 76174 ROUEN Cedex, pour le 5 mars 1999 dernier délai.



Organisme institutionnel du Pas-de-Calais comprenant 200 agents recherche son

Directeur des Services aux Entreprises h/f

Auprès du Directeur Général, vous optimisez la qualité des prestations à destination des entreprises de la circonscription et contribuez à la promotion de l'image de l'institution auprès des acteurs économiques en animant un service de 30 personnes. Vous assumez également la fonction de Chef de marché Commerce

Plus particulièrement, vous avez pour mission de diagnostiquer les attentes des entreprises pour proposer, organiser et suivre des axes de soutien à leur développement. En tant qu'interlocuteur privilégié des unions commerciales, vous animez le tissu commercial de la circonscription. Vous représentez l'organisme auprès des administrations de l'Etat, des instances régionales, départementales et locales ainsi que des agences de développement.

Enfin, vous présentez aux instances dirigeantes les plans d'actions et les propositions budgétaires formulées par les chefs de marchés et exécutez ces budgets.

De formation grande école de commerce, âgé de 35 à 45 ans, votre expérience professionnelle a été acquise en entreprise ou en structure de développement économique publique ou privée. Votre aisance relationnelle, vos capacités de négociation et de management d'équipe sont des atouts supplémentaires. La pratique de l'anglais et la connaissance du tissu économique local sont souhaitées.

Merci d'adresser votre candidature CV, faire photo et présentation sous réf. 54-902 à notre conseil KEY MEN, 96, rue Nationale 95800 Clichy

KEY MEN

La rubrique "Initiatives Locales"

est le rendez-vous hebdomadaire des Cadres de l'administration.

Pour tous renseignements, contactez le : **01-42-17-39-42** - Fax : **01-42-17-39-38**

Dirigeants

Organisation internationale, Galco Group Limited est membre du groupe JLA International et conduit ses activités en Europe, aux USA et au Canada. Notre spécialité est d'aider nos clients à accroître leurs résultats en réalisant des améliorations importantes au niveau de leurs performances et de leurs profits. Nous poursuivons actuellement notre croissance en France et en Europe.

Si vous êtes intéressé par une activité de collaborateur indépendant, si vous avez une expérience de

Président ou Directeur Général

dans une société industrielle ou de services (grande ou moyenne), si vous ne souhaitez plus être salarié d'une organisation mais retrouver la maîtrise de votre futur et si vous aspirez à des gains élevés... vous avez la possibilité d'accomplir ces objectifs au sein de notre équipe.

A l'issue d'une période de formation préalable intensive et très sélective, vous travaillerez initialement en France comme collaborateur indépendant sous la supervision du directeur général de la société.

La maîtrise du français et de l'anglais est indispensable. La connaissance d'une autre langue sera un plus apprécié.

Adresser CV et lettre en anglais à notre bureau de représentation :

GALCO International Limited, 38 rue de Berri, 75008 Paris

e-mail : hgda@imaginet.fr

Cadres Commerciaux



Engagés dans la compétition internationale nous développons une stratégie commerciale offensive. Pour animer les équipes chargés de cette mission, nous recherchons :

CLÉMENTIN ET SES ATTERRISSEURS EXTERIEURS

Votre Mission:

- Animer et fédérer les équipes autour d'un projet
- Mettre en place de nouveaux trafics et consolidation des trafics existants sur le Marché hinterland et des relai extér., en assurer la mise en œuvre et le suivi
- Votre Profil:** Vous êtes diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent, avec une exp. prof. réussie dans le transport international et maîtrise l'anglais couramment

Si ce challenge vous motive, merci d'adresser rapidement votre candidature (lettre de motiv. manusc. +CV + présentations) Service du Personnel 34, Bd de Boisguilbert BP 4075 76022 ROUEN Cedex Tél. 02.35.52.54.67



Retrouvez toutes les annonces du Monde :

INTERNET • <http://www.cadresonline> • <http://www.lemonde.fr/emploi>
MINITEL • 3615 CADRES ONLINE (2,23 F/mn) • 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

c / 100

OMIQUE
écaire
nancière
de Sedan

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999 / XV

Conseil - Audit

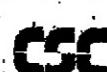
La dimension dont vous avez besoin,
les projets dont vous avez envie,
le style qui vous convient.

Et votre talent
devient conseil

Merci d'adresser votre candidature et CV à Valérie Giroguy sous référence LM08/02

CSC Peat Marwick - Tour Framatome -1, place de la Coupole, 92084 Paris La Défense

CSC Peat Marwick



Computer Sciences Corporation

Juristes - Ressources humaines

membre de SYNTEC

Consultant

Notre savoir-faire depuis plus de 10 ans : le conseil en recrutement de cadres moyens, cadres supérieurs et cadres dirigeants.

Nos clients : de grandes entreprises et beaucoup de PME, soit filiales françaises de groupes internationaux, soit entités françaises indépendantes.

Nous avons entrepris, ces dernières années, de développer nos interventions dans des domaines que nous voulons renforcer par la venue d'un nouveau Consultant (coaching, gestion des carrières, aménagement du temps de travail, prévisionnelle des emplois...), bref, domaine de conseil en ressources humaines.

Nous avons la volonté d'accroître le savoir-faire du cabinet en élargissant le champ de compétences de chacun de ses collaborateurs, au profit d'une clientèle fidèle et solide que nous continuons de développer ensemble.

De formation supérieure, vous avez acquis une expérience significative du conseil auprès des entreprises et parlez couramment l'anglais. Humainement, vous êtes un homme de petite structure, reconnu par une clientèle qui vous est attachée et que vous servez de manière qualitative.

Si cette perspective de collaboration vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et préséntations salariales), sous la réf. LM/C, à Michel Garnier & Associés, 6 av. Delcassé, 75008 PARIS. Consultez notre site internet : <http://www.mgarcut.com> E-mail : bienvenue@mgarcut.com

M G & A

Michel Garnier & Associés

Conseil Audit

*Dans le conseil aussi
les plus gros ne sont pas
toujours les plus forts.*

Présents sur le marché du conseil depuis 10 ans, qualifiés OPQCM et certifiés ISO 9001, la qualité de nos prestations en France comme à l'étranger (50% du CA est réalisé à l'international) nous a permis de gagner la confiance des plus grandes entreprises. Vous aussi devenez leur partenaire. Nous les accompagnerez, de la stratégie à la mise en œuvre de plans d'action. Notre priorité : leur transmettre le savoir-faire de notre cabinet qui s'articule autour de trois axes : concevoir, produire et distribuer. Cette démarche nécessite d'établir avec chacun des relations de confiance. Pour vous, c'est l'opportunité de voir se réaliser vos projets et d'en valider la justesse. Le sur-mesure pourrait résumer notre conception du conseil.

Nous fondons notre réussite sur nos concepts originaux, sur des ambitions fortes impliquant des transformations profondes et des réalisations en court terme.

SIRIS

En rejoignant notre équipe, vous choisissez de travailler sur des projets ambitieux et de mener intégralement vos missions. A 28-35 ans, de formation supérieure (grandes écoles d'ingénieurs, Normale Supérieure, MBA...), vous avez idéalement une première expérience dans le secteur de l'industrie ou du conseil. Cependant votre personnalité est déterminante. Doté d'un sens des réalités précis et d'un fort esprit d'analyse et de synthèse, l'envie d'entreprendre vous caractérise. Capable de créer un partenariat avec vos clients, vous savez à la fois anticiper, provoquer, déranger et convaincre les décideurs afin de leur apporter une vision nouvelle de leur avenir.

Si vous privilégiez la qualité et la performance, bienvenue chez Siris.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence LM/0802, à SIRIS Partenaires SA, 92100 Boulogne-Billancourt.

Groupe Financier en pleine expansion, Paris 8ème, recherche son

Juriste d'Affaires (H-F)

Véritable conseil auprès de vos interlocuteurs :
 - Vous accompagnez les directions opérationnelles et fonctionnelles dans le traitement de l'ensemble des affaires juridiques, notamment lors de l'étude et de la réalisation des interventions financières (prises de participations, protocoles d'accord, pactes d'actionnaires, droit boursier, etc...) ou de la mise en place de contrats de recherche & développement.

- Vous êtes en mesure de conseiller, en matière juridique et fiscale, les filiales du groupe et les organismes professionnels de son secteur.

Diplômé de l'enseignement supérieur, d'un DESS en droit des affaires et/ou fiscalité, ou d'un DJCF, **votre expérience de 5 à 10 ans maximum au sein d'une entreprise, d'une banque d'affaires ou d'un cabinet de conseil juridique vous permet d'aborder tous les aspects juridiques rencontrés dans la vie d'une société.**

Vous êtes doté d'une grande capacité de travail, de rigueur et d'aisance relationnelle et d'un bon sens de la négociation. La pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci de bien vouloir adresser lettre manuscrite + CV ainsi que vos préséntations, **sous la référence DJA**, à notre Conseil Linden 3, Avenue du Président Wilson - 75116 PARIS

Linden

L'OFFRE ADVERTISSEUR

PROFIL RH

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Nouvelle adresse :
 105, rue des Moines
 75017 Paris
 Tél : 01 40 25 47 13
 Fax : 01 40 25 03 88

Juriste contentieux

► Groupe industriel de premier plan dans le domaine des matériaux énergétiques et de la chimie (5 milliards de francs de CA, 5 200 personnes), notre politique de diversification et notre stratégie de développement externe nous permettent d'occuper aujourd'hui de solides positions

industrielles et commerciales. Organisés en Unités Opérationnelles autonomes correspondant à nos savoir-faire dans la Chimie, l'Espace, la Défense et la Pyrotechnie, nous exportons dans plus de 70 pays la moitié de nos productions réalisées sur une quarantaine de sites.

A 35 ans environ, de formation juridique supérieure en droit privé, vous désirez valoriser une expérience acquise de préférence en cabinet. Autonome et pragmatique, vous savez allier la rigueur à un relationnel aisé. La pratique courante de l'anglais est bien entendu nécessaire dans cette fonction.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo et préséntations), sous réf. JC, à Hervé CRESPIN, Direction des Ressources Humaines et des Relations Sociales, 12 Quai Henri-IV, 75181 Paris Cedex 04 ou h.crespin@snpe.fr

GROUPE SNPE

Consultant junior (H/F) Recrutement de cadres et de dirigeants

Secteur assurance - Leader mondial du conseil en management et en technologie, PA Consulting Group (2 500 personnes dans 20 pays) a bâti et développé sa renommée en France sur le conseil en recrutement, l'évaluation et le développement, ainsi que le management du changement. Pour renforcer notre croissance, nous souhaitons intégrer un jeune consultant pour notre activité de conseil en recrutement de cadres et dirigeants dans le secteur de l'assurance où notre leadership est reconnu. Ce consultant mènera des missions de recrutement en s'appuyant sur l'infrastructure d'un grand groupe. A terme, il gèrera et développera de façon autonome un portefeuille de clients. Ce poste basé à Neuilly, s'adresse soit à

un chargé de recrutement connaissant bien les métiers de l'assurance et désireux de s'investir dans une nouvelle carrière, soit à un consultant junior issu d'un cabinet de conseil et ayant mené des missions significatives dans le secteur de l'assurance. Une bonne maîtrise de l'anglais est nécessaire. Écrire en précisant la référence 0975/D/B/CJ à Madame BAUD-BERTRAND - PA CONSULTING GROUP - 114, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY Cedex - Tél. 01 40 88 79 74. Vous pouvez également envoyer votre CV à l'adresse dominique.baud-bertrand@pa-consulting.com ou en remplissant notre formulaire de candidature sur notre site www.pa-jobworld.com

Global Recruitment

PA Consulting Group**Un Juriste H/F****Monde de carrières à portée de main**

Juristes Ressources humaines

Juriste d'entreprise droit des sociétés (75)

- Analyse de dossiers complexes dans le cadre de restructurations, montages sociétaires (fusions, acquisitions).
- Modifications statutaires, approbation des comptes, secrétariat juridique de 20 sociétés.
- Veille législative sur les accords commerciaux.
- Formation Bac+4/5, 3 à 7 ans d'expérience en sociétés de services.
- Rémunération 250 KF.

■ Réf. TAP 20.178

Juriste unique droit social-droit des sociétés (91)

- Conseil et suivi des dossiers liés à la vie des contrats individuels de travail.
- Formation Bac+5, 2 ans d'expérience minimum dans la fonction.
- Anglais courant.
- Rémunération 250 KF.

■ Réf. TLC 20.214

2 juristes droit social (91 et Province)

- Gestion des négociations collectives avec les instances syndicales
- Mise en place et suivi d'un accord d'entreprise sur les 35 heures.
- Conseil auprès de la direction sur la politique sociale et sur la gestion du personnel.
- Formation supérieure + 15 à 20 ans d'expérience dans la fonction.
- Rémunération ± 500 KF.

■ Réf. TAR 20.234/20.235

Envoyez votre CV à PAGE INTERIM JURIDIQUE
52, rue de la Bénevolance 75008 Paris
ou déposez le sur notre site Web <http://www.pageinterim.com>
Tél. 01 43 77 33 33 - Fax. 01 40 75 04 60

PAGE
interim Juridique
Conseil en recrutement temporaire spécialisé

AVOCAT EN DROIT DES SOCIÉTÉS Reims

Nous sommes un cabinet d'avocats de grande notoriété, membre d'un important réseau français et international. Notre développement nous amène à renforcer notre équipe spécialisée en droit des sociétés. Le titulaire du poste se verra confier une clientèle d'entreprises situées à l'intérieur du pôle économique Reims - Epernay - Châlons-en-Champagne pour laquelle il assurera des prestations de haut niveau allant de la modification de structure juridique au conseil en stratégie. Âgé d'au moins 28 ans, titulaire du CAPA et d'une maîtrise de Droit au minimum, il l'aîse dans l'utilisation des moyens informatiques, il aura acquis une expérience de 2 à 5 ans en cabinet ou dans le service juridique d'une entreprise.

Il s'agit d'une très belle opportunité car, outre une grande autonomie et des facilités de formation, de larges possibilités d'évolution de rémunération et de responsabilités sont ouvertes.

Pour la saisir, merci d'adresser votre candidature sous référence K.02.543 à notre Conseil, Daniel LANDEAU, qui vous garantit réponse et discrétion totale.

HUMANOR
Département Conseil en Recrutement
18, Résidence Flandre - 59170 CROIX

GROUPE
Humanor

Premier courtier d'assurance français recrute

Un Juriste H/F

Notre croissance nous conduit à renforcer notre pôle d'expertise juridique. Rattaché au directeur juridique, vous réaliserez des études et conseillerez avec pertinence les opérationnels : vous intervenez dans tous les domaines du droit des affaires (droit commercial, de la concurrence, informatique...) et bien entendu du droit des assurances, sans pour autant exercer un rôle technique. Force de proposition, vous établirez, négocierez, validerez des contrats. Titulaire d'une double formation, d'un troisième cycle en droit des affaires et en droit des assurances, vous justifiez impérativement d'une expérience de cinq ans en entreprise ou dans un cabinet.

Vos capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse, votre aptitude au travail d'équipe, sont vos atouts pour réussir dans ce poste dont la variété des dossiers traités constitue la richesse.

Lieu de travail : Neuilly sur Seine.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo, lettre manuscrite, rémunération actuelle) sous référence JUR/MFC à



GRAS SAVOYE
Direction des Ressources Humaines
B.P. 129
92202 NEUILLY SUR SEINE CEDEX

Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi parues dans LE MONDE et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, secteur, lieu, mot-clé. Mise à jour hebdomadaire le jeudi

Une façon

SIMPLE
FIABLE
EFFICACE

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà parue

Gestion Finance

Ce sont nos clients qui, depuis trois siècles, ont forgé la réputation de la Banque NSM en matière de satisfaction, de confiance et de discrétion. Ce sont nos équipes qui perpétuent cette tradition de professionnalisme et de modernité, dans une banque membre de l'un des réseaux les plus étendus au monde, le Groupe ABN AMRO. Nos services et produits, performants et innovants, vous ouvrent les portes d'une banque tournée vers le monde, attentive à l'avenir des marchés financiers et au devenir de chacun de ses collaborateurs.

*Nous n'avons
jamais su compter...
autrement que
sur votre talent.*

Attachés clientèle privée

Des activités marquées par un fort développement, le souci constant de la satisfaction d'une clientèle exigeante... Tout concourt aujourd'hui au renforcement de nos équipes, notamment au sein de nos succursales régionales.

Véritable homme de terrain, vous développez un portefeuille de particuliers haut de gamme, constitué pour partie par votre propre prospection. Attentif à l'évolution des marchés et soucieux de répondre efficacement à nos clients, vous proposez des solutions personnalisées et efficaces, élaborées avec l'appui de nos spécialistes de l'ingénierie patrimoniale, de l'assurance-vie, de la fiscalité...

A 25/30 ans, diplôme d'une ESC, vous justifiez d'une première expérience commerciale réussie auprès d'une clientèle patrimoniale. Nous vous proposons dès à présent de rejoindre une banque de renom où vous exercerez, en toute autonomie, talent commercial et sens de la négociation.

Notre stratégie de croissance, alliée à notre appartenance au premier groupe bancaire étranger en France, vous ouvre des perspectives d'évolution motivantes. Ces postes nécessitent une bonne connaissance du tissu économique local.

Hélène Schweblin vous renvoie de lui adresser votre dossier de candidature sous référence ACP/M/02 en précisant la ville choisie à : Banque NSM, 3 avenue Hoche, 75410 Paris Cedex 08.
www.banque-nsm.fr

Banque de Neuflize, Schlumberger, Mallet

LE HAVRE
MULHOUSE
LYON
NICE
MARSEILLE
TOULOUSE
BORDEAUX
NANTES
RENNES

La Documentation française, éditeur et centre de documentation public, recherche pour son site d'Aubervilliers :

un CONTRÔLEUR DE GESTION

junior (H. ou F.), jeune diplômé(e) bac + 5,
sortant d'école ou avec une première expérience,
école de commerce, DESS ou IUP de gestion.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. avec préférences (sous réf. 9901) à :

LE MONDE PUBLICITE 21 bis, rue claude-Bernard
BP 218 - 75226 PARIS Cedex 05, qui transmettra.

La Direction juridique
et fiscale d'un grand
établissement financier
recherche

UN GESTIONNAIRE FISCAL DE HAUT NIVEAU

Au sein d'une équipe de 5 personnes, vous définirez et mettrez en place des procédures fiscales dont vous contrôlerez la bonne application. Vous suivrez les opérations des services et participerez à l'établissement de l'impôt à titre prévisionnel.

Maîtrisant la comptabilité bancaire, vous manifestez une très forte motivation pour la fiscalité et vous montrez ouvert aux aspects économiques et financiers. Vous êtes de préférence, ancien(ne) élève de l'Ecole Nationale des Impôts ou titulaire d'un des diplômes suivants : maîtrise de gestion, DESCIF, DEGF.

Doté d'un esprit rigoureux et logique, vous possédez une aptitude à communiquer, le sens des relations humaines et le goût des contacts.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV en précisant la référence 386 sur l'enveloppe, à SAFARI, 17, boulevard Poissonnière, 75082 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Marketing - Communication

GRUPE DE
COMMUNICATION
CORPORATE
RECHERCHE

Consultants en communication interne h/f

Pour aller plus loin ensemble,
contactez le 01 55 33 43 78
du lundi au vendredi de 9h à 17h.
en précisant la référence 608.

HACHETTE Livre

RESPONSABLE MULTIMÉDIA

Rattaché à notre Branche Education, vous définissez et mettez en œuvre la politique en matière de produits multimédia (off line et on line).

A ce titre, vous réalisez le plan de développement des différents projets, organisez les bases de données nécessaires, menez les négociations avec les principaux interlocuteurs internes et externes.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez impérativement acquis une expérience significative dans le développement de projets multimédia. Vous connaissez bien le secteur éducatif français et parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous référence RM/LM à S. Meyer, HACHETTE Livre, 43 Quai de Grenelle, 75905 Paris cedex 15.



OMI

Responsable filiale

Responsable filiale
Réf. 2000
Date Ouv.
E-mail

Juristes Ressources humaines

Sous contrat à temps partiel

Avocat en Droit Socia

Le capital humain est le bien le plus précieux d'une entreprise. Informer, recruter, susciter l'adhésion : la vocation de THE LINK FACTORY est de concevoir et de produire des liens de communication qui unissent les collaborateurs et les publics extérieurs de l'entreprise. Communication pour les ressources humaines et communication électronique, THE LINK FACTORY, filiale d'HAVAS ADVERTISING vous offre l'opportunité de devenir :



Conseil en Communication Ressources Humaines

De formation supérieure, vous possédez 3 ans minimum dans un environnement ressources humaines. Vous maîtrisez parfaitement toutes les facettes de la communication RH. Réalisation d'importants plans media, gestion des annonces, vous connaissez par cœur tous les outils de communication media et hors media.

Au-delà de ces connaissances, vous êtes à même d'établir des relations privilégiées avec vos clients, d'anticiper leurs demandes et de répondre de manière réactive à leurs besoins. Pour étayer vos recommandations, vous possédez une aisance relationnelle hors pair. Vous avez une vision globale des enjeux RH et, surtout, un excellent esprit d'équipe et l'envie d'avancer.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et présentions), sous référence LM/LF02, à notre Conseil qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Mireille Proust Consultants
162, rue de Rivoli - 75001 Paris
<http://www.mireilleproust.com>

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE,
Ouest de la France, recherche
JEUNE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL auprès de la direction de la chambre
(ESC/SCIENCES PO 3^e cycle en communication)

Vous assurez la permanence de la politique du DG et participez à la concrétisation des orientations stratégiques. Vous coordonnez les actions, animez les groupes de projets, facilitez le travail de décision des élus et gérez la communication. Vous accédez rapidement à une vision stratégique, organisationnelle et fonctionnelle de la Chambre. Vous serez assisté d'une équipe de deux chargés de communication et de deux assistantes.

Une première expérience en entreprise a révélé votre sens de l'organisation, votre excellent relationnel ainsi que des qualités rédactionnelles et de synthèse certaines.

Pour ce poste à responsabilité et évolutif, adressez votre dossier complet :
lettre de motivation manuscrite, CV, photo et présentions à notre Conseil Sophie BECQUET LHERITEAU, sous référence CCI/OIF, BP 5, 17 002 La Rochelle Cedex 1
(confidentialité et réponse assurée)



ARS COM
PME spécialisée
dans les
radiocommunications,
recherche pour son
développement

JEUNE COMMERCIAL (H/F)

Mobile et motivé
de niveau BAC + 2
(sensibilité technique souhaitée)
Débutant accepté, formation assurée.

Envoyer lettre de motivation + CV et photo à :
ARS COM - 189, rue d'Aubervilliers
75886 PARIS Cedex 18

CONSULTANT Hors Media - Communication interne

Réfléchir, oui. Mais expliquer encore et agir, toujours.

Un métier qui vous en apprendra beaucoup sur les autres et sur vous-même si vous suivez créer, convaincre, élaborer et vendre des stratégies de communication interne et des plans d'action. De formation Bac +4/5 (Sciences Po, Celsa, 3^e cycle en communication d'entreprise), vous avez une première expérience en entreprise ou de chargé(e) de communication interne ou bien dans la vente de conseil aux entreprises dans l'univers de la communication.

Choisissez l'exigence et la performance.

Votre réflexion
stratégique
est à la
hauteur
de votre
talent
commercial

Notre agence de communication spécialisée en forte croissance, filiale d'un grand groupe, se caractérise par un esprit d'innovation permanent, du travail, du travail et toujours du travail. Mais quel plaisir !

Si vous faites rimer action et réflexion, écrivez vite, sous référence LM, à : Séverine BEUBRY, 170 rue du Président Wilson, 92300 Levallois-Perret.



Rencontrez-nous sur les annonces

REPRODUCTION PROHIBTEE

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999 / XIX

Carrières internationales

**MALI (Bamako)**

Société d'assistance technique internationale recherche

• Directeur de filiale Réf. Offre MAR-99-1063

Le candidat est au moins titulaire d'un diplôme de niveau bac+5 en gestion des ressources humaines ou équivalent avec une grande expérience dans le secteur public ou privé. Il a également des connaissances dans d'autres corps d'état : cadastre/géologie/mécanique. L'expérience de l'Afrique est absolument obligatoire. Contrat d'expatriation à durée indéterminée. Rémunération 350 à 400 KF/mois selon profil + avantage liés à l'expatriation.

Adresser lettre manuscrite + CV à : OMI, Délégation Régionale de Marseille, 16, rue Antoine Zatta, 13331 Marseille cedex 03.

THAÏLANDE

Groupe transit international - logistique overseas recherche

Responsable filiale Réf. Offre LYD-99-1049

Responsable de son centre de profit (objectifs, ventes, budget), le candidat assure la bonne marche des opérations aériennes et maritimes import et export, anime et développe une équipe d'environ 15 personnes et gère les achats, les facturations et les paiements. Âgé de 27 à 40 ans, formation ESC et/ou Trans-Logistique, il justifie d'une expérience réussie d'au moins 5 ans en transit-logistique et si possible d'une bonne connaissance de l'Asie. Développer, ayant préalable une forte autonomie, il est bilingue français/anglais. CDI de droit local avec avantage liés à l'expatriation. Rémunération négociable.

Adresser lettre manuscrite + CV à : OMI, Délégation Régionale de Lyon, 7, rue Quivogne, 69286 Lyon cedex 02.

GABON

Entreprise spécialisée dans le domaine du bois et de la construction recherche

• Chargé d'affaires Réf. Offre NOV-99-1160

Titulaire d'un BTS Forest et Construction, le candidat prévoit et organise, à partir d'un dossier technique, les différentes étapes pour permettre l'exécution des travaux dans les meilleures conditions de délais et de coûts. Il assure la responsabilité technique, administrative et budgétaire des chantiers jusqu'à la garantie du parfait achèvement des travaux. Il établit les relations avec les différents partenaires externes ou internes à l'entreprise. 15 ans d'expérience dans un poste similaire sont exigés. Des connaissances des réseaux hydrographiques et hydrauliques sont demandées. Contrat de droit local à durée indéterminée. Rémunération à négocier avec la firme.

Adresser lettre manuscrite + CV à : OMI, Délégation des Migrations Internationales, Délégation de Montrouge, Service BTB, 221, avenue Pierre Brissot, 92100 Montrouge.

POLOGNE

Groupe international évoluant dans le secteur industriel recherche

• Directeur centre de profit Réf. Offre STB-99-1049

Le candidat est chargé de prendre la direction opérationnelle d'une unité du groupe. Manager, gestionnaire et commercial, il est directement responsable des résultats de ce centre de profit. Il fait preuve d'autonomie, de responsabilité et d'initiative dans le cadre des objectifs et des méthodes du groupe. Il peut être amené à collaborer à l'implantation, puis à l'animation de nouveaux sites en fonction de ses résultats. Âgé de 35 à 45 ans et de formation supérieure technique ou de gestion, il justifie d'une expérience confirmée de direction d'entreprise. Trilingue anglais/polonais exigé. CDI de droit français. Poste à pourvoir dès que possible.

Adresser lettre manuscrite + CV à : OMI, Délégation de Strasbourg, Bureaux Europe, 20, place des Halles, 67000 Strasbourg.

NICARAGUA

Société d'assistance technique internationale recherche

• Ingénieur travaux génie rural Réf. Offre MAR-99-1065

Le candidat est chargé de la réhabilitation d'ouvrages de génie rural hydraulique dans le domaine de l'assainissement et de l'eau potable (installations sanitaires de base, puis, pompes manuelles, aménagement de sources, de bornes fontaines, de réseaux villageois). De formation ingénieur (ENGEES (génie de l'eau et de l'environnement) ou équivalent), il maîtrise parfaitement la langue espagnole, les mécanismes de fonctionnement de la Communauté Européenne et justifie d'une expérience similaire à l'international (10 ans minimum) en Amérique Latine. CDI d'expatriation, départ en famille. Salaire 360 KF/mois + avantage liés à l'expatriation.

Adresser lettre manuscrite + CV à OMI, Délégation Régionale de Marseille, 16, rue Antoine Zatta, 13331 Marseille cedex 03.

GRANDE-BRETAGNE (environ de Londres)

Groupe français de télécommunications recherche

• Responsable clientèle Réf. Offre ILL-99-1183

La mission consiste à vendre différents types de terminaux (téléphones, fax...) auprès d'une clientèle de distributeurs spécialisés, à recruter de nouveaux distributeurs et à négocier avec eux, ainsi qu'à animer le réseau actuel par des techniques de marketing existantes ou à mettre en place. Le candidat, diplômé d'une école de commerce ou équivalent, est motivé par la vente et possède des qualités de négociateur. La pratique courante de l'anglais est impérative. Une première expérience dans le domaine de la vente est un atout. Ce poste basé à proximité de Londres offre des perspectives d'évolution au sein du groupe et est à pourvoir de façon immédiate.

Adresser lettre datée et signée + CV les 2 en anglais à : OMI, Délégation Régionale de Lille, 892, avenue de la République, 59700 Marcq-en-Barœul.

Juristes Ressources humaines

Cabinet d'Avocats d'affaires international recrute pour son implantation lyonnaise :

Avocat en Droit Social

H/F

Vous interviendrez pour le compte d'une clientèle française ou étrangère comme conseil sur des dossiers relatifs notamment aux aspects sociaux des restructurations d'entreprise, des licenciements économiques collectifs, des mécanismes d'aménagement/reduction du temps de travail. Vous serez également appelé à traiter des relations individuelles de travail et des modes de rupture du contrat de travail. Âgé de 30 à 33 ans, de formation juridique supérieure en droit social (DEA, DESI), vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans en cabinet d'avocats.

159 avenue Achille Peretti 92522 Neuilly-sur-Seine cedex
http://www.mpfrance.com

Michael Page

JURIDIQUE & FISCAL

Ouvert à la réflexion et attentif aux mutations tant législatives que réglementaires, vous faites preuve d'une réelle capacité d'adaptation. Doté d'une grande autonomie et d'un fort potentiel relationnel, vous souhaitez vous investir au sein d'une structure évolutive qui appréciera votre expertise technique autant que votre professionnalisme.

La pratique courante de l'anglais est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence JEV26633 à Eric Verney.

e-mail : txxlegal@michaelpage.com

LA COMMISSION EUROPEENNE

recette des 10/02

Secrétaires

des langues françaises
Concours général COM/C/2/99

Conditions requises

C'est un concours national à caractère international

durée maximale 150x1500 écrites, le 19/03/1999

- avoir une connaissance approfondie de la langue française et une connaissance satisfaisante d'une deuxième langue de l'Union européenne;
- être titulaire d'un diplôme de fin d'études moyennes;
- posséder un diplôme sanctionnant une formation spécifique en secrétariat d'au moins 1 an et une expérience professionnelle d'au moins 2 ans, en rapport avec les fonctions faisant l'objet du concours. A défaut de ce diplôme, posséder une expérience professionnelle d'une durée minimale de 3 ans;
- L'expérience devra, dans tous les cas, avoir été acquise postérieurement au diplôme de fin d'études moyennes.

Lieu d'affectation: Bruxelles, Luxembourg ou tout autre lieu d'activité de la Commission européenne.

La Commission européenne met en œuvre une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et veille scrupuleusement à éviter toute forme de discrimination basée sur la race, les croyances ou les handicaps.

L'avis de concours est publié au Journal officiel C 27 A du 02.02.1999. Sous peine d'exclusion du concours, les candidats doivent utiliser l'acte de candidature inséré dans le Journal officiel. Celui-ci peut être obtenu en envoyant sous pli une enveloppe (minimum 23 x 32 cm) non timbrée, libellée à votre adresse, à la Commission européenne.



COMMISSION EUROPÉENNE

Réputation en France,
Service Concours (COM/C/2/99),

- 288, boulevard St-Germain,

F-75007 Paris

- 2, rue Henri Barbusse,

F-13241 Marseille CEDEX 01

Unité "Politique de Recrutement;
Concours et Sélections"

MO34 (COM/C/2/99),

rue de la Loi 200,

B-1049 Bruxelles.

Date limite pour l'envoi de l'acte de candidature obligatoire:
19.03.1999.



DIRECTEUR EUROPE

Jeune Dirigeant, autour de 35 ans, diplôme INGÉNIERIE "X", ECP, MINES Paris... HEC, INSEAD, ESCP vous avez déjà prouvé vos qualités de décideur, de négociateur, de gestionnaire et d'animateur. L'expérience du secteur LOCATIF sera un plus.

FRANÇAIS et ANGLAIS courants exigés avec une autre langue.

Basé au PDG, le Directeur EUROPE doit définir, mettre en œuvre notre stratégie de développement, élaborer les budgets.

Merci d'envoyer lettre MANUSCRITE (photo), CV détaillé actualisé, avec le SALAIRE Annuel Brut Souhaité sous réf. M 99015 fax à Marie-Françoise LAUTREC LEPPY, Conseil en Recrutement, 27 rue Pergolèse, 31000 TOULOUSE, Première Entrevue en Français/anglais à Paris/Toulouse. Confidentialité assurée.

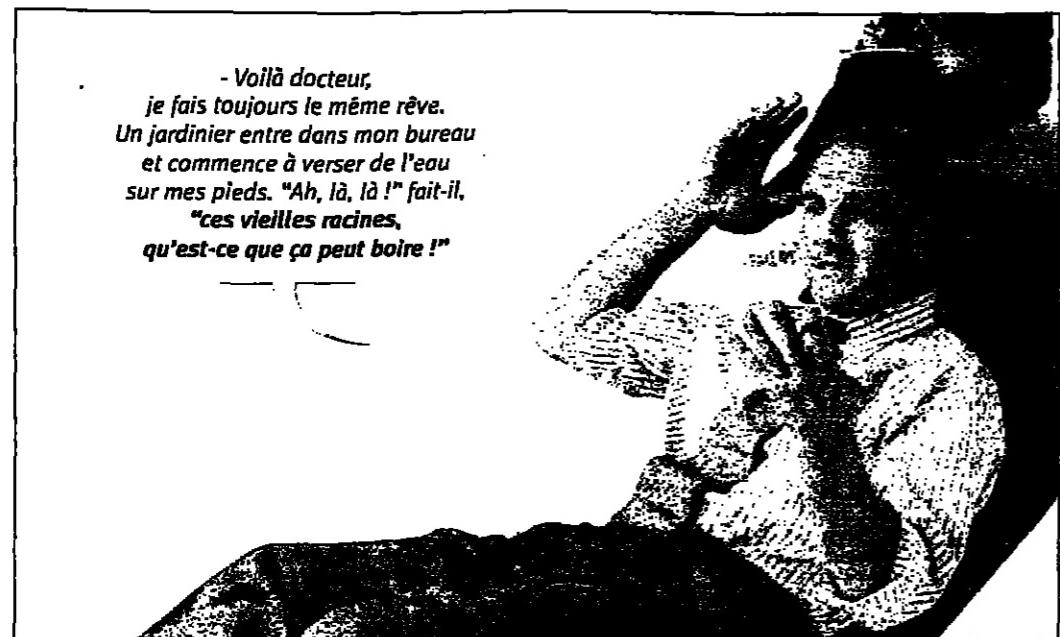
Marie-Françoise LAUTREC LEPPY



Retrouvez toutes les annonces du Monde :
INTERNET • <http://www.cadresonline.com> • <http://www.lemonde.fr/emploi>
MINITEL • 3615 cadresonline (2,23 F/mn) • 3615 LE MONDE (2,23 F/mn)



Le monde des cadres



Peur de rester figé dans votre entreprise ?

**Chez Oracle,
l'avenir vous inspire.**

Systèmes d'informations, Internet, Décisionnel, Multimedia, Télécoms,... A un moment où la convergence de toutes ces technologies s'accélère, il est normal de vous poser les bonnes questions sur votre avenir. Oracle est prêt à y répondre, très simplement... Avec 5 000 personnes dans le monde, la division Oracle Applications - solution intégrée de plus de 50 modules de Production, Supply Chain Management, Comptabilité/Finance, Ressources Humaines et Front Office - croît deux fois plus vite que le marché. Enjeu stratégique pour Oracle, l'activité Applications bénéficie d'un potentiel de développement exceptionnel.

Consultants avant-vente ORACLE APPLICATIONS

- PREMIER ÉDITEUR MONDIAL DE BASES DE DONNÉES D'ENTREPRISE
- DEUXIÈME ÉDITEUR MONDIAL DE PROGESSIELS
- LEADER MONDIAL EN SYSTÈME D'INFORMATION DÉCISIONNELLE
- UNE OFFRE INTERNET/INTRANET SANS ÉQUIVALENT

Vous intégrez une équipe de 50 consultants, organisée par marché : banque, secteur public, services, industrie et PME. Expert sur l'un de ces marchés, ou expert dans les métiers des Ressources Humaines, du Manufacturing, de la Logistique ou du Front Office (outils de fidélisation client), vous accompagnez les ingénieurs d'affaires dans le processus de vente de solutions applicatives. Interlocuteur de nos clients grands comptes (directions opérationnelles et générales), vous qualifiez, orientez les besoins et participez à la conception et à la présentation de la solution proposée.

La taille des projets que vous gérez pendant le cycle de vente nécessite la mise en place d'offres complémentaires avec nos partenaires et centres de compétences européens. Une approche qui vous garantit une variété de contacts et de problématiques tout en exigeant une forte adaptabilité, une bonne organisation, de l'initiative et de la créativité.

Dix ans d'expérience minimum en poste professionnel en entreprise ou dans un cabinet de conseil, vous ont permis de participer à la mise en œuvre d'un système d'information ou de pilotage. Aujourd'hui, valorisez votre expertise métier ou marche au sein d'un éditeur majeur dans une équipe de professionnels. Vous bénéficierez d'une formation à nos produits de 5 semaines, en Europe ou aux Etats-Unis.

Notre politique active de développement offre des perspectives d'évolution vers l'expertise, le management, ou l'international. La maîtrise de l'anglais professionnel est nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. AVA/LM/02/CL à Oracle France, 89 av. François Arago, 92000 Nanterre. Email:emploi@fr.oracle.com (préciser la référence du poste). Pour en savoir plus : www.oracle.fr

ORACLE®

Logiquement tourné vers le futur*

Spécialiste du Conseil et de l'édition pour le compte des plus grands groupes français et étrangers, nous proposons une approche globale dans le traitement des informations financières, juridiques et de gestion. Les perspectives de nos 250 collaborateurs reposent sur des données factuelles : une présence à l'international, une croissance dynamique et une approche Services à travers la mise en œuvre de Systèmes d'Information Groupe.

Manager Formation

Pour renforcer nos équipes, nous vous proposons de nous rejoindre. Vous aimez créer, développer, animer. Venez piloter notre activité formation. Vous définirez les différents projets pédagogiques, adapterez les supports aux besoins de nos stagiaires et étendrez notre offre formation auprès de nos clients. Véritable facilitateur, vous saurez fédérer nos consultants autour de nos projets formation dans un souci d'efficacité et de satisfaction clients.

A 34 ans environ, vous témoignez d'une double compétence gestionnaire/formateur. Vous avez réussi vos premières expériences de contrôleur de gestion, consolideur ou de consultant et avec nos vog qualités pédagogiques au service des autres. Depuis environ quatre ans, vous êtes responsable de la création et de l'animation de stages dans le domaine de la gestion et/ou de la finance orientée produit. Vous êtes diplômé d'une école de gestion ou équivalent et connaissez parfaitement le monde de l'informatique de gestion.

La maîtrise de l'anglais sera appréciée.

Réf. 4563/M

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Evelyne LEVY - CARTESIS

23-25 rue de Berri 75008 Paris. www.cartesis.com

by **CARTESIS®**

BRUXELLES - HAMBURG - MELBOURNE - NEW YORK - PARIS - Utrecht

مكتبة المعلم

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE



RÉGION CHAMPAGNE (REIMS)

Notre Groupe ESC (30 professeurs permanents - 2 200 étudiants dont 300 étrangers - budget 105 MF) est en France l'un des premiers pôles de formation en management. Nous regroupons 3 écoles de culture française et internationale : Sup. de Co (bac+5), CESEM et TEMA (bac+4), ainsi que des MBA et une unité de formation de cadres et dirigeants. Les axes majeurs de notre développement sont de poursuivre et d'accroître :

- la dimension multiculturelle, par des partenariats nationaux et internationaux avec les meilleures écoles d'ingénieurs françaises et de prestigieuses universités étrangères ;
- la qualité et le niveau de service, en faisant évoluer nos infrastructures et nos capacités structurelles et pédagogiques ;
- les relations avec les entreprises.



Chambre de Commerce et d'Industrie de Bourgogne et d'Orléanais

Pour y faire face, nous intégrons :

Directeur adjoint

Dans un esprit de concertation, et capable d'autonomie dans le cadre de directives très larges, vous êtes responsable de la gestion, de l'organisation et du pilotage de l'ensemble des opérations de coordination interne de l'institution, de la conception et de la mise en œuvre du projet qualité du groupe, et enfin de la préparation, du suivi et du contrôle du budget du groupe. A 38 ans environ, vous justifiez d'une formation supérieure (bac+5, doctorat ou équivalent) et d'une double expérience de 5 à 10 ans, conjuguant des parcours d'enseignant ou de formateur en management et de dirigeant ou cadre dirigeant (encadrement d'équipe de haut niveau) d'une école ou d'un centre de formation managériale. Une culture de conseil de direction et de qualité dans le domaine du service est un plus. L'anglais (lu, parlé et écrit) est un avantage certain. REF. 1825/MODES

Directeur délégué

Après de la Direction du groupe ESC, vous êtes en charge directe d'une partie de la conception et de la mise en œuvre, à partir d'objectifs négociés, du projet CESEM (vision, alliances, sélectivité), d'autre part de la garantie de son identité et de sa visibilité interne et externe (partenaires, étudiants, institutions diverses), et enfin de la préparation, du suivi et du contrôle du budget. A 35 ans minimum, parfaitement bilingue anglais, vous justifiez d'une formation supérieure (bac+5 ou doctorat) et d'une expérience d'encadrement d'équipes d'enseignants de l'enseignement supérieur (minimum 5 ans), en tant que responsable d'école ou de centre de formation au management... Ce poste suppose une personnalité fédératrice et rayonnante. De langue maternelle française ou anglaise, vous possédez une double culture d'enseignement et d'entreprise, et une visibilité internationale. REF. 1826/MODES

Directeur des études CESEM

Auprès de votre Directeur, vous organisez les activités pédagogiques, depuis la conception de leur architecture et la gestion de leur logistique jusqu'à la mise en œuvre des critères de validation, de conformité et d'ajustement, et en garantissant la qualité. Vous veillerez à l'implication des étudiants dans les études et prenez les mesures correctives nécessaires. A 32 ans environ, vous justifiez d'une formation supérieure bac+5 et d'une expérience significative (3 à 5 ans) en entreprise, ainsi qu'en tant qu'enseignant de l'enseignement supérieur. Ayant fonctionné comme responsable de programmes pédagogiques en école ou en centre de formation (entreprise ou grande école), vous maîtrisez la gestion de projets, et votre enthousiasme est communicatif. REF. 1825/MODES

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et votre CV détaillé, accompagnés d'une photo et du montant de votre salaire actuel, en précisant la référence du poste choisi, à notre conseil Moreno International, 17, rue Courmeaux, 91100 Reims.

MORENO INTERNATIONAL REIMS - PARIS



Pour accompagner son développement, la Société Générale recherche pour sa Direction des Assurances un :

Chargé d'Assurances IARD junior

L'entité « produits clientèle » de cette direction met en place des produits d'assurance IARD, destinés à être commercialisés, notamment auprès des particuliers, des PME et des artisans par le biais du réseau ou des filiales de la banque.

Vous êtes associé sur le plan technique à la conception et à la mise au point de nouveaux produits ainsi qu'à l'aménagement de produits existants.

Par ailleurs, vous effectuez le suivi économique de ces produits et participez au suivi budgétaire et administratif d'une petite société de courtage d'assurances.

Âge de 24/28 ans, de formation supérieure (DESS assurances, diplôme de l'Institut des Assurances ou ENAs, ESA), débutant ou justifiant d'une première expérience professionnelle dans l'étude de produits IARD, vous avez une sensibilité juridique et appréciez également les chiffres. La maîtrise d'Excel et de Word est indispensable.

Pour ce poste situé à la Défense, merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation et CV) sous la réf. CS/IARD à Société Générale, Service Recrutement, Espace 21, 92972 Paris-La Défense Cedex.

Avec 58 000 collaborateurs dans le monde, 2 600 agences en France et plus de 500 implantations dans 80 pays, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, groupe international, est active dans tous les métiers de la banque et de la finance.

<http://www.socgen.com/recrue>



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Procès du

Embarquement
Intégral

La mort
du Musée

À la table
d'un haut chef

Oncle